
LETTRES

A LA PRINCESSE JULIE

LA PRINCESSE JULIE

JULIE Bonaparte naquit le 6 juin 1830 à Rome, à la villa Paolina, de Charles, prince de Canino, et de Zénaïde, fille de Joseph-Napoléon, ancien roi d'Espagne. Dans ses instructions datées de Sainte-Hélène, l'Empereur avait engagé ses neveux et nièces à se marier entre eux, car, déclarés morts civilement, ils n'auraient pu contracter d'alliances dignes du nom qu'il leur laissait.

Ainsi, les deux filles de Joseph s'unirent à leurs cousins germains : l'aînée, Zénaïde, épousa le fils de Lucien, et la cadette, Charlotte, le fils de Louis, roi de Hollande, frère de Napoléon III.

* * *

Charles-Lucien Bonaparte, célèbre ornithologiste, — « un prince savant et sachant, » disait de lui Alexandre Dumas, — a publié en italien, en anglais et en français, d'importants travaux sur les plantes, les poissons, les oiseaux, enfin sur les animaux de toutes les espèces et de tous les pays. La plus connue de ses œuvres est l'*Iconografia della fauna italica*, qu'il mit dix ans à rédiger, et qui forme trois épais in-quartos ornés de belles planches en couleur.

Le prince de Canino organisa et présida, dans les principales villes de la Péninsule, des congrès scientifiques dont les

membres, choisis parmi d'éminentes personnalités libérales, préparèrent, en prenant contact, l'unité italienne. Ainsi la science servit le patriotisme.

En 1848, la politique vint l'arracher à la science. Élu député de San Ginnasio, il fut nommé vice-président de la Chambre de la république romaine ; là il parla toujours en faveur des opprimés et des causes généreuses, mais sa conduite fut diversement jugée. Quand Pie IX revint de Gaète, le prince fut exilé ; il se réfugia en Angleterre ; mais en 1850, son cousin Louis-Napoléon, qui avait blâmé son attitude révolutionnaire, finit par l'autoriser à s'établir à Paris. Dès lors, fidèle aux traditions républicaines de son père, il se désintéressa de la politique et, au lendemain du coup d'État, il écrivit à l'Empereur la noble lettre que nous publions ici, lui déclarant qu'il se retirait de la mêlée pour se consacrer définitivement à la science, mais qu'il lui recommandait ses enfants.

Le prince Charles Bonaparte au prince président

1^{er} novembre 1852.

Mon cher cousin,

Appliqué par goût dès ma jeunesse, vous le savez, à l'étude des sciences, je n'ai pris part à la politique que lorsque les circonstances m'en ont fait une loi. Ma conduite m'a été inspirée par mon dévouement à l'Italie, refuge de notre famille dans les temps de malheur, et qui, à toutes les époques, nous a donné tant de marques de sa reconnaissance pour les actes de l'Empereur en faveur de sa nationalité. J'ai cherché à payer ma dette : ma conscience est satisfaite, l'histoire me jugera. Quant au présent, ma voie est toute tracée : placé naturellement par mes précédents en dehors du cours actuel de la politique, je désire rentrer plus que jamais dans la vie privée et dans ces études scientifiques qui seront ma plus douce consolation dans ma retraite.

Un seul motif aurait pu me retenir : la nécessité de veiller au sort de mes enfants, mais je ne crains pas, mon cher cousin, de manquer à mes devoirs envers eux, en remettant entre les mains de Votre Altesse impériale le soin de leur avenir. Petits fils à la fois de Joseph et de Lucien, la mesure de leurs droits vous est connue, et de leur côté, dignes du nom qu'ils portent, ils

n'oublieront jamais que la femme de votre frère, si tendre pour eux, était la sœur de leur mère.

Je suis avec respect, mon cher cousin, de Votre Altesse Impériale, etc.

CHARLES-LUCIEN BONAPARTE.

Quant à la princesse Zénaïde, — bien que, pour l'attirer à Paris, son cousin lui eût offert un logement au palais du Luxembourg où elle était née en 1801, — elle avait conservé un si douloureux souvenir de la débâcle de 1815 qu'elle ne voulut pas s'exposer à voir une nouvelle invasion; elle ne se laissa pas séduire par les offres de l'Empereur, et elle resta en Italie avec ses enfants (1). Elle mourut à Naples le 8 août 1854, en soignant du choléra son plus jeune fils, le prince Napoléon-Charles.

* * *

Julie épousa à Rome, à la chapelle du palais Bonaparte, le 30 août 1847, Alexandre del Gallo, marquis de Roccagiovine. Malgré des dissentiments politiques entre ses parents, elle avait gardé à son père exilé un culte passionné, comparable à celui que M^{me} de Staël professait pour Necker. Aussi, dès que les circonstances le permirent, elle entraîna son époux à Paris, dont le président venait d'ouvrir les portes au prince de Canino.

Les vingt ans de la jeune marquise, son naturel méridional, sa grâce enfantine, son esprit primesautier ne tardèrent pas à faire la conquête de la grande ville. Éblouie elle-même par son propre succès et par l'irrésistible rayonnement de la Ville lumière, elle comprit que sa patrie véritable était sur ce sol fécond où les idées naissent et mûrissent, comme ailleurs les orangers. Son cœur battit avec le cœur de la nation dont les aînés évoquaient les souvenirs du premier Empire et dont les jeunes avaient une foi aveugle dans l'avenir du second, qui s'annonçait sous de glorieux et pacifiques auspices. Une aube

(1) La princesse Zénaïde hérita de son père le roi Joseph, la maison des Bonaparte, sise à Ajaccio; en 1852, le prince-président étant reconnu comme chef de la famille, sa cousine lui fit hommage du berceau de leurs ancêtres. A la mort de l'Impératrice Eugénie, devenue à son tour propriétaire de cette humble mais historique demeure, le prince Victor-Napoléon trouva que la maison où était né l'Empereur devait revenir à la France et, par un geste patriotique, il l'offrit au Gouvernement de la République, qui l'accepta et la déclara monument national.

lumineuse semblait se lever sur la France. La jeune femme ne vit plus pour elle d'autre séjour possible hors du beau pays de ses ancêtres et elle résolut de fixer sa demeure à Paris.

L'Empereur lui-même seconda ses projets. N'ayant pu attirer la mère, touché peut-être par l'émouvante recommandation du père, Napoléon III consentit à retenir les enfants. Il mit à leur disposition le bel hôtel Montholon, situé rue de Grenelle, 142, en face l'Archevêché.

La princesse Julie, — c'est sous ce nom qu'elle fut connue sous l'Empire, — s'installa au rez-de-chaussée surélevé de quelques marches, entre la cour d'honneur et le profond jardin dont les grands arbres en s'unissant à ceux du voisinage donnaient l'illusion d'un parc. Le salon de satin blanc aux fines boiseries argentées ne tarda pas à voir accourir les adhérents du nouveau régime et aussi certains personnages de l'opposition, heureux d'avoir un terrain neutre pour rencontrer des adversaires qui les tiendraient au courant des nouvelles et auxquels ils pourraient exhaler leurs récriminations, sans se compromettre. Les mécontents eurent du moins l'agrément d'empêcher ce salon de prendre le banal caractère officiel ; ils lui donnèrent même un certain cachet frondeur qui ne devait pas déplaire au souverain, tant il se savait défendu là où régnait sa spirituelle cousine.

La princesse Julie possédait les dons requis pour tenir un salon : l'art de faire donner à chacun sa note, et celui plus rare encore de savoir écouter et d'admirer les autres ; elle était douée d'un esprit fin, curieux de s'instruire et, quoique parfois malicieuse dans ses demandes, pour faire marcher la conversation, elle avait un cœur tendre qui compatissait à toutes les misères humaines : ses familiers comptaient sur son amitié qui survivait aux faiblesses, et même aux désertions. Fidèle à la devise qu'elle avait adoptée et qui la peignait tout entière : « ferme de cœur, mobile d'esprit, » elle savait diriger une causerie en passant d'un sujet à l'autre tout en conservant la constance de ses sentiments.

Et cependant, comme l'écrivait une de ses amies, elle fut un peu incomprise par sa famille, sauf par l'Empereur, pour lequel elle avait une réelle affection. Les autres parents étaient gênés par son esprit, trop philosophique pour les dévots, trop chrétien pour les frivoles et surtout trop spiritualiste pour la foule toujours un peu bornée.

La princesse avait su choisir dans tous les partis une élite qui faisait honneur à son goût et à son indépendance : sous ses conciliants auspices se rencontraient chez elle le prince Napoléon et M. Thiers, Émile Ollivier et Billault, La Guéronnière, surnommé la bouquetière du Sénat pour les fleurs qu'il distribuait à ses collègues, Émile Montégut, le meilleur traducteur de Shakspeare, et Maury l'auteur de *Le sommeil et les rêves*, Sainte-Beuve, Mérimée et Flaubert, Caro et Renan, l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, et le Père Hyacinthe, l'ambassadeur d'Angleterre, lord Lyons, et le ministre d'Italie, le chevalier Nigra. Les femmes étaient en minorité : la princesse leur appliquait le mot célèbre : « Celles qui viennent me font honneur, celles qui ne viennent pas me font plaisir ; » au lieu de les éloigner, cette invitation peu engageante attirait les curieuses qui accouraient dans l'espoir de faire quelque rencontre... défendue, et de rencontrer des personnalités... suspectes qu'elles ne voyaient pas ailleurs. C'étaient la dernière maréchale de l'Empire, la duchesse d'Albuféra et sa fille la spirituelle comtesse de la Redorte ; la duchesse de Galliera, qui représentait la Cour de Louis-Philippe, et la comtesse Adrienne de Montebello, dame de l'Impératrice Eugénie ; Madame Blancheotte, auteur de jolies pages, vers et prose, recueillis sous le titre : *le Long de la vie* ; elle était protégée par Sainte-Beuve, auquel elle rappelait l'humble Marceline ; la blonde duchesse Colonna, qui prenait le pseudonyme de Marcello pour signer les bustes de célébrités des deux sexes et la Pythie sur son trépied qui orne l'entrée de l'Opéra. Parfois une visiteuse imprévue qui semblait détonner dans ce milieu austère avec sa voix criarde et son accent exotique : la princesse de Metternich ! La spirituelle Autrichienne, se plaisant aux contrastes, ne dédaignait pas de faire une apparition dans ce salon plus sérieux que le sien, — entre deux fêtes mondaines, — soit qu'elle prit un malin plaisir à choquer des douairières, soit au contraire qu'elle éprouvât une certaine satisfaction à leur montrer qu'en dépit de ses allures tapageuses et grâce à son don d'assimilation, elle était de force à entonner un couplet philosophique aussi facilement qu'une chanson grivoise.

Je me souviens qu'en 1869, un mercredi de décembre, dans le salon blanc, Renan et Caro étaient absorbés dans une controverse sur l'idée de Dieu, quand la porte s'ouvrit à deux battants

et le maître d'hôtel annonça : « Son Altesse l'Ambassadrice d'Autriche ! » Tous se levèrent, la princesse entra en coup de vent, et, après avoir promené un sourire satisfait sur l'assemblée ahurie, elle s'effondra dans un fauteuil et s'écria en baissant les yeux : « Ça y est ! »

On se regarda, on se demanda quelle alliance diplomatique l'ambassadrice, qui était dans le secret des dieux, allait révéler : il s'agissait simplement d'une reprise d'alliance conjugale entre la « jolie laide » et son mari dont les petits journaux avaient dénoncé les infidélités, et que l'adroite princesse avait rattaché à son char. « Ça y est ! » C'était une façon peu protocolaire d'annoncer la prochaine naissance de son troisième enfant, — après douze ans d'entr'acte !

Émile Ollivier, dans sa grande fresque de *L'Empire libéral*, a placé un petit tableau de genre qui met une note familière et vivante entre les pages de la grande histoire : on songe à l'une des scènes intimes dont Michel-Ange a encadré le plafond biblique de la Sixtine :

« On remarquait alors dans la société impériale deux jeunes princesses Bonaparte : la princesse Charlotte, comtesse Primoli, véritable rêve de grâce aussi attrayante que bonne, qui portait partout la joie avec elle ; la princesse Julie, marquise de Rocca-giovine, d'un esprit primesautier et cultivé, d'un cœur haut, d'une large tolérance, recevant à la fois Sainte-Beuve, Renan et le Père Hyacinthe, alors carme édifiant, Billault et Émile Ollivier. Très liée avec l'amie de M. Thiers, la duchesse d'Albuféra, elle assistait souvent aux entretiens journaliers. On le cajolait, on lui offrait du chocolat, il leur lisait les fables de La Fontaine ou tout autre chef-d'œuvre de notre littérature ; on causait de tout, excepté de politique ; il ne songeait qu'à reposer et rafraîchir son esprit (1). »

* * *

Cette jolie gaité, — cette *spensieratezza*, selon la charmante expression italienne, — qui présidait à ces aimables réunions, fut assombrie par le plus cruel malheur qui puisse frapper une mère : la princesse Julie vit mourir entre ses bras sa

(1) Émile Ollivier, *L'Empire libéral*, t. VI.

filles aînées qui n'avaient pas encore quinze ans. Lætitia faisait penser au vers de Sainte-Beuve :

Toujours je la connus pensive et sérieuse.

C'était une nature d'élite qui avait déjà la maturité et le charme des êtres destinés à mourir jeunes. Profondément religieuse, son linceul fut le voile de sa première communion, et elle expira, ayant Dieu sur les lèvres et dans le cœur. Naturellement, les amis de la malheureuse mère en l'entourant essayèrent de l'aider à traverser cette terrible épreuve; mais, — après le Père Lacordaire qui lui écrivit des lettres admirables, — celui qui sut le mieux trouver le chemin de ce cœur brisé, ce fut l'auteur de la *Vie de Jésus*. L'année précédente, Ernest Renan avait perdu une sœur adorée et consacré quelques pages exquises à l'âme si pure de sa chère regrettée; il offrit le précieux petit volume à la princesse, et cette mère éplorée, qui, depuis la mort de sa fille, n'avait pu fixer son attention sur un livre, entr'ouvrit cet émouvant memento... Touchée dès les premières lignes par la sincérité et la profondeur de cette douleur, sœur de la sienne, elle suivit, à travers les pleurs du frère, l'agonie d'Henriette dont le caractère grave et tendre lui rappela sa Lætitia : pour la première fois, elle put verser des larmes sur un autre malheur que le sien.

Renan lui fut reconnaissant de cette sympathie affectueuse, qui se manifesta courageusement, au milieu des injures que son trop fameux livre lui avait attirées. Quelque temps après, la princesse lui ayant envoyé son album, il saisit cette occasion pour exprimer sa gratitude : « Vous avez voulu, madame, que j'inscrive ici mon nom à la suite d'autres beaucoup plus illustres et j'obéis. Mais c'est moi qui suis fier de pouvoir placer le vôtre parmi ceux des personnes qui ne se sont pas méprises sur ma pensée. Le jour où Votre Altesse daigna me dire qu'elle avait trouvé dans quelques pages de moi un sentiment religieux et consolant, elle me causa une vive joie dont je garderai un profond souvenir. » Les deux douleurs se confondirent et formèrent une amitié que seule la mort put briser.

Il restait à la princesse Julie une autre enfant; mais, autant Lætitia était mélancolique et semblait marquée par le destin, autant Mathilde aimait la vie et répandait la joie autour d'elle.

Ma bienvenue au jour me rit dans tous les yeux,

pouvait-elle dire avec la jeune captive. Hélas ! elle aussi devait disparaître. M. d'Ideville note dans son Journal d'un diplomate : « *Rome, 21 mai 1865.* La fille de la princesse Julie est morte ce matin. Elle avait quinze ans. Nous l'aimions beaucoup, quoique la connaissant depuis peu de temps : chaque matin nous la rencontrions dans notre rue solitaire. C'était une délicieuse enfant remarquablement intelligente. La douleur de la mère est horrible. »

La malheureuse mère, non encore consolée de la mort de sa première fille, commençait à se rattacher à l'existence par le sourire de la seconde : elle l'accompagnait à des fêtes intimes et jouissait de ses petits succès... La jeune fille envolée, elle repoussa toute consolation terrestre. Le Père Hyacinthe, qui prêchait alors une retraite à Saint-Louis, lui fut seul secourable : son irrésistible éloquence eut pitié de cette détresse et l'aida à traverser cette seconde épreuve. La princesse Julie n'oublia pas l'appui que le carme lui avait prêté à cette heure douloureuse et, quand il déserta son couvent et fut mis au ban de la société, elle continua à lui prouver son reconnaissant attachement.

Comme ses deux filles étaient mortes à Rome, le marquis de Roccagiovine ramena sa femme à Paris. Elle se retira du monde, mais le monde ne l'abandonna pas et ses charitables amis venaient causer doucement auprès de son fauteuil, tandis qu'elle poursuivait son rêve intérieur, laissant de temps en temps échapper quelque mot bienveillant pour leur exprimer sa gratitude ; c'était une douleur contenue, mais courageuse : elle savait cacher le glaive qui lui perçait le cœur sous un sourire accueillant...

Survint l'année terrible et sa désastreuse campagne dont la princesse Julie, — peut-être inspirée par M. Thiers, — avait toujours redouté l'issue... Elle dut quitter la France qu'elle ne devait plus revoir. Elle se réfugia alors à la Ville Éternelle où elle retrouva ses trois sœurs et son frère le cardinal, enfermé au Vatican avec le Pape. Son frère cadet, Napoléon-Charles, vaillant soldat, se trouvait bloqué à Metz avec Bazaine.

Dès lors, la princesse Julie partagea son temps entre son

palais du Foro Trajano et son château de Mandela où elle accueillait les Français de passage : Renan, Hébert, Besnard et, en dernier lieu, l'abbé Duchesne, nommé directeur de l'École de Rome, furent ses hôtes préférés. Avec ses amis lointains, elle entretenait une correspondance active qui lui permettait de se tenir au courant des affaires de France, dont elle ne se désintéressa jamais. Elle s'éteignit doucement et courageusement dans sa demeure de la place Trajane, le 28 octobre 1900, entourée de ses fils et de ses petits-enfants, et elle repose à Mandela auprès de ses filles toujours regrettées.

* * *

La princesse Julie a laissé de nombreux cahiers d'extraits de lectures et de pensées personnelles ; des portraits de famille, des fragments politiques et littéraires, ainsi qu'un volumineux journal qu'elle intitulait : « Notes et souvenirs, » dont il serait intéressant de publier quelques chapitres. Son fils, Lucien, avait commencé à mettre en ordre les papiers de sa mère quand il fut interrompu par la mort qui vint l'arracher à son pieux travail.

La piquante memorialiste fut un moment découragée dans son œuvre par sa mésaventure avec Sainte-Beuve, que ce rancunier vieillard conte dans ses « Lettres à la princesse. »

Sainte-Beuve, on s'en souvient, avait prié la princesse Julie de lui communiquer un de ses cahiers, espérant sans doute y trouver quelque anecdote dont il aurait pu saupoudrer un de ses *Lundis*. Flattée dans son amour-propre d'écrivain, elle s'empressa de lui envoyer le petit volume demandé ; mais, dans sa hâte de satisfaire le critique, elle prit le premier de ses carnets qui lui tomba sous la main. Elle oublia qu'il contenait une page sévère pour l'auteur de *Volupté* dont elle contait la vie domestique peu édifiante. Au lieu de sourire de cette bévue, Sainte-Beuve manqua d'esprit : il la divulgua de sa plume la plus acérée et remplit de confusion la pauvre étourdie. Quand on apprit à Napoléon III la maladresse de sa cousine, il se contenta de dire avec son flegme habituel : « Comment peut-on avoir l'idée d'écrire sur les gens ce qu'on en pense ?... »



La princesse Julie n'avait point échappé à la maladie de l'album qui sévissait encore sous l'Empire. Elle avait un petit livre relié en maroquin vert avec un semis d'abeilles d'or où elle condamnait les habitués de son salon à laisser une trace de leur passage. Je transcris quelques-uns de ces aphorismes tour à tour plaisants ou sérieux :

Album, substantif masculin, petit livre blanc qu'une femme malicieuse s'amuse à faire couvrir de platitudes par des gens d'esprit. (*Dictionnaire de l'Académie*, édition de l'année prochaine.)

ÉMILE AUGIER.

Je ne connais qu'un défaut à la princesse Julie, mais il est considérable : elle a un album.

P. MÉRIMÉE.

Définition anglaise d'un album : *A trap to catch a sunbeam.*

H. TAINÉ.

Celui qui ne dit pas du mal des femmes ne les aime pas, puisque la manière la plus profonde d'aimer quelque chose est d'en souffrir.

GUSTAVE FLAUBERT.

Il en est de la pointe de l'esprit comme d'un crayon : il faut recommencer à le tailler sans cesse.

SAINTE-BEUVE.

Un ancien a écrit un beau livre sur l'utilité des ennemis. Il n'y a pas assez insisté. Les ennemis seuls nous tiennent en haleine, nous obligent à tirer de notre fond tout ce qu'il contient, à élever sans cesse notre âme, à purifier de plus en plus notre vie, à devenir chaque jour un peu moins imparfaits. Remercions-les donc au lieu de les maudire. Profitons de leur haine au lieu de la leur rendre.

ÉMILE OLLIVIER.

Les esprits qui s'élèvent et deviennent vraiment grands sont ceux qui ne sont jamais satisfaits d'eux-mêmes dans leurs œuvres accomplies, mais qui tendent toujours à mieux dans les œuvres nouvelles.

CLAUDE BERNARD.

Je n'ai jamais pu croire que la grâce, la beauté, la bonté, le génie fussent des choses vaines. Le dévouement, le sacrifice sont un devoir et un besoin pour l'homme ; dès lors je ne vois plus de limites à l'horizon qui s'ouvre devant moi. Comme les parfums des îles Fortunées qui voguaient sur la surface des mers et allaient au-devant des vaisseaux, cet instinct divin m'est un augure d'une terre inconnue et un messager de l'infini.

E. RENAN.

A la princesse Julie

Vous dont la jeune rose au vent d'été s'effeuille,
Que me demandez-vous d'y chanter un accord ?
Chanter ? il n'est plus temps, la douleur se recueille.
Arbre de mon printemps, laurier, garde ta feuille,
Pour verdir sur mon front le bouquet de la mort.

A. DE LAMARTINE.

Les histoires contemporaines disent généralement que la maison Bonaparte a cessé de régner. Elles se trompent. La grâce et la bonté lui conservent à l'ombre de la colonne Trajane un petit royaume où il fait, ma foi, très bon de vivre.

Un des sujets du dit royaume,

L. DUCHESNE.

La princesse Julie voulut léguer à Mgr Duchesne, qui l'assista pieusement jusqu'à la dernière heure, le cachet adopté par la famille Bonaparte après la catastrophe de 1815 : un chêne frappé par la foudre mais portant entre ses branches dépouillées de leurs feuilles la mélancolique devise où perce un rayon d'espoir : *finchè sol ritorna*, — jusqu'au retour du soleil.

J.-N. PRIMOLI.

LETTRES D'ERNEST RENAN

Athènes, 16 mars 1865 (1).

Princesse,

Votre lettre si bienveillante, si aimable, m'a été d'une grande consolation. Je l'ai reçue à Beyrouth où me retenaient des soins douloureux. L'objet principal que je m'étais proposé en revoyant le Liban était de faire un pèlerinage au tombeau de ma sœur et de vaquer aux tristes devoirs qu'une fatalité inouïe m'empêcha de remplir il y a quatre ans. Je revenais ces belles montagnes où j'ai laissé une si chère portion de moi-même, quand je reçus vos précieuses pages remplies d'un sentiment si élevé.

Si je n'y ai pas répondu plus tôt, c'est que depuis ce temps notre voyage nous a laissé à peine quelques intervalles de repos. Je préférerais d'abord vous écrire d'Athènes et pouvoir vous dire mon impression sur cette ville extraordinaire, impression que j'attendais moi-même avec une sorte d'anxiété.

Mon attente a été vraiment dépassée et je dois dire que Rome même, quoique si riche d'endroits poétiques, ne m'a pas fait un tel plaisir. L'esprit de gaieté fine, d'éternelle jeunesse, de goût exquis qui fut le privilège de l'ancien peuple d'Athènes, vit encore ici, et, comme un génie du lieu, s'empare tout d'abord de l'étranger.

Nulle part, pas même à Florence, on ne trouve un si heureux mélange de sérieux et de grâce, de charme et de noblesse. L'honnêteté, la sincérité de cet art grec sont quelque chose qui améliore, calme et repose. Pas une ombre de charlatanisme; rien pour le décor. Comparé à cela, l'art romain n'est qu'une pose pompeuse, l'art égyptien n'est qu'un grossier tâtonnement. A la vue de ces œuvres achevées, nul sentiment pénible, nul retour mélancolique ou inquiet; c'est la joie pleine que donne la perfection. La conscience et le soin apportés à l'exécution

(1) Cette lettre a été écrite au cours du second voyage en Orient (1864-1865), qu'Ernest Renan fit en compagnie de sa femme Cornélie Renan, sans mission officielle et dans le dessein de refaire les étapes, parcourues par saint Paul, et de préparer le volume des *Apôtres* (avril 1866) et le *Saint Paul* (1869). Il est intéressant de rapprocher ce document de la *Prière sur l'Acropole* (*Revue* du 1^{er} décembre 1876), car plusieurs traits et impressions de l'œuvre célèbre apparaissent déjà ici.

de ces ouvrages sont vraiment merveilleux. On resterait du temps en contemplation, devant une moulure, un chapiteau, un simple mur. Le Parthénon dépasse en vraie grandeur nos églises gothiques les plus gigantesques. L'Erechthéion est un bijou sans égal. Le paysage est à l'avenant de ces chefs-d'œuvre, plein de charme et de légèreté. Enfin la ville moderne est un séjour fort agréable. La population est gaie et douée d'un vif sentiment d'élégance. Peu de coins de terre m'ont autant souri que celui-ci. Nous y aurons passé six semaines et nous commençons avec regret à compter les jours qui nous restent encore.

Mais j'ai à voir les sept églises d'Asie, puis Philippes, puis Thessalonique, puis Corinthe. Sûrement, si je n'étais pas engagé par une sorte de devoir à continuer mes *Origines du Christianisme*, je me dévouerais tout entier à l'étude d'Athènes. Quel livre délicieux serait une *Histoire d'Athènes*, faite année par année, mois par mois, presque jour par jour ! Je ne désespère pas d'amener M. Taine à entreprendre un tel travail ; je l'endocrinerais obstinément sur ce chapitre à mon retour. Nous avons du reste dignement conquis le droit de nous reposer ici. Notre voyage de la Syrie du Nord et notre navigation d'Alexandrette au Pirée avaient été fort pénibles. J'ai voulu voir Antioche, point très difficilement accessible. Cette course en hiver, dans un pays fanatique et dénué de tout, a mis à de rudes épreuves le courage de mon amie. Ce n'est pas sans une vive émotion que j'ai visité cette ville, second berceau du christianisme après Jérusalem, et que je me suis assis à Séleucie sur le môle du port d'où partit saint Paul, portant avec lui les destinées religieuses du monde. Que les luttes dont l'écho lointain parvenait jusqu'à moi, prenaient de là pour moi un sens simple et clair ! Je me réjouis presque d'avoir été éloigné de France pendant tout cet orage religieux ; pour bien juger du passé, il ne faut pas se laisser trop préoccuper des bruits du présent.

L'Égypte, par laquelle j'avais commencé mon voyage, m'avait aussi grandement intéressé. Ce n'est point la beauté qu'il y faut chercher. L'art, bien que grandiose, y resta toujours médiocre. Mais la valeur scientifique de ces monuments, remontant pour la plupart à une prodigieuse antiquité, est tout à fait hors ligne. M. Mariette a dirigé là une entreprise

vraiment unique en ce siècle. Il y a déployé une persévérance, une force de caractère admirable. Je ne puis pas dire que l'Égypte soit mon pays de prédilection. Gâté par la nature pleine de finesse et de variété de la côte de Syrie, je n'ai pu m'habituer à ce paysage monotone, à ce sol poudreux et sale, à ces eaux stagnantes ou bourbeuses. Je doute même, avec des médecins bien plus compétents que moi, des vertus attribuées au climat de l'Égypte; pour moi, je l'ai trouvé irritant et variable à l'excès. Peu de voyages, néanmoins, font une plus profonde impression. La beauté du ciel y est sans égale; ni l'Italie, ni la Grèce, ni la Syrie ne peuvent donner une idée de cela.

Votre pensée, princesse, relativement à la Bibliothèque du Vatican, était excellente. Mais j'ai appris par des journaux que vous étiez de retour à Paris; il n'y a donc plus lieu d'y donner suite. Je ne crois pas, du reste, que la Bibliothèque du Vatican, en supposant que des savants libres puissent un jour y travailler à l'aise, réserve de grandes surprises en ce qui concerne l'antiquité. Ce sont les Archives pontificales et celles de l'Inquisition qui offriraient des trésors pour l'histoire du moyen âge et pour celle des temps modernes.

Vivant depuis quatre mois en compagnie des morts, j'ose à peine vous dire les réflexions qui me sont venues sur des événements que vous voyez de si près et sur lesquels j'aimerais tant à avoir votre opinion⁽¹⁾. J'ai toujours regardé l'union des qualités si grandes et si diverses de l'Empereur et du prince Napoléon comme la condition de salut pour notre pays. Le Césarien vit et prospère par ces sortes d'associations. La plus belle époque de l'Empire romain a été celle des Antonins, où le principe d'adoption et de partage du pouvoir prévalut. La marque de confiance que l'Empereur a donnée au prince m'a donc causé une grande joie. La haute sagesse et la profonde modération de l'Empereur combinées avec l'esprit pénétrant, la facilité, la brillante initiative du prince peuvent faire des merveilles. En ce qui concerne la question religieuse, je pense qu'il faudrait tendre tout doucement à la séparation de l'Église et de l'État. Il vaudrait mieux, ce me semble, moins deman-

(1) L'Empereur avait nommé le prince Napoléon vice-président du Conseil privé, par un décret signé le 24 novembre 1864 et publié dans le *Journal officiel* du 3 janvier 1865.

der à l'Eglise et aussi lui accorder moins; se mêler moins de ses affaires, mais aussi ne pas la laisser se mêler désormais de l'État; donner à l'évêque toute liberté pour sa correspondance et ses mandements, mais ne pas lui accorder les destitutions et autres mesures d'intolérance qu'il réclame au nom d'une prétendue religion d'État. Mais que vous dirais-je sur ce sujet, princesse, que votre sens droit et votre ferme jugement n'aient déjà su voir? Après mon retour qui aura lieu vers la fin du mois de mai, je me promets comme une vraie fête de m'entretenir avec vous sur ces graves sujets.

Veuillez me permettre de présenter ici mes devoirs à M. le marquis Roccagiovine et daignez agréer, madame, l'expression du profond respect et des sentiments élevés avec lesquels j'ai l'honneur d'être

Votre très humble et très obéissant serviteur.

Sèvres, 26 juillet 1865.

Princesse,

M^{me} Cornu m'a remis, quelques jours après mon retour, votre lettre de Rome du 26 avril (1). J'avais appris en Orient le malheur qui vous a frappée postérieurement à cette dernière date (2). Il n'y a pas de consolations pour de telles douleurs, et si je ne connaissais, madame, l'élévation de votre esprit et de vos sentiments, j'oserais à peine toucher à une plaie qui saigne encore. Mais je trouve qu'en ces cruels moments les plus imposteurs sont ceux qui cherchent à distraire l'âme de la triste pensée qui lui sert d'entretien. Certainement, les anciennes croyances religieuses, avec leurs assurances précises, avaient pour ces pertes irréparables des adoucissements merveilleux. Si nos idées morales et philosophiques sont muettes devant la mort, c'est notre faute. La vérité pure, si nous savions la voir, serait plus belle et plus consolante que la vérité entourée de nuages et de voiles.

Je crois de plus en plus que le sentiment qui fait le fond de la religion est vrai, que ce sentiment ne disparaîtra pas

(1) M^{me} Cornu, née Hortense Lacroix, filleule de la reine Hortense, qui sous le nom de Sébastien Albin, publia plusieurs ouvrages sur la littérature allemande. Née à Paris en 1812, elle mourut à Longpont, le 16 mai 1875.

(2) La princesse Julie avait perdu, le 21 mai 1865, sa fille Lætitia âgée de quinze ans.

comme tant d'erreurs dont le progrès de la raison a fait justice. Mais quand arriverons-nous à trouver une expression pour cet infini qui nous écrase et nous éblouit, plutôt qu'il ne nous réchauffe et ne nous éclaire? Il est pénible d'être obligé de s'en remettre à l'avenir pour la satisfaction des besoins les plus impérieux du cœur.

J'ai porté ces problèmes avec moi dans tout mon voyage et j'espère que ce voyage ne sera pas inutile pour donner la vie et la vérité au tableau que j'essaie de faire de la crise religieuse du premier siècle. D'un bout à l'autre nous avons été extrêmement favorisés. Notre santé a été excellente; le courage de ma chère compagne ne s'est pas un moment démenti. Notre course d'Asie-Mineure a été rude et non sans danger, mais très fructueuse. Notre visite à Corinthe et à Salonique, au contraire, n'a été qu'une promenade. La Macédoine m'a enchanté. Je crois que je réussirai à donner à ces villes et à ces pays leur physionomie propre à l'époque dont j'ai à traiter. Nous avons fini par Constantinople, qui est bien la plus merveilleuse fête pour les yeux qu'on puisse rêver. Mais tout s'y borne au pittoresque du paysage. A l'exception de Sainte-Sophie qui est une œuvre de génie, Constantinople n'a pas un monument qu'on puisse appeler beau. L'état social et politique du pays m'a fort intéressé. La Turquie traverse une sorte de crise; elle est en train de se reconstituer; sans s'être améliorée, elle s'est remarquablement fortifiée; cela est étrange, mais réel. Si l'état actuel des choses en Turquie dure encore quinze ans sans secousse grave, l'Empire ottoman, qu'on avait pu croire près de se disloquer, est raffermi pour des siècles. L'action de la France dans ces parages est, depuis quelques années, bien affaiblie.

L'éclat qui a eu lieu entre l'Empereur et le prince Napoléon m'a fort attristé (1). La France n'a pas trop de toutes ses ressources pour faire face aux difficultés du présent et de l'avenir. Je crains que le ministère de l'Empereur, satisfait de régner

(1) Dans un discours prononcé à Ajaccio le 15 mai 1865, le prince Napoléon, ayant parlé avec sévérité du Gouvernement, fut blâmé par Napoléon III dans une lettre qui parut le 27 mai au *Moniteur*. Le prince Napoléon offrit alors sa démission de vice-président du Conseil privé et de président de la Commission de l'Exposition Universelle de 1867, et ces deux démissions furent acceptées par l'Empereur.

seul et manquant de stimulant, ne s'endorme et ne s'aveugle sur les exigences du temps et du pays.

Je suis tout entier à mon histoire des Apôtres, dont j'espère donner un volume dans six mois. Je suis bien heureux de pouvoir vous annoncer, princesse, que mon petit Ary, à l'état duquel vous avez eu la bonté de vous intéresser, va miraculeusement bien. Le pauvre enfant que nous avions laissé paralysé des jambes et cloué sur son lit, nous l'avons trouvé alerte et gai, quoique un peu courbé encore. Nous espérons tout à fait le conserver et sans infirmité grave.

La princesse Charlotte, que j'ai vue il y a quelques jours, m'a dit que nous pouvions espérer votre prochain retour. Croyez, madame, que personne ne l'attend plus impatiemment que moi et n'est, avec de plus respectueux sentiments,

Votre tout dévoué serviteur

Paris, 28 avril 1866.

Chère princesse,

Je reviens de chez M^{me} d'Agoult, de qui je n'ai pu réussir à obtenir communication de *Julien* (1). Votre Altesse trouvera pour cette communication des négociateurs plus habiles que moi. Je remets l'album à Votre Altesse. Nous parlons mardi prochain pour la campagne, mais je viendrai souvent à Paris et j'aurai l'honneur d'aller présenter mes devoirs à Votre Altesse aux jours où je peux la trouver. Agréez, princesse, l'assurance du profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être

Votre très obéissant serviteur.

Sèvres, 15 septembre 1866.

Madame,

La lettre de Votre Altesse m'apprenant son départ pour Arcachon m'a fait vivement regretter d'avoir renoncé au même voyage. Mais il était trop tard pour revenir à un projet que nous avions déjà remplacé par d'autres plans. Bien des fois, dans les circonstances assez graves que nous traversons, j'ai songé à vous, à votre jugement si sûr, à vos appréciations si

(1) *Julien* est une œuvre peu connue de M^{me} d'Agoult.

élevées. Comme vous, princesse, je me réjouis que l'Empereur ait nettement préféré la politique de la paix. Une rupture avec le prince et une alliance avec l'Autriche eût été un malheur et une faute peut-être irréparables. En dépit de bien des apparences, je regarde l'alliance de l'Allemagne et de la France comme nécessaire et assurée. Aucune rivalité historique n'a égalé en violence celle de la France et de l'Angleterre ; cependant, nous voyons depuis plus de trente ans l'alliance franco-anglaise persister, malgré bien des nuages, et porter les meilleurs fruits pour le progrès de la civilisation. Réunies, la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie peuvent être maîtresses du monde et assurer définitivement le triomphe des principes vraiment libéraux.

Je suis frappé de plus en plus de ce que l'Empereur a montré depuis quelque temps de haute raison. Comme il s'est montré supérieur à son entourage et au public ! Mais je suis parfois effrayé du peu d'éducation du public, de la faiblesse, de l'ignorance, du peu de sérieux de l'entourage. La France traverse une crise. Il faudrait renouveler bien des choses. L'Empereur pourra-t-il toujours gouverner, avec un personnel insuffisant comme intelligence et comme savoir, en présence de difficultés comme celles que crée cette malheureuse affaire du Mexique ?

Voilà la question que je me pose souvent. La France a des ressources infinies ; mais on ne saurait nier que, par des circonstances qui sont encore plus la faute du pays que du gouvernement, beaucoup de ces ressources demeurent étouffées. On fait la part trop belle à la médiocrité. La médiocrité a été ce qu'il fallait pendant que le principal devoir du Gouvernement était de produire l'apaisement ; suffira-t-elle maintenant qu'il s'agit surtout de produire l'éveil ?

Maury est de retour ; mais il compte faire encore un voyage avant la fin de la saison (1). Il y a bien longtemps que je n'ai eu des nouvelles de l'excellente M^{me} Cornu. Je pense qu'elle est en Allemagne. Son mari, que je rencontrais fréquemment au chemin de fer, n'y paraît plus. Hélas ! je crains beaucoup pour la santé de cette admirable personne. Quelle perte serait celle

(1) Louis Alfred Maury, membre de l'Institut et directeur général des Archives depuis avril 1868.

d'une âme si dévouée au bien, d'un patriotisme si ardent et si pur!

Je n'ai pas vu le prince Napoléon tout cet été. On ne sait où le saisir, et je vis comme un reclus, tout occupé d'une révision approfondie de ma *Vie de Jésus* en vue d'une édition entièrement nouvelle. Oserai-je vous prier, princesse, de vouloir bien présenter mes devoirs à M. le marquis de Roccagiovine et d'agréer l'hommage de profond respect avec lequel j'ai l'honneur d'être

De votre Altesse

Le très humble et très obéissant serviteur.

Paris, 15 décembre 1866.

Madame,

J'ai demandé hier à M. Miller le renseignement dont vous m'avez fait l'honneur de me parler (1). M. Miller m'a dit qu'il n'y avait aucune vacance à la Bibliothèque. Il y a eu récemment une nomination, mais d'un membre hors cadre et sans qu'aucune vacance se fût produite. M. Miller, qui a reconnu que je remplissais un message de vous, compte du reste aller en causer avec vous.

Je vous renvoie ce petit chef-d'œuvre de M. Mérimée. Ses lettres sont vraiment des morceaux accomplis dignes de la meilleure époque de notre langue. En les conservant, vous gardez une de ses œuvres les plus accomplies.

Agréez, princesse, l'assurance de mes plus respectueux sentiments.

Sèvres, 18 juin 1866.

Chère princesse,

Je ne veux pas que vous appreniez par d'autres que par moi, le malheur qui m'a frappé. Ma pauvre vieille mère a cessé de souffrir dimanche dernier, à dix heures du soir (2).

Quoique sa vie fût devenue un martyre, elle avait tant de courage et de force morale, sa conscience était si pleine et si

(1) Emmanuel-Clément Miller, helléniste français, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, né à Paris en 1810, mort à Nice en 1886.

(2) Voir à ce sujet la lettre de Renan à Sainte-Beuve, p. 806, dans la *Revue* du 15 février 1923.

entière que sa perte a été pour nous aussi cruelle que si elle eût été inattendue. Dans l'après-midi encore, se réveillant d'un assoupissement, elle eut pour ma femme et pour moi qui veillions près d'elle des paroles pleines de sourire et de tendresse. Sa gaieté, sa verve, l'originalité de son esprit étaient quelque chose de charmant. Elle était pour moi comme un livre où je lisais tout un monde évanoui. Comme elle était déjà assez âgée quand je naquis, elle ne cessa jamais de m'envisager comme un enfant; je restai toujours pour elle « le petit Ernest. » C'est unê moitié de ma vie qui entre avec elle au tombeau. Plaignez-moi, chère princesse, et daignez agréer les sentiments de profond regret avec lesquels j'ai l'honneur d'être
 Votre tout dévoué serviteur.

Paris, 24 avril 1869.

Princesse,

Je n'ai pas oublié la bonté que vous avez eue de me proposer d'obtenir par l'entremise de M. le marquis de Roccagiovine quelques renseignements pour l'article que j'ai l'intention de faire sur le livre de M. d'Haussonville. En réfléchissant aux questions que je me serais permis d'adresser à M. le marquis, j'ai vu que je ne pouvais poser ces questions d'une manière utile que quand le canevas de l'article sera fait; or les occupations qui m'obsèdent en ce moment m'obligent à ajourner ce travail. Je viens donc vous prier, princesse, de me permettre d'avoir recours dans un mois à peu près à votre bonté et à la bonne grâce de M. le marquis. Rédigées maintenant, mes questions auraient quelque chose de superficiel et d'incomplet.

Veuillez agréer, princesse, avec mes plus sincères remerciements, l'assurance de mes sentiments les plus respectueux.

Sèvres, 12 juin 1869.

Chère princesse,

Votre billet si aimable nous est arrivé à Sèvres trop tard pour que nous ayons pu nous rendre à l'invitation qu'il contenait. J'irai mercredi vous porter mon *Saint Paul* et causer avec vous de ma campagne de Seine-et-Marne (1). J'en ai rap-

(1) Renan s'était présenté aux élections législatives de mai 1869, comme candidat indépendant, dans la deuxième circonscription de Seine-et-Marne. Sur

porté beaucoup d'instruction, de touchantes sympathies, mais un peu de tristesse sur la conduite du gouvernement. Les ministres et les préfets de l'Empereur avaient à choisir entre un ennemi irréconciliable et déclaré tel, M. de Jouvencel, et moi. Ils ont préféré faire arriver M. de Jouvencel. Heureusement, je suis depuis longtemps habitué à suivre la voie de l'indépendance et de la loyauté, sans autre récompense que ma propre satisfaction.

Agréez, chère princesse, l'expression de mes sentiments les plus élevés.

Sèvres, 28 août 1869.

Chère princesse,

Un petit voyage que j'ai fait à Yport a été cause que je n'ai reçu qu'hier la lettre par laquelle vous m'annonciez votre départ pour la campagne. J'ai bien regretté, princesse, de n'avoir pu aller mercredi vous présenter mes devoirs. Ma femme est à Yport avec mes deux enfants, pour les bains de mer qu'on a conseillés à mon pauvre Ary. A part l'état de mon cher petit, qui est pour nous l'objet d'une perpétuelle et triste préoccupation, j'ai trouvé tout le monde gai et bien portant; en attendant leur retour, je suis seul à Sèvres, travaillant beaucoup et tâchant de réparer l'arriéré considérable que ma campagne électorale a laissé dans mes travaux. Je prépare pour la *Revue des Deux Mondes* un article où j'essaierai d'exposer mes vues générales sur l'état politique de la France (1). Il n'est nullement dans mon caractère de chercher à attiser le feu qui brûle; mais j'estime qu'il n'est pas bon non plus de se voiler les yeux pour ne pas voir l'état réel des choses. La situation est fort grave. Chacun des actes du gouvernement pendant les mois qui vont s'écouler décidera de l'avenir de notre pays. Il est impossible de ne pas reconnaître à l'Empereur une qualité rare chez les souverains, si rare qu'on en peut à peine citer un autre exemple, le talent de reculer, de céder à propos devant l'opinion publique. Mais saura-t-il

28505 votants il n'obtint au deuxième tour, que 8866 voix contre M. de Jouvencel élu avec 10454 voix et M. de Jaucourt, le véritable candidat officiel, qui ralliait 9165 voix.

(1) Cet article parut dans la *Revue*, le 1^{er} novembre 1869, sous le titre : *De la monarchie constitutionnelle en France depuis la Révolution de février*.

bien reconnaître cette opinion, dont la Chambre n'est qu'une expression imparfaite? Voilà ce dont on peut douter. Quel malheur que le gouvernement n'ait pas fait l'évolution libérale qu'il accomplit aujourd'hui, deux mois avant les élections! La Chambre eût été alors le produit direct de l'opinion; pour savoir ce que veut la France, il eût suffi de la consulter et le gouvernement marchant avec elle eût été capable de traverser les crises les plus dangereuses.

J'ai rencontré hier M. Cornu qui m'a donné d'assez bonnes nouvelles de M^{me} Cornu. Elle est établie dans son nouveau séjour de Longpont, près Monthéry, sur le chemin de fer d'Orléans. Je crois qu'en lui écrivant à cette adresse on pourrait être sûr qu'elle recevrait la lettre. Du reste, on peut aussi lui écrire au palais de l'Institut, où elle a un pied-à-terre et où son mari a un atelier.

M. Derenbourg vous est, en effet, très reconnaissant, princesse, et moi je vous remercie vivement d'avoir bien voulu contribuer à faire récompenser un homme si méritant et si modeste (1). Maury part ces jours-ci pour un petit voyage.

Veillez agréer, princesse, l'expression respectueuse de ma plus profonde amitié.

Starey près Drontheim, 11 juillet 1870.

Chère princesse,

Je vous écris du fond des Alpes scandinaves, au bord de la plus pittoresque rivière qui soit au monde. Le prince Napoléon est allé pêcher le saumon et je profite de l'heure durant laquelle il va nous faire quelque pêche miraculeuse pour m'entretenir avec vous. Notre voyage se fait sous les auspices les plus favorables. Nous avons eu jusqu'ici un temps splendide, et rien assurément ne pourrait faire croire que nous sommes ici à quelques heures du cercle polaire. Il est vrai que ce beau temps dure environ deux mois, et qu'il s'écoule quelquefois des années sans que l'on voie des journées

(1) Joseph Derenbourg, célèbre hébraïsant, né à Mayence en 1811, qui vint se fixer à Paris en 1838. Elu membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres en 1871, il devenait peu après directeur-adjoint de l'École des Hautes-Études. Il publia, seul et en collaboration avec son fils Hartwig, de nombreux ouvrages sur l'histoire et la littérature juive.

comme celles que nous venons d'avoir. Le prince Napoléon est parfaitement bien. Il est, en voyage, dans son élément; cet homme toujours si animé, si ouvert à l'intelligence de toutes choses, est en voyage encore vingt fois plus passionné pour la recherche, plus spirituel, plus entraîné par une ardente curiosité. Je n'avais pas encore appris à apprécier comme je le fais maintenant cette nature possédée de la soif de l'inconnu, ces rêves profonds qui le dévorent et où se mêle toujours un vif sentiment du beau et du vrai. Ce sera pour moi une véritable fête d'avoir passé ces cinq semaines avec lui. Le yacht *Jérôme Napoléon* est le premier marcheur du monde, et avec lui nous faisons des miracles de vitesse. Nous avons fait dans le Nord de l'Écosse une course pleine de charme. Il est impossible d'imaginer quelque chose de plus romantique ni de plus particulièrement triste. La Norvège est en un sens plus riante. Rien n'égale la fraîcheur des herbes et des fleurs. Tout cela vient de naître; car il paraît que l'hiver n'a fini que les jours derniers. Hier nous avons eu une journée que tout le monde était d'accord pour comparer aux plus belles du golfe de Naples ou de Constantinople. Ce soir nous partons pour Tromsø et dans quelques jours nous serons au Cap Nord. Le prince désire aller ensuite au Spitzberg, c'est-à-dire au pays le plus avancé vers le Nord qu'on ait jamais atteint. Mais ces voyages sont si difficiles qu'on n'est jamais sûr d'avance de pouvoir les réaliser.

Les nouvelles d'Europe nous arrivent comme des échos d'un bruit lointain. Le prince est si philosophe que cela ne lui fait pas retrancher une étape de son voyage. Nous espérons que la paix ne sera pas troublée et qu'il ne sera pas donné à des intrigues de diplomatie de troubler le progrès régulier des peuples vers la civilisation et la liberté.

Croyez, chère princesse, que bien souvent dans ces courses aventureuses, j'ai pensé à vous et aux entretiens du mercredi et veuillez agréer l'expression de mes sentiments les plus dévoués et les plus respectueusement affectueux.

Sèvres, 43 juin 1871.

Chère princesse,

Votre lettre m'a causé une bien vive joie. Il y a environ un

mois, ayant su votre adresse par M. Giraud (1), je vous écrivis de Versailles. Quand vous m'écriviez à la date du premier juin, vous n'aviez pas encore évidemment reçu cette lettre; je pense qu'elle vous sera parvenue depuis. Je l'avais adressée place Trajane, Rome, ou à Cantalupo, province de Rome. Je suppose que cette adresse aura été suffisante pour qu'elle vous ait été remise.

Quel cauchemar, chère princesse, et que ceux-là seuls peuvent goûter quelque paix qui n'ont pas contribué à amener ces horreurs et qui n'en ont pas profité! Le mal est encore plus profond qu'on ne le suppose. L'émeute est domptée; l'incendie matériel est arrêté; mais la haine, l'envie, l'ignorance, le manque de raison sont dans les cœurs et dans les esprits. Il faudrait des années de paix, de bon gouvernement, de solide instruction à tous les degrés pour guérir le mal, s'il est guérissable. Qui nous les donnera? L'avenir est si troublé que je plains sincèrement les hommes consciencieux et honnêtes qui sont chargés de résoudre un tel problème.

Je vis extrêmement solitaire, cherchant dans mes travaux sur le passé une distraction aux tristes spectacles du présent; pendant mon séjour à Versailles, je n'ai pas vu M. Thiers. M. Thiers écoute peu; il a sur toutes choses des idées tellement arrêtées qu'on hésite à lui soumettre une pensée légèrement différente de la sienne. Maury a montré pendant le règne de la Commune le plus grand courage. Il a sauvé les Archives à force de présence d'esprit et de fermeté, non sans de véritables dangers personnels. Miller est toujours bibliothécaire de l'Assemblée, sa bibliothèque n'a pas trop souffert et il est sain et sauf.

Quant à M^{me} Cornu, je n'ai eu de ses nouvelles qu'indirectement. M. Cornu est mort vers le mois d'octobre. M^{me} Cornu est depuis, je crois, restée à Longpont près de Montlhéry. Sa santé, si ébranlée, a, paraît-il, résisté mieux qu'on ne pouvait le croire à tant de secousses. Nous avons été si frappés, si atterrés de cette succession d'horreurs que nous n'avons pas trouvé une heure de repos pour lui écrire et nous informer de ses nouvelles.

J'ai été bien touché d'une visite qu'a bien voulu me faire le père Hyacinthe à son retour d'Angleterre. La candeur, l'élévation religieuse de cette grande âme me sont apparues plus

(1) Charles-Barthélemy Giraud (1802-1881), membre de l'Institut et juriste éminent, qui avait été ministre de l'Instruction publique du prince-président.

clairement que jamais. La mort de l'archevêque est pour lui une grande perte; je crains que, dans les cadres étroits et exclusifs du catholicisme français, il n'y ait pas de place pour un si noble cœur, et, d'un autre côté, il rompra difficilement avec le catholicisme. Je ne vois pas bien son avenir.

Mais, à vrai dire, qui a un avenir?

Il faut, pour se rattacher à la vie en de si cruels moments, s'appuyer sur l'estime et la sympathie de quelques personnes d'élite. Croyez, chère princesse, que l'expression de ces sentiments ne m'est jamais plus précieuse que quand elle me vient de vous et veuillez agréer l'assurance de mon profond respect.

Sèvres, 3 septembre 1871.

Chère princesse,

Il y a si longtemps que je n'ai reçu de vos nouvelles, que je me prends parfois à douter si vous avez reçu les deux lettres que je vous ai écrites. Heureusement, le prince Napoléon, que j'ai vu à Prangins il y a quelques semaines, m'a rassuré sur votre santé et m'a dit avec quel courage vous supportiez les épreuves du triste temps que nous traversons. J'ai trouvé le prince dans les sentiments d'une philosophie fort sage et j'ai admiré cette rectitude de jugement qui le met, dans les situations les plus difficiles, à l'abri des agitations stériles et des illusions. Quant à la princesse Clotilde, c'est toujours ce haut stoïcisme chrétien qui la rend dans l'adversité si grande et si forte. On dirait que pour elle rien n'est changé. C'est une sainte du XIII^e siècle, de la famille de saint Louis et de Marguerite de Provence.

Nous avons formé le projet, ma femme et moi, d'aller passer à Rome les mois d'octobre et novembre. J'avais besoin pour mes travaux de revoir les catacombes et les dernières fouilles de M. de Rossi. Nous y avons renoncé. J'ai craint que, dans un moment où les esprits sont si fort excités, il ne se fit autour de mon voyage beaucoup de faux bruits et de malentendus. Beaucoup de catholiques s'obstinent, fort à tort, à voir en moi un ennemi, et cette appréciation erronée provoque non moins de malentendus en sens contraire. Je suis un simple chercheur de vérité; mais on ne veut pas se prêter à admettre une chose si simple.

J'ai donc ajourné mon dessein de voyage à Rome. Une des raisons qui font que je n'y ai pas renoncé sans regret, c'est que ce voyage m'eût procuré la joie de causer avec vous. Le prince Napoléon m'a dit qu'il devait aussi se trouver à Rome vers le même temps, et nous nous faisons une fête d'aller ensemble à Cantalupo. Nous nous bornerons, ma femme et moi, à faire une petite promenade à Milan, Venise et Florence, pour nous distraire des tristes préoccupations de ces derniers temps.

Nous avons une accalmie : Dieu veuille qu'elle dure ! Le pays ne peut guère supporter qu'un provisoire, et malheureusement le provisoire ne permet pas les grandes réformes dont le pays aurait besoin. Il est vrai que la nécessité et surtout la nature de ces réformes ne sont aperçues que d'un petit nombre de personnes. Ces réformes devraient surtout être intellectuelles et morales ; mais, loin de se corriger, on s'enfoncera de plus en plus dans l'aveuglement d'une vanité présomptueuse et satisfaite d'elle-même. J'imprime en ce moment les réflexions qui me sont venues à ce sujet dans les derniers temps du siège ; mais je ne me fais pas d'illusions ; je sais que je prêche dans le désert. Je ne publie ces pages que pour être en règle avec ma conscience et pouvoir me dire que j'ai fait ce qui dépendait de moi pour le bien de mon pauvre pays.

Permettez-moi de me rappeler au souvenir de M. le marquis et veuillez agréer, chère princesse, l'expression des sentiments respectueux et profondément sympathiques de

Votre tout dévoué.

Paris, 20 février 1872.

Madame,

Je crains parfois que vous n'ayez point reçu mon dernier volume. J'ai donné ordre à mon libraire de vous l'adresser. Mais ces envois parviennent souvent assez irrégulièrement. Ce sont de tristes réflexions, mais le temps présent n'en peut guère suggérer d'autres. Je n'ai pas prétendu dans ce volume indiquer des solutions à une situation qui semble déjouer toute sagacité ; j'ai voulu seulement dire sincèrement ce que je regarde comme le mal suprême de notre pauvre pays.

Notre voyage à Venise nous a été d'une grande consolation. Je l'avais vue il y a vingt-deux ans, triste et asservie; je la retrouvais libre et relativement heureuse, quand c'est le tour de notre pauvre France d'expier sa gloire et sa prospérité passées. Ma femme a beaucoup joui de ce premier voyage d'Italie; elle en a tant joui que nous méditons, à nos heures de projets, un nouveau voyage pour l'automne prochain. Celui-ci nous conduirait à Rome et à Naples.

Quel bonheur, chère princesse, si vous étiez alors à Mandelà! J'ai gardé un vif souvenir de cette campagne des environs de Tivoli; j'aimerais tant à revoir avec vous ces lieux si pleins du sentiment et des souvenirs de l'antiquité! Les paysages de la campagne de Rome sont les plus beaux du monde après ceux de la Grèce; et ils ont sur ces derniers un grand avantage, c'est d'avoir été depuis Poussin admirablement interprétés.

Chaque lettre que je reçois du prince Napoléon me fait apprécier mieux les lumières de ce ferme et lucide esprit. Il paraît qu'il se rend à Rome et je m'en réjouis pour vous. Je lui avais cependant fait sur ce voyage quelques objections. Je craignais que, dans la situation si tendue des relations de la France, de l'Italie et de la papauté, sa position à Rome ne fût difficile. Il a joué un rôle si capital et, selon moi, si honorable dans les événements qui ont amené cette situation, que son séjour à Rome ne peut guère être sans conséquence; mais je n'ai eu garde d'insister; il sait mieux que personne l'état des choses et mieux que personne aussi il peut l'apprécier.

Je ne vous donne point de nouvelles; car nous vivons fort retirés; je ne vais pas à Versailles et je ne sais les choses que de seconde main. Que nous sommes loin, chère princesse, des pacifiques entretiens de la rue de Grenelle! Que le monde s'aigrit! qu'il devient méchant! Que les solutions élevées, conciliantes, des questions politiques, sociales, religieuses, s'éloignent et se confondent avec des rêves! Je crains un recul déplorable dans l'ordre intellectuel et moral; je vois le jour où une pensée indépendante et sereine sera dans le ton général du monde une note déplacée. Que nous avons raison, il y a dix-huit mois, d'annoncer qu'on mettait le pied sur le seuil de l'enfer! Et qu'il est triste de penser que, quelque pessimistes que nous ayons été, nous ne l'avons jamais été assez!

Maury est plein de force et de courage.

Il est un de ceux qui ont le mieux traversé ces temps de deuil. Le goût désintéressé du travail nous a seul soutenus.

Agréez, chère princesse, l'expression de mes sentiments les plus respectueusement et les plus affectueusement dévoués.

Paris, 8 mars 1872 (1).

Chère princesse,

Je réponds sur-le-champ à l'honneur que vous m'avez fait en me demandant mon opinion sur cette question : saint Pierre a-t-il été à Rome ?

Je regarde comme probable que saint Pierre a été à Rome ; mais je crois qu'il n'y a été que peu de temps, qu'il a souffert le martyre peu de temps après son arrivée.

Ce qui me porte à regarder comme probable que saint Pierre a été à Rome, c'est surtout ce raisonnement : saint Pierre est mort martyr (les témoignages du quatrième évangile, de Clément Romain, du fragment qu'on appelle Canon de Muratori, de Denys de Corinthe, de Caius, de Tertullien ne laissent aucun doute à cet égard) ; — or, on ne conçoit guère que saint Pierre soit mort martyr ailleurs qu'à Rome. Ce n'est qu'à Rome en effet que la persécution de Néron eut beaucoup d'éclat. A Jérusalem, à Antioche, le martyre de saint Pierre ne se conçoit pas aussi bien.

A ce raisonnement vient s'ajouter cette considération que l'auteur de la première épître attribuée à saint Pierre veut que la dite épître ait été écrite de Rome (v. 13), argument qui garde toute sa force, même si l'épître est supposée ; car cette épître est en tout cas fort ancienne et témoigne que l'opinion reçue au temps où elle fut écrite était que saint Pierre avait résidé à Rome.

Les témoignages des Pères du II^e et du III^e siècle ont aussi de la force. Enfin le système qui sert de base aux Actes ébionites de saint Pierre dont la principale rédaction se trouve dans les *Récognitions* ou *Homélies pseudo-clémentines*, est digne de considération.

Le système qui nous montre saint Pierre suivant partout

(1) Cette lettre adressée à la princesse Julie a déjà été publiée en mars 1872 dans *l'Espérance de Rome*, revue trimestrielle fondée par M^{me} Merriman.

Simon le magicien pour combattre ses fausses doctrines, renferme, selon l'opinion maintenant la plus reçue en Allemagne, une allusion à la rivalité de saint Pierre et de saint Paul (qui serait désigné sous le pseudonyme de Simon le magicien). Un tel système paraît être vrai au fond, malgré les fables qui s'y mêlent.

Je regarde pour ma part comme très admissible que saint Pierre vint à Rome à la suite de saint Paul et en partie pour combattre son influence.

Une chose qui me paraît certaine, en tout cas, c'est que saint Pierre n'est pas venu à Rome avant saint Paul. En effet, l'épître de saint Paul aux Romains, écrite vers l'an 50 ou du moins pas plus de deux ans et demi avant l'arrivée de saint Paul à Rome, suppose que saint Pierre n'était pas à Rome quand saint Paul l'écrivait; on ne concevrait pas saint Paul écrivant aux fidèles dont saint Pierre était le chef et ne faisant pas la moindre mention de ce dernier. Ce qui est décisif surtout, c'est le dernier chapitre des Actes des Apôtres. Ce chapitre ne se comprend pas si Pierre était à Rome quand Paul y arriva.

Le système des vingt-trois et vingt-quatre années du pontificat de Pierre à Rome est donc insoutenable; ce qui est probable, c'est que Pierre vint à Rome vers l'an 61 ou 62 et qu'il trouva la mort dans la grande persécution de Néron de l'an 64.

Excusez ces arides détails; il faudrait une longue dissertation pour expliquer tout cela avec clarté.

Agréez, chère princesse, l'expression de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

Sèvres, 30 juillet 1872.

Chère princesse,

Mes sentiments vous sont trop bien connus pour que j'aie besoin de vous prier de ne pas attribuer mon silence à l'oubli. Depuis quelques mois, j'ai vécu dans une sorte de solitude, aussi loin du monde que si j'étais à cent lieues de Paris, plongé tout entier dans le quatrième volume des *Origines du christianisme*. Ce volume est maintenant presque achevé, et je commence à revivre. Ce volume contiendra la persécution de Néron, la mort des apôtres, l'Apocalypse, la ruine de Jérusa-

lem. La grandeur des scènes qu'il a fait passer sous mes yeux, l'éloquente poésie de la protestation chrétienne m'ont fait oublier le présent, et, par le triste temps où nous sommes, tout ce qui nous dépayse est un bienfait. Notre pauvre pays s'abandonne de plus en plus à ses idées superficielles en politique. Ses blessures matérielles sont plus qu'à demi cicatrisées; sa prodigieuse richesse recommence à déborder et il ne voit pas ses blessures morales, la faiblesse de ses institutions, sa nullité militaire et politique. Si l'état actuel continue, il finira même par ne plus tenir beaucoup à tout cela, par dormir tranquille dans la honte et sur le bord du précipice. Voilà où arrive une nation qui rompt avec sa vieille aristocratie et ses institutions séculaires. J'espère à peine voir renaître la France d'autrefois; car très peu voient le mal présent et l'opinion sur laquelle seule on pourrait prendre un point d'appui est trop peu intelligente. Comment guérir un malade qui ne reconnaît pas même qu'il est malade?

Mon quatrième volume a éveillé plus vivement que jamais en moi le désir de revoir Rome. Il est très probable que vers la fin de septembre prochain, nous partirons, ma femme et moi, pour Naples, où nous ferons un séjour d'une dizaine de jours, après lequel nous partirons pour Rome où nous resterons environ un mois. Je me fais une fête de revoir cette ville extraordinaire qui m'a laissé de si forts souvenirs. Ai-je besoin de vous dire, princesse, que le bonheur de vous y retrouver, de causer avec vous de tant de choses auxquelles la correspondance ne se prête guère, décuple ma joie et n'est pas le moindre attrait qui m'attire. Que de fois je pense à ce salon hospitalier et aimable de la rue de Grenelle où toutes les nuances se confondaient, où toute pensée honnête était accueillie! La pensée de reprendre ces chers entretiens sous les ombrages de Cantalupo me ravit de joie, et ma femme n'y est pas moins sensible. Notre petite famille va bien, très bien même. Mon pauvre Ary est gentil, plein d'esprit; j'espère que son infirmité ne troublera pas trop sa vie; Noémi est très bonne. Nous vivons d'eux et avec eux.

Soyez assez aimable, chère princesse, pour me rappeler au souvenir de M. le marquis, et veuillez agréer l'assurance de mes sentiments les plus affectueux et les plus dévoués.

Rome, 19 octobre 1872.

Chère princesse,

Nous voici dans cette incomparable ville de Rome dont l'impression est toujours si forte, si profonde. Notre première visite, ai-je besoin de vous le dire? eût été pour la place Trajane, si nous eussions eu l'espoir de vous y trouver. Puisque vous avez été assez bonne pour nous permettre d'espérer que nous serions assez heureux pour vous voir à Cantalupo, oserai-je vous demander quel jour nous ne vous dérangerions pas? Ce sera une vraie fête pour nous de causer avec vous, comme nous faisons en ce salon de la rue de Grenelle que nous n'oublions pas, des questions tristes par fois que notre temps soulève. J'ai vu le prince Napoléon à Prangins; je l'ai trouvé parfaitement calme et voyant les choses comme elles sont. A la date où je l'ai vu, il ne paraissait pas songer à ce voyage que je regrette un peu, quoique assurément il fût dans son droit. Nous reparlerons de tout cela. Permettez-moi de vous prier de présenter mes respects au marquis de Roccagiovine et agréez, chère princesse, l'expression de nos sentiments les plus élevés.

Paris, 9 décembre 1872.

Chère princesse,

Nous voici de retour, joyeux d'avoir retrouvé notre petit monde en joie, mais tristes de tant de souvenirs d'heures charmantes qui ne reviendront plus. Les meilleures, nous vous l'assurons, princesse, ont été celles que nous avons passées avec vous soit à Constantinople, soit à Rome. Nous n'y pensons jamais sans un véritable attendrissement. Votre bonté, votre calme et bienveillante philosophie, dans des circonstances aussi fiévreuses que celles que nous traversons, sont un rare et précieux enseignement. Notre pauvre pays, depuis que nous nous sommes vus, a traversé une crise grave; elle paraît suspendue; mais quelle situation précaire et pleine de périls!

J'ai trouvé ici à mon arrivée une lettre du prince Napoléon écrite de Prangins et pleine de sagesse. Le prince voit parfaitement l'état des choses. Que je voudrais lui voir entreprendre quelqu'un de ces grands travaux sur l'histoire contemporaine que lui seul peut faire et où je suis sûr qu'il trouverait le repos de sa pensée!

Je me suis remis à mes études et j'y trouve l'oubli d'un présent triste et d'un avenir pire encore.

C'est avec un vif regret que j'ai appris que l'on regardait une dérogation au règlement en ce qui concerne le directeur de l'Académie comme chose impossible (1). Le règlement est mauvais; mais on ne peut nier que ce ne soit le règlement, et, dans les temps où nous sommes, il est difficile de procéder par ces délicats tempéraments qui sont le propre des époques mieux assises. Hébert était si bien l'homme de la chose! La connaissance que j'ai faite de lui et de M. Fournier (2) compte parmi les plus précieux souvenirs de mon voyage.

Nous avons vu M^{me} Cornu. Elle part dans quelques jours pour l'Italie où elle va passer l'hiver et peut-être se fixer. Elle hésite encore sur son itinéraire. Je lui ai naturellement conseillé Rome, et je lui ai répété ce que nous avions dit d'elle à Cantalupo. Comme elle serait heureuse là avec vous! Comme elle jouirait de cette nature et de la vie charmante que vous vous y êtes créée! Sa santé m'a paru un peu moins mauvaise qu'il y a quelques mois.

Maury à qui j'ai transmis toutes les choses aimables dont vous m'avez chargé pour lui, y a été sensible. Il est triste et préoccupé; à vrai dire, nous le sommes tous. Ayez la bonté, chère princesse, de présenter mes devoirs à M. le marquis del Gallo et d'agréer l'assurance de mes sentiments les plus affectueux.

Paris, 10 février 1873.

Chère princesse,

Il a fallu le travail opiniâtre auquel je suis livré depuis quelques semaines pour que j'aie tardé si longtemps à vous dire combien j'ai pris part à la douleur qu'a dû vous inspirer la mort de l'Empereur. Je sais quels sentiments vous éprouviez pour cet homme extraordinaire, et j'ai vivement compati à votre peine. Sous l'Empire, j'ai toujours dit ma pensée sur

(1) Le règlement de l'Académie de France à Rome (villa Médicis) limitant à six ans la durée d'une direction, le peintre Ernest Hébert, nommé directeur le 1^{er} janvier 1867, dut se retirer le 31 décembre 1872. Par la suite, il fut désigné de nouveau pour ce poste qui lui convenait si parfaitement le 1^{er} janvier 1885.

(2) Hugues Henri Fournier, ministre de France à Rome (Quirinal) de février 1872 à décembre 1873, qui eut des démêlés retentissants avec M. de Bourgoing, notre ambassadeur près le Saint-Siège.

l'Empereur avec une entière franchise, et telle était l'élévation d'âme à laquelle il était arrivé, que plus d'une fois il voulut bien me témoigner être satisfait d'écrits où je jugeais son gouvernement avec une grande liberté. Je dirai du mort ce que je disais du vivant : l'Empereur aimait le bien et le vrai ; il les cherchait avec bonne foi ; sa politique, sur une foule de points, fut plus conforme aux aspirations des temps modernes que celle des adversaires qui prétendirent faire mieux que lui.

Le temps, je le crains, sera sa justification et se chargera de le faire regretter. Il fit de grandes fautes, presque toutes par défaut d'éducation première, et par suite d'un entourage trop peu éclairé ; mais parmi ces fautes, après tout, il n'y en avait qu'une de mortelle. Ah ! pourquoi l'a-t-il commise ? Ce fatal mois de juillet 1870, qui le maudira suffisamment ?

Les grands coupables sont ceux qui, à ce moment-là, égarèrent une volonté trop souvent hésitante et un esprit qui n'avait pas assez la notion précise des détails.

J'ai reçu une bien bonne lettre du prince Napoléon. Il m'annonce son projet d'aller passer la fin de l'hiver à Rome. Que je lui envie ce séjour ou plutôt que je suis heureux qu'il l'ait choisi ! Rome est la grande pacificatrice de l'âme, le refuge de tous les blessés de la lutte de ce monde. Près de vous, d'ailleurs, le prince trouvera la sympathie morale et intellectuelle dont il a besoin. Moins que jamais je désire qu'il rentre en France, malgré le plaisir que j'aurais à le voir plus souvent. Quelle ligne de conduite choisirait-il ? Sa forte nature, son talent d'orateur, ses convictions arrêtées le porteraient à un rôle d'opposition où il s'userait vite. La France est fatiguée en ce moment ; elle veut dormir ; elle sera contre celui qui troublera son repos. Si le prince reste loin des affaires, la malveillance dira que c'est par impuissance. S'il s'y mêle, il se compromettra et déchainera des haines terribles. C'est à Rome que je me plais à me le figurer, écrivant ses souvenirs, créant pour l'histoire future une source inappréciable de renseignements, fixant pour l'avenir cette physionomie de l'Empereur que seul il a bien connue et que seul il peut rendre. Menez-le à Mandela ; ces belles montagnes, cette nature pleine de suavité et d'harmonie, lui plaira et le reposera.

Présentez, etc.

Sèvres, 22 mai 1873.

Chère princesse,

Voilà un siècle que nous n'avons reçu de vos nouvelles; mais, par une raison que j'ignore, la poste met tant de négligence à porter mes lettres à la place Trajane, et sans doute aussi à me porter les lettres de la place Trajane, que nous n'avons pas un moment douté de votre amitié, pas plus que vous n'avez douté des sentiments que nous avons pour vous. Pour être assuré que cette lettre du moins vous parviendra, je prie M. Fournier d'avoir la bonté de vous la faire remettre.

Que de fois, chère princesse, nous avons pensé à vous et parlé de vous, dans les temps troublés que nous venons de traverser! L'élévation de votre cœur a dû être pour vous une consolation; c'est la seule qu'on retrouve toujours. Pour moi, j'ai eu le bonheur, durant tout l'hiver, d'être excessivement occupé. L'achèvement de mon volume intitulé *l'Antéchrist*, qui va paraître dans quelques jours, m'a empêché de me trop laisser aller au deuil de ma pauvre patrie. Je me suis souvent reproché de tant jouir en mon cabinet de travail, pendant que ce pauvre pays va dépérissant de jour en jour. Je ne me rassurais qu'en songeant que j'avais fait ce que j'ai pu. Je me suis offert aux suffrages de mes concitoyens; je les ai avertis; j'ai la conscience en repos. Mais quel avenir sombre! Qu'il est difficile d'entrevoir quelque chose, j'ai presque envie de dire, de désirer quelque chose pour une nation qui sait si peu ce qu'elle veut!

J'ai vu hier M^{me} Cornu. Je l'ai trouvée pour la santé beaucoup mieux que je ne l'ai jamais vue depuis ces dernières années. Son séjour à la *Villa reale* lui a fait beaucoup de bien; elle a été infiniment touchée des bontés du prince et de la princesse et m'a donné d'eux des nouvelles qui m'ont vivement intéressé. La mort de son mari et celle de son frère ont mis cette respectable personne dans un état d'abandon touchant à la gêne qui attriste ses amis. Elle désirait qu'il fût fait une pension à la veuve de son frère, et ce n'était que justice. Elle m'a prié de m'employer à ce sujet, et avant-hier je suis allé porter cette juste réclamation à M. Thiers. M. Thiers a été parfait et à peine lui ai-je prononcé le nom de M^{me} Cornu qu'il a protesté de l'estime et du respect qu'il a pour elle. Permettez-

moi d'ajouter, princesse, qu'au nom de M^{me} Cornu il a immédiatement associé le vôtre et m'a parlé avec effusion de votre esprit, de votre cœur et du souvenir qu'il gardait de ses relations avec vous. Je dois dire, du reste, que sa façon de parler de l'Empereur est on ne peut plus convenable et digne en tout d'un homme de tact.

Nous pensons que sans tarder vous devez aller à Cantalupo et nous vous y suivons en esprit. Que ces belles montagnes de la Sabine doivent maintenant être délicieuses! Heureux Hébert qui va revoir tout cela!

Mon premier exemplaire de *l'Antéchrist* sera pour vous. Croyez en attendant, chère princesse, à nos sentiments les plus affectueux et les plus dévoués.

Paris, 14 décembre 1873.

Chère princesse,

Vos lettres nous ont causé une bien vive joie. L'élévation de votre cœur, le calme et la fermeté de votre âme en ces années troublées sont une leçon pour tous. M. Fournier, que j'ai eu le plaisir de voir il y a quelques jours, m'ayant appris qu'il partait pour Rome, m'a permis de le charger de ce mot. Que je lui porte envie! L'hiver est ici froid, sombre et triste. Nous pensons souvent à la place Trajane. Une heure passée avec vous nous consolerait.

Le spectacle de notre pauvre pays est celui de l'impuissance absolue. Impuissance de revenir à la monarchie, impuissance de fonder la république. On est heureux de n'avoir, en ces alternatives cruelles, aucune responsabilité. Le centre droit, personnifié en M. Albert de Broglie, s' imagine pouvoir faire ce qu'a fait l'Empire et, sans monarchie, donner à la France les avantages de la monarchie. C'est une complète erreur. Quelque sentiment qu'on ait sur l'acte du 2 décembre, une chose hors de doute, c'est que l'Empire avait le pays avec lui; il avait la légende du premier Empire, l'immense popularité du nom de Bonaparte; il prenait, d'ailleurs, le vent de l'opinion publique et répondait aux principales aspirations de la masse du peuple. Prétendre, comme l'Empire, faire les élections, nommer et destituer les maires, mater la presse, gouverner tout par les préfets, et cela, sans légende, sans

l'assentiment du pays, contrairement à l'opinion publique, avec une armée vraiment indifférente à la politique, est une vraie chimère. Une belle tâche se présentait au maréchal Mac-Mahon : faire peu de lois, maintenir l'ordre, gouverner avec les deux centres, jusqu'à ce que le pays pût sans danger être consulté; malheureusement, le centre droit n'a pas voulu un rapprochement avec le centre gauche; il ne voit pas combien il est faible. Tout le monde, en notre pays, se perd par la présomption.

Je vois souvent le prince Napoléon. Un moment, ses amis ont craint qu'il n'allât trop loin dans la voie des alliances compromettantes. Mais le prince sait s'arrêter; cette campagne avec *l'Avenir* n'aura pas de conséquence. Tout ce que le prince a dit est ce qu'il a dit, sous l'Empire même, en maintes circonstances et en plein Sénat. Seulement, on regrettait de le lui voir dire en mauvais lieu. Le bon sens du prince lui fait maintenant voir qu'il n'y a rien de suivi à tenter avec les éléments mauvais de la démocratie. Je suis persuadé du moins qu'il ne dépassera pas la limite où commenceraient les inconvénients durables.

La princesse Mathilde est courageuse, virile, pleine de vie et de lucidité. Elle voit très bien, et ne fera jamais de faute. Nous avons eu, il y a quelques jours, le plaisir d'avoir M^{me} Cornu. Sa maladie de cœur, sans cesser d'être inquiétante, paraît enrayée. Toujours la même, ne vivant que pour ses convictions, ne pensant jamais à elle-même, elle revenait de Chislehurst très contente du Prince impérial.

Le petit *quadrucchio* de Belli nous a fait un vif plaisir (1). Ah! les bonnes journées que nous avons passées sur cette belle colline en la plus charmante compagnie! Ma femme me charge de vous dire le profond souvenir qu'elle en a et tous ses sentiments d'affectueux respect.

Croyez, chère princesse, à ma plus constante, à ma plus sincère amitié.

Paris, 22 avril 1874.

Chère princesse,

Votre dernière lettre m'a fait une grande joie et m'a montré avec quelle philosophie et quelle élévation vous savez accepter

(1) Belli était un des familiers de la princesse Julie.

le devoir de la vie. Ici, nous allons bien, Ary parfois un peu faible, ma femme assez vaillante. L'hiver a été triste et c'est sans regret que nous partirons dans quelques jours pour notre petite retraite d'été à Sèvres. Quel temps que celui où l'on sait que l'attente même est vaine et où tout se résume en une impuissance absolue !

Nous avons beaucoup vu Hébert et vous pouvez croire si nous avons parlé de Cantalupo. Il se réacclimate à Paris ; son élection à l'Académie va tout à fait le rasseoir. Maury a eu quelques petites misères, mais pas bien graves. Il travaille beaucoup et s'enfonce de plus en plus dans ses créations avec sa rare activité.

Nous avons aussi vu quelquefois M^{me} Cornu, toujours courageuse, ferme, désintéressée, supérieure à son temps, ne soutenant sa frêle santé que par sa volonté de vivre pour le bien et le vrai. Quel admirable caractère ! quelle puissante et haute nature !

Comme vous, j'aurais préféré qu'on attendit pour les *Lettres* de Mérimée. La publication a eu du succès, mais pas précisément celui qu'il eût fallu désirer pour un tel écrivain. Il y a trop d'insignifiant et plusieurs des jugements ne sont pas pris d'assez haut. Mais quelques pages charmantes feront vivre ces deux volumes, dont assurément la gloire de Mérimée n'avait pas besoin.

J'apprends par une dépêche des journaux du soir que le prince Napoléon est à Rome. J'en suis enchanté ; j'étais peiné de le voir dans ces luttes où l'on s'use sans profit pour personne. Quelles bonnes heures il passera avec vous ! Vous êtes une des personnes du monde qu'il aime le plus et dont la parole peut lui faire le plus d'impression. Qui plus que nous désirerait voir ce grand esprit à la place qui lui convient ! et employant au profit de son temps et de son pays ses rares facultés ? Mais je ne crois pas que la voie qu'il cherche à se frayer soit la bonne. Elle est sans issue, et si elle menait à quelque chose, je ne sais si les vrais amis du prince devraient s'en réjouir. On ne peut rien fonder avec le parti démocratique révolutionnaire. Ce parti n'est pas disciplinable et, en dehors de sa chimère républicaine, on ne lui fera rien accepter.

Je suis comme vous avec anxiété le Père Hyacinthe. Il est si difficile, dans l'état actuel du catholicisme, de jouer en dehors

de l'Église le rôle de réformateur. Son âme si belle et si pure lui fera trouver sa voie, mais je ne sais si ce milieu genevois sec et mesquin est bien ce qui lui va.

Gori a du savoir; il a été pour moi extrêmement complaisant. J'ai appris que depuis mon voyage, il s'est lancé dans des polémiques personnelles très regrettables. Comme je ne lui veux que du bien, j'en ai éprouvé un véritable chagrin.

Ci-joint quelques lignes pour Mgr Vecchiotti (1). Croyez, chère princesse, à nos sentiments les plus affectueux.

Paris, 3 novembre 1874.

Chère princesse,

Excusez mon silence plus long que d'habitude. Notre petit voyage de Suisse et d'Italie a été suivi de quelques soucis, de quelques petites misères. A ce moment même en vous écrivant, je suis encore un peu gêné d'un rhumatisme tenace, qui m'a pris au pied, me fait peu souffrir, mais m'empêche de faire un pas. Notre voyage de vacances, qui s'est borné à l'Italie du Nord, nous avait heureusement donné quelques bons jours. Mantoue et Parme sont les deux seuls points que j'aie vus cette année pour la première fois; j'en ai été ravi. Je crois que maintenant ma conscience est en règle; je ne vois plus dans cette admirable Italie qu'un seul point, Orvieto, que je n'aie pas visité.

Je travaille beaucoup; j'achève mon histoire des *Origines du Christianisme*; il n'y a que cela qui console des tristesses du présent. Le désarroi est plus complet que jamais. C'est une agonie. Pauvre pays! L'esprit arriéré de ses classes dirigeantes et sa démocratie superficielle le tueront. La nullité de l'administration actuelle dépasse tout ce qu'il est permis d'imaginer; il est certain, d'un autre côté, qu'on a rendu tout changement difficile et dangereux. Cela fait un cercle vicieux sans issue.

Nous sommes allés voir le prince et la princesse à Prangins; depuis, j'ai revu le prince ici. Je suis sûr d'être d'accord avec votre cœur, chère princesse, en mettant l'amitié au-dessus de tous les déchirements de partis. Le prince a l'esprit grand et large, parfois aventureux. Sous l'Empire, l'Empereur, avec son

(1) Mgr Vecchiotti, prélat romain aux idées libérales.

tact parfait, lui laissait sa liberté; pourquoi ne l'aurait-il plus? Il y a du vrai dans ce qu'il dit maintenant comme dans ce qu'il disait alors. Le bonapartisme n'est rien, s'il n'est qu'une doublure de la légitimité. Napoléon I^{er} et Napoléon III ne sont pas arrivés en jouant uniquement la partie conservatrice; ils sont arrivés en étant à la fois libéraux et conservateurs, et en prenant dans les aspirations de leur temps ce qu'elles avaient de réalisable. M. Rouher est un grand avocat politique, mais ce n'est pas avec une politique toute négative et des finesses parlementaires qu'on fondera quelque chose. On se consolerait de cette impuissance dans un temps où la France ne serait pas menacée du dehors; mais dans un temps où il faudrait tout renouveler pour n'être pas trop inférieurs à notre ennemi, cela fait frémir!

Ma femme a été bien sensible à votre bon souvenir. Elle vous envoie la photographie que vous avez eu la bonté de désirer. Nos enfants vont bien; notre pauvre Ary grandit enfin; nous espérons que son infirmité ne contristera pas trop sa vie. Noémi est grande et forte; tous deux sont bons et aimants. Maury va bien maintenant; il fait comme moi; il travaille.

Nous pensons que vous êtes encore à Mandela par ce beau soleil d'automne. Que Rome doit être belle! Vivez en cette belle lumière, chère princesse, et croyez à nos sentiments les plus affectueusement respectueux.

ERNEST RENAN.

(A suivre.)

FIGUES DE SICILE

COMÉDIE EN UN ACTE

PERSONNAGES

MICUCCIO BONA VINO, musicien d'orphéon.

MARTA MARNIS, mère de Sina Marnis.

SINA MARNIS, cantatrice.

FERDINAND, valet de chambre.

DORINE, femme de chambre.

INVITÉS, VALETS.

De nos jours, dans une ville de l'Italie du Nord.

La scène représente une pièce de passage; peu de meubles, un guéridon, quelques sièges. Le coin à droite est dissimulé par un rideau. Au fond, grande porte vitrée, ouverte sur une chambre obscure, qui donne elle-même sur un salon splendidement éclairé. On aperçoit, à travers les vitres de la seconde porte, une table somptueusement servie. Il fait nuit; la scène est dans l'ombre. On entend ronfler derrière le rideau. Au bout de quelques moments, entre Ferdinand par la porte de droite, une bougie à la main, en manches de chemise et cravate blanche. Il n'a plus qu'à passer son frac pour être prêt à servir à table.

Arrive sur ses pas Micuccio Bonavino : type de paysan, le col de sa houppelande relevé jusqu'aux oreilles, botté jusqu'aux genoux; il porte d'une main un petit sac sordide, de l'autre une vieille valise et un étui d'instrument de musique, qui échappe presque de ses doigts gourds de froid et de fatigue. La chambre s'éclaire, le ronflement cesse derrière le rideau et on entend la voix de Dorine.

DORINE.

Qui est là ?

FERDINAND, posant la bougie sur le guéridon.

Allons, Dorine, debout ! Tu vois bien que c'est monsieur Bonvincino.

MICUCCIO hoche la tête pour secouer une goutte de son nez et corrige.
Faites excuse : Bonavino, s'il vous plaît.

FERDINAND.

Bonavino, Bonavino.

DORINE, bâillant derrière le rideau.

Et qui c'est-il, ce Bonavino?

FERDINAND.

Un parent de madame. (A Micuccio) Et permettez? qu'est-ce qu'elle est pour vous, madame? Une cousine, peut-être?

MICUCCIO, embarrassé.

Voilà... pour dire la vérité, ce n'est pas la vérité... Nous ne sommes pas parents, je suis... Dites-lui que c'est moi, Micuccio Bonavino; elle saura.

DORINE, curieuse, bien que tombant de sommeil,
sort de derrière le rideau.

Un parent de madame?

FERDINAND, agacé.

Mais non! (A Micuccio) Un pays? Alors comment se fait-il que vous n'avez pas demandé si tante Marthe était là? (A Dorine) Tu comprends, j'ai cru qu'il s'agissait d'un parent, d'un neveu... Mais il n'y a pas moyen de vous recevoir, mon ami.

MICUCCIO.

Quoi? Comment? J'arrive du pays tout exprès.

FERDINAND.

Exprès, pourquoi?

MICUCCIO.

Pour la voir.

FERDINAND.

Eh bien! puisque je vous dis que madame n'y est pas!... Est-ce qu'on se présente chez les gens à une heure pareille?

MICUCCIO.

Est-ce ma faute, si le train arrive à cette heure-là? Est-ce que je pouvais lui dire, au train, d'aller plus vite? (Il joint les

maines et dit en souriant, comme pour encourager les gens à l'indulgence :) C'est la faute du train ! Il arrive quand il arrive. Voilà deux jours que je suis en route.

DORINE, le dévisageant.

Ça se voit !

MICUCCIO.

Tant que ça ! De quoi ai-je donc l'air ?

DORINE.

Ah ! mon cher, vous n'êtes pas beau, soit dit sans vous offenser.

FERDINAND.

Je ne peux pas vous recevoir. Repassez demain matin, madame sera visible. A cette heure, elle est au théâtre.

MICUCCIO.

Repasser ? M'en aller ? Et où donc ? Est-ce que je sais où aller, moi, la nuit, dans cette ville que je ne connais pas ?... Elle n'est pas là, bon ! j'attends. Voyons ! je peux bien l'attendre ici !

FERDINAND.

Puisque je vous dis que non... Sans la permission de madame !...

MICUCCIO.

Une permission !... On voit bien que vous ne me connaissez pas...

FERDINAND.

Justement, je ne vous connais pas. Je n'ai pas envie de me faire attraper.

MICUCCIO sourit d'un air de suffisance et fait signe que non, avec le doigt. Soyez tranquille.

DORINE, à Ferdinand.

Ah ! ouiche, elle aurait bien le temps de s'occuper de lui ce soir ! (A Micuccio.) Regardez ça, mon bon ! (Elle lui montre dans le fond le salon éclairé.) Nous donnons une fête !

MICUCCIO.

Vraiment ? En quel honneur ?

DORINE.

Soirée (elle bâille) de gala.

FERDINAND.

Et en voilà pour jusqu'à demain, s'il plaît à Dieu.

MICUCCIO.

Ça m'est égal... Dès que Teresina me verra, je suis bien sûr...

FERDINAND, à Dorine.

Tu entends? il l'appelle Teresina. Il m'a demandé si c'était bien ici Teresina la cantatrice.

MICUCCIO.

Eh bien? quoi? Ce n'est pas cantatrice qu'elle est? Ce n'est pas comme ça que ça se dit?... Vous n'allez pas m'en remontrer là-dessus, je suppose.

DORINE.

Enfin, sans blague? Vous la connaissez tout de bon?

MICUCCIO.

Si je la connais! Nous avons été élevés ensemble comme frère et sœur.

FERDINAND.

Qu'est-ce qu'il faut faire?

DORINE.

Bah! laisse-le attendre.

MICUCCIO, vexé.

Bien sûr que je l'attends. Qu'est-ce que ça signifie? On dirait, ma parole, que vous me prenez pour...

FERDINAND.

Bon! Asseyez-vous là. Moi, je m'en lave les mains. Je vais mettre mon couvert. (Il se dirige au fond vers le salon.)

MICUCCIO.

Elle est bien bonne, celle-là!... On dirait vraiment que je suis... C'est peut-être parce qu'il m'a vu comme me voilà, avec

toute la fumée et la poussière du chemin de fer. Si je le disais à Teresina, quand elle reviendra du théâtre... (Il a comme un doute et se met à regarder autour de lui.) Dites donc, cette maison, à qui est-ce?

DORINE, l'observant et se moquant de lui.

Dame! C'est chez nous, puisque nous y sommes.

MICUCCIO.

Très bien, très bien. (Il regarde de nouveau jusque dans le salon.)
C'est grand?

DORINE.

Couci, couça.

MICUCCIO.

C'est un salon là-bas?

DORINE.

Une pièce de réception. C'est là qu'on soupe ce soir.

MICUCCIO.

Ah! Quelle table! Quelles lumières!

DORINE.

C'est beau, n'est-ce pas?

MICUCCIO se frotte les mains de plaisir.

Ainsi, c'était bien vrai!

DORINE.

Quoi donc?

MICUCCIO.

Tiens!... Que leurs petites affaires vont bien... Il n'y a qu'à voir!

DORINE.

Mais savez-vous seulement qui est Sina Marnis?

MICUCCIO.

Sina? C'est juste. C'est comme ça qu'elle s'appelle à présent. La tante me l'avait écrit. Teresina... bien sûr... Teresina : Sina...

DORINE.

Attendez donc! Mais j'y suis... Vous... (Elle appelle Ferdinand.)

Pst! Arrive donc, Ferdinand... Sais-tu qui c'est? Celui à qui la vieille madame écrit tout le temps.

MICUCCIO.

Elle ne sait pas écrire, la pauvre...

DORINE.

Oui, oui, Bonavino, c'est sûr! Pourtant... Domenico! Vous ne vous appelez pas Domenico?

MICUCCIO.

Domenico, Micuccio, c'est tout un. Chez nous, c'est Micuccio qu'on dit.

DORINE.

C'est vous qui venez d'être si malade, il n'y a pas longtemps?

MICUCCIO.

Ah! malade terriblement! A la mort. Fini, complètement fini. On avait allumé les cierges.

DORINE.

Et c'est à vous que la mère de madame avait envoyé un mandat. Eh! oui, je me rappelle... J'étais à la poste avec elle.

MICUCCIO.

Un mandat, en effet. C'est aussi pour cela que je viens. J'ai l'argent. Je l'ai là, sur moi.

DORINE

Vous le rapportez?

MICUCCIO, troublé.

De l'argent, pas de ça! L'argent, on ne m'en parle pas à moi!... Mais, voyons, est-ce qu'elles ne vont pas bientôt rentrer enfin?

DORINE regarde l'horloge.

Pas avant un petit bout de temps... Surtout ce soir, vous comprenez?

FERDINAND, repassant du salon vers la porte de droite avec un plateau.

Bravo! bravo! bis! bis! bis!

MICUCCIO, souriant.

Voix magnifique, n'est-ce pas ?

FERDINAND se rapproche.

Oui, oui !... on peut le dire, un joli brin de voix...

MICUCCIO, se frottant de nouveau les mains.

Je m'en vante ! C'est mon ouvrage !

DORINE.

La voix de madame ?

MICUCCIO.

C'est moi qui l'ai découverte.

DORINE.

Vraiment ? (A Ferdinand) Tu entends, Ferdinand ? C'est lui qui a découvert la voix de madame.

MICUCCIO.

C'est que je suis musicien, moi.

FERDINAND.

Musicien ? ah ! bravo ! Et qu'est-ce que vous jouez ? de la trompette ?

MICUCCIO fait signe que non, du doigt, avec beaucoup de sérieux.

Non. Pas de trompette. La flûte. Je suis dans la musique, moi. La musique municipale, là-bas, dans mon pays.

DORINE.

J'y suis !... Attendez, le nom va me revenir

MICUCCIO.

Palma Montechiano. Quel nom voulez-vous que ce soit ?

DORINE.

Ah ! oui. Palma. C'est cela.

FERDINAND.

Ainsi, c'est vous qui avez découvert sa voix ?

DORINE.

Vite ! vite ! mon vieux, contez-nous ça.

MICUCCIO, haussant les épaules.

Comment j'ai fait?... Elle chantait...

DORINE.

Et vous, tout de suite, le musicien?...

MICUCCIO.

Non, pas tout de suite. C'est tout le contraire...

FERDINAND.

Il a fallu longtemps?

MICUCCIO.

Elle passait sa vie à chanter. Elle chantait même en colère.

DORINE.

Vraiment?

FERDINAND.

En colère?

MICUCCIO.

Mon Dieu! oui, pour ne pas penser à bien des choses... parce que...

FERDINAND.

Parce que?

MICUCCIO.

Des chagrins... des ennuis. Pauvre enfant! Alors, vous comprenez... Elle avait perdu son père... Moi... je... je les aidais, elle et sa mère, la tante Marthe... Maman ne voulait pas... et à la fin...

DORINE.

Elle est devenue votre bonne amie?

MICUCCIO.

Moi? Teresina? Vous me faites rire... Maman ne voulait pas que je m'occupe d'elle, parce qu'elle n'avait pas le sou, pauvre petite! Le père était mort, et moi, j'avais, vaille que vaille, ma petite place dans la musique.

FERDINAND.

Rien de rien, alors ? Pas ça ? Des fiançailles !

MIGUCCIO.

Puisque mes parents ne voulaient pas ! C'est pour cela qu'elle chantait de colère.

DORINE.

Tiens, tiens ! Et alors ?

MIGUCCIO.

C'est le ciel ! Je peux le dire, une inspiration du ciel ! Personne n'y avait jamais pensé. Pas même moi. Tout d'un coup, un matin...

FERDINAND.

Ce que c'est que la chance !

MIGUCCIO.

Jamais je ne l'oublierai... C'était un matin d'avril... Elle chantait à sa fenêtre... Sous les toits... Elle vivait au grenier, dans ce temps-là.

FERDINAND.

Tu entends ?

DORINE.

Tais-toi donc !

MIGUCCIO.

Quel mal y a-t-il ? C'est avec l'herbe qu'on lie la gerbe.

DORINE.

Bien entendu. Alors ?

MIGUCCIO.

Je la lui avais entendu chanter plus de mille fois, cette chanson de chez nous.

DORINE.

Une chanson ?

MIGUCCIO.

Oui. *Tutto passa*, comme ça s'appelle.

FERDINAND.

Tutto passa.

MICUCCIO, récitant.

*Tuttu passa nni stu munnu;
Ogni cosa affaccia, e mori,
Ma la spina di la cori,
Beni miu, nun passa cchiù... (1)*

Et la mélodie ! Divine, ... passionnée... Mais suffit ! Je n'y avais jamais pris garde. Mais ce matin-là... le Paradis !... Un ange... on aurait dit un ange qui chantait... Sans rien dire, sans prévenir ni elle ni sa mère, l'après-dinée, je conduis dans le grenier notre chef de musique qui était mon ami, un vrai, celui-là. Saro Malaviti... Un brave cœur, le digne homme !... Il l'écoute... C'est un amateur, lui, un véritable musicien. Tout le monde le connaît à Palma. Il me dit : « Cette voix-là, mais c'est une voix du bon Dieu ! » Vous pensez quelle joie. Je loue un piano, et on a même eu bien du mal pour le hisser là-haut, dans le grenier... Mais suffit ! J'achète de la musique et voilà le chef qui se met à lui donner des leçons, mais gratis, en se contentant des petits cadeaux que je pouvais lui faire de temps en temps. Moi, qu'est-ce que j'étais ? Un pauvre diable comme maintenant... Le piano coûtait et la musique coûtait, et pour Teresina, il lui fallait encore de la bonne nourriture...

FERDINAND.

Dame !

DORINE.

Pour pouvoir chanter...

MICUCCIO.

De la viande tous les jours. Je m'en vante !

FERDINAND.

Peste !

DORINE.

Et ainsi...

MICUCCIO.

Elle s'est mise à faire des progrès et dès ce moment-là il

(1) Tout passe dans ce monde
Tout s'efface, tout meurt,
Mais l'épine du cœur,
Mon bien aimé, ne s'en va pas.

était bien facile de voir... Elle habitait là-haut, dans les nuages pour ainsi dire. Et sa voix s'entendait dans tout le pays. Tout le village se rassemblait sous la fenêtre, pour écouter... Et quel sentiment ! Une ardeur !... Elle brûlait vraiment... Quand elle avait fini, elle me prenait le bras, comme ça. (Il prend le bras de Ferdinand.) Et elle me secouait comme une folle... Parce qu'elle savait bien, elle ! Elle voyait à l'avance ce qu'elle deviendrait... D'ailleurs, le chef ne le lui cachait pas. Et elle ne savait que faire pour me montrer sa reconnaissance. La tante, au contraire, pauvre femme...

DORINE.

Elle ne voulait pas ?

MICUCCIO.

Si, elle voulait bien ; seulement, elle n'y croyait pas. Elle en avait tant vu, la vieille, dans sa vie, qu'elle aurait bien voulu que Teresina n'ait même pas l'idée de sortir de son état : n'est-ce pas, elle était résignée depuis si longtemps ! Elle avait peur, enfin. Et puis, elle savait ce que cela me coûtait... Et aussi que mes parents... Mais je les ai envoyés promener tous, père, mère, et tout le tremblement, le jour où débarqua chez nous un certain maestro étranger qui donnait des concerts... Un nommé... tiens ! Voilà que son nom m'échappe... Mais un nom très célèbre... Enfin suffit !... Quand ce susdit maestro eut entendu Teresina et dit que ce serait un crime, un véritable crime de ne pas lui faire continuer ses études dans une grande ville et dans un vrai Conservatoire... alors je n'ai fait ni uné, ni deux : je romps avec tout le monde, je vends un coin de terre que m'avait laissé en mourant un brave oncle de curé, et je mets Teresina au Conservatoire de Naples.

FERDINAND.

Vous ?

MICUCCIO.

Moi.

DORINE, à Ferdinand.

A ses frais, tu entends ?

MICUCCIO.

Pendant quatre ans, c'est moi qui lui ai payé ses études. Quatre ans !... Je ne l'ai pas revue, depuis.

Jamais ?

DORINE.

MICUCCIO.

Jamais. Parce que... Parce qu'elle s'est mise à chanter dans les théâtres, un peu partout... vous comprenez... Une fois partie, envolée de Naples à Rome, de Rome à Milan... et puis l'Espagne, la Russie... pour revenir enfin...

FERDINAND.

Elle fait fureur !

MICUCCIO.

A qui le dites-vous ? J'ai tous les journaux dans ma valise... Et puis là j'ai aussi ses lettres. (Il retire une liasse de la poche de sa veste.) Les siennes et celles de la maman... Tenez ! Voilà ce qu'elle me dit, quand elle m'a envoyé l'argent, que j'étais pour mourir : « Mon cher Micuccio, je n'ai pas le temps de t'écrire, je te répète tout ce que te dit maman, soigne-toi, guéris-toi vite et aime-moi toujours. Teresina. »

FERDINAND.

Et elle envoyait gros ?

DORINE.

Mille lires, n'est-ce pas ?

MICUCCIO.

Mille, oui.

FERDINAND.

Et ce champ que vous aviez vendu, qu'est-ce qu'il valait ?

MICUCCIO.

Qu'est-ce que cela pouvait valoir ? Pas grand chose... Un méchant bout de terrain...

FERDINAND fait signe à Dorine.

Ah !

MICUCCIO.

Son argent, je le lui rapporte. Je n'en veux pas. Le peu que j'ai fait, c'était pour elle. Nous avions convenu d'attendre deux ou trois ans, le temps qu'elle fasse son chemin..., la tante me l'a toujours répété dans ses lettres. Je ne sais pas mâcher les

mots, moi : cet argent, je ne m'y attendais pas ; mais puisque Teresina me l'envoie, c'est qu'elle l'avait devant elle : par conséquent, c'est signe qu'elle a fait son chemin.

FERDINAND.

On peut le dire. Et quel chemin !

MICUCCIO.

Par conséquent, c'est le moment...

DORINE.

De vous marier ?

MICUCCIO.

Et me voilà.

FERDINAND.

Vous venez épouser Sina Marnis ?

DORINE.

Tais-toi donc ! Puisqu'elle a promis, gros bêta !... Bien sûr qu'il vient pour l'épouser.

MICUCCIO.

Moi, je n'en dis pas tant. Je dis seulement : « Me voilà. » J'ai tout planté là : ma famille, la musique, le pays, tout. Il a fallu me battre à cause de ces mille liras qui étaient arrivées sans que je le sache, pendant que j'étais plus mort que vif. La vieille ne voulait pas les rendre, il a fallu les arracher. Ah ! mais non ! de l'argent, pas de ça ! Micuccio Bonavino, on ne le paie pas avec de l'argent. Je peux aller n'importe où, quand ce serait au bout du monde : s'il ne s'agit que de moi, je me tirerai toujours d'affaire. J'ai mon art, n'est-ce pas ? J'ai ma flûte et...

DORINE.

Tiens ! Vous l'avez prise aussi, votre flûte ?

MICUCCIO.

Bien entendu, que je l'ai prise. Ma flûte et moi, nous ne faisons qu'un.

FERDINAND.

C'est cela ! Tu comprends, elle chantera et il jouera.

MICUCCIO.

Je ne peux pas jouer dans l'orchestre, par hasard ?

FERDINAND.

Mais, si fait ! Pourquoi pas ?

DORINE.

Et je suis même sûre que vous jouez très bien

MICUCCIO.

Pas trop mal. Il y a dix ans que je joue.

FERDINAND.

Si vous nous jouiez quelque chose ? (Il prend l'étui de l'instrument.)

DORINE.

Bravo ! bravo ! Jouez-nous quelque chose !

MICUCCIO.

Non, voyons ! Qu'est-ce qu'on peut jouer... à une heure pareille ?

DORINE.

Un petit morceau, soyez gentil !

FERDINAND.

Un petit air de rien du tout...

MICUCCIO.

Mais non ! Voyons !...

FERDINAND.

Ne vous faites donc pas prier ! (Il ouvre l'étui et prend la flûte.)
Tenez, la voilà.

DORINE.

Allons, seulement pour voir...

MICUCCIO.

Mais je ne peux pas... comme cela... tout seul...

DORINE.

Qu'est-ce que cela fait ? Allons, essayez !

FERDINAND.

Sinon, je joue moi-même !

MICUCCIO.

Alors, puisque vous y tenez... Voulez-vous la chanson que Teresina chantait dans le grenier ce jour-là ?

FERDINAND ET DORINE.

Oui ! oui ! bravo ! bravo !

FERDINAND.

Tutto passa ?

MICUCCIO.

Tutto passa. (Il s'assied et se met à jouer avec un grand sérieux.)

Ferdinand et Dorine se tiennent les côtes pour ne pas rire. Entrent pour écouter, le second valet de chambre en habit, le chef, le marmiton, auxquels les deux premiers font signe de se taire et de garder leur sérieux. Brusquement l'air de flûte est interrompu par un violent coup de sonnette.

FERDINAND.

Voilà madame !

DORINE, au deuxième valet de chambre.

Vite, allez ouvrir, vous ! (Au chef, au marmiton.) Vous autres, sauvez-vous et plus vite que ça. Elle a dit qu'elle voulait qu'on serve dès qu'elle serait rentrée. (Les domestiques sortent.)

FERDINAND.

Ma queue de morue ?... où l'ai-je fourrée ?

DORINE.

Là, là !

Elle indique le rideau et se **sauve en courant**. Micuccio se lève, sa flûte à la main, tout ému. Ferdinand va prendre son habit et l'endosse en toute hâte, puis voyant Micuccio qui s'apprête à suivre Dorine, il l'arrête rudement.

FERDINAND.

Vous, ne bougez pas, s'il vous plaît ! Il faut que je prévienne madame. (Il sort. Micuccio reste là humilié, troublé, en proie à un pressentiment confus.)

TANTE MARTHE, du dehors.

Par ici, Dorine ! Au salon !

Ferdinand, Dorine et le second valet de chambre rentrent par la porte à gauche et traversent le théâtre pour se rendre au fond dans le salon, chargés de gerbes magnifiques, de couronnes, etc. Micuccio tend le cou pour regarder dans le salon et aperçoit une foule de messieurs en habit qui causent entre eux bruyamment. Dorine retraverse la scène en courant et gagne la porte à gauche.

MICUCCIO, lui touchant le bras.

Qui est-ce ?

DORINE.

Les invités ! (Elle sort.)

De nouveau Micuccio regarde, sa vue se voile. Il est si ému, si troublé qu'il ne s'aperçoit pas que ses yeux se remplissent de larmes. Il les ferme et se contracte comme pour résister à l'angoisse et au déchirement que lui cause une brillante fusée de rire venue de la salle : c'est le rire de Sina Marnis. Rentre Dorine, avec deux couronnes.

DORINE, sans s'arrêter, se dirigeant vers le salon.

Vous pleurez ?

MICUCCIO.

Moi ? Pas du tout... Tout ce monde...

Entre par la porte à gauche la tante Marthe, le chapeau sur la tête, enterrée, la pauvre vieille, dans un splendide manteau de velours. Elle aperçoit Micuccio : un cri, aussitôt réprimé.

MARTHE.

Comment, Micuccio ? Toi ici ?

MICUCCIO, découvrant son visage et la contemplant effrayé.

Tante Marthe ! Oh ! mon Dieu ! Vous, dans ces habits-là ?

MARTHE.

Eh bien ! qu'est-ce que j'ai donc ?

MICUCCIO.

Ce chapeau ? Vous ?

MARTHE.

Ah !... (Elle hoche la tête, lève une main, puis se remettant :)

Voyons ! Est-ce qu'on arrive ainsi sans prévenir ? Qu'est-ce qu'il y a donc ?

MICUCCIO.

Je... Je suis venu...

MARTHE.

Et justement ce soir... Mon Dieu ! Mon Dieu ! Attends donc...
Comment faire ? Comment faire?... Tu vois, mon enfant, tout
ce monde que nous avons ; c'est la fête de Teresina.

MICUCCIO.

Je sais.

MARTHE.

La soirée à son bénéfice, tu comprends ? Attends donc...
attends ici un petit moment...

MICUCCIO.

Si vous... Si vous croyez que je ferais mieux de m'en
aller...

MARTHE.

Mais non, écoute, attends un peu. (Elle va au salon.)

MICUCCIO.

C'est que je ne saurais pas... dans cette ville...

Tante Marthe se retourne en lui faisant signe d'attendre avec sa main gantée. Elle entre dans le salon, où se fait aussitôt un grand silence. — On entend sonner claire et distincte la voix de Sina Marnis : « Un moment, messieurs. » Micuccio se cache de nouveau la figure dans les mains, mais ce n'est pas Sina qui vient. C'est la tante Marthe qui reparait au bout de peu de temps, sans chapeau, dégantée. Elle a enlevé sa mantille et paraît plus à l'aise.

MARTHE.

Me voilà, me voilà !

MICUCCIO.

Et... et Teresina ?

MARTHE.

Je l'ai prévenue... J'ai été lui dire... Attends ! Dès qu'elle
pourra, dans un petit moment... Elle te fera une petite visite.
En attendant, nous deux, on va rester ici, n'est-ce pas ? Tu veux
bien ?

MICUCCIO.

Comme vous voudrez.

MARTHE.

Je te tiendrai compagnie.

MICUCCIO.

Non, non... Ne vous gênez pas... S'il faut que vous alliez là-bas...

MARTHE.

Non, non... Là-bas, ils sont en train de souper, tu comprends... Des admirateurs... Le directeur... C'est le métier, n'est-ce pas? Restons ici, nous deux. Dorine va nous servir tout de suite sur le guéridon et... nous souperons ensemble, toi et moi. Qu'en dis-tu? Nous deux tous seuls, hein? Comme dans le bon temps! (Dorine rentre par la porte à droite avec une nappe et deux couverts.) Allons! Dorine, dépêchons-nous, c'est pour moi et ce cher enfant. Ce cher petit Micuccio! Tu sais, je n'y crois pas encore, que c'est toi.

DORINE.

Voilà, voilà. Asseyez-vous déjà.

MARTHE, s'asseyant.

Bien, bien... Comme cela, nous deux, tous seuls... Sans tous ces raseurs-là... Tu comprends, n'est-ce pas? Tous ces messieurs... Elle, la pauvre petite, elle ne peut pas faire autrement, c'est le métier qui veut ça. Sans cela, comment faire? Tu as vu les journaux? Quel succès, mon petit! quel succès!... Et moi, sais-tu l'effet que ça me fait? Il me semble que je suis en bateau, sur la mer... Je n'y crois pas encore, que ce soit possible d'être là toute seule avec toi, ce soir. (Elle se frotte les mains et sourit en regardant Micuccio avec attendrissement.)

MICUCCIO sombre, avec de l'angoisse dans la voix.

Et... vous êtes sûre qu'elle va venir? Elle vous l'a dit? Je vous le demande, parce que je voudrais bien la voir, au moins.

MARTHE.

Bien sûr, qu'elle va venir! Dès qu'elle aura un petit moment. Est-ce que je ne te l'ai pas dit? Pense donc, quel plaisir

pour elle d'être ici avec nous... avec toi, si elle pouvait! Depuis le temps!... Combien cela fait-il? Des années... des années. Ah mon fils! Ça me paraît hier et ça me semble une éternité... J'en ai vu, j'en ai vu des choses... tant de choses!... Je n'arrive pas à y croire. On me l'aurait dit dans le temps, je n'y aurais pas cru, quand nous étions là-bas à Palma et que tu montais nous voir tout là-haut, dans le grenier... Tu te rappelles, les nids d'hirondelles sous les poutres de la toiture... Elles volaient à travers la pièce. On sentait leur vent quelquefois comme une caresse dans la figure... Et mes pots de basilic sur l'appui de la fenêtre... Et donna Annuzzia, donna Annuzzia, tu sais bien, la voisine? qu'est-ce qu'elle devient?

MICUCCIO.

Eh!... (Il fait avec deux doigts le signe de la croix pour montrer qu'elle est morte.)

MARTHE.

Morte? Je m'en doutais... Elle était déjà plus vieille que moi. Pauvre vieille Annuzzia avec sa gousse d'ail! Tu te rappelles! C'était son prétexte pour entrer: « Vous n'auriez pas une petite gousse d'ail à me prêter? » Toujours comme par hasard à l'heure du déjeuner... Pauvre vieille! Et combien d'autres morts sans doute, n'est-ce pas, à Palma!... Mais ceux-là au moins dorment en paix dans notre petit cimetière, à côté des leurs... et moi... Dieu sait où je laisserai mes os... Allons! n'y pensons plus!... (Entre Dorine avec un plat qu'elle présente à Micuccio.)

Ah! Dorine, à la bonne heure!

Micuccio regarde Dorine puis Marthe d'un air embarrassé. Il va pour se servir, mais il s'aperçoit que ses mains sont toutes sales du voyage, et les cache sous la table, de plus en plus confus.

Par ici, Dorine, laisse-moi faire, je vais le servir, moi... Comme cela? c'est bien?

MICUCCIO.

Oui, oui,... merci...

MARTHE, se servant.

Maintenant, à mon tour.

MICUCCIO cligne de l'œil, faisant le geste de se caresser la joue.

Hum!... C'est bon, c'est rudement bon.

MARTHE.

Dîner de gala, tu comprends. Allons, dinons! Mais d'abord...
 (Elle se signe.) Ici, devant toi, je peux bien... (Micuccio se signe à son tour.) Toi aussi! mon fils, à la bonne heure! Mon bon petit Micuccio! Toujours le même, ce cher enfant. Croirais-tu que... quand il m'arrive de dîner là-bas... sans pouvoir faire le signe de la croix, il me semble que les bouchées ne veulent pas passer... Mange, mange donc!

MICUCCIO.

Ah! j'ai un appétit! Figurez-vous que je n'ai pas mangé depuis deux jours!

MARTHE.

Comment, tu n'as rien mangé dans le train?

MICUCCIO.

J'avais emporté de quoi. C'est toujours là, dans ma valise, mais...

MARTHE.

Mais?

MICUCCIO.

Je n'ose pas le dire, j'ai... j'ai eu honte, tante Marthe. C'était si... misérable, et je m'imaginai que tout le monde me regardait.

MARTHE.

Grand bête, va! Et tu t'es passé de manger? va, dine, mon pauvre Micuccio... Bien sûr, que tu dois avoir faim! Depuis deux jours!... Et bois! bois donc! Tu ne bois pas. (Elle lui verse à boire.)

MICUCCIO.

Merci, je boirai tout à l'heure.

De temps à autre, chaque fois que les laquais qui entrent ou sortent pour le service, ouvrent la porte vitrée, il arrive de la salle à manger une bouffée de conversations confuses et d'éclats de rire. Micuccio troublé lève le nez de dessus son assiette, et regarde les yeux tristes et affectueux de Marthe pour y lire une explication.

Ils sont gais...

MARTHE.

Bois ! Bois donc ! Ah ! Micuccio, le bon vin de là-bas ! Le vin du pays, comme il me manque, si tu savais ? le petit vin de Michela qui habitait au-dessous de chez nous... Qu'est-ce qu'elle devient ?

MICUCCIO.

Michela ? Elle va bien, très bien...

MARTHE.

Et sa fille Luzzà ?

MICUCCIO.

Mariée. Elle a deux enfants.

MARTHE.

Non, vraiment ? Elle montait souvent chez nous, toujours si gaie, tu te rappelles ? Ah ! cette petite Luzzà ! La voilà mariée. Tiens, tiens !... Qui a-t-elle épousé ?

MICUCCIO.

Toto Licasi. Vous savez, l'employé de l'octroi.

MARTHE.

Ah ! vraiment ? Très bien, très bien. Alors, Mariangela, la voilà grand mère ! La voilà grand mère. Déjà ! Elle a bien de la chance... Deux enfants, tu me disais ?

MICUCCIO.

Deux, c'est cela... (Il se trouble à l'arrivée d'une nouvelle bouffée de cires dans le salon.)

MARTHE.

Tu ne bois pas !

MICUCCIO.

Tout à l'heure.

MARTHE.

Ne fais pas attention... Ils sont gais... Ils sont tant !... Que veux-tu, mon petit, c'est la vie, c'est le métier... Il y a le Directeur. (Dorine rentre avec un second plat.) Par ici, Dorine... Tiens, Micuccio, ton assiette... Ce plat-là aussi, tu l'aimeras. (Elle le sert.) Tu m'arrêteras...

MICUCCIO.

Faites, faites...

MARTHE.

Eh bien ! voilà... (Elle se sert. Dorine sort.)

MICUCCIO.

Comme vous avez réussi ! J'en suis encore tout ébaubi.

MARTHE.

Il le fallait bien, mon enfant...

MICUCCIO.

Quand je vous ai vue avec ce manteau de velours... ce beau chapeau sur la tête.

MARTHE.

Il le faut bien... N'y pensons plus.

MICUCCIO.

Je comprends. Dame ! Il faut bien représenter ! Tout de même, s'ils vous voyaient... tante Marthe... Si on vous voyait ces affaires-là, à Palma...

MARTHE se cache la figure dans les mains.

Ah ! mon Dieu, ne m'y fais pas penser ! Si je te le disais : quand j'y pense... J'en suis toute honteuse... Je me regarde, et je me dis : « C'est bien toi, qui t'habilles ainsi ? » Et il me semble que c'est pour rire, une mascarade de carnaval... Mais que veux-tu ? Il le faut bien...

MICUCCIO.

Mais alors, mais alors... la voilà tout à fait arrivée ? Il n'y a qu'à voir : tout ce luxe !... Est-ce que ?... Est-ce qu'elle gagne beaucoup ?

MARTHE.

Ah ! oui, beaucoup !

MICUCCIO.

Combien par soirée ?

MARTHE.

C'est selon... cela dépend... de la saison... des théâtres... Mais tu sais, mon enfant, cela coûte ! Ah ! cela coûte les yeux de la

tête, cette vie-là... L'argent n'y suffit pas. Cela coûte... cela coûte... Si tu savais! Les écus filent comme ils sont venus.. Des robes, des bijoux, toute espèce de dépenses... (Elle s'arrête brusquement à un grand bruit de voix qui arrive de la salle du fond).

PLUSIEURS VOIX.

Où cela? Où cela? Nous voulons savoir; où cela?

LA VOIX DE SINA.

Un moment! Je ne vous demande qu'un moment.

MARTHE.

La voilà! C'est elle... Elle arrive...

Sina, toute bruisante de soie, étincelante de bijoux, la gorge et les épaules nues, les bras nus, apparaît vivement; on dirait que la pièce s'illumine tout à coup d'une clarté violente.

Micuccio, qui venait d'étendre la main pour boire, s'arrête, le visage enflammé, les yeux écarquillés, la bouche ouverte, ébloui et stupide, admirant, comme devant une apparition de songe; il balbutie : Teresina...

SINA.

Micuccio, où es-tu? Ah! le voilà... comment vas-tu? comment vas-tu? Ça va mieux à présent? Allons, allons... Tu as été malade, mon pauvre vieux. Écoute, on se reverra bientôt; en attendant, je te laisse maman... Entendu, n'est-ce pas? A bientôt! (Elle s'échappe; Micuccio demeure atterré, tandis que dans le salon un brouhaha de cris salue le retour de Sina.)

MARTHE, après un long silence, demande timidement, pour secouer l'abattement où est tombé le malheureux.

Tu ne manges plus? (Micuccio la regarde ahuri, sans comprendre.) Mange donc... (Elle lui montre son assiette.)

MICUCCIO, porte deux doigts à son col crasseux et effondré, pour l'élargir et se donner de l'air. Il exhale avec effort un long soupir.

Manger? (Il agite les doigts devant son menton comme pour remercier et dire : « Je n'ai plus faim, je n'en peux plus. » Il reste encore un moment silencieux, humilié, absorbé dans la vision qui vient de s'évanouir; puis il murmure :) Comme elle a changé! Je... je ne l'aurais pas reconnue... toute... toute... comme cela... (Il esquisse un geste, sans colère, mais plein de stupeur, pour montrer qu'il pense au décolleté de Sina.) Un rêve... cette voix, ces yeux, ce n'est plus elle... ce n'est plus elle... Teresina. (Il s'aperçoit que la tante Marthe secoue tristement la tête et qu'elle s'est arrêtée de

manger :) Bah !... Il n'y a même plus à y penser... C'est fini. Et depuis longtemps !... Et moi, imbécile !... moi, crétin !... Ils me l'avaient bien dit, là bas, au pays, et moi... qui me romps les os... pour arriver plus vite... Trente-six heures de chemin de fer, pour quoi ?... pour prêter à rire à ce sale larbin et à cette gueuse de Dorine... Ah ! c'est à crever de rire ! Avec ta flûte ! Quel idiot !... (Il joue distraitement à faire se rencontrer les pointes de ses index et sourit avec amertume en secouant la tête.) Mais est-ce que je pouvais prévoir ? Je venais... parce qu'elle-même, elle... Teresina... elle m'avait donné sa parole... Mais peut-être... mon Dieu, oui... pouvait-elle deviner elle-même, à ce moment-là, ce qu'elle serait aujourd'hui ? Je restais là-bas avec ma flûte... sur la place de mon village... et elle, pendant ce temps-là, quel chemin !... Bah ! il n'y a même plus à y penser ! (Il se tourne brusquement vers Marthe.) Si j'ai fait quelque chose pour elle, je ne veux pas, tante Marthe, que personne puisse soupçonner que moi, en venant ici, j'ai eu la moindre idée de prétendre... (Il se lève, de plus en plus troublé.) Au contraire ! Attendez... (Il plonge une main dans la poche de sa veste et en retire un portefeuille.) Je venais pour cela aussi : je voulais vous rendre l'argent que vous m'avez envoyé. Qu'est-ce que c'était que cet argent ? Un salaire ? Une restitution ? Pour quoi faire ? Je vois que Teresina est devenue une reine ! Je comprends... Mais non ! Il n'y a même plus à y penser. Mais de l'argent, voyez-vous, non ! je ne méritais pas ça... Pour quoi faire ? C'est fini : bon ! N'en parlons plus ! Mais de l'argent ? Jamais de la vie ! De l'argent à moi ? Ça jamais. Je suis fâché seulement qu'il n'y ait plus toute la somme...

MARTHE, toute tremblante, navrée, les larmes aux yeux.

Que dis-tu, mon enfant ? Que dis-tu ?

MICUCCIO lui fait signe de se taire.

Ce n'est pas moi qui y ai mordu. Ce sont mes vieux, quand j'étais malade, ils ont pris dessus sans que je m'en doute. Ça fera le compte pour les quatre sous que j'étais si heureux de déboursier pour elle, dans ce temps, vous vous rappelez ? Ce n'est rien, cela ne compte pas... N'y pensons plus. Voilà le reste. Maintenant, bonsoir.

MARTHE.

Comment? Comme cela, tout de suite! Attends que je préviennne au moins Teresina. Tu n'as donc pas entendu qu'elle t'a dit : au revoir? Je cours l'appeler.

MICUCCIO la fait se rasseoir.

Ce n'est pas la peine. Écoutez! (On entend dans le salon le bruit du piano et un chœur égrillard et débrillé d'opérette, entonné au milieu des rires par toute l'assistance.) Laissez-la donc tranquille... Elle est bien là-bas, c'est sa place... Moi, pauvre diable!... Je l'ai vue, ça me suffit. Tenez, allez la retrouver. Écoutez comme ils rient! Moi, je ne veux pas, je ne veux pas prêter à rire. Bonsoir!

MARTHE se trompe sur le sens des paroles de Micuccio, qu'elle prend pour un mouvement de colère et de jalousie; elle murmure à travers ses larmes :

Mais, mon pauvre enfant, jé ne peux pourtant pas faire tout le temps le chien de garde!

MICUCCIO, lisant tout à coup dans les yeux de la vieille le soupçon qui ne l'avait pas encore effleuré, lui crie, le visage brusquement assombri :

Qu'est-ce que vous dites?

MARTHE se trouble, se cache le visage dans les mains sans pouvoir contenir le flot de larmes qui déborde malgré elle; elle dit enfin, à moitié suffoquée par les sanglots :

Oui, oui, va-t'en, mon fils, va-t'en... Tu as raison, ce n'est plus la femme qu'il te faut... Ah! si vous m'aviez écoutée!...

MICUCCIO s'élançe en se penchant sur elle et, de force, lui écarte une main du visage.

Alors, vous dites... vous dites qu'elle n'est plus digne de moi?

Reprise du chœur et du piano dans le salon à côté.

MARTHE, écrasée, toute en larmes, fait signe que oui avec la tête, puis élève ses mains dans un geste de prière si suppliant, si pitoyable que la colère de Micuccio tombe tout à coup.

Pour l'amour de Dieu, Micuccio, par pitié!

MICUCCIO.

C'est bon... C'est bon... Je m'en vais, je m'en vais... Et même plus que jamais, à présent. (A ce moment, Sina sort du salon. Micuccio laisse la tante Marthe et se tourne vers Sina, qu'il saisit par le bras et l'entraîne sur le devant de la scène.) Ah! c'était donc pour ça?... C'était

donc pour ça... que tu n'avais pas honte... (Il montre avec dégoût toute la nudité qu'elle étale.) La gorge... les bras .. les épaules...

MARTHE, suppliante, avec terreur.

Par pitié, Micuccio!

MICUCCIO.

Soyez tranquille, je ne lui ferai pas de mal... Je m'en vais. Et moi qui n'avais pas compris!... Faut-il être bête, tante Marthe?... Allez, allez, ce n'est pas la peine de pleurer... Il n'y a pas de quoi, du reste. C'est une chance au contraire! Une chance! (Il ramasse, tout en parlant, sa valise, sa sacoche et se dispose à sortir; mais il se rappelle que dans la sacoche il y a les belles figues qu'il avait apportées du pays pour Teresina.) Tiens! je n'y pensais plus : regardez donc, tante Marthe, voyez-moi cela... (Il ouvre la sacoche et, la basculant sur un bras, il répand sur la table les beaux fruits savoureux.)

SINA, accourant.

Oh! les figues! Les belles figues!

MICUCCIO, l'arrêtant.

Toi, n'y touche pas! Tu n'as même plus le droit de les regarder de loin. (Il en prend une, et l'approche du nez de tante Marthe.) Ça sent bon, n'est-ce pas? Sentez-vous, tante Marthe, la bonne odeur de chez nous?... Et si je m'amusais à les jeter l'une après l'autre à la figure de ces beaux messieurs?

MARTHE.

Pour l'amour de Dieu, ne fais pas ça!

MICUCCIO.

N'ayez pas peur. Regardez, c'est pour vous, pour vous toute seule, tante Marthe. Je les avais apportées pour elle... (Il montre Sina.) Dire que j'ai même payé l'octroi!... (Il aperçoit, sur leguéridon, l'argent qu'il a retiré tout à l'heure de son portefeuille; il le saisit et le plonge dans le corsage de Sina qui éclate en sanglots.) Voilà pour toi! Là... là... voilà!... comme ça!... Et voilà tout! Va, il n'y a pas de quoi pleurer. — Adieu, tante Marthe! Bonne chance! (Il fourre dans sa poche le sac vide, ramasse sa valise, son étui et sort.)

LUIGI PIRANDELLO

AU PAYS BRETON⁽¹⁾

I

LE PARDON GLAZIK

Un ami m'avait prêté sa voiture, et, pour la conduire, son marin Yaun, un gentil garçon de trente ans, aux yeux d'un bleu si tranquille, le plus doux, sensible et patient des Bretons, formé à l'ancienne tradition d'honnêteté chrétienne. Pour vous parler, il a toujours le sourire de la politesse et du contentement.

Nous ne cherchions pas cette fête, bien ignorée, bien inattendue pour nous. Nous étions partis avant le jour pour Plomodiern, au fond de la baie de Douarnenez. Je voulais attraper au passage la patache de Crozon, afin de gagner Brest par la rade, comme au vieux temps. Mais un harnais cassé nous avait mis en retard, et, la sainte montagne de Loc-Ronan déjà en vue, nous ne songions plus qu'à gagner Châteaulin, quand, débouchant d'un profond chemin, une carriole traversa la chaussée.

— Des messieurs prêtres, dit Yann, d'un ton pénétré, en tirant son chapeau.

Et montrant deux objets mystérieusement voilés de blanc qu'ils tenaient droits sur leurs genoux :

— Le calice et le Saint-Sacrement ! Sûr ! Y a un pardon par ici.

A cette saison ? dans ce paysage déjà presque hivernal ? Puisque je n'avais plus qu'à m'en aller attendre à Châteaulin la diligence du lendemain, je décidai d'aller voir cela. Quelle meilleure façon de prendre congé du pays ?

Une bonne grand-mère, qui clopinait sur son bâton, nous mit sur la voie :

(1) Voyez la *Revue* des 15 avril, 1^{er} juin et 1^{er} août 1922.

— Un quart d'heure (*eur ch'ar d'eur*) un petit quart d'heure d'ici, mes bons messieurs !

Elle-même y allait, trainant un pesant panier de crêpes et de berlingots. Il n'y avait qu'à suivre jusqu'à un *doué* la petite route que les prêtres avaient prise, et puis à tourner à droite près d'une croix. En prenant ensuite à gauche, sous les chênes, sûr, on entendrait bientôt la cloche !

Nous avons emmené la bonne vieille, et, plus d'une heure, trottiné par des chemins déserts. En général, les pardons s'annoncent de loin sur les routes bretonnes : procession de chars à bancs bondés de familles paysannes en habits de fête, — papas, mamans, mères-grands, avec parfois des « cols bleus, » de joyeux matelots en permission, et qui chantent, et par devant, les tout petits, un paquet de têtes enfantines, si jolies sous les bonnets pailletés du dimanche, tout ce monde brimballant, à la queue leu leu, aux cahots de la route.

Mais, ici, personne. Pas même une ferme en vue où s'enquérir du chemin. La vieille, bavarde, peut-être sous l'influence d'une goutte, s'était mise à nous conter interminablement une lointaine histoire de pèlerinage à Sainte-Anne d'Auray, — en 70, quand son homme était parti à la guerre, — et elle ne retrouvait pas du tout le chemin. Les haies et les haies se suivaient. Et puis on plongeait sous des voûtes de branches, entre des rangs de petits hêtres grimpés sur les talus. On arrivait à des carrefours, et les deux Bretons se signaient : le Crucifié était là, solitaire, de silhouette aussi vague que l'humide et verdissant granit de sa croix, — une croix si usée que ses deux branches n'étaient plus qu'un renflement de la pierre.

Et nous allions toujours. Après une grande heure de montées, descentes, détours et retours en arrière, nous commençons à nous sentir vraiment perdus, au fond de cette campagne inhabitée, et qui doit se peupler, le soir, de fées et de lutins.

Et tout d'un coup, comme nous arrivions en haut d'un raidillon, le voilà, le rustique clocher. Derrière un petit rideau de chênes, son aiguille dentelée se lève, du même gris sombre et mouillé que le ciel d'automne. Et maintenant, un menu remuement d'humains se révèle, avec un morceau de porche ouvragé, sous le treillis de ramures où les dernières feuilles suspendent encore un peu de ronille et d'or.

En bas de la côte, nous sommes allés dételer dans un pré

plein de carrioles vides qui attendent sous les arbres. Et comme nous approchons de la petite église, j'ai soudain la troublante impression du déjà vu. C'est bien possible : j'ai tant couru autrefois sur ces routes de Cornouailles ! Peut-être, un jour, de Loc-Ronan, suis-je venu passer par ici. Je crois bien me rappeler, entre les troncs de chênes, ce pied gris, tout brodé, du sanctuaire : richesse plus étrange dans la solitude. Ce devait être en juin, par un soir long et clair. Il y avait un plafond de feuillages. Quelques rayons de soleil perçaient le vert demi-jour, et, sans trêve, d'invisibles abeilles tissaient leurs zigzags, entretenant de leur susurrante magie le tiède sommeil du lieu...

Mais je ne suis pas sûr. Elles sont si pareilles, toutes ces maisons des saints qui dorment, trois cent soixante-quatre jours par an, dans la profondeur du pays !

Celle-ci est toute en clocher. Quatre pignons en croix, pas plus hauts que ceux d'une ferme : les yeux y cherchent les trous d'un pigeonnier. Des toitures dont la houleuse écaille s'en va presque toucher l'herbe, et, par-dessus, traversant les deux faites, comme jailli du dedans, cet élan de flèche que transperce du jour. Humilité de la nef, conçue par ces paysans à l'image de leurs pauvres logis, de leurs granges. Mais, hors de cette basse enveloppe, essor de l'âme commune vers le ciel promis aux chrétiens.

A côté, se lève le Calvaire, épaisse tige de pierre portant sur une traverse le Christ en croix entre deux figures dolentes de saintes, et, par-dessous, deux cavaliers romains en armures du *xvi^e* siècle sur de bons chevaux tout ronds. Tout cela sculpté par des ancêtres en qui passait, il y a trois cents ans, le vieux rêve chrétien venu de si loin, et qui possède ces Bretons aujourd'hui.

Alentour (le rideau d'arbres n'est que d'un côté), il y a des prés, des carrés de landes que les toiles d'araignées, toutes trempées, argentent ; plus loin, des bois déjà presque dépouillés, qui commencent à prendre leur aspect hivernal de fumées. Pas un être vivant en vue. Le peuple de cette campagne est ici tout entier rassemblé par la religion. Le centre obscur du paysage vide n'est que tiède, bruissante humanité. Dans l'ombre intérieure du sanctuaire, par le trou noir du porche, je ne vois qu'un pointillement de coiffes, — des rangs et des rangs,

pareils, parallèles, sur des bouquets de flammes jaunes. Une sonnette tinte, et toutes s'abaissent à la fois, d'un grand mouvement qui jusqu'au dehors se propage. Car ils sont bien cent cinquante qui, n'ayant pu entrer, se serrent, à genoux maintenant dans le petit clos vert.

D'où sont-ils venus, tous ceux-là qu'a mis en mouvement l'idée du petit saint Gonery ? « Des fermes donc, — me dit Yann. — Il y en a beaucoup par ici. » Il faut croire qu'elles se cachent sous les bouquets d'arbres, aux replis de cette terre tourmentée, près des doués qui sont dans les creux. Ces campagnes sont peuplées d'humains, aussi peu visibles, si l'on ne quitte pas les grands chemins, que le petit peuple des créatures sauvages, dont les nids, terriers, sont partout derrière les talus. Toujours cette sorcellerie du paysage breton : la marque de l'homme est partout, et l'homme en paraît absent. Nulle campagne à la fois si mystérieuse et si humaine. De vieilles croix de pierre veillant à tous les carrefours, des chemins creux sillonnés d'ornières que l'on croirait d'une autre année. Ça et là, une ligne d'arbres, petits, sans âge, qui semblent avoir un sens, — et c'est comme un rite, comme un secret. Parfois un double rang, un commencement d'avenue, mais qui s'en va finir sur un pré vide. Un pays comme abandonné depuis longtemps, mais hanté peut-être, où les âmes invisiblement reviennent.

Pourtant Yann a raison : les vivants doivent être nombreux par ici. Assez, du moins, pour que l'État, qui sait tout, ait construit au bord de ce chemin détourné, une de ces grandes bâtisses scolaires qui font entrer le présent dans la vieille campagne bretonne. Attiré par la chapelle, j'avais commencé par lui tourner le dos ; mais elle est là, l'école, de l'autre côté du chemin : une longue façade, exacte, d'un blanc de pierre neuve, bien insolite à côté d'un pauvre débit, qui semble ici la seule habitation, en face de l'humble sanctuaire où des paysans, qui ne savent que leurs labours et leurs prières, s'assemblent, un certain dimanche d'octobre, comme toutes les générations de leurs aïeux, pour la fête de leur saint obscur.

Et voici, là-haut, à l'une des fenêtres, M. l'instituteur lui-même, d'une toute autre espèce que le troupeau d'ouailles qui se presse aux dévotions. Pas du tout la physionomie naïve et grave des gens du pays. Avec son veston d'alpaga, avec ses moustaches noires, une cigarette à la bouche, son journal sous

le bras, il a plutôt l'air d'un méridional intelligent et qui saurait « causer. » Comme il doit se sentir en exil, dans sa grande bâtisse, au milieu de ces Bas-Bretons du type ancien ! A présent, il ouvre sa gazette, qui doit l'intéresser, car certains syndicats de ses confrères ont fait quelque bruit ces jours-ci. Au nom de la pensée consciente, ils sont partis en guerre contre de vieux préjugés auxquels certaines gens tiennent encore. A présent, il bâille à sa fenêtre en regardant ces simples, obstinés à leurs coutumes, à d'immémoriales traditions qu'il est là, en somme, pour combattre au nom de la raison. Il semble terriblement seul, en ce dimanche d'automne tout entier consacré au pardon de ce petit saint qui n'est même pas sur le calendrier !

En bas, dans le pré, nul ne s'occupe de lui. Le dos tourné au long rectangle de l'école, tous orientés dans la direction du mystère, le petit clan paysan s'agenouille ou se lève, au roulement du tambour dont le *rrran ! rrran !* dans l'obscur vaisseau plein de flammes et d'haleines, interrompt la sourde rumeur des oraisons, la suppliante mélopée latine.

De ce côté-ci du clos, il y a surtout des femmes et des enfants. Près de moi, je vois un rang d'aïeules (on doit vivre très vieux par ici). Leurs casques de toile, larges, à la mode ancienne, découvrent à peine les premières racines des cheveux sur les fronts desséchés — des fronts jaunes, marbrés de brun, déjà couleur de crâne.

Comme toujours, en ce pays de foi, beaucoup de marmots, splendides, sous l'or et l'argent des bonnets à trois pièces, qui laissent couler jusqu'aux épaules les mèches blondes. Des tout petits, aux mains de leur *mamms*, et gainés, ficelés, saucissonnés, en des corsages qui tiennent encore du maillot, par-dessus l'appareil espagnol, rose et noir, du tablier et de la robe-sonnnette. On les entend qui *piotent* au milieu des prières.

Et puis des fillettes, dans le grand habit des femmes, les yeux plus enfantins, les joues de pulpe plus molle, plus fraîche, sous le cérémonieux harnachement de dentelles, par-dessus le deuil du drap et du velours, où la chaîne n'est qu'une ligne d'or comme celle qui luit, aux portraits du *xvi^e* siècle, sur un pourpoint tout noir.

Déjà si bretonnes, ces petites, tout de suite prises, âme et corps, par les disciplines d'une société qui va les modeler sur le

type ancestral. Leurs mères, aux profils de brebis, servantes instinctives de la coutume, obstinées gardiennes du vieux langage et de la religion, les ont amenées là, les dressant au rite héréditaire aussi facilement que les brebis montrent à leurs petits le chemin du pré et de la crèche. Par ces simples mères, bien ignorantes de la puissance qu'elles tiennent de la nature, la tradition d'un monde très ancien se perpétue, plus efficace, pour façonner la génération nouvelle, que l'enseignement de M. l'instituteur. Connait-il bien la force qu'il trouve ici devant lui?

Les hommes, bien entendu, sont tous là, à leur place, qui est le transept, et si serrés qu'ils débordent comme les femmes, au dehors, splendide masse sous l'humble pignon latéral : or et bleu chantant sur du noir. Tous en belle tenue de glazik. Un costume plus distinct, spécifique encore que celui des femmes, et plus riche : ici, comme généralement dans la nature, c'est le mâle qui porte la couleur. Tendre azur, entre des galons de soie jaune, de ces lourds boléros qui couvrent tout juste la moitié du dos et ne couvrent pas les bras : on dirait de brèves cuirasses. Par-devant, sur le bleu pareil du long gilet à manches et ses deux rangs de sequins, cela s'ouvre avec des rigidités de tôle (1).

Eux seuls, entre eux. Rien qui rappelle notre humanité des villes. Pas un vêtement du genre qui règne sur la moitié du globe, le même, de Moscou à San Francisco, disparate pourtant comme les individus. Rien même qui soit d'un clan voisin, plastron de Pont-l'Abbé ou noir *chupen* de Châteaulin, trahissant un « étranger. »

Un petit peuple singulier, comme on n'en voit plus dans notre monde moderne, où les races, les types, produits de longs développements en des provinces très séparées, se mêlent de plus en plus, perdent vite, en obéissant aux mêmes influences, prestiges, leurs couleurs distinctes. Toujours, ici, cette impression d'une certaine espèce aperçue dans son habitat. Des faces parentes, sommaires, comme celles que les sculpteurs de village taillaient au couteau sur les panneaux des coffres. Ils sont tête nue, le grand chapeau à boucle sous le bras : je vois les toisons drues coupées droit sur le front, toutes les fortes et rondes caboches.

(1) Le mot glazik (petit bleu) désigne la population, entre le pays bigouden et le pays de Châteaulin, dont les hommes portent ce costume où le bleu domine.

Les vieux sont très beaux. Ils composent des groupes qu'on ne se lasse pas de regarder. En voici trois, assis sur un tronc d'arbre, contre le granit du petit transept : comme leurs têtes s'harmonisent à la vétusté de cette pierre, à la fruste grandeur de sa ciselure, dont l'usure du temps a encore simplifié les lignes ! Penchés en avant, les coudes aux genoux, le long chapelet aux mains, ils suivent la messe. Ils la savent par cœur ; je vois remuer leurs lèvres.

Ils se sont levés. Comme ils sont grands ! Chez l'un d'eux, la chevelure mêlée d'argent est longue, à la mode d'autrefois. Des Bretons presque du type légendaire. Un type de l'espèce que peut former l'action quotidienne et séculaire d'un milieu simple, où rien ne change ; un type fortement défini comme ce milieu, aux traits vigoureux, en médaille, marqué pourtant du caractère breton de douceur, de sensibilité, profondément humanisé par une longue tradition de culture morale et par la religion.

A la solennelle minute de l'Élévation, ils se prosternent. Un silence plane, élané de cette petite assemblée d'humains qui, tête baissée, adorent, un silence étendu, semble-t-il, sur tout le paysage. A cet instant, le caractère local s'est comme effacé. Je n'ai plus vu des Bretons, des glaziks : il n'y avait plus que des chrétiens suspendus à l'immuable idée qui a fixé, en Occident, combien de peuples d'âmes successifs ! Plus généralement, l'homme de toujours et de partout, dans son type de créature religieuse et dans son aspect le plus auguste, celui du vieillard courbé sous l'invisible présence.

Un autre groupe n'était pas moins expressif : une famille, assise sur les degrés du Calvaire : l'aïeule, toute ridée, séchée, le père, la mère, les petits dont les yeux sont si neufs. Dans l'uniformité des costumes on apercevait mieux les grands moments de l'être humain, la courbe invariable, indéfiniment répétée, de l'enfance à la mort. Une simple famille de paysans bas-bretons et tous les âges de la vie humaine au pied de la Croix chrétienne...



Bim baoum ar c'hlo! bim baoum ar c'hlo! — un vieux refrain de Léon, qui me revient, à la soudaine sonnaillie des cloches. Comme elles dansent, là-haut, dans la fine cage ajourée ! Tumulte bondissant, joie lancée dans l'espace, tandis que la

foule, par le trou noir d'en bas, s'écoule au dehors, et peu à peu s'épaissit sur le parvis champêtre.

Alors, c'est comme un charme rompu. Ce petit monde que je n'avais encore aperçu que fixé, stylisé par l'influence mystique, le voici vivant, mouvant, divers. Large rumeur bretonne, scandée de coups de cloches, et soudain traversée, près de moi, de mélopées plaintives, d'oraisons latines, car, — je ne sais d'où, — des mendiants viennent de surgir. Remous de couleur autour des paniers de berlingots, où les femmes, les enfants se pressent. Et puis va-et-vient général : les jambes comme les langues se dégourdissent.

Comme toujours, les jeunesses dominant. Que d'élégantes, et comme l'habit de fête de Quimper leur va bien ! Longues et fines tailles, corsages bombés, belles guimpes cambrées d'où sortent les cous gracieux, les fins et pudiques minois. Il y a longtemps que je les connais : j'en voyais de toutes pareilles quand j'étais petit, à Brest, sur le cours d'Ajot. On en voit encore, et à Nantes, à Rennes, à Paris même, qui gardent dans les jardins publics les petits enfants bourgeois. C'est ici leur patrie, le paysage dont elles emportent dans les villes le souvenir. Les voici toutes, les douces, les simples, les jolies, si différentes des bigoudens, dont le domaine commence à deux lieues d'ici. Le gentil peuple féminin du pays de Quimper. Elles ont visage de demoiselles : un clair visage, un peu oblique entre les blanches brides, aminci par en bas, où transparaît un rose et pudique émoi ; des prunelles bleu pâle comme la mer en octobre, le regard limpide et grave des jeunes chats. Mais coquettes, leurs coiffes minuscules perchées jusque derrière la tête, découvrant toute la belle toison, suivant la mode nouvelle, générale aujourd'hui dans tous les clans de Cornouailles.

Mais bien vite apparaît la variété de ce petit monde, où l'on n'aperçoit d'abord, quand la religion l'assemble, qu'une âme, un type qui se répètent. Dans ces humbles groupes bretons, comme on retrouve toujours l'humanité diverse ! On voit des individus, des classes. Voici, marchant à pas comptés, de magnifiques chefs de famille, des hommes d'âge et de poids, à la ceinture large, de mine puissante et prudente. Avec leurs joues bien rasées, posées sur le coussin de leur double menton, leur allure de certitude et de quiétude, ils font penser à des

gens d'église, à de prospères chanoines, et le chapeau noir à boucle, à grands bords ecclésiastiques, achève la ressemblance. Non moins vastes, luisantes et pacifiques, leurs épouses les accompagnent; elles tiennent des parapluies, leurs poitrines sont décorées de croix ou de cœurs d'or; elles ont tournure importante de dames, de dignes bourgeoises campagnardes. Passe une inquiétante fée. Petite, courbée, très vieille, elle traîne un bâton, et son œil clignotant qui se lève d'en bas sur vous, à l'instant où elle vous frôle, ses lèvres qui silencieusement murmurent, semblent jeter des sorts. Il y a quelques pauvres hères, aux cheveux collés bas, au menton faible, fuyant. J'ai vu de telles figures chez des valets de ferme qui sont presque des « simples. » Certaines femmes aussi semblent d'un type plus humble que les autres, — par exemple celle-ci, tout près, qui pourrait être jeune, mais son front hâlé est barré de tristes rides: on vieillit de bonne heure dans ces campagnes. Jambes écartées, bouche entr'ouverte; tête vaguement ballante, elle reste là, sans bouger: un pauvre animal de ferme, fatigué de travail et de maternités. Mais à côté, de nobles vierges se tiennent très droit, fières et timides, dans la grandeur et la rigueur de la parure. Elles ont des fronts bombés, des yeux de fraîcheur engourdie, des joues minces que le soleil ne semble pas avoir touchées: vraiment des princesses paysannes.

Les petits gars sont charmants, très différents des hommes, si souples, de chair si tendre et si claire, avec des prunelles d'un bleu radieux, des lèvres dont le mouvement dit la sensibilité native de la race.

Les cloches sonnaient toujours, à toute voix, à toute volée. Au balcon du petit clocher, deux gars pendus au bout des cordes, envolés, retombant avec elles, s'exaltaient à ce vacarme et riaient à la foule en bondissant comme des diables.

Puis, *rran! rran!* des roulements scandés de tambour. Du talus surgit celui qui portait la caisse: un long paysan sexagénaire, glabre, creux, quelques mèches collées à son crâne à demi dénudé. Il se hissa sur le muret, fit encore rouler sa peau d'âne, tira sa tabatière, en frappa sur le dos de sa main quelques grains qu'il renifla d'un air méditatif, et, de là-haut, lança au peuple quelques phrases. Il y eut un grand rire.

Mon ami Yann, qui ne me quittait pas d'une semelle, prit

un air particulièrement discret pour m'expliquer ce discours dont le point principal m'échappait :

— C'est pour le... il dit censément que l'homme va passer qui fait le travail pour que les femmes des cochons n'aient pas de petits enfants.

Ce Yann, qui ne trouve pas toujours les mots français, trouve toujours la façon la plus convenable de dire les choses. La messe finie, qu'il a suivie sans bouger de place, il s'est mis à m'accompagner partout, avec un sourire vague, en roulant un peu à la façon des marins, visiblement gêné, intimidé, si loin de son petit port, au milieu de tous ces terriens. Un délicieux compagnon, attentif et réservé à la fois : on trouve souvent cette finesse de sentiments et de manières dans ce peuple de Bretagne, qui n'est pas une plèbe, dont les mœurs traduisent une civilisation ancienne, une culture profonde et surannée. Culture toute morale, chrétienne, qui laissait les esprits très simples, mais affinaît les âmes, les ornait de vertus et de civilité. J'en trouve à chaque instant la marque en ces physionomies d'aïeules qui gardent une si belle tenue, en ces dignes visages de fermiers qui tiennent, avec leur air de bien-séance, d'honnêteté traditionnelle, du magister, du prêtre, de l'ancien notaire de village, et font penser à l'humanité croyante et polie de la vieille France. Tout n'était pas imagination dans les romans champêtres que George Sand écrivait vers 1850.

Ce bon Yann, qui a des dents de jeune loup, il devait mourir de faim. Comme nous avions à refaire tout le chemin du bourg pour chercher à déjeuner, je lui avais donné pour prendre patience quelques crêpes de blé noir achetées à l'une des *mamm'koz* dont les deux paniers formaient, pour cet humble pardon, tout l'appareil de fête.

Il a cru que ce serait là tout son repas, et m'a dit, toujours avec son gentil sourire, son air de réserve et de tact respectueux : « Oh ! merci beaucoup, monsieur, ce sera très bien comme cela... Non, vraiment, c'est tout ce qu'il me faut... »

* * *

La fête du matin finissait, et déjà il ne restait plus grand monde sur le pré quand nous sommes entrés dans la chapelle où Yann voulait mettre une « lumière. »

Un détail bizarre nous a d'abord arrêtés devant le mur : une

sorte de cordon jaune, quelque chose de mince et de lisse qui s'allongeait horizontalement sur la pierre. Cela semblait envelopper toute la petite église. Le tambourineur passant, je lui demandai le mot de l'énigme :

— Ça, nous dit-il, c'est un vœu. Un cultivateur d'ici, qui a eu sa femme malade, au printemps, avec la petite vérole. Alors, pour sa guérison, il a promis à monsieur saint Gonery, une chandelle, mais une chandelle pas comme les autres ! — une qui ferait tout le tour de sa maison... *Ya vat!* il a été commander ça à Quimper pour le jour du Pardon. C'est pas tous les saints qui reçoivent des cierges comme celui-là !

Il fallait descendre un peu sous terre pour entrer. On avait la sensation de quitter à la fois le jour et le présent. Cela ne s'éclairait que de côté, par la porte et sous la charpente à peine équarrie de la voûte, la pénombre s'amoncelait. Peu à peu, les yeux s'habituant, se révélaient l'indigence et la touchante naïveté du lieu. Une chapelle comme tant d'autres du Finistère. Cela ressemble toujours à l'intérieur d'un vieux bateau de pêche, d'une chaloupe comme on en voit souvent sur les grèves, échouée, la quille en l'air, et défoncée, vidée, rien ne restant que l'épaisse membrure et le bordage. Le sol est nu, les murs par en bas verdissent, comme mangés de mousse, et cela sent la terre, le sépulcre.

Mais ici des cierges finissaient de brûler, amollissant l'air des fumées de leur agonie...

Deux femmes, en guimpe tombante, à l'ancienne mode, étaient restées là, à genoux sur la terre. Des vieilles comme on en voit à toute heure devant un autel où frissonnent des flammes. Étrangères au mouvement d'aujourd'hui, déjà sorties de la vie, elles trouvaient là leur refuge.

Derrière les deux femmes, Yann, sa chandelle piquée, s'était agenouillé. Le silence était profond.

Qu'est-ce qui nous prend si fort dans ces lieux ? J'y retrouve, plus intense qu'ailleurs, le sentiment qui nous hante, au pays breton, et que je ne puis traduire jamais que par les mêmes mots, — peut-être parce qu'il est trop élémentaire, invariable en sa simplicité. On dirait que les heures, les jours n'y coulent plus, que leur flux, déjà si lent au dehors, dans les campagnes, s'est mis à stagner tout à fait dans ces vieilles cha-

pelles endormies. C'est comme un obscur puits où s'est engourdie l'eau qui alentour incessamment ruisselle. On est là plus près de l'éternel et de la racine des choses. Si du jour entre, c'est un vague rayon où flotte on ne sait quelle poussière, lentement, indéfiniment tombante : matière morte, dissoute, poudre des siècles qui s'amoncelle en silence.

Yann s'attardait dans sa prière... On était bien là. L'instant se confondait à tant de minutes pareilles, passées hier, autrefois, en combien de ces rustiques sanctuaires ! Les plus anciennes remontaient par-dessus toutes les autres, des minutes de prime jeunesse d'où celles-ci, sans doute, ont tiré tout leur sens et leur valeur. Je revivais des jours lointains où je courais la sombre campagne brestoise. L'une ou l'autre enfant d'une pauvre famille paysanne que j'aimais conduisait la carriole. De loin en loin, à Coat-Méal, à Milizac, à Guilers, des villages très anciens, alors connus des seuls indigènes, — si près de la grande rade, où le présent règne avec les sonneries et tout le mouvement de la marine française, — une petite église apparaissait. Alors, comme toujours depuis, sa touchante figure, sa sombre pierre imprégnée d'âme et de passé m'arrêtaient. Nous laissions le cheval Tambour, sous son harnachement de cordes, garder la carriole ; nous traversions un étroit champ des morts. Il y avait généralement contre le mur un ossuaire, une cuve de granit où, par d'étroites baies, on voyait dans l'ombre traîner des ossements. Nous poussions le lourd battant du porche ; l'intérieur était bien pauvre, bien primitif, mais quel sérieux, quelle sombre solennité ! L'enfant, comme Yann aujourd'hui, allait tout de suite se mettre en prière. Je me pénétrais de l'ombre, de la paix immobile du lieu. Et puis, une étrange, presque mystérieuse sensation me remuait toujours. On n'avait perçu d'abord que du silence, mais soudain, on prenait conscience d'un bruit sourd et profond, un bruit très lentement scandé, saccadé : je me surprénais tout à l'heure encore à l'attendre, mais il est absent de ces chapelles qui ne vivent qu'un jour par an. Une antique horloge à poids était là, quelque part, battant à coups espacés et brusques, dont chacun était seul à heurter le silence. Cela était impossible à situer, cela semblait venir de l'intérieur de la terre ou de la pierre. Oh ! cette sombre, caverneuse pulsation que l'on perçoit tout à coup dans la demi-nuit d'une vieille église du Finistère ! C'est

comme une solennelle présence que l'on retrouve chaque fois, avec les pâles figures de la Mort, le crâne, les tibias croisés sur le pauvre catafalque de village. On dirait le pas même, le pas souterrain, un peu terrible en sa fatale monotonie, du Temps marquant toujours, sans s'occuper des vivants qui se succèdent au dehors, les minutes, les heures, les années, les siècles...

Mais du jour se fait, maintenant, sur le mur à droite de l'autel. Une porte s'est ouverte par là, et le bruit d'un pas me ramène au présent.

C'est le paysan sacristain, notre ami le tambourineur, qui vient préparer la chapelle pour vêpres. Autour du triangle de fer où l'on a piqué tout le matin des cierges, il racle la chandelle coulée, éteignant avec ses doigts les derniers lumignons qui fument. Ensuite, il remet en ordre le petit décor de fête que la poussée des fidèles a quelque peu bousculé. Un si humble décor que je l'avais à peine aperçu. Quelques croix de buis, des bouquets de dahlias et d'immortelles, accrochés au long des murs, quelques pots ébréchés, avec les mêmes fleurs aux pieds des saints. Des saints comme on n'en voit pas dans les villes, terriblement sérieux, insensibles à l'offrande des fleurs. Chacun portait écrit son nom : saint Gonery, hirsute, avec son chien ; saint Hurlou, si maigre, qui montre son genou blessé ; saint Sébastien, tout nu, tout blanc, lardé de flèches ; sainte Barbe avec sa tour ; mais, à part, la sainte Vierge, attifée comme les filles du pays glazik, — corselet de velours, tablier chamarré, — et radieuse, les joues, pour surhumaine beauté, vernies d'un rouge mirifique de pomme d'api.

Il y avait un bienheureux anonyme, un personnage mitré, accompagné d'une bête portant un mouton dans sa gueule. L'homme s'étonna, incrédule à tant d'ignorance, quand je lui en demandai le nom.

— Saint Renan, donc ! Vous ne l'avez jamais vu ?

Comment ne l'avais-je pas reconnu ? Saint Renan avec son loup charmé, converti, tendre gardien des brebis qu'il dévorait jadis.

— C'est donc que vous n'avez jamais été à Loc-Ronan, où il a son tombeau, — jamais été à la Troménie ? demandait le Glazik.

— Si donc, et même à la dernière, il y a quatre ans.

— La dernière? Eh bien! nous étions là ensemble. C'est moi qui conduisais celui-là. Vous avez dû le voir.

Il me montrait le saint au genou blessé.

Non. Je n'avais pas remarqué saint Hurlou, mais comment aurais-je oublié l'assemblée des singuliers visiteurs, les miraculeux petits personnages de bois venus de toutes les paroisses environnantes pour faire honneur au grand saint? Ils s'alignaient sur la route et sur la colline, chacun sous sa tente de toile (un simple drap sur deux branches en arceau), gardé par un fidèle de sa paroisse, lequel a pour fonction d'attirer avec une sonnette, drelin! drelin! l'attention et les petits sous des passants vers son bienheureux à lui.

Un incident pénible avait même fixé cette journée dans ma mémoire. A l'entrée d'une de ces tentes, un saint Jean-Baptiste, de plâtre peint, trop évidemment venu de la rue Saint-Sulpice, était posé sur une table. Son gardien, un gars de mine assez farouche, nous voyant passer sans rien jeter dans son assiette, se mit à sonner plus fort, bientôt avec une violence qui ne s'adressait qu'à nous. Ah! non par exemple, il était trop laid, ce saint-là, — ou plutôt trop joli, trop lisse, luisant, bien coiffé, parisien. Nos offrandes n'allaient qu'aux vrais saints bretons. L'homme alors se mit à nous apostropher, et, sa colère montant vite, ce fut tout de suite une bordée d'injures. Il alla jusqu'à nous suivre en criant: il fallut nous réfugier dans le *Pénity*.

Le petit Glazik me regardait curieusement. Il finit par me demander de quel pays nous étions. Quand il apprit que j'habitais maintenant du côté de Landreger (Tréguier), il parut me considérer. Puis il eut un élan :

— Le pays de saint Yves! Ça, qu'est loin! Mais qui est-ce qui ne connaît pas? Un grand saint aussi, celui-là! A Loc-Ronan aussi on peut le voir, avec son bonnet d'avocat. Un qui savait bien parler pour les pauvres, et qui en a fait, des miracles! Y en a, par ici, qui s'appellent comme lui.

Les deux femmes étaient toujours à genoux. Je les voyais de profil. L'une était bien creuse, bien maigre, sa bouche de vieillard marquée d'un pli de tristesse. L'autre, plus jeune, avait dans sa pâleur une expression presque ardente. Toutes deux, penchées en avant, tendaient leurs yeux vers la rayonnante Sainte-Vierge. Certainement, madame Marie, *Itron Varia*, qui porte comme elles l'habit de Quimper, et doit parler breton.

au ciel avec son fils, leur était bien prochaine. A cette Reine paysanne, elles pouvaient confier leurs vœux, leurs douleurs de veuves et de mères.

* * *

Une bonne idée de Yann : au lieu de retourner à P... pour déjeuner, puisque décidément je ne voulais pas me contenter de crêpes, quérir par ici quelques œufs, et les faire cuire à l'âtre du débit. On en dénicherait bien, à la ferme voisine. Il montrait une petite fumée, qui montait à quelque distance, derrière un rang de hêtres.

Je l'ai suivi jusque-là. Mais il n'y avait rien à vendre.

— Tout parti, mes bons messieurs ! Tout parti, ce matin, pour faire des galettes, me dit une bonne femme que les abois du chien avaient attirée à la barrière de la cour.

Comme, poliment, elle m'invitait tout de même à entrer, j'ai laissé Yann continuer sa quête. A côté du chien, — un noble « berger » qui reprenait sa place contre le mur de la maison, — je venais de découvrir, demi couché dans une espèce de brouette, un personnage extraordinaire : un très vieux *bragou-braz*, du type aujourd'hui légendaire. On en voyait, dans ma jeunesse, dans les marchés de Cornouailles, mais déjà on s'arrêtait pour les regarder.

Il était exsangue, blême comme la grosse toile de son *chupen* ; et toute cette pâleur un peu grise se confondant à la chaux du mur, je ne l'avais pas aperçu tout d'abord. Ce ton si léger, la fixité de son attitude et de ses traits lui donnaient un aspect de fantôme.

Un revenant de l'ancien monde. Car ce costume a duré des siècles. On le portait depuis longtemps, en Cornouailles, quand fut gravé ce chiffre : 1770, qui se révélait sur le cintre de la porte, à mesure que j'approchais. Braies bouffantes, aux cent plis, étroites guêtres à la française, court habit découvrant la soubreveste finement brodée, grand chapeau sur une longue chevelure onduleuse, c'est le même qu'on voit aux figures de la chaire de Loc-Ronan, qui doit dater des premiers temps de Louis XIV. Quelque chose comme une variante rustique de la mode à la cour du grand Roi.

De ce vêtement, qui fut le sien durant des générations, on dit que le peuple breton a gardé le souvenir. Les politiciens du

pays le savent, qui en font un symbole des misères de l'ancien régime. Un agent électoral disait à une assemblée bigouden : « Votez pour X., si vous ne voulez pas porter des habits de chaivre et manger de l'herbe comme vos anciens d'avant la Révolution ! »

Le vieil homme avait cet air majestueux et lointain que prennent si vite les morts que nous veillons. Dans la ruine de la chair effondrée s'accusaient le haut front rocheux, le nez puissant, aux ailes de parchemin, le menton en galoche. Ses yeux étaient clos. Face immobile, face qui ne voit plus, qui ne vit plus. Que restait-il d'âme au dedans ? Rêve ? Somnolence obscure ? Vagues images d'autrefois ? A ses pieds, le chien, vieillard lui aussi, s'était remis à dormir.

— C'est mon père, me dit la bonne femme qui semblait au moins sexagénaire. Quatre-vingt-cinq ans il aura, le mois prochain. Malade ? Lui ? Non : il a jamais été. Y a des heures comme ça dans la journée où on croirait qu'il dort. Mais on ne sait pas. Des fois, il comprend tout. Ce matin, par exemple, il avait bien connaissance que c'était le pardon ; il aurait voulu y aller : il y a deux ans encore, il a fait. Maintenant, c'est fini. Alors, je reste à le garder : s'il tombait, on dit qu'il pourrait plus se relever. Si vous aviez vu comme il était content quand il a entendu la cloche !

La cloche qui ne sonne qu'une fois par an, mais qu'il a entendue tant de fois !

Elle ajoutait, répondant à mes questions :

— Oui, monsieur, cette maison-là, c'est à lui. C'est là que je suis née. Et lui aussi. Le toit est tout pourri : il pleut dedans ; mais changer, jamais il a voulu... Non, il n'est pas souvent sorti d'ici. Bien sûr, dans le temps, pour le marché du bourg ! — et, probable, quand il était jeune, il est bien allé à Quimper. Mais je ne me rappelle pas. Il a pas fait de service : il disait qu'il avait tiré un bon numéro.

« Oui, toujours habillé comme ça. Quand la mode est venue de changer, il avait trop son habitude. C'est bon, ces hardes-là, ça s'use pas. On en voyait encore beaucoup quand j'étais jeune fille. Maintenant, y a plus que lui. Ah ! oui, c'est vrai : un autre encore, un du même âge. Un camarade à lui, qui ne demeure pas très loin. Il n'y a pas bien longtemps, ils se voyaient quelquefois. Ils étaient contents de fumer une pipe

ensemble. Mais, à présent, celui-là non plus ne peut plus sortir... Il ne doit pas être mort : j'aurais entendu dire...

Ces deux ancêtres à longs cheveux, qui finissent, chacun de son côté, dans leur campagne natale, qui ne bougent plus, qui ne communiquent plus, en qui s'éteint peu à peu le dernier souvenir de l'antique Bretagne en braies...

Mais autour d'eux, celle d'aujourd'hui n'est pas encore si différente. Dans les mêmes champs, leurs neveux mènent la même vie, et leurs visages sont très pareils. Les marmots en robes lourdes n'ont pas cessé de gazouiller du breton. Et monsieur saint Gornery revoit toujours son peuple, quand l'année, qui tourne en cercle, lui ramène ce troisième dimanche d'octobre.

* * *

Voici Yann qui revient, et il a l'air penaud, portant précieusement quatre œufs, tout son butin. Il paraît que c'est quasiment impossible d'en trouver un jour de pardon, tout ce que les poules ont pondu contribuant, sous forme de crêpes, de galettes, aux réjouissances en l'honneur du saint.

Alors, vite au débit, qui n'est, — un peu plus grand, — qu'un logis paysan, comme tous ceux de Cornouailles. Deux chambres seulement, et, quand nous entrons, pleines d'ombre, de monde, de chaleur humaine, de fumée de pipes, entre les luisants des grands meubles étoilés de cuivre qui font muraille sur les murs.

Dans la première, une fenêtre, — lucarne plutôt, — éclairait une vaste table, et là, sous une Sainte Vierge blanche et bleue, souriant dans sa niche à tous les buveurs, deux femmes servaient, debout. L'une, âgée, volumineuse, avait l'importance et la dignité blême d'une abbesse; l'autre, d'aspect plus religieux encore, pouvait avoir trente ans. Longue, un peu pliée en avant, les yeux baissés, parfaitement noble en sa minceur et sa douceur ascétiques, elle ressemblait à la sainte Marthe de Troyes. Continuellement, sans desserrer ses tristes lèvres, elle versait la jaune eau-de-vie dans les petits verres.

On étouffait un peu. Cela sentait vaguement le fauve, et fortement l'alcool. Mais tout ce monde était tranquille, grave encore dans la raideur du bel uniforme or et bleu. Les voix baissaient à mesure que nous fendions la presse; on se taisait pour regarder les étrangers. Nous-aussi, nous regardions ces figures si énergi-

quement simples, quelques-unes parentes, par la grandeur et la naïveté du dessin, des saints de bois de la chapelle.

Au fond de la chambre, une dizaine de jeunes gars, serrés contre le mur, faisaient bande à part : des conscrits, reconnaissables au numéro du régiment sur une carte passée au ruban de leur chapeau. Ceux-là portaient moustache, et ce détail avait un sens, disant une influence venue de la ville, une mode, établie depuis longtemps au dehors, pénétrant enfin dans cette petite société fermée, substituant son prestige à celui de la coutume, — une coutume jadis universelle en France, attardée en Bretagne comme tant de choses d'avant la Révolution. Mais cette moustache suffit-elle à expliquer ce que ces jeunes hommes, aperçus à côté de l'ancienne espèce, présentent presque de moderne, c'est-à-dire de plus souple, de moins original et de moins fort? Peut-être, à travers les défenses du milieu immédiat, leur jeunesse plus sensible a-t-elle perçu, deviné, quelque chose de l'atmosphère qu'on respire partout dans le vaste monde alentour, et les physionomies qui traduisent les âmes en sont-elles un peu modifiées. Ou bien, tout simplement, c'est leur jeunesse même qui les fait plus quelconques, les traits généraux de l'espèce apparaissant d'abord, l'homme ne se déterminant que peu à peu, à mesure que se dégage en lui la race, et que la civilisation, le groupe, le métier, le prennent et le façonnent davantage? Si toute sa vie se passe à réaliser un type, sans doute ces jeunes Bretons ne sont pas encore uniquement et entièrement bretons. Ainsi, dans les rues de Fez, l'enfant juif et l'enfant musulman, qui se ressemblent, — si fins, mobiles, aux yeux rieurs, — ne sont pas encore tout à fait des Juifs ou des Musulmans.

Dans la seconde chambre, bordée de lits clos, sur un joli banc sculpté à la mode de Quimper, nous attendions vêpres en déjeunant de nos œufs, près de l'immense cheminée à hotte où bouillonnait une soupe à deux sous la bolée. La table était encombrée de paquets de tabac qu'un Glazik de mine civilisée, intelligente, tirait d'un grand sac pour les débiter : un buraliste avisé, venu du bourg pour chercher de la clientèle à cette petite fête de campagne.

En face de nous, un étonnant sexagénaire mangeait sa soupe à grand bruit, la tête enfoncée dans les pointes d'un col de toile grossière qui semblait dater de Louis-Philippe : un per-

sonnage achevé, celui-là, et de haut relief, un vrai manant des anciens âges. Il était vaste, et glabre ; il avait des poches saignantes sous les yeux, une grosse calotte de cheveux descendus jusqu'aux sourcils, la caboche la plus fermée, avec, en sa rougeoyante face, je ne sais quoi de puissant et de benoît qui tenait du chanfre, du sonneur d'église : une expression comme on en voit aux portraits des Primitifs, établie à demeure, disant les fortes, obscures influences de la religion.

A ce moment, il semblait *mezo dal*, — sôul aveugle, — comme ils disent ici. D'une main mal assurée, avec une attention tremblante, il s'efforçait d'amener jusqu'à sa bouche des morceaux de ragoût qu'il pêchait dans son bol et laissait tomber ruisselants sur ses genoux. Courbé sur sa pâture, il montrait surtout sa tignasse, nous radotant des choses confuses en breton, nous assurant qu'il en avait déjà vu, des messieurs, aussi donc, dans le pays, et même qu'il avait déjà parlé plusieurs fois avec eux, — oui gast ! des gentilshommes, — *tud gentil*, — des gens de la noblesse, — *ar noblans*, — et des marins aussi, des *martolodel* ; et puis nous demandant nos âges, s'affirmant vieux, très vieux, — *koz kalz*. Tout d'un coup, portant ses mains à ses oreilles, il chanta, à tue-tête, d'une stupéfiante voix de canard, une vague mélodie de style ecclésiastique : lentes notes égales comme celles du plain-chant, mais longuement, impassiblement détonnantes, et qu'il interrompait d'un rire épais et d'incompréhensibles explications, en remuant dans l'effort de sa pauvre tête les buissons de ses sourcils.

Surgirent deux singuliers compères, des amateurs de musique, attirés par ce brillant solo et par l'attention que les deux étrangers portaient à l'artiste. Le plus grand avait stature et carrure de géant ; sa magnifique trogne, fleurie, épanouie dans le bonheur de l'alcool, rutilait sous un paillason de poils blancs. L'autre contrastait avec lui : un petit sec, pâle, aux yeux ronds et brillants d'oiseau, nez pointu, menton pointu, tout le visage comme verni. Ce personnage que les autres appelaient, je ne sais pourquoi, « le préfet, » me clignait de l'œil d'un air si fûté, si madré, que je crus d'abord qu'il n'avait pas bu. Et puis, j'ai vu que son luisant regard de merle était vide, et pour s'asseoir auprès des deux autres, il a chancelé, tourné sur lui-même, et s'est laissé choir sur le banc, la tête ballante d'ivresse.

— Tu sais, m'a-t-il dit, en approchant son visage de pantin

avec une expression de confiance, j'ai la voix mélodieuse (*mélodieux*). Écoute plutôt : *do ré mi fa sol la si do*.

(Il disait bien le nom des sept notes, mais il ne chantait que les trois premières, qu'il répétait toujours.)

Sur ce prélude, ils se mirent à braire. Tous trois s'étaient passé les bras l'un derrière l'autre, se liant pour osciller ensemble à la cadence. Leurs yeux ne quittaient pas les miens, quêtant mon admiration, car ce concert ne s'adressait qu'à moi, la présence d'un *aotrou* dans cette fête intime de glaziks excitant leur verve.

Chacun avait commencé par clamer de son côté, s'efforçant d'imposer sa voix et son morceau. Effarante polyphonie. Le géant triompha; les autres, peu à peu décontenancés, le suivirent à l'unisson. Ce fut, d'abord, une complainte à n'en plus finir : « La campagne de Russie, » me dit-on, — mais il s'agissait plutôt de la guerre de 1854, car j'entendis passer le mot : Crimée. Ensuite, un chant où il était question du choléra, *ar cholera morbus* (sans doute celui qui sévit sous Louis-Philippe), de Notre-Dame de Rumengol, et de Lazare. Et puis d'autres, où revenaient les mots sacrés : messe (*offeren*), Esprit Saint (*Spered Santel*), Trinité (*Dreindet*). Enfin un cantique dont tout Breton de Cornouailles sait les premiers versets :

*Itroun Santez Anna,
Ni ho ped gant joa...*

Lentement, rituellement, ils le dirent jusqu'au bout. Et puis, tous parlant, s'exclamant à la fois, leur enthousiasme éclata : « Hein! qu'est-ce que tu dis? *Brao eo nek e guir*? — C'est beau, n'est-ce pas? » répétait, en hochant sa tête et sa tignasse, le gros père aux orbites sanglantes. Et le petit, « le préfet, » à mine finaude, eut un mot qui résumait assez bien le progrès de la civilisation en Bretagne :

— Autrefois, tu sais, on chantait toujours comme ça, dans les noces, dans les pardons. Maintenant, c'est changé : on prend des verres; c'est une *autre* habitude.

Il disait cela avec l'air d'énoncer philosophiquement un fait, sans prendre parti pour la coutume ancienne ou la nouvelle. Et le colosse, sa bouche édentée nous envoyant un souffle chaud d'eau-de-vie : « Ha! ha! tu comprends; c'est pas la même chose... Maintenant, c'est une *autre* habitude, censément. On boit des verres! »

Ainsi se reflétait, en ces obscures consciences, quelque chose des changements de leur vieux monde.

De la salle voisine, où les hôtes à mine de moniales versaient toujours à boire, on venait voir, dans la chambre des lits clos, d'où venaient ces éclats, et la mine que faisaient les inconnus. J'ai aperçu là quelques figures inoubliables, une, entre autres, un grand père, très long, très sec, dans l'azur de ses courtes vestes superposées, une étonnante marionnette aux traits aigus dans un masque rose de porcelaine : les pommettes saillantes, les joues comme sucées en dedans, la bouche en casse-noisette. Il n'avait pas l'air d'avoir bu. Enfoncé dans un recoin d'ombre, nous observant comme avec crainte, il était à part, solitaire au milieu des autres. Une telle figure ne dit rien qu'innocence, enfance de toute une vie. M. le recteur aurait pu lui donner le bon Dieu sans confession. On voit cette rigide simplicité de l'expression, de toute la silhouette, en des poupées que l'on sculptait et habillait, au XVIII^e siècle, pour les crèches de Noël.

Dans la chambre d'entrée, j'ai retrouvé deux des grands vieillards que j'avais vus le matin, assis sur un tronc d'arbre et le chapelet en main. Debout près de la porte, ils restaient là sans remuer, serrant leur chapeau sur leur poitrine : on eût dit qu'ils priaient encore. Le plus grand se tenait un peu penché en avant, et cette attitude ajoutait à l'intensité de son expression. Il était décidément admirable, toute la chair fondue, le visage fin et précis, d'un ton jaune de silex, réduit à son architecture : arcades sourcilières pleines d'ombre et pleines d'âme, bouche serrée, fixée dans un sourire que l'on eût dit perpétuel; des yeux étrangement clairs, grands ouverts, tranquilles et qui regardaient loin, — vers quel rêve, quelle vision ? Il avait un air à la fois de douceur et d'invincible résistance, et l'argent de ses fins cheveux, tombant en belles ondes des deux côtés de son front vénérable, achevait sa physionomie de saint légendaire. Une incarnation de la vieille Bretagne irréductible et religieuse.

D'autres, attablés avec leurs familles, ne présentaient pas ce caractère intense de spiritualité. Mais c'étaient des paysans de grande mine et de grande race, dont les traits précis, toute l'allure, parlaient de sagesse lente, de sérieux continu, on

oserait dire organique, de stabilité dans la foi et la tradition. On rencontre en pays arabe des figures sans doute bien différentes, mais de style aussi grand, parce que traduisant des influences aussi persistantes, générales, et qui participent de la grave essence religieuse. A chaque pas, dans ce pardon, je retrouvais le paysan chrétien, médiéval encore, tel que l'a formé toute sa vie de chrétien et de paysan, comme on voit au Maroc, où le moyen âge dure toujours à côté du plus lointain passé, le bourgeois maure et le pasteur de tous les siècles musulmans. Elle a si bien régné, la religion, chez les hommes de ce pays-ci ! De notre temps encore, comme à l'époque où l'Europe, en face de l'Islam, s'appelait la Chrétienté, elle les possédait vraiment tous ; elle était l'explication totale, l'autorité à quoi tout se suspend, la promesse infinie qui dit non à la mort. Ils ont si fortement cru, ces Bretons, à tout ce qu'elle enseigne, et qui a fait leur ordre et leur paix : aux commandements de Dieu, à la distinction de la vertu et du péché, au Christ qui rachète et qui juge, à la Vierge pitoyable, aux bons Saints dorés qui intercèdent, au Paradis, au Purgatoire, à l'Enfer. L'identité chez tous des croyances, celle des vies dont les rythmes n'ont jamais changé dans ces campagnes, le lent pouvoir d'une terre où chacun naît et meurt à la même place que ses aïeux, tout cela a si bien lié les individus, les générations ! Leur simplicité, leur patience font leur beauté. Regardons-les bien, ces anciens. Ils nous représentent l'humanité d'autrefois, une humanité ingénue et forte, qui partout achève de se défaire, et dont les dernières familles ne se rencontrent plus guère qu'en cette extrême pointe d'Occident.

* * *

A vêpres, je les ai tous retrouvés, dociles à la cloche qui les rappelait des fermes à la chapelle. Cette fois, j'étais avec les hommes dans le petit transept. De côté, à gauche, je voyais commencer dans la nef l'essaim dense et régulier des coiffes. Ombre tiède, foule immobile, serrée pour l'adoration, tremblantes lumières dans un air à demi consumé, leur mystique des ors, et ce tintement continu surtout de piécettes tombant dans les assiettes des quêteurs : je ne sais au juste pourquoi tout cela m'évoqua si fort, à travers toutes les différences du lieu, de la race, des idées, une scène du culte bouddhique entrevue

un soir, il y a bien longtemps, dans un petit sanctuaire perdu de la jungle cinghalaise. Je cherchais presque l'odeur excessive des fleurs. Sans doute, ici comme là-bas, les suggestions de l'appareil le plus mystique et la ferveur des créatures humaines les plus simples, d'un peuple enfant qui semble, à côté du monde végétal, le produit spontané d'une certaine nature... Et puis le sentiment des solitudes, de la vaste campagne silencieuse alentour...

Sous la diversité des formes et des dogmes, la profonde identité de la religion se révélait.

Je regardais évoluer les officiants, les hommes tonsurés, aux robes radieuses comme celles des moines de Gautama, aux paroles saintes et douces qui tiennent si puissamment les âmes. On percevait le fonds antique, oriental de la religion, et, par-dessous, le fonds primitif et généralement humain, l'éternel besoin de magie. On sentait bien que sur ce peuple des champs, le prestige des prêtres est d'abord celui du rite et du cérémonial, que de leurs gestes prescrits et concertés, du rayonnement de leurs vêtements, du mystère de leurs paroles latines, naît le sentiment de leur caractère à part, de l'effluve sacré qu'ils épanchent, de leur pouvoir occulte qui repousse le mal, suscite la divinité, remet le péché, assure le repos des morts. Ainsi, dans une chapelle de campagne, — la plus belle des choses à leurs yeux, — vient apparaître une certaine image de l'au-delà, bien vague, chez la plupart, bien naïve, mais par où leur univers s'achève, et qui donne un sens et un fond à leurs vies, un fond où toutes se relient et trouvent leur raison d'être. Par-dessus tout, l'immédiat et le quotidien de leur existence, un ordre surnaturel leur est devenu sensible, le même dont rêvaient leurs pères, les serfs du Moyen âge, celui que les hommes en robes, aux paroles de paix, opposaient au règne de la force, et dont ils demeurent les gardiens.

Les psalmodies terminées, la foule s'est avancée vers le chœur. Elle venait s'agenouiller pour baiser la relique enfermée dans un étui d'argent qu'un prêtre, allant et venant devant les rangs successifs, tendait à chaque bouche, et puis essayait d'un linge, du même geste cent fois répété. J'ai vu passer là, aussi ardents à la dévotion que tous les autres, mes trois chanteurs du débit. Avec quelle ferveur leurs vieilles lèvres, tout à l'heure mouillées d'eau-de-vie, se collèrent à la

miraculeuse enveloppe! Indulgence aux faiblesses des ouailles. L'essentiel n'est pas la vertu de chaque brebis, mais qu'elle reste dans le troupeau, docile à ses bergers.

* * *

Au dehors, maintenant, c'est la pluie, un mauvais grain, venu soudain de l'Ouest, d'où monte rapidement du noir. La campagne blêmit et fond dans une fumée d'eau. Nulle procession possible. Le pauvre saint Gonery ne fera pas sa promenade annuelle, porté par quatre gars, au-dessus de son peuple. Déjà même, on ferme la chapelle. Le voici rentré pour un an dans l'obscurité de son oratoire, où il est seul avec saint Hurlou, sainte Barbe, et les araignées.

On est habitué à la pluie en Bretagne, et sur le parvis d'herbe, on reste encore rassemblé. Seulement, les visages, coiffes, costumes, tout a disparu sous le ruisselant bouclier des parapluies. Vite Yann s'en va atteler. Il n'y a plus qu'à remonter en carriole, et bien baisser la bâche.

L'instituteur a reparu à sa fenêtre. Il a passé une partie du long dimanche à regarder de là-haut les mouvements de ces paysans de Cornouailles, dociles à des prestiges bien autres que ceux de la Raison. Toute la journée, la vieille vie bretonne et catholique s'est poursuivie là comme s'il n'était jamais venu, cet étranger.

En face de l'école neuve, où sa tâche est d'éveiller les cerveaux, de leur apprendre la pensée lucide qui calcule, d'en faire des individus et des modernes, en dissociant, — qu'il le veuille ou non, — le simple troupeau, que la pauvre chapelle, avec son air d'aïeule, est touchante! Comme elle parle du passé, de l'ancien principe de vie et de civilisation : la religion qui assemble les hommes pour le rite, pour le deuil, pour la joie, le vieux christianisme romain, accueillant et tolérant à la nature humaine!

ANDRÉ CHEVRILLON.

(A suivre.)

L'ESTHÉTIQUE D'ÉMILE ZOLA

Gabriel Vicaire, le délicat poète des Émaux Bressans, l'auteur, avec H. Beauchamp, des spirituelles Délivrescences d'Adoré Floupette, avait consacré cette étude restée inédite à l'esthétique de Zola. Écrites, vers 1880, au temps où la renommée de Zola battait son plein, ces pages de souple et libre critique retrouvent aujourd'hui toute leur actualité.

S'il est vrai, comme on l'a dit, que la patience soit le génie de notre âge, M. Zola est sans aucun doute un homme de génie. Presque inconnu il y a une dizaine d'années, il a réussi, à force de volonté et d'obstination, à se faire dans les lettres contemporaines une place qui va chaque jour s'agrandissant. Ses livres se lisaient peu ; on le bafouait. N'importe, il suivait sa voie, jouant des coudes à travers la foule, travaillant sans relâche, ajoutant sans cesse une nouvelle pierre à son édifice. Et un beau jour il a surgi en pleine lumière, *l'Assommoir* à la main. Ce livre étrange, chaud, violent, souvent répulsif, plein de hardiesses et de crudités, a froissé bien des pudeurs, excité bien des passions. On n'a pu s'empêcher d'y reconnaître un singulier talent de coloriste. Que de détails d'un relief saisissant, que de morceaux enlevés avec une maestria superbe ! On se sentait, par moments, dans la main, disons mieux : dans la poigne d'un maître écrivain ; on était en face d'un homme. Subitement, le méconnu de la veille devint le triomphateur du jour. Les artistes applaudirent, et, comme toujours, les moutons de Panurge vinrent à la rescousse. Aujourd'hui M. Zola a une suite comme don Carlos dans *Hernani*, on l'encense, il est bien près d'être traité en idole.

Singulière époque vraiment que la nôtre ! Jamais il n'y eut

tant d'incrédules et jamais plus de fanatisme. Les petites églises se multiplient. Chacune d'elles a son saint qui possède toutes les vertus, et, bien entendu, n'en reconnaît aucune au confrère d'en face. Les mots eux-mêmes semblent avoir perdu leur sens et s'être émoussés. On ferait la moue à qui vous traiterait simplement d'homme de talent. Admirable est mesquin ; sublime a fait son temps ; infaillible n'est plus très neuf, il a tant servi ; impeccable commence à peine à compter. Que de bons Dieux dans ce siècle d'athées ! M. Zola a été promu à son tour, et le voilà qui, du haut de sa grandeur récente, juge tranquillement les vivants et les morts (1).

Car la gloire du romancier ne lui suffit plus. Outre le peintre brillant que nous avons souvent applaudi, il s'est trouvé qu'il y avait en lui un apôtre et un justicier. Il lui est venu d'en haut des lumières surnaturelles, un nouvel Évangile lui a été révélé, et, comme il est juste, il l'a fait savoir au monde. Même il s'y est repris à plusieurs fois, car ses premiers mandements n'avaient pas été compris, et j'ai bien peur, tellement nous avons la tête dure, qu'il ne nous faille encore, pour être tout à fait à la hauteur, un petit supplément d'instruction. En même temps, la littérature tout entière était appelée à comparaître au tribunal du maître. D'abord vinrent les romanciers, et comme beaucoup d'entre eux n'étaient pas à l'ordonnance nouvelle, il les morigéna d'importance ; puis les poètes parurent et défilèrent d'un air morne : *Ave, Zola, morituri te salutant*. Bien piteux d'ailleurs, les poètes, avec leurs colbacks romantiques et leurs redingotes à la mode de 1830 ! Aujourd'hui, c'est le tour des auteurs dramatiques. Demain sans doute viendront les sculpteurs, les peintres, les musiciens, les architectes, les mathématiciens, les fumistes, etc.

Ils ne mourront pas tous, mais tous seront frappés.

Même les hommes politiques, ces privilégiés du jour, devront se faire petits, petits, s'ils veulent échapper à leur destinée. M. Zola, qui a une façon bien amusante de tirer à lui toute la couverture, vient justement de signifier à la République qu'elle

(1) Ces façons de parler déplaisent à M. Zola, et je le comprends. Qu'y faire pourtant, si elles sont justes ? « Il est ridicule, dit-il, de me planter sur un rocher, pontifiant et prophétisant, me posant en chef d'école, tu'oyant le Bon Dieu. » Il ne se relit donc jamais !

eût à se convertir à ses doctrines, et cela sous peine de mort tout simplement : « La République sera naturaliste, ou elle ne sera pas. » En vérité, c'est à faire frémir.

I

Qu'est-ce donc que ce naturalisme qui doit renouveler la face du monde ? Allons au fond des choses, demandons-nous quelle est la valeur de l'invention, et si, par hasard, l'inventeur ne serait pas le premier à manquer aux règles qu'il nous impose avec tant de solennité.

M. Zola, il faut bien le dire, n'est rien moins qu'un critique. Je le tiens, quant à moi, pour un des écrivains les mieux doués de ce temps, mais aussi pour un des esprits les plus étroits qui aient jamais été. Du bruit, de la couleur, des odeurs même, il en a à revendre, mais ne lui demandez pas cette finesse de pénétration, si nécessaire à qui veut fouiller les mille replis d'une âme d'artiste. Il n'est pas le Protée qu'il faudrait pour une besogne si délicate ; tout brille chez lui du même éclat implacable ; aucune souplesse ; peu de nuances. Il ne voit jamais qu'un seul côté des choses. Ce n'est pas lui certes qui, par un scrupule de conscience à la Renan, sera jamais tenté d'être de l'avis de ses adversaires.

N'importe. Écoutons l'oracle, demandons-lui sa formule. Cette formule, la voici, je crois, fidèlement résumée : vérité des peintures, personnalité du style, tout est là.

En d'autres termes, il s'agit de réunir le plus grand nombre possible de documents humains, de les classer soigneusement, en remontant toujours du simple au composé, et quand ce travail préparatoire est accompli, de leur donner la vie du style.

Et après ? — Après, rien.

Voilà, ma foi, une belle découverte ; mais, de tout temps, l'homme s'est étudié lui-même et a étudié son semblable. Mais, à ce compte, Homère était un naturaliste, et Sophocle, et Aristophane, et cent autres.

Oui, dit M. Zola. Seulement, c'étaient de pauvres naturalistes, des naturalistes sans le savoir. S'ils trouvaient des vérités, c'était au petit bonheur. Nous, nous sommes savants et nous suivons une méthode et nous avons d'excellents outils. Nous sommes issus de ce large mouvement analytique et expé-

perimental qui est parti du XVIII^e siècle et qui s'élargit si magnifiquement dans le nôtre.

Est-il bien certain d'abord que la méthode expérimentale date seulement du XVIII^e siècle? J'ai comme un vague souvenir du chancelier Bacon qui, dès le règne d'Élisabeth, en aurait fixé les règles. Puis cette assimilation de la science de l'homme et des sciences physiques est-elle suffisamment justifiée? J'admets que notre génération positive soit tourmentée d'un besoin d'exactitude que les époques précédentes n'ont pas éprouvé au même degré. Il en est d'une société sur le retour comme d'un homme entre deux âges. A mesure que son imagination s'amortit, le jugement, la réflexion, le goût du vrai se développent en elle. Mais, ceci posé, j'imagine que, de tout temps, ceux qui ont eu de bons yeux ont aimé à s'en servir. Les phénomènes de l'ordre physique pouvaient leur échapper. Leurs contemporains, en revanche, leur étaient parfaitement connus. Ils savaient fort bien les observer et de la façon la plus directe. Nul pédantisme, il est vrai; aucune paperasserie; pas le moindre appareil scientifique. Mais pour être plus naturelle, l'observation n'en était ni moins intense, ni moins pénétrante. Aussi, quel trésor de renseignements sur l'humanité nous ont légué nos devanciers! Et que sera-ce, s'il s'agit d'un homme de génie, doué au suprême degré du don de l'analyse? Croit-on par hasard que Shakspeare fût un inconscient? Personne ne mérite mieux le nom de savant que ce grand poète qui a tout vu, tout compris et tout exprimé. Rien n'est faux dans son œuvre colossale. Tous ses personnages, même les plus fantaisistes, sont pris dans le vif de la réalité. Vous les croyez prêts à s'égarer en plein rêve. Erreur! Ils frappent du pied la terre et y trouvent un solide point d'appui. Sa méthode, car il avait une méthode, sans jamais en faire étalage, était aussi sûre et bien autrement large que celle de nos romanciers modernes. Il y portait seulement l'aisance, la liberté d'allures d'un grand seigneur de lettres, et, lorsqu'il servait au public un plat de sa façon, il ne se croyait pas obligé de lui dire comment il l'avait cuisiné. Par-dessus tout, il avait du génie, le plus grand génie peut-être qui ait jamais été, ce qui ne l'empêchait pas, quoi qu'en pense M. Zola, d'être un homme d'infiniment d'esprit. En tout cas, je le demande, qui jamais a mieux réalisé la formule naturaliste? Où trouver un plus riche magasin de docu-

ments humains? Il en a pour le moins autant que Balzac, et par surcroît, il a la splendeur de la forme qui presque toujours échappe à ce dernier.

Que d'exemples semblables je pourrais citer, moins frappants sans doute, mais tout aussi concluants! Pour m'en tenir à notre littérature nationale, que d'observateurs excellents on y rencontre dès l'origine! Notre race gauloise que M. Zola ne connaît pas assez, a toujours eu la faculté de voir juste et de bien dire. Elle n'est pas dupe volontiers, et lorsqu'elle se trouve en face d'une outre emplie de vent, ce lui est un malin plaisir d'y planter une épingle pour la dégonfler. Nos chansons de geste, nos fabliaux, nos mystères même étincellent de beautés neuves et hardies. Les traits de mœurs, les mots profonds n'y sont pas rares, et ceux qui ont le goût de ces choses savent fort bien les dénicher sous le verbiage qui les recouvre. On y trouve jusqu'à des peintures réalistes près desquelles nos plus grandes audaces paraissent fades et sans saveur. Plus tard, une série incomparable de conteurs nous fournit une mine d'observations qu'on n'a pas encore épuisée. Je cite, au hasard de la plume : l'auteur des *Cent nouvelles nouvelles*, l'auteur des *XV joies du mariage*, ce chef-d'œuvre que Balzac, dans sa piquante *Physiologie*, n'a pas égalé, Des Périers, Noël du Fail, la reine de Navarre, Rabelais enfin, le plus grand de tous, un savant encore, celui-là, et à qui la méthode expérimentale n'était point du tout étrangère, quoiqu'il n'eût rien de commun avec le grand mouvement analytique du XVIII^e siècle. Faut-il maintenant rappeler, à ceux qui les auraient oubliés, Villon, Montaigne, Rénier, Molière, La Fontaine, La Rochefoucauld, La Bruyère, et cette suite de mémoires sans égale qui va de Villehardouin à Philaret Chasles, en passant par Joinville, Froissart, d'Aubigné, Montluc, Retz, Saint-Simon, M^{me} de Launay, etc.? A quoi bon? Toute la littérature française y passerait, car c'est l'observation qui est le fond même de cette littérature, une observation réfléchie et sûre d'elle-même, et non je ne sais quelle fantaisie bâtarde, mélange incohérent de réalité et d'erreurs. Même au temps de la convention classique et des abstractions parlantes, que de fermes regards jetés sur le vaste monde! La forme, il est vrai, a changé. Nos aïeux ne donnaient pas dans l'enluminure. Ils disaient nettement et sobrement ce qu'ils avaient vu, mais la vérité n'en ressortait

que mieux dans ce vêtement fait à sa taille et qui la faisait valoir au lieu de l'étouffer.

Dirai-je toute ma pensée? Je soupçonne M. Zola de manquer de lecture. Il a les étonnements naïfs des gens qui ont peu voyagé, et pour qui la moindre taupinière est prétexte à découverte. Oh! oh! que le monde est grand! s'écrient les soldats de Carignan, dans la ronde populaire du petit roi de Sardaigne. Ainsi fait M. Zola, et je pense qu'il ajouterait volontiers: Mon Dieu, que Zola est beau! Les aphorismes les moins inattendus découlent de sa plume. Il est homme à découvrir demain que deux et deux font quatre.

Et à quelle occasion cette étonnante levée de boucliers? On comprend à merveille le mouvement romantique du commencement de ce siècle. Il y avait alors une citadelle à prendre d'assaut, une bastille à démolir, car le romantisme, à ses débuts tout au moins, fut une aspiration vers la liberté. Qu'une fois les dernières positions de l'ennemi conquises, il ait tenu toutes ses promesses et n'ait pas lui-même tourné à l'intolérance, je n'en voudrais pas jurer. C'est le propre des oppositions de devenir autoritaires lorsqu'elles arrivent au pouvoir. Mais enfin, cela aussi est de l'histoire ancienne. Il y a beau temps que classiques et romantiques dorment ensemble du même sommeil et ne gênent plus personne. Dès 1866, M. Zola le constatait dans un livre qu'il intitulait crânement: *Mes Haines*, mais qui n'était pas aussi féroce qu'il aurait bien voulu le paraître.

« Je suis à l'aise parmi notre génération, disait-il dans sa préface, très montée de ton. Il me semble que l'artiste ne peut souhaiter un autre milieu, une autre époque. Il n'y a plus de maîtres, plus d'écoles. Nous sommes en pleine anarchie, et chacun de nous est un rebelle qui pense pour lui, qui crée et se bat pour lui. »

Et encore: « Moi, j'aime notre anarchie, le renversement de nos écoles, parce que j'ai une grande joie à regarder la mêlée des esprits, à assister aux efforts individuels, à étudier un à un tous ces lutteurs, les petits et les grands. »

On le voit, M. Zola ne s'était pas encore avisé que Victor Hugo bouchait l'horizon de la masse épaisse de sa rhétorique. Il se sentait libre, il était heureux et ne demandait que sa place de bon combattant dans la grande bataille des lettres. Le naturalisme de droit divin n'était pas inventé.

Mais poursuivons. Si le penseur ne nous a rien appris, peut-être serons-nous plus heureux avec le polémiste.

Ici, changement complet de décor. A la place du théoricien, passablement empêtré dans ses théories, se dresse un lutteur puissant, un adversaire redoutable et qui, dans ce genre de critique à mains plates, a peu de rivaux. Plus son horizon est borné, plus il marche à son but d'un pas ferme. Ni pitié ni défaillance; aucune fleurette ne l'arrête au passage; tout ce qui barre la route doit être écrasé. Sachons d'ailleurs le reconnaître, il a eu le courage de dire très haut des choses que beaucoup s'étaient contentés de penser. Il a eu de brillants coups de poing, des coups de poing qui auraient fait honneur à l'Angleterre. Mais, bon Dieu, quel carnage! Voyez les tristes victimes qu'on lui amène. L'interrogation est sommaire: « Êtes-vous naturaliste, répondez par oui ou par non. » Hélas! celui-ci est un lyrique, un vrai toqué; celui-là fait de la vérité et du mensonge le mélange le plus répugnant; cet autre, plus minable encore, a entraîné dans tous les bas fonds de l'idéalisme, et toujours ces diables de documents humains qui font défaut! Aussi la condamnation ne se fait pas attendre et l'exécution la suit de près. Car, au fond, M. Zola est bonhomme. Il n'a pas la cruauté féline de ces critiques qui jouent avec leurs patients comme le chat avec la souris. Avec lui on ne souffre pas longtemps; un coup sur le crâne, et l'affaire est faite. C'est la mort sans phrases!

Il me semble voir le Jugement dernier... peint par Manet. Ici les bons, là les méchants, ceux qui n'ont pas été suffisamment naturalistes, et le nombre en est effrayant. Comme toujours, il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus.

Sommes-nous assez loin de la critique, telle que nous l'ont faite les maîtres de ce temps-ci, critique large et prête à tout comprendre et dont l'unique souci, pour ainsi dire, est de se mettre *dans la peau du bonhomme*! Nous revoyons les beaux jours de Balteux; Laharpe ressuscite; Duvicquet a trouvé son maître. L'idéal a changé, le procédé est resté le même. Remplacez Racine et Boileau par Balzac ou tel autre qu'on imagine, vous aurez de la peine à faire la différence.

Qu'aurait pensé de ces petites gens l'ancien Zola, lui qui s'écriait si fièrement :

« Rien ne me paraît plus ridicule qu'un idéal en matière

de critique. Vouloir rapporter toutes les œuvres à une œuvre modèle, se demander si tel livre remplit telles et telles conditions est le comble de la puérilité, à mes yeux. (Il y est arrivé cependant.) Je ne puis comprendre cette rage de régenter les tempéraments, de faire la leçon à l'esprit créateur. (Il paraît qu'il la comprend aujourd'hui.) Une œuvre est simplement une libre et haute manifestation d'une personnalité, et dès lors je n'ai plus pour devoir que de constater quelle est cette personnalité (1). »

Revenant sur cette idée qui alors lui était chère, il disait, à propos des *Chansons des rues et des bois* :

« Je ne cesserai de le répéter, la critique, telle qu'elle est exercée, me paraît une monstrueuse injustice. En dehors de l'observation, de la simple constatation du fait, en dehors de l'historique et de l'analyse exacte des œuvres, tout n'est que bon plaisir, fanatisme ou indifférence. Il ne doit pas y avoir de dogme; chaque œuvre est indépendante et demande à être jugée à part (2). »

Et s'il se trouvait quelque esprit obtus pour rêver l'œuvre du poète autre que celui-ci ne l'avait conçue, de quel air méprisant on lui répondait :

« Vous comprenez étrangement le métier de critique, à mon avis. Nous ne vous demandons pas vos impressions. Chacun de nous a les siennes qui valent les vôtres. Vous êtes juge, vous n'êtes plus homme, vous avez la seule mission d'étudier dans une œuvre un certain état du génie humain. Vous devez accepter toutes les manifestations artistiques avec un égal amour, comme le médecin accepte toutes les maladies (3). »

La comparaison n'est pas fort aimable, mais enfin on peut s'en contenter. Ah ! quel zèle M. Zola déployait alors pour la cause de la liberté dans l'art, quel entrain, quelle chaleur communicative ! Véritablement cela réconforte.

Et pourtant, si ces belles protestations n'étaient que pour la forme, si cet incendie n'était qu'un feu de paille ?

Jugez plutôt. A côté des déclarations si libérales de tout à l'heure, voici ce que je lis :

« On attend ceux qui frapperont le plus fort et le plus juste, dont les poings seront assez puissants pour fermer la bouche des

(1) *Mes Haines*, p. 68.

(2) *Ib.*, p. 98.

(3) *Ib.*, p. 99.

autres, et il y a au fond de chaque nouveau lutteur une vague espérance d'être ce *dictateur*, ce *tyran* de demain (1). »

Diable, voilà qui se gâte singulièrement ! Mais c'est une révélation, cela ! Songez que M. Zola écrivait *Mes Haines* à vingt-six ans, l'âge des illusions généreuses et des belles ardeurs, et dès lors rien ne lui semblait plus désirable que d'étouffer la voix d'autrui. Quel tempérament de sectaire, quelle nature étroite et brutale on croit entrevoir sous ces phrases d'une violence calculée !

Et cette idée d'une dictature littéraire semble le hanter, car elle revient fréquemment dans son discours : « Certes, je regrette le grand homme absent, le *dictateur* (2). » « Chaque grand artiste groupe autour de lui toute une génération d'imitateurs, de tempéraments semblables, mais affaiblis. Il est né un *dictateur* de l'esprit. L'époque, la nation se résument en lui avec force et éclat ; il a pris en sa puissante main toute la beauté éparse dans l'air ; il a tiré de son cœur le cri de tout un âge ; il *règne* et n'a que des *courtisans*. Les siècles passeront. Il restera seul debout ; tout son entourage s'effacera. (Avis à la jeune école naturaliste.) La mémoire ne gardera que lui qui est la plus puissante manifestation d'un certain génie (3). »

Voilà donc enfin le grand secret !

Allons, allons, tout s'explique. Est-ce que par hasard le naturalisme ne serait pas tout simplement la glorification de M. Zola ? Il est la voix du siècle, il a pris dans sa puissante main toute la beauté éparse dans l'air, il sera le maître des intelligences. Balzac avait rêvé jadis des maréchaux de lettres. Fi donc ! Qu'est-ce qu'un maréchal ? Parlez-moi d'un potentat. Et voyez : à force d'éliminations successives, de cet amas de théories contradictoires, une sorte d'image idéale finit par se dégager, et cette image rappelle à s'y méprendre qui ? M. Zola lui-même. M. Zola est romancier. Le roman, c'est bien entendu, tient aujourd'hui le haut du pavé. M. Zola a certaines facultés fort développées : ces facultés, l'observation, l'induction, etc., seront mises hors de pair ! On ne saurait trop les exalter. (Notez que je n'y contredis en rien.) D'autres lui ont été départies avec moins de munificence ; on en fera bon marché. L'imagi-

(1) *Mes Haines*, préface.

(2) *Id.*, p. 237.

(3) *Id.*, p. 236.

nation chez lui n'est pas de premier ordre : on s'en passe fort bien. L'esprit n'est pas son fort : un homme de génie ne saurait être spirituel, et voilà du coup Aristophane, Rabelais, Shakspeare, Voltaire, Heine, Musset dépossédés de leur légitime renommée.

Ce qu'il y a d'admirable en tout cela, c'est la parfaite bonne foi de M. Zola. Pour lui, la critique n'est qu'un miroir où il se regarde avec complaisance, mais il le fait si naturellement ! Il se contredit trop souvent pour n'être pas sincère. Que lui veut-on ? Il est ainsi, il obéit à son tempérament. Jadis, au temps de son obscurité, il aurait volontiers crié : A bas le tyran ! Il n'était pas prêt, le moment psychologique n'avait pas sonné. Aujourd'hui qu'il se croit de taille à jouer le rôle si longtemps rêvé, le voilà qui soudain démasque toutes ses batteries. Le nouveau Sixte-Quint n'a plus besoin de se contraindre. Il jette en l'air ses béquilles. *Ego sum papa !*

II

Eh bien ! n'en déplaît à M. Zola, le moment n'est pas à la dictature. Certes, parmi les générations nouvelles, il n'est personne qui n'admire profondément le génie de Balzac, le grand style de Flaubert, la finesse d'analyse des Goncourt. Mais qui donc consentirait à se faire l'homme lige d'une école, à se parquer dans une formule ?

Ceux mêmes qu'avaient ravis les splendeurs du Paradou, ceux que *l'Assommoir* avait le plus vigoureusement empoignés commencent à se regarder avec inquiétude. A voir cette vanité insatiable, ce moi toujours grandissant s'étaler dans leur naïve impudeur, ils ne peuvent se défendre d'un véritable sentiment de tristesse. Il leur est pénible de penser qu'un mouvement qui aurait pu être si fécond va piteusement aboutir à l'apothéose d'un homme. Ce n'est pas, il est vrai, la première fois qu'un puissant artiste en arrive à faire, sous prétexte de critique, la théorie de son propre talent. Victor Hugo n'admet dans son Panthéon, parmi ceux qu'il nomme les Hommes-océans, que les génies de sa famille, ceux qui ont en eux de l'énorme et de l'illimité. Il est permis de trouver que cette esthétique manque de largeur. Mais après tout, le dernier mot du poète est encore celui de la préface de *Cromwell* : liberté

dans l'art. Et, de fait, on ne voit pas qu'il ait jamais rêvé de *fermer la bouche* à Lamartine ou à Musset, pas plus d'ailleurs que Balzac n'a cherché à supprimer littérairement George Sand ou Hugo lui-même. Ces grands esprits, quoique si dissimulables, ont toujours vécu en parfaite intelligence, s'accommodant les uns des autres, applaudissant volontiers aux tentatives nouvelles, alors même qu'elles se produisaient en dehors de leur influence directe.

Comparez maintenant la manière de M. Zola. Quelle manière d'embrigadement, de réglementation à outrance ! Quel caporalisme littéraire ! Et cette idée d'un maître dont chacun devrait prendre le mot d'ordre est bien véritablement née dans l'imagination de M. Zola. Depuis Boileau, dont il est un peu parent, personne n'avait eu cette raideur de discipline, et il n'est que juste de lui faire honneur de cette conception toute militaire. Franchement, prison pour prison, mieux valait encore la geôle romantique avec ses beaux hommes d'armes à la porte et ses vitraux historiés d'où l'on pouvait voir du moins un coin de ciel bleu. Avouons d'ailleurs qu'on y était assez libre et que c'était un cachot pour rire. Mais voilà bien nos Français. Je crois voir des écoliers en rupture de ban. L'ancien magister est conspué, et c'est raison. Il avait cessé de plaire. Mais vienne un autre *pion* avec une autre férule, et tous nos révolutionnaires forcenés de reprendre le rang et d'emboîter le pas.

Et quelle étrange confusion si chaque esprit original s'avisait ainsi de nous imposer sa manière de voir ! Celui-ci, qui n'est pas gai, déclarerait le rire indécent ; cet autre, bon vivant, proscrierait les larmes. Hors du lyrisme pas de salut, dirait un troisième. Les illuminés brocheraient sur le tout. Edgard Poe décide que chacun sera hanté, Baudelaire prétend nous faire croire au diable. Ce serait un beau tapage ; on ne saurait auquel entendre.

Mais, dit M. Zola, ce que je prône, ce n'est pas tel ou tel système, je ne suis que le serviteur convaincu du vrai.

Ah ! le vrai, c'est la grande passion de notre âge, l'éternel tourment de nos intelligences, le piédestal immuable sur lequel toute statue doit reposer ! Étudier l'homme, jusque dans les derniers recoins de sa conscience, l'avoir là, sous nos yeux, saignant, palpitant, le cœur à nu, l'âme sans voiles, fouiller jusqu'aux plaies secrètes, faire surgir au grand jour les hontes

inavouées, reconstituer pièce à pièce ce merveilleux organisme, quel rêve ! Comme on comprend à merveille que M. Zola s'y soit absorbé ! Et cette recherche infatigable de la vérité n'est pas seulement une des ambitions des plus légitimes qu'on puisse ici-bas se proposer, elle est une condition absolue de durée pour toute création qui prétend, je ne dis pas à l'immortalité, mais à la vie. Oui, cela est certain, les œuvres qui n'ont pas de profondes racines dans la réalité ne vivront pas, de quelque souffle prodigieux qu'on ait enflé leur baudruche.

Ceci admis, M. Zola nous permettra bien de voir par nos yeux. Les siens sont excellents, personne n'en doute ; mais enfin nous avons la faiblesse de tenir aux nôtres.

« Ma définition d'une œuvre d'art serait, si je la formulais : une œuvre d'art est un coin de la création vu à travers un tempérament. Que m'importe le reste ? Je suis artiste et je vous donne ma chair et mon sang, mon cœur et ma pensée. Je me mets nu devant vous, je me livre bon ou mauvais. Si vous voulez être instruits, regardez-moi, applaudissez ou sifflez, que mon exemple soit un encouragement ou une leçon. Que me demandez-vous de plus ? Je ne puis vous donner autre chose, puisque je me donne entier, dans ma violence ou dans ma douceur, tel que Dieu m'a créé. Il serait risible que vous veniez me faire changer ou me faire mentir, vous l'apôtre de la vérité (1). »

Qui parle ainsi ? Un juge que M. Zola ne récusera pas, car il n'est autre que lui-même. Ce livre de *Mes Haines* est vraiment un excellent document. On trouvera peut-être que je le cite beaucoup ; mais, lorsqu'on a le bonheur de rencontrer un pareil compagnon de route, on se décide malaisément à l'abandonner. Et lorsqu'un dictateur en expectative s'avisait de s'immiscer dans l'inspiration de l'artiste, c'est encore M. Zola qui lui répondait :

« Par grâce, laissez-le créer comme bon lui semble ; il ne vous donnera jamais la création telle qu'elle est ; il vous la donnera toujours vue à travers son tempérament. Que lui demandez-vous donc, je vous prie ? Qu'il obéisse à des règles et non à sa nature, qu'il soit un autre et non lui ? Mais cela est absurde, vous mettez des bornes à l'intelligence, etc... (2) »

(1) *Mes Haines*, p. 25.

(2) *Ib.*, p. 80.

A la bonne heure ! On ne saurait mieux dire et, quant à moi, je m'en tiens à cette formule dont M. Zola a eu grand tort de se départir. Oui, l'observation doit être le point de départ de toute œuvre d'art, mais aussi la liberté d'interprétation de l'artiste doit être entière. Retenez bien ceci : *Il ne vous donnera jamais la création telle qu'elle est*, car il ne l'atteint pas directement, il ne peut que vous dire l'impression qu'elle a faite en lui, et vouloir lui imposer votre traduction, si excellente qu'elle soit, c'est tout simplement l'abaisser au rôle de copiste ! Demandez-lui donc d'être sincère... et aussi d'avoir du talent, mais, pour Dieu, arrêtez-vous là. Vous ne pouvez exiger qu'un rosier produise des choux. Assurez-vous seulement qu'il n'y a dans son fait aucun artifice, et au cas où il ne vous donnerait que des roses en papier, attachées par des ficelles, arrachez-les sans pitié, vous en avez le droit.

Ne méprisez pas trop non plus les qualités qui vous manquent. Pour vous l'art n'est que la science ornée, magnifiée, comme on dit maintenant. A vous entendre, il suffirait d'avoir, avec le don du style, deux ou trois facultés maîtresses, l'analyse, l'esprit de classement, etc... C'est énorme, j'en conviens, et je vous félicite d'être si bien doué. Ce n'est pas tout cependant. Sans doute, c'est toujours la vie qu'il s'agit de reproduire, la vie chaude et frémissante, comme dit Shakspeare, mais pour une telle besogne, ce n'est pas trop du concours de toutes les facultés que la nature nous a départies. Toutes jouent leur rôle dans le drame compliqué de notre existence, toutes ont droit à une égale liberté d'expansion. L'observation, on a pu voir, je pense, quel cas j'en faisais. Les documents humains, je les vénère. Il en faut beaucoup, beaucoup ; on n'en saurait trop amasser. Mais enfin, on ne peut condamner toute une littérature à avoir sans cesse la loupe à la main. L'esprit est bien quelque chose, quoique les hommes de génie n'en aient pas, et aussi la sensibilité, malgré toutes les larmes qu'elle a fait verser à l'Ambigu, avant que *l'Assommoir* n'y régnât en maître.

Le lyrisme lui-même, dont M. Zola, ce lyrique sans le savoir, se méfie tant, n'est pas, comme on pourrait l'imaginer, une invention diabolique de Victor Hugo ; c'est, hélas ! une des nécessités les plus authentiques de la nature humaine. Il a bercé les sociétés dans leurs langes, il charme encore leur âge mûr, il endormira leur décrépitude. Que voulez-vous ? On éprouve

parfois le besoin d'échapper aux vulgarités de la vie réelle. Triste infirmité, d'accord. Mais qu'y faire? Adressez vos plaintes à qui de droit.

Et l'imagination, cette folle du logis, si, lasse d'être réduite au rôle de servante, elle s'émancipe un beau jour et s'en vient rire au nez des *savants*, que lui ferez-vous, lui coupera-t-on les ailes, la mettra-t-on en cellule?

Et l'humour et la fantaisie, ne leur ferez-vous pas une petite place dans votre République? Il y a de la joie dans le monde. A vous lire, on ne s'en douterait guère; mais cela est ainsi. Il est des natures heureuses, à la Banville, qui voient tout en rose? Leur imposerez-vous des bécicles noires?

D'autres sont des victimes de la vie nerveuse. Tout les heurte, tout les fait souffrir. Dans leurs cerveaux malades les objets se déforment et s'agrandissent démesurément. Le cauchemar les hante, l'existence leur est un supplice. N'accorderez-vous aucun refuge à ces âmes troublées? Qui sait pourtant si ces fous n'auraient pas d'étranges révélations à nous faire? Leur vol capricieux atteint des hauteurs où les hommes de science ne sont point admis. Faudra-t-il cependant fermer l'oreille à leurs confidences?

Croyez-moi; ne proscrivons personne. Que tous ceux qui ont à dire quelque chose puissent le faire en toute liberté, n'eussent-ils qu'une chanson de nourrice à nous chanter sur leur épinette. Tout artiste, si grand qu'il soit, fût-il Balzac, fût-il Shakspeare, est forcément insuffisant par quelque point. Quelque hauteur d'intelligence que vous lui supposiez, il a des lacunes, et ces lacunes, c'est parfois le plus humble qui les comblera. Anacréon complète Eschyle. Lamartine a Rabelais pour contrepoids. Ce n'est qu'en réunissant ces voix, en apparence si discordantes, qu'on aura le grand orchestre, la grande symphonie de la vie. Supprimez un seul choriste, et le chœur est incomplet. Ce qu'il faut poursuivre à outrance, c'est l'imitation, c'est *le toc*, c'est la rhétorique, le poncif sous toutes ses formes. De ces choses le naturalisme ne se défend pas. Elles sont d'ailleurs ou seront le fléau de toutes les écoles passées, présentes et à venir. Chaque artiste original apporte avec lui un ensemble de formules qui constitue sa manière. Tant que la forme et le fond sont d'accord pour se faire valoir réciproquement, on ne peut qu'admirer; mais, à mesure que

la faculté créatrice s'affaiblit, le procédé s'accroît; il arrive parfois qu'il ne reste plus rien dans le moule à gaufres. C'est déjà lamentable. Que sera-ce, si l'instrument vient à tomber aux mains d'imitateurs maladroits? Ne pouvant s'assimiler l'esprit du maître, ils en sont réduits à copier ses défauts, à outrer ses tics; c'est une vraie caricature.

Née d'hier, la nouvelle école a déjà son poncif. C'est qu'à elle seule elle emploie plus de formules, elle met en jeu plus de ficelles que toutes les écoles précédentes, et cela s'attrape. Je défie bien qu'on fasse du Montaigne ou du La Fontaine. Au contraire, on a fait du Victor Hugo, du Leconte de Lisle, on fait du Zola. Je ne parle pas, bien entendu, de ce qu'on est convenu d'appeler l'entourage du maître : M. Céard, M. Hennique, M. Huysmans surtout, un coloriste endiablé, d'un tempérament de premier ordre. Ceux-là ont du talent; s'il leur plaît de revendiquer le titre de disciples, c'est pure modestie de leur part; ils ne sauraient tarder à voler de leurs propres ailes. Mais au-dessous d'eux, que de bons jeunes gens tripotant l'ordure, parce qu'elle est à la mode pour le moment, avec une ardeur toute juvénile! Le naturalisme a, lui aussi, ses Petrus Borel et ses Lassailly; croyez-vous qu'ils se donnent la peine d'observer, d'analyser? allons donc! La recette est là, dans le Codex, à la portée de tous; on voit des romanciers qui travaillent sur patron, comme les couturières. La plus irritante de toutes les conventions nous envahit : c'est de l'idéalisme à rebours, et peu ragoûtant.

III

Reste une dernière preuve à donner de l'insuffisance de ces théories, et cette preuve, c'est M. Zola lui-même qui se chargera de nous la fournir. Nous verrons qu'il sait fort bien s'affranchir du régime qu'il prêche aux autres. Je ne veux ici qu'effleurer le romancier dont l'œuvre est considérable et mériterait à elle seule une longue étude; je ne puis l'esquiver tout à fait, car une esthétique à ce point personnelle a besoin, pour être comprise, d'être mise en regard de l'œuvre particulière du critique.

Eh bien! à parler franc, l'œuvre de M. Zola ne me donne qu'assez rarement l'illusion de la réalité. Cette lumière est trop crue, c'est un jour d'atelier; cette nature est tout à la fois mala-

diver et exubérante, c'est une nature de serre. Ces personnages sont trop frénétiques, ce sont des personnages de roman. Qui donc a accusé M. Zola d'être banal ? A certains moments je lui reprocherais plutôt de ne l'être pas assez. La vie ordinaire, dans son train-train journalier, n'a pas ces allures d'agité, ces soubresauts convulsifs. Presque toujours il y a exagération, arrangement, travestissement. Sainte-Beuve, à qui on n'en faisait pas facilement accroire, s'en était bien aperçu et, dans une très curieuse lettre écrite à M. Zola, après la lecture de *Thérèse Raquin*, il lui disait ceci : « Dès les premières pages, vous décrivez le passage du Pont-Neuf. Je connais ce passage autant que personne et par toutes les raisons qu'un jeune homme a pu avoir d'y rôder. Eh bien ! ce n'est pas vrai, c'est fantastique de description. C'est comme la rue Soli de Balzac. Le passage est plat, banal, laid surtout, étroit, mais il n'a pas toute cette noirceur profonde et ces teintes à la Rembrandt que vous lui prêtez. C'est là aussi une manière d'être infidèle. » Et après les compliments d'usage, il ajoutait, parlant de la noyade et de la fameuse nuit de noces : « Je prétends qu'ici vous manquez à l'observation ou à la divination. C'est fait de tête et non d'après nature (1). » Rappelez-vous maintenant la serre de *la Curée*, le jardin de *la Faute de l'abbé Mouret*, la description des Halles centrales dans *le Ventre de Paris*, etc. Vous conviendrez que ces remarques si justes s'appliquent à tous les romans de M. Zola.

Je n'en fais pas un crime à ce dernier. Il a vu, je pense, la nature à travers son tempérament et nous l'a rendue telle qu'il la voyait ; on ne saurait lui demander davantage. Je constate seulement que cette traduction a pu paraître inexacte à l'un des observateurs les plus pénétrants qui aient jamais été ; pour ce qui est des teintes à la Rembrandt, il me paraît piquant d'établir que M. Zola est plus d'une fois tombé dans le défaut qu'il reprochait naguère si durement à M. Richepin. Cela devrait bien l'engager à être dorénavant moins absolu dans ses conclusions.

Au fond, tout cet appareil scientifique n'en impose à personne. Lorsque j'entre chez le maître, c'est partout un vacarme à se boucher les oreilles. Les poulies grincent, les outils s'aiguisent, on se croirait dans une usine en plein travail. Je préférerais, je l'avoue, qu'on me servit les documents humains plus au

(1) *Correspondance de Sainte-Beuve*, II, 314.

naturel et sans tant les façonner. Aussi, lorsqu'il me faut du vrai avant tout, c'est à Stendhal que je m'adresse de préférence, ou bien je relis le cardinal de Retz, Saint-Simon, voire Casanova. Il y a chez eux plus de renseignements sur l'humanité que dans tous les romans de l'école naturaliste mis bout à bout. Ils ne parlaient cependant jamais de leur outil ; peut-être même n'en avaient-ils pas. Mais ils se mêlaient au monde, ils regardaient tout sans en avoir l'air, rien ne leur échappait. C'étaient d'admirables observateurs, point du tout des hommes de lettres.

Au contraire, que fait M. Zola ? Ses biographes, les témoins de sa vie, car il n'a rien à cet égard à envier à Victor Hugo, nous apprennent qu'il vit chez lui en parfait bourgeois, dans un milieu à sa convenance, fuyant le monde, *buchant et trimant* tout le jour d'arrache-pied. « La composition et la préparation d'un de ses livres est un immense travail. Il s'entoure d'abord de tous les documents qu'il peut trouver. » C'est ainsi que, pour *la Faute de l'abbé Mouret*, il a compulsé longuement le *Catéchisme*, l'*Abrégé du Catéchisme de persévérance*, le *Rosaire de mai*, l'*Imitation*, l'*Exposition des cérémonies de la messe basse*, etc. Ce n'est pas tout. Non content d'étudier les documents imprimés et les écrits des spécialistes, M. Zola visite les lieux où son action doit se passer. Ainsi une partie de son prochain roman, *Nana*, a pour scène le théâtre des Variétés ; M. Zola a passé des heures dans ce théâtre ; il l'a visité de fond en comble, et en a dressé lui-même un plan très exact. Quand il a réuni une quantité suffisante de matériaux, il les groupe sous diverses légendes : il possède tout un dossier sur chacun de ses personnages ; il parle d'eux comme s'ils vivaient réellement ; il indique leur âge, les circonstances dans lesquelles ils se sont développés : il imagine même souvent des détails qu'il ne livre pas au public, mais dont il tire les conséquences... (1). »

À merveille, et quoique le procédé ne soit pas tout à fait aussi neuf que M. Zola le suppose sans doute, je reconnais volontiers qu'il est ingénieux. Mais après ? M. Zola s'imaginait-il que tous ces petits papiers vont lui révéler le grand secret ? Belle science vraiment et qui mérite bien qu'on en fasse parade !

(1) Édouard Rod, *A propos de l'Assommoir*, p. 25.

C'est celle du député qui, la veille du jour où il doit paraître à la tribune, se bourre de chiffres et de documents qu'il aura oubliés le lendemain, celle de l'étudiant qui *potasse* un examen d'anatomie dans les manuels. Y joignit-il toute la collection des chefs-d'œuvre en carton du père Auzoux, quelques heures de dissection feraient bien mieux son affaire. Ainsi du romancier, qui lui du moins a le bonheur d'opérer, non sur le cadavre, mais sur l'homme vivant. Cet homme, pour le bien connaître, il faut vivre avec lui, l'étudier sans cesse, ne jamais le perdre de vue.

Aussi M. Zola excelle-t-il à reproduire ce qui est extérieur. L'attitude, le geste, le costume chez lui sont parfaits, étonnants de rendu, mais l'âme, ah! c'est autre chose. J'entends bien que le romancier ne saurait tout voir, qu'il est doué d'un flair spécial, qu'il faut en tout cas faire une longue place à l'induction. Balzac a certes plus deviné qu'il n'a observé. Je me demande pourtant si ce Balzac, dont le génie grandit encore par comparaison, reconnaîtrait bien pour ses héritiers légitimes ceux qui aujourd'hui se réclament de sa gloire. Il était, lui, par excellence, un peintre de caractères. Rien de ce qui est humain ne lui est resté étranger. M. Zola n'est qu'un montreur de tempéraments. Avec sa manie de tout simplifier, il n'a vu dans l'homme que le côté animal; il ne s'est pas contenté de faire sa part à la fatalité, il lui a tout abandonné; à quelques exceptions près, ses personnages ne sont que de pauvres créatures, victimes de l'instinct, et sans force de résistance contre elles-mêmes et contre le monde. Il a surtout réussi dans la peinture des êtres simples, chez qui la brute domine encore; ne lui demandez rien de comparable, je ne dis pas aux créations magistrales d'un Balzac ou d'un Shakspeare, mais à ces types, tout modernes, qui vous hantent encore la mémoire, *M^{me} Bovary*, *Julien Sorel*, *Renée Mauperin*, le *Nabab*, etc. Jamais de ces fines analyses à la *Stendhal*, de ces mots aigus et profonds à la *Goncourt* qui vous ouvrent tout un monde et vous rendent longtemps rêveur. L'âme humaine, dans son infinie diversité, lui est presque toujours restée fermée. Les abords du sanctuaire, il les a décrits merveilleusement, mais il lui est arrivé bien rarement de franchir l'enceinte réservée: jamais il ne lui a été donné de soulever les derniers voiles.

Et avec cela, aucune de ces qualités françaises qui ont fait

si longtemps le charme et l'honneur de notre race ! C'est un latin pur sang ; il n'a pas en lui la moindre parcelle d'esprit gaulois. Pas un éclair de franche gaieté, pas un rayon de vrai soleil ! Son œuvre rappelle ces lourdes bâtisses de la décadence romaine solidement construites et même imposantes, mais où l'on sent bien que la grâce du génie antique n'a point passé. Tout y est riche, sérieux, superbement ordonné. Par malheur, on y devient morne, on n'y respire pas à l'aise. Ce n'est pas M. Zola, à coup sûr, qui aurait jamais écrit les *Contes drôlatiques*.

A vrai dire, il ne descend de Balzac que très indirectement ; je verrais plutôt en lui le continuateur de ces lyriques qu'il ne peut souffrir, une sorte de romantique de la Saint-Martin ! Il est de ceux qui « font des vers émus très froidement. » Sans chercher beaucoup, on lui découvrirait une légère pointe de *Parnassianisme*, même, à l'occasion, un soupçon de *Mallarméisme* (1). Et ce n'est pas simplement un paradoxe. Dans le romantisme, M. Zola n'a guère vu que Victor Hugo dont la rhétorique puissante semble l'avoir offusqué plus que de raison, mais à côté du Titan, perdu dans son rêve grandiose, que d'esprits fins et charmants, éveillés en tous sens, déjà très ouverts aux idées nouvelles !

Il en est des littératures comme de la vie. Elles ne se renouvellent pas de fond en comble tous les trente ou cinquante ans ; un anneau conduit insensiblement à l'autre, et c'est vouloir rompre toute la chaîne que d'en supprimer un seul. C'est ainsi que Flaubert et les Goncourt, qui sont évidemment les pères spirituels de M. Zola, ses générateurs, pour me servir de l'expression qu'il affectionne, se rattachent étroitement à Théophile Gautier et à son école. Flaubert en particulier me paraît un très proche parent de Leconte de Lisle. Ce sont tous deux de grands poètes érudits. Et M. Zola aussi est un poète. Je ne parle pas, bien entendu, de ses vers ; il en a fait d'assez plats. Qu'importe ! C'est une mésaventure qui lui est commune avec de plus grands que lui, Chateaubriand par exemple. Mais je pense à son œuvre tout à la fois si froide et si tumultueuse, si

(1) Il serait piquant d'étudier à ce point de vue tout spécial les romans de M. Zola. On y trouverait une forêt « qui rit formidablement, » et cent autres gentilles du même genre. M. Zola aura beau faire, il est romantique dans l'âme, il le sera toujours, il a le panache.

pleine de relief, si débordante de couleurs. Chacun de ses romans est une sorte d'opéra italien. *Symphonie* par ci, *symphonie* par là, tout lui est prétexte à airs de bravoure. Son lyrisme compatissant s'est étendu à toute la nature. Il a extrait du linge sale toute la poésie intime qu'il recélait. Après les choux et les raves, les fromages l'ont empoigné. Il a donné une voix au Roquefort, il a fait chanter le Camembert et fort bien, ma foi. Parlons sérieusement. N'est-ce pas une succession d'odes, une véritable suite d'orchestres que cette description de Paris, sans cesse renaissante qui, dans *Une page d'amour*, alterne si singulièrement avec la triste passion d'Hélène et du docteur? Ce Paris-là n'est certainement pas celui que nous connaissons; comme pour le passage du Pont-Neuf, et bien plus encore, il y a des teintes à la Rembrandt ou à la Delacroix qui donnent à la peinture un éclat extraordinaire, mais en détruisent la vérité. C'est un Paris poétique, un Paris d'imagination. Et quoi de plus lyrique que l'idylle de Miette et de Sylvère, dans *la Fortune des Rougon*, un vrai bijou; que cette admirable folie du Paradou, dans *la Faute de l'abbé Mouret*, une merveille de coloris... et de fantaisie! Si l'on jugeait M. Zola avec la sévérité qu'il témoigne d'ordinaire à ses contemporains, on pourrait dire que c'est là « le mélange le plus fâcheux de réalité entrevue et d'invention baroque. » On reconnaîtrait sans peine « ces monstres moitié réels et moitié fabuleux » qu'il a tant de fois pourfendus. Mais non. Cela est beau, quoique inventé, et je m'incline. Je remarque seulement avec plaisir que M. Zola met parfois ses théories dans sa poche. La continence qu'il prêche à ses disciples n'est apparemment pas faite pour lui, et il prend avec la nature des libertés que chez tout autre il jugerait horriblement condamnables. Car *la Faute de l'abbé Mouret* n'est pas, comme on pourrait le croire, une exception dans son œuvre. Sans doute, il s'est abandonné dans ce roman plus que dans tout autre à sa fougue de coloriste exubérant, mais tout ce qu'il a produit jusqu'ici est fortement empreint de cette qualité, de ce défaut, si l'on préfère. En un mot, et c'est là surtout que j'en voulais venir, ce grand contempteur de l'idéalisme est un idéaliste.

Ce n'est pas, remarquez-le bien (j'aurais dû peut-être insister davantage sur ce point), qu'il n'ait une foule de réflexions judicieuses, de profils vigoureusement enlevés, de personnages parfaitement campés et droits sur leurs jambes, mais si la prépa-

ration de ses œuvres est prodigieuse de conscience, si l'observation chez lui, bien que de seconde main, est souvent excellente, il semble que l'exécution lui fasse presque toujours perdre en exactitude ce qu'elle lui donne en revanche de relief et d'éclat. La forme, voilà tout à la fois la gloire et la faiblesse de M. Zola. Évidemment, il est né écrivain. On a dit qu'il avait emprunté son style aux Goncourt. C'est une injustice. Déjà dans les *Contes à Ninon*, dans *Mes Haines*, dans *Thérèse Raquin*, il avait un style à lui, très cherché, très travaillé, un peu lourd et emphatique, mais puissant et d'une trame solide. Plus tard, au contact des Goncourt, il s'est affiné, étendu, assoupli, mais il a gardé ses qualités d'autrefois, et, somme toute, est resté personnel. Aujourd'hui, M. Zola est en possession d'une merveilleuse palette, il nage dans l'or et la pourpre, il est, après Flaubert, un des premiers peintres de ce temps-ci.

Malheureusement, ces draperies splendides font trop souvent contraste avec les pauvretés qu'elles recouvrent. La vérité elle-même s'embarrasse et trébuche dans les plis de ces robes à traîne.

Il est certain, et M. Zola n'est peut-être pas éloigné de le reconnaître, qu'une pareille forme ne saurait être qu'un beau mensonge. Si le vrai seul a le droit d'être entendu, si l'art et la science, non contents de vivre, comme frère et sœur, en très bonne intelligence, doivent confondre leurs domaines, l'art sera fatalement absorbé par la science, tout ce qui masque la réalité devra disparaître, et le style pourra bien rester sur le carreau, comme un ornement désormais inutile et même dangereux. Puis ce procédé a je ne sais quoi de dur et de tendu qui fatigue à la longue et décèle le virtuose, empressé de montrer, en toute occasion, l'excellence de son doigté. On pourrait dire, en retournant le mot de Pascal : Je cherchais un homme et je suis tout surpris et attristé de trouver un auteur. C'est un français d'artiste, très fouillé, très compliqué, très intéressant à tout prendre, mais qui ne s'est pas assez retrempé dans le large courant populaire, lequel n'a rien de commun avec l'argot, une langue enfin à mettre plus tard sur une étagère entre une potiche japonaise et un bibelot Renaissance. Il y a excès d'empâtement ; on sent le plaqué, le voulu, l'artificiel : le mot ne fait pas corps avec l'idée : cela ne tient pas.

Mais à quoi bon insister ? M. Zola, dans une des meilleures pages qu'il ait écrites, a reconnu lui-même l'inconvénient de cette quintessence de forme : « Il y a donc un jargon particulier dans chaque période littéraire, que la mode adopte, qui séduit tout le monde, qui se démode et qui, après avoir fait la fortune des livres, les condamne justement à l'oubli. Alors nous devons avoir notre jargon, nous autres. Le malheur est que, si nous voyons nettement celui des époques disparues, nous ne sommes nullement blessés par le nôtre. Au contraire, il doit être notre vice, notre jouissance littéraire, la perversion du goût qui nous chatouille le plus. Souvent j'ai réfléchi à ces choses et j'ai été pris d'un petit frisson, en songeant que certaines phrases qui me plaisent tant à écrire aujourd'hui feront certainement sourire dans cent ans (1). »

Cent ans, c'est beaucoup dire. Qui sait à quoi l'on pensera dans cent ans ? Voilà pourtant une franchise bien faite pour désarmer. Mais combien ces craintes sont justifiées ! J'ai quelque tristesse à l'idée que ces trésors qui nous ont charmés devront disparaître un jour. M. Zola, par malheur, a mis dans son style trop de couleur et trop d'odeur pour qu'il puisse aller bien loin. Ces choses relèvent directement de la mode, et quand la mode ne les contient plus, force leur est bien de s'évanouir. Petit à petit les vernis s'écaillent, les couleurs pâlissent, les odeurs s'éventent.

Demain c'est le sapin du trône,
Aujourd'hui c'en est le velours.

Si jamais ce triste sort doit être celui de M. Zola, il laissera du moins le souvenir d'un très brillant artiste, et, peut-être qu'un jour, attendri à la vue de ce grand désastre, un poète lyrique (il y en aura toujours) entonnera mélancoliquement, sur un mode nouveau, la *symphonie* des couleurs éteintes et des vieux parfums.

GABRIEL VICAIRE.

(1) Article sur les romanciers.

IMPRESSIONS DE ROUMANIE

I

Lorsque, le 14 avril dernier, à Bucarest, à la séance solennelle d'ouverture du premier congrès d'études byzantines, S. A. R. le prince héritier de Roumanie, qui présidait, donna la parole au chef de la délégation française, il n'y a point eu, j'en suis assuré, de Français présent dans l'assistance qui n'ait été touché profondément de l'accueil fait au représentant de notre pays. Tour à tour, le prince, le ministre de l'Instruction publique, le très aimable docteur Angelesco, et celui qui fut vraiment l'animateur de cette réunion scientifique, le professeur Nicolas Jorga, avaient souhaité aux membres du congrès une cordiale bienvenue. Quand vint, pour les hôtes de la Roumanie, le moment de répondre, par un geste d'une particulière courtoisie, on fit à la France l'honneur de donner d'abord la parole au chef de sa délégation, en dehors de l'ordre alphabétique, — Angleterre, Belgique, Bulgarie, etc., — selon lequel parlèrent après lui les représentants des autres nations. Et quand l'orateur français apporta le salut de la France à la Roumanie, quand il rappela l'accueil qu'à ce moment même Paris faisait aux souverains roumains, quand il dit les liens d'amitié, cimentés par les épreuves et les victoires communes, qui unissent les deux pays, une longue et chaleureuse acclamation salua ses paroles et emplit la vaste salle, toute pleine d'une assistance d'élite, de la Fondation Carol. Ce matin-là, à Bucarest, comme le disait, avec une bonne grâce exempte de toute amertume, le représentant d'une nation étrangère, « il n'y en a eu que pour la France. » Et aussi bien faut-il

ajouter que, de toutes les nations étrangères, la France avait envoyé au congrès la représentation la plus nombreuse.

Quiconque a visité Bucarest sait la bonne grâce infinie et charmante de l'hospitalité roumaine. Une fois de plus nous l'avons éprouvée. Pendant ces quinze jours passés en Roumanie, il n'est point d'attentions dont on ne nous ait comblés. Pendant quinze jours, ce n'a été que réceptions, banquets et fêtes, et Leurs Altesses Royales les princes héritiers aussi bien que le Gouvernement roumain, les grandes institutions publiques, Académie roumaine ou Banque nationale aussi bien que les particuliers, ont multiplié pour les membres du congrès les marques de leur haute bienveillance et de leur cordiale sympathie. Et pendant ces quinze jours, partout, on a fait à la France une place dont ses représentants ont été aussi flattés que reconnaissants. Au congrès, leurs communications ont été nombreuses et remarquées, et la part qu'ils ont prise aux discussions a été importante. A plusieurs d'entre eux, on a, au cours de ce séjour, demandé des conférences publiques, qui ont réuni des auditeurs nombreux et pleins de sympathie. Dans la plupart des circonstances solennelles qui marquent la vie d'un congrès, c'est à nos compatriotes qu'on a confié le soin et l'honneur d'exprimer, au nom de tous les membres du congrès, nos sentiments de profonde gratitude pour le Gouvernement roumain et pour tous ceux à qui nous devons ce magnifique et inouïable accueil.

Et dans la Roumanie tout entière, durant les excursions, si admirablement organisées, qui suivirent le congrès, partout nous avons rencontré les mêmes marques de cordiale et fidèle amitié. Je ne puis ici rappeler que d'un mot l'accueil que nous avons trouvé à l'Université de Jassy, et celui que, dans la même ville, nous fit, avec une particulière bienveillance, Sa Sainteté le métropolite; mais de cette dernière visite, il est un détail que je voudrais noter, parce qu'il était bien fait pour ravir une âme de byzantiniste, et davantage encore parce qu'il atteste la continuité de la tradition byzantine dans les pays roumains. Jadis, au Palais sacré de Byzance, quand un étranger était admis à l'audience impériale, il était introduit chez le *basileus* soutenu sous les deux coudes par deux hauts dignitaires de cour. C'est conformément à ce rite, soutenu sous le coude droit par le métropolite, sous le coude gauche par un

de ses assistants, que j'ai eu l'honneur, — imprévu, — de descendre gravement les degrés du grand escalier du palais métropolitain; et, tandis que flottaient dans mon esprit les souvenirs du *Livre des Cérémonies*, je me demandais presque si, au bas des degrés, je n'allais point rencontrer l'Empereur.

* * *

Ce qu'a été ce premier congrès d'études byzantines, — le second, dans deux ans, se tiendra à Belgrade, — et quels en ont été les résultats scientifiques importants, ce n'est point ici le lieu de le dire. Mais, pour que ce congrès trouvât le grand succès qu'il a eu, il fallait qu'un homme se rencontrât, d'initiative hardie, de ferme et tenace volonté, d'activité infatigable, qui en fût l'organisateur et l'animateur. C'a été la bonne fortune des études byzantines que cet homme se soit rencontré. M. Nicolas Jorga, professeur à l'Université de Bucarest, est un grand historien, auteur de livres remarquables; et c'est aussi un homme politique, — il fut, il y a quelques années, président de la Chambre roumaine, — et un journaliste ardent et vigoureux; et c'est encore un auteur dramatique, qui se délasse de ses autres travaux en écrivant, jusque dans l'Orient-express, des drames historiques vivants, pittoresques et applaudis. Peu d'hommes connaissent mieux que lui l'histoire et les monuments de la Roumanie : il suffit de parcourir, pour s'en assurer, sa récente et si instructive *Histoire de l'art roumain*, ou ses études sur *l'Art populaire en Roumanie*, ou cette *Roumanie pittoresque*, qu'il a écrite en se jouant, pour être le guide précieux des membres du congrès. Mais peu d'hommes surtout ont une aussi prodigieuse activité intellectuelle, un aussi incessant et pétillant jaillissement d'idées : et cela, on le sait à Paris aussi bien qu'à Bucarest, lorsque, chaque année, M. Jorga fait à la Sorbonne des leçons applaudies ou apporte à l'Académie des Inscriptions, dont il est membre correspondant, d'intéressantes communications.

C'est lui qui a eu la première idée du congrès de Bucarest et qui a suscité les bonnes volontés, trouvé les concours nécessaires à son succès. C'est lui qui, toujours présent et infatigable, en a assuré la bonne marche, veillant à tout, soucieux de tout, prodiguant à tous son attentive sollicitude et sa cordiale amabilité. A ce général, auquel rien n'échappait et qui conduisait

ses troupes avec une si sûre précision, un chef d'état-major empressé, exact et charmant s'associait en la personne de M. Marinesco. D'aimables jeunes filles de la société roumaine avaient accepté gracieusement la charge parfois délicate d'assurer le service du secrétariat du congrès.

De ce concours de bonnes volontés et de bonne grâce, dont nous avons, nous Français, tout particulièrement éprouvé l'effet, une réussite admirable est sortie. Et ce n'est point là un résultat médiocre, quand on songe à ce qu'est la lourde tâche de faire marcher d'accord, sans froisser nulle susceptibilité, onze ou douze nations différentes. Il y avait au congrès de Bucarest des Français et des Belges, des Italiens et des Espagnols, des Yougoslaves et des Tchécoslovaques, des Grecs et des Bulgares, des Anglais et des Russes. Entre les représentants de ces nations diverses, l'accord le plus cordial, la plus parfaite concorde n'ont cessé de régner, aussi bien durant les travaux du congrès que pendant les excursions qui le suivirent, pendant cette semaine de voyage où, du contact plus proche, les frottements et les heurts peuvent naître aussi bien qu'une plus amicale intimité. Grâce à l'infatigable obligeance, à la courtoisie souriante de nos hôtes roumains, il n'y a eu ni heurts ni frottements. Entre ces hommes venus des quatre coins de l'Europe, une entente s'est maintenue, aussi remarquable que charmante. Et peut-être, quand je songe à d'autres congrès d'avant-guerre, suis-je tenté de me demander si cette bonne grâce des rapports ne tenait pas à ce fait aussi, qu'aucune nation ne prétendait à gouverner les autres, à prendre en tout lieu la première place. Au congrès de Bucarest, les Allemands n'assistaient pas.

II

Il y a, dans la Moldavie du Nord, et dans cette Bukovine, annexée en 1775 par les Autrichiens, et que la guerre a rendue après un siècle et demi de captivité à la Roumanie, des monuments d'art qui comptent parmi les plus précieux joyaux du patrimoine national. Ce sont les églises et les monastères que fondèrent au milieu des grands bois, dans les vallées solitaires des Carpathes, les souverains moldaves du ^{xv}^e et du ^{xvi}^e siècle, cet Étienne le Grand surtout qui, pendant ses quarante-sept ans de règne (1457-1504), fut, comme le disait un pape, « le soldat

du Christ » contre les Turcs. On conserve à Bucarest l'étendard que le prince promena victorieusement sur tant de champs de bataille et où saint Georges, foulant aux pieds le dragon, est brodé en fils d'argent et d'or sur un fond de velours pourpre : nos soldats, au cours de la guerre, ont, par un hasard inattendu, retrouvé dans un des monastères de l'Athos ce trophée glorieux, et la France s'est fait honneur de le restituer à la Roumanie. Mais le souvenir du grand voïvode revit plus fortement encore dans les édifices qu'il construisit, à Suceava, qui fut sa capitale, à Putna, dont l'église enferme son tombeau, à Voronets, où une fresque précieuse nous conserve son image. Après Étienne, ses successeurs, imitant sa pieuse et magnifique dévotion, ont, durant tout le xvi^e siècle, couvert le pays moldave d'une merveilleuse floraison d'églises, dont l'intérêt n'est pas moins grand.

On connaît peu jusqu'ici ces monuments. Ils forment pourtant un des plus remarquables chapitres, non seulement de l'histoire de l'art roumain, mais de l'histoire de la peinture byzantine. Dans les fresques qui les décorent apparaît toute puissante l'influence de cette Byzance, qui fut au moyen âge l'éducatrice de l'Europe orientale, et dont l'action, alors même que l'empire des Paléologues se fut écroulé, se fit sentir durant de longs siècles dans les pays roumains. Aux membres d'un congrès d'études byzantines, la Roumanie ne pouvait manquer de montrer de tels monuments : et peu de visites sont en effet plus intéressantes et plus instructives. Comme le disait jadis Eugène-Melchior de Vogüé, en parlant des monastères de la Sainte Montagne de l'Athos, il semble vraiment, — tant l'histoire morte y paraît brusquement revivre, — qu'on fasse ici un voyage dans le passé.

Elles sont charmantes, ces petites églises de Bukovine, dans le paysage de collines boisées et de sombres sapinières qui les environne. Au-dessus des murailles flanquées de tours massives, qui donnent aux couvents roumains, comme à ceux de l'Athos, des airs de forteresses, elles dressent dans le ciel l'élégante silhouette de leurs toits aigus et de leurs hautes coupoles. De près, elles apparaissent plus pittoresques encore. C'est affaire aux architectes d'expliquer les traits caractéristiques de leur construction, leur longue nef unique que des murs transversaux séparent en plusieurs chambres successives, et l'enchevê-

trement savant d'arcs superposés, sur lequel s'appuie la courbe de leurs coupoles. C'est affaire aux archéologues de décrire les richesses de leurs trésors, manuscrits aux miniatures resplendissantes, aux somptueuses reliures d'argent, étoffes richement brodées du *xiv^e* et du *xv^e* siècle, — le trésor de Putna conserve en ce genre des merveilles, — admirables et précieuses orfèvreries. Autre chose, dès l'abord, frappe le visiteur le moins averti : c'est le magnifique décor de peintures qui couvre les façades extérieures de ces églises. Dans tout le monde byzantin on ne rencontre rien de comparable. De la base au sommet des murailles, c'est un chatoiement de couleurs éclatantes, une harmonieuse floraison de fresques, où, sur des fonds de bleu d'azur ou de vert, se détachent de longs cycles de scènes pieuses et des rangées de personnages sacrés.

Toute l'iconographie, tout l'art de Byzance revit dans ces peintures : malgré les influences occidentales qui s'y rencontrent parfois, c'est selon les principes, c'est dans le style des maîtres byzantins que sont exécutées, — jusqu'en plein *xviii^e* siècle, — la plupart de ces fresques. Et sans doute l'art en est de qualité assez inégale, moins parfait et moins sûr au *xvi^e* siècle que dans les belles œuvres du *xv^e*. L'effet coloré n'en est pas moins incomparable : à Voronets, à Moldovitsa, à Sucevitsa, ailleurs encore, les murailles semblent toutes tendues de tapis d'Orient aux tons éclatants, et on a pu justement comparer cette polychromie somptueuse au décor de mosaïques qui couvre les façades de Saint-Marc de Venise ou du dôme d'Orvieto.

Sur le mur occidental, le Jugement dernier montre d'ordinaire les registres superposés de son immuable et terrifiant décor : le fleuve de feu où la malice populaire s'est plu à engloutir, avec les damnés de marque, les pécheurs de moindre envergure, le boulanger voleur ou l'usurier, le moine buveur ou la femme coquette ; plus haut, en face du groupe des justes, tous ceux qui forment « l'armée du diable, » les Juifs, les Tartares, les Arabes, les Arméniens, auxquels la rancune orthodoxe s'est plu parfois à associer les Latins ; ailleurs, les figures allégoriques, d'aspect presque classique encore, de la Terre et de la Mer présidant à l'universelle résurrection ; à droite, le Paradis, où les âmes reposent au sein des patriarches, à gauche, l'Enfer, aux approches duquel les anges livrent de furieux combats aux démons.

Dans ce vaste ensemble, d'autres scènes apparaissent, plus curieuses ou plus rares : ici, l'échelle du Paradis, au haut de laquelle Dieu attend les élus, et dont les âmes chargées de leurs péchés gravissent péniblement les degrés, harcelées à chaque échelon par les démons qui s'efforcent de les faire choir au gouffre infernal ; là les figures, qui ne manquent dans aucune de ces églises, des sages de la Grèce antique, Pythagore, Socrate, Platon, Aristote, Sophocle, Plutarque, d'autres encore, dont les noms défigurés laissent deviner Pittacus ou Solon. Ailleurs, c'est le siège de Constantinople par les infidèles. Sur les murs de la ville, une procession solennelle promène l'image miraculeuse de la Vierge protectrice de la cité ; et, à la prière de la Madone pieusement invoquée, une pluie de feu s'abat sur les vaisseaux ennemis qu'engloutit la tempête, sur les cavaliers turcs qui, en longues files, débouchent de la montagne, sur les canons qui battent en brèche les murailles. Malgré ces détails qui semblent du *xv^e* siècle, ce n'est point pourtant la prise de Constantinople par Mahomet II que le peintre a voulu ici représenter : ce n'est point la chute de Byzance, mais au contraire son triomphe qui est évoqué, et ces jours glorieux du *vii^e* ou du *ix^e* siècle où la Vierge sauvait miraculeusement des barbares « la ville gardée de Dieu. » Et c'est pour cela que la scène, presque inconnue d'ailleurs dans l'iconographie byzantine, est toujours associée ici à l'illustration de l'hymne Acatliste, du chant de victoire que la piété byzantine composa, précisément au *vii^e* siècle, en l'honneur de la Madone libératrice de la cité.

L'intérieur de ces églises n'est pas moins somptueux. Sur le sol, des pierres tombales, aux riches ciselures, aux longues bordures d'inscriptions, couvrent la sépulture des princes qui édifièrent ces monuments, et de leurs proches ; sur les murailles, de magnifiques étoffes brodées, qui jadis recouvraient les tombes, font revivre en couleurs éclatantes la figure de ces souverains disparus ; et de même leur image apparaît, dans toute la splendeur des costumes impériaux, dans les fresques qui, sur le mur du chœur, les montrent, entourés de toute leur famille, agenouillés devant le Christ et lui présentant l'église bâtie par leurs soins. Dans l'immense cycle de fresques enfumées ou pâlies qui couvre les parois et les voûtes, ces tableaux de cérémonie sont assurément ce qu'il y a de plus instructif pour nous et de plus

émouvant. Lorsque, sur le mur de la petite église de Voronets, ou à Saint-Georges de Suceava, on aperçoit la figure d'Étienne le Grand, quand sur le mur de Moldovitsa, Pierre Rarès, la couronne en tête, en longs vêtements de brocart d'or, apparaît avec sa femme et ses fils, incliné devant le Christ, quand à Sucevitsa, Jérémie Movila précède sur la longue paroi le cortège de ses enfants agenouillés, de ces portraits si vivants le passé semble renaître, le temps où, sur la terre moldave, malgré la menace turque prochaine, il y avait encore de la richesse, de la magnificence et de la gloire.

Parfois, c'est en des reliques plus tragiques que s'évoque ce passé. On montre à Sucevitsa, pieusement enclose dans une boîte d'or, une longue et soyeuse tresse de cheveux blonds. Lorsque la princesse Élisabeth Movila, vaincue par les Turcs et tombée entre leurs mains, fut emmenée captive à Constantinople, avant de partir pour l'éternel exil, elle coupa sur sa tête cette boucle de cheveux et la fit porter, comme un souvenir suprême, au monastère qu'avait fondé son époux et qu'elle-même avait aimé. Dans sa pièce *la Femme du prince Jérémie*, M. Jorga a mis sur la scène la dramatique histoire de l'ambitieuse et passionnée souveraine et des luttes qu'elle soutint pour garder la couronne à ses fils. Et ces souvenirs lointains, douloureux et sanglants, qui semblent à Sucevitsa, entre les tombeaux et les peintures d'histoire, retrouver une plus intense réalité, achèvent de faire de la visite de ce monastère, l'un des plus beaux de la Bukovine, un des épisodes les plus émouvants de ce voyage.

* * *

Jassy, la capitale de la Moldavie, ne ressemble guère à Bucarest. De la haute colline où s'élève la belle église de Cetatsua, un des chefs-d'œuvre de l'art roumain au ^{xviii}^e siècle, et d'où l'on domine la ville tout entière, elle apparaît au centre d'un large horizon de hauteurs accidentées et boisées, répandant sur un espace énorme de terrain ses vieux quartiers pittoresques, ses larges avenues bordées de belles maisons modernes, et ses interminables faubourgs où grouille une population assez sordide.

Parmi ses nombreuses églises, la plus remarquable sans doute et la plus curieuse est celle des Trois Hiérarques, bâtie

vers 1639, et dont les façades sont couvertes tout entières, du socle à la corniche supérieure, d'une merveilleuse décoration sculptée, dont chaque pierre est ciselée et dorée comme une orfèvrerie précieuse. Les motifs les plus divers s'y rencontrent et s'y mêlent : motifs géométriques et motifs floraux, ornements arabes, byzantins, persans, arméniens ou russes; plus de vingt bandes décoratives se superposent en une merveilleuse et infinie variété. Deux rangées de niches à arcades trilobées courent sous la corniche, des vases persans garnis de fleurs ornent le champ des niches. Deux hautes tours octogonales, formant le tambour des coupoles, couronnent l'édifice; et tout cela est d'une richesse prodigieuse, exubérante, dont l'excès finit par fatiguer un peu. Pareillement l'intérieur, qui a été complètement restauré par l'architecte français Lecomte du Noüy, est d'une magnificence trop dorée et trop neuve, qui fait regretter les fresques primitives moins éclatantes, dont quelques restes sont conservés à l'ancienne métropole. Le monument cependant est de proportions harmonieuses et sa splendeur voulue n'est point sans beauté.

Mais à Jassy, aujourd'hui, il faut bien le dire, d'autres choses, plus que les églises, s'imposent à l'attention et au souvenir. C'est ici, après la prise de Bucarest par les Allemands, que la Roumanie a trouvé la forteresse de sa suprême résistance, l'asile de ses suprêmes espérances : c'est ici, — on n'a pas oublié parmi quelles difficultés et quelles misères, — qu'elle a tenu héroïquement. De ces jours tragiques, le grand cimetière de Jassy garde un témoignage singulièrement émouvant pour nous. C'est le caveau où reposent ceux de nos compatriotes qui sont morts là-bas, loin de France, pour le service de la cause commune. Parmi les noms inscrits sur la pierre, on lit celui du général Lafont, celui du docteur Clunet, et des noms d'infirmières, et des noms de soldats. Au-dessus du caveau, la piété roumaine a élevé un monument d'une sobre et grave beauté.

Et ce cimetière paisible et fleuri, d'où se découvre, sous le soleil éclatant, un horizon infini et calme, est sans doute, malgré la grâce cordiale de l'accueil qui nous y fut fait, ce qui laissera en moi, de Jassy, l'impression la plus profonde.

III

Curtea de Argès était, au ^{xiv}^e siècle, la capitale de la principauté de Valachie. C'est en ce temps qu'un prince de la famille des Bassarab y fit construire l'église dite « princière, » qui est assurément le monument le plus ancien et un des plus remarquables de toute la Roumanie. C'est à Curtea de Argès également qu'au début du ^{xvi}^e siècle le prince Neagoe Bassarab fit bâtir l'église dite « épiscopale, » dont la magnificence devait surpasser tout ce qu'avaient fait ses prédécesseurs et éclipser la gloire des églises d'Étienne le Grand.

Et en effet, l'édifice de Neagoe est d'une incomparable splendeur. Dans le riche décor de ses murailles extérieures, qu'un cordon nappé de pierre partage en deux registres superposés, les grands panneaux percés d'étroites fenêtres et encadrés de fines sculptures, les rosettes ciselées et dorées, la frise de stalactites qui court sous la corniche rappellent l'art musulman; et c'est de là aussi que vient sans doute le dessin des deux tours qui couronnent le narthex et dont la forme hélicoïdale les fait monter d'un mouvement si singulier dans le ciel. Faut-il, à Curtea de Argès, reconnaître, comme on l'a dit, à côté de l'influence musulmane, celle de l'Arménie et celle de Venise? Je ne sais. Quoi qu'il en soit, l'église épiscopale de Curtea de Argès est à coup sûr une des plus belles de la Roumanie. Jadis, à l'intérieur, des fresques représentaient, à côté de scènes sacrées et de figures de saints, les portraits des princes qui, depuis le ^{xiv}^e siècle, avaient régné sur la Valachie. Il ne reste rien aujourd'hui de cette décoration que quelques fragments conservés au musée de Bucarest. Comme aux Trois Hiérarques de Jassy, Lecomte du Noüy a fait subir à Curtea de Argès une restauration assez indiscrete, où il s'est un peu trop souvenu qu'il était l'élève de Viollet-le-Duc. On ne saurait nier cependant que cette église toute éblouissante d'or, où le roi Carol et la reine Élisabeth ont voulu dormir leur dernier sommeil, ne produise en son ensemble, et à condition de n'en point regarder trop attentivement le détail, une impression assez imposante. Mais elle ne saurait prétendre à nous rendre l'aspect ancien de l'édifice. Et peut-être doit-on regretter aussi qu'on ait démoli les bâtiments du monastère qui encadraient

l'église et formaient le fond sur lequel elle se détachait.

L'église princière est un monument d'un tout autre intérêt. Par son plan en forme de croix grecque, par ses murs construits en assises alternées de pierres et de briques, par sa coupole au tambour décoré de longues niches creuses, elle est purement byzantine. Elle n'est pas moins remarquable par les fresques anciennes qu'on y a découvertes, en ces dernières années, sous plusieurs couches de peinture postérieurement superposées. Il y a là un ensemble décoratif d'une extraordinaire valeur, et on ne saurait assez remercier les savants roumains de nous l'avoir rendu (1). On a discuté assez aigrement, et sur des données souvent hypothétiques ou insuffisantes, la date exacte de ces peintures. Il suffit, je crois, de les considérer, d'observer les qualités d'art qui s'y révèlent, le goût de l'émotion et du réalisme dramatique, la recherche du mouvement, des attitudes pittoresques et des figures expressives, la science de la couleur qui y apparaissent, de remarquer les inscriptions grecques qui les accompagnent, pour les rattacher sans hésiter à ce grand mouvement de renaissance qui, au xiv^e siècle, transforma une dernière fois l'art byzantin.

Elles en sont assurément un des chefs-d'œuvre. Dans ces fresques qui racontent l'enfance et la Passion du Christ, les paraboles et les miracles, ou qui représentent les grandes fêtes de l'Église, il y a en effet des morceaux d'un art supérieur. Telle est, à l'abside, la belle représentation de la Communion des apôtres, et, au-dessus, l'apparition du Christ aux pèlerins d'Emmaüs; telle est la longue frise qui raconte le miracle de la multiplication des pains, ou les fresques encore qui montrent de façon si émouvante la trahison de Judas, le Christ bafoué, ou le Portement de croix. Une admirable composition figure la mort et l'assomption de la Vierge. Ailleurs, des scènes se rencontrent, d'autant plus intéressantes qu'on les trouve plus rarement dans l'iconographie byzantine. Pourtant il s'en est fallu de bien peu que tout cela ne fût perdu à jamais. Depuis 1894, l'église était fermée au culte à

(1) Voir le bel ouvrage : *Curtea domneasca din Argès*, publié par la Commission des monuments historiques, Bucarest, 1923, et les articles de M. G. Brătianu, *Les fouilles de Curtea de Argès*, dans la *Revue archéologique* de 1921 et de 1923 et de M. Tafraei, *les Fresques de l'église Saint-Nicolas de Curtea de Argès* dans les *Monuments Piot* de 1919, t. 23.

cause de son état de délabrement; en 1911, elle menaçait ruine à ce point que l'administration avait donné ordre de la démolir. La Commission des monuments historiques est arrivée à temps pour la sauver, et son intervention a été récompensée par des découvertes admirables.

Outre les fresques anciennes si heureusement retrouvées sous l'enduit qui les cachait, on a découvert, sous le pavé de l'église, toute une nécropole princière. Entre ces sépultures, une surtout, qui contenait peut-être les restes du fondateur de l'église, a retenu l'attention. Lorsqu'on souleva la dalle qui couvrait la tombe, le mort apparut en effet tel qu'il était au jour lointain de ses funérailles, dans sa tunique de pourpre brodée de perles et fermée sur la poitrine par une rangée de boutons d'or armoriés, un diadème de perles au front, et autour de la taille, une riche ceinture brodée d'or attachée par un somptueux fermail d'or. Ce ne fut qu'une vision d'un moment, mais singulièrement émouvante. Au contact de l'air, les étoffes pâlirent et tombèrent en poussière, le squelette tragique et lamentable apparut. Mais dans ce qui restait des vêtements, dans les bijoux recueillis dans les tombes, se marquait curieusement l'influence des modes d'Occident dans la Valachie du *xiv^e* siècle. Dans ce pays qui, par tant de traits, se rattachait à l'Orient byzantin, la cour, au contact de la Hongrie proche, sous l'influence de Venise plus lointaine, avait pris les costumes et les usages des chevaliers d'Occident. Et ce n'est point sans doute le moindre intérêt de l'église princière de Curtea de Argès, de nous montrer la Roumanie ancienne à la croisée des grandes routes de la civilisation, de l'orthodoxie et du catholicisme, du monde gréco-slave et du monde occidental.

* * *

Byzance pourtant l'emporta. C'est elle, c'est sa tradition puissante qui domine dans ce monastère de Horez, que fit bâtir, à la fin du *xvii^e* siècle, le prince Constantin Brancovan, et qui est peut-être le plus beau de toute la Roumanie.

Il s'élève au fond d'une vallée solitaire, entre de grands bois de chênes, tout pleins jadis des hiboux auxquels le couvent doit son nom. Mais le « monastère des hiboux » n'a plus, aujourd'hui rien de lugubre. Ses murailles de forteresse s'ouvrent sur la campagne par des loggias élégantes, d'où l'on découvre un

admirable paysage de collines bleuâtres, entre lesquelles serpentent des ruisseaux aux eaux limpides. Dans la vaste cour, autour de laquelle un double étage de portiques met les galeries d'un cloître, de jolis belvédères font saillie sur la muraille, comme pour en rompre la monotonie : un d'entre eux surtout, qui date du XVIII^e siècle, est charmant avec ses colonnes cannelées ou sculptées, sa balustrade ouvragée et sa rampe d'escalier, ciselée comme une orfèvrerie. Dans les appartements que s'était réservés le prince, la chapelle particulière forme un ensemble exquis, avec ses stalles de bois sculpté, son iconostase relevé de bleu et d'or, devant lequel sont suspendues de magnifiques lampes d'argent. Aujourd'hui encore, dans ce couvent de religieuses, la reine Marie de Roumanie vient volontiers chercher quelques jours de calme et de recueillement : et la sobre simplicité de son appartement convient bien à la souveraine qui sut, aux sombres jours de la guerre, être si simplement charitable et héroïque.

Au milieu de la cour, entre les arbres, la grande église montre son portique ouvert que soutiennent dix colonnes, ses façades aux rosettes ciselées inscrites sous des arcatures, et sa porte à l'encadrement fleuri, que surmonte l'aigle impériale. Sur les murs du narthex, sur les parois et les voûtes de l'église, de longs cycles de fresques représentent les terrifiantes visions du Jugement dernier, les scènes de l'Évangile et de la vie des martyrs, les figures des ascètes et des saints. Sur les murailles du chœur, au-dessous des épisodes sacrés, passe, en une procession imposante, toute la lignée des Brancovan et des Cantacuzène, tous les ancêtres du fondateur depuis le XIV^e jusqu'au XVII^e siècle, dans leurs costumes somptueux et la variété de leurs expressives figures. Au centre, Constantin Brancovan s'est fait lui-même représenter, soutenant avec sa femme l'église qu'il offre au Seigneur; et autour d'eux leurs enfants se groupent, quatre fils et sept filles, gloire de cette grande maison qui devait si tragiquement finir. Ces fresques sont parmi les plus remarquables qu'ait produites l'art roumain : et en même temps qu'elles attestent la continuité de la tradition byzantine, elles montrent l'éclat extraordinaire que donna aux arts le règne de Constantin Brancovan. Bien d'autres édifices, parmi lesquels le palais de Mogosoaia, près de Bucarest, est un des plus charmants, nous ont gardé la preuve de cette splendeur, et elle

apparaît de même dans ces évangéliaires reliés d'argent, dans ces magnifiques reliquaires, dans ces orfèvreries précieuses, dans ces broderies d'or sur fond rouge, où le prince valaque se plut à déployer sa richesse et son luxe. Mais rien sans doute n'égale « le beau et saint monastère, » comme dit l'inscription placée au-dessus de la porte de l'église de Horez, que le prince fit construire, « avec beaucoup de zèle et une forte dépense, » pour être la maison du Seigneur et la nécropole de sa famille.

J'ai visité le couvent de Horez un matin de Vendredi saint. Dans l'église, les religieuses, vêtues de la longue robe noire, que couvre un manteau noir doublé de fourrures, le visage encadré de draperies noires, étaient rassemblées, et assises dans les stalles qui bordent les murailles du chœur ; graves, immobiles comme des statues, elles assistaient à l'office sacré. Devant l'iconostase aux lampes éteintes, trois religieuses chantaient, et après elles, une autre, interminablement, lisait le long chapelet des prières. A mesure que se déroulait la cérémonie, c'étaient des psalmodies, des génuflexions, des prosternements, qui parfois jetaient sur le sol, face contre terre, la communauté tout entière en une mystique oraison. Et de ces rites séculaires, de ces dévotions passionnées, de ces costumes demeurés immuables depuis tant d'années, se dégageait, sous les voûtes byzantines couvertes de fresques pâlies, une émouvante et forte sensation de passé et d'histoire. Sans peine on s'imaginait être en quel qu'un de ces monastères de femmes dont Constantinople était pleine, en quelqu'une de ces pieuses maisons fondées par les impératrices, et où tant de prières montaient au ciel pour la gloire de l'empire et pour le salut de l'humanité. Et c'était, cet office du Vendredi saint, comme le couronnement naturel de ce congrès d'études byzantines, pour qui il semblait faire revivre, en une évocation saisissante, toute la dévotion ardente, tout le luxe magnifique de Byzance disparue

* * *

Voronets, Moldovitsa, Putna, Sucevitsa, Radautsi, Suceava et Jassy, Curtea de Argès, Cozia et Horez, vieux monastères tout pleins de recueillement et de silence, églises historiées de fresques comme les pages d'une Bible resplendissante, ce sont les merveilleuses étapes d'un inoubliable et trop court voyage, où tant de choses nous furent révélées, qui auraient valu une

plus longue étude. Mais ce que je ne saurais non plus oublier, c'est l'accueil qui, comme à Bucarest, nous fut fait dans cette province roumaine, dans ces couvents que nous avons visités, dans ces villes, petites ou grandes, où nous avons passé si vite. Je me souviens des arcs de triomphe dressés sur notre route, des banderoles accrochées au-dessus de la porte des monastères, et où se lisaient ces mots en français : « Soyez les bienvenus dans nos parages. » Je revois ce petit village, groupé dans l'ombre du monastère proche, où les enfants de l'école, rangés le long de la route, saluaient notre passage de leurs acclamations, où le maire, un solide paysan à la poitrine couverte de décorations, nous souhaitait une si cordiale bienvenue, où la supérieure du monastère nous faisait avec tant de grâce les honneurs de sa pieuse maison. Et j'entends encore tant de voix éloquentes qui, dans un français impeccable, exprimaient en termes chaleureux leurs sympathies pour notre pays. Entre la Roumanie et la France, les souvenirs communs de la Grande Guerre, l'identité aussi des périls possibles de l'avenir, ont créé une solide et fidèle amitié. De cette amitié nous avons, une fois de plus, au cours de ce voyage, recueilli l'émouvant témoignage, et c'est pour cela surtout qu'il m'a plu d'en évoquer ici le souvenir reconnaissant.

CHARLES DIEHL.

LE MARÉCHAL DE LA FORCE

1558-1652

II ⁽¹⁾

LE VICE-ROI DE NAVARRE

LE PÈRE ET SON PETIT PEUPLE

La Force eut de Charlotte de Gontaut, sa femme, dix garçons et deux filles, un petit troupeau, « un petit peuple. » Sa fille Élisabeth et deux garçons, les trois derniers enfants, moururent en bas âge. Nous ne présenterons donc au lecteur que les survivants, huit fils et une fille. Les fils, selon l'usage, portent les noms de seigneuries, de baronnies féodales, de marquisats possédés par leur père. Ce sont Armand de Caumont, baron de La Force, né vers 1580; Henri, marquis de Castelnau, né en 1582; Jacques, seigneur de Masgézir; Charles, seigneur de Masdurant; Pierre, baron d'Eymet; Jean, marquis de Montpouillan; Jean-Jacob, marquis de Tonneins; François, marquis de Castelmoron; et Jacqueline, plus tard duchesse d'Orval.

Dès le mois de novembre 1596, moins de deux ans après qu'il s'est installé au Louvre, Henri IV veut avoir à la Cour un des enfants de La Force, qui sera élevé comme page ou enfant d'honneur, « avec six ou sept qu'il y en a de fort honnête jeunesse. Sans mentir, écrit le capitaine des gardes à sa femme, c'est chose qu'il m'a demandée avec affection, mais

Copyright by La Force, 1924.

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

nous aurons assez temps pour y aviser. » Il s'inquiète cependant. Ses fils ont-ils quelques talents, l'air et les manières qu'il faut à la Cour? « Vous trouveriez étrange d'en voir ici de dix ou douze ans qui sont façonnés avec autant de grâce que s'ils avaient trente ans. » Une prochaine lettre apprend à La Force que ses enfants ne se sont pas exercés à monter à cheval, ainsi qu'il l'avait prescrit : « Je faisais état d'un homme de cheval, dit-il le 24 janvier 1597, duquel je ne suis pas encore certain, et travaille fort pour leur en mener un à quelque prix que ce soit. J'ai aussi arrêté un violon qui danse bien; et leur pouvez dire que je n'ai garde de les mener à la Cour, qu'ils ne sachent faire quelque chose, car il y a tant de jeunes seigneurs qui triomphent que l'on se moquerait bien d'eux, s'ils ne savent rien faire. »

Peu soucieux de franchir plus de cent lieues à cheval pour danser en Guyenne ou en Béarn, « le violon se dérobe » au mois de février, et La Force est bien marri.

Il dut trouver enfin les deux indispensables maîtres, car, dix-huit mois plus tard, ses enfants, — sans doute les trois plus âgés, — s'acheminaient vers Paris. « Ils ont leurs accoutrements prêts, écrit La Force, le 7 octobre 1598; j'espère qu'ils seront ici demain; le Roi m'a fait l'honneur de s'en fort enquerir; il y a force gentille jeunesse à l'académie. »

Cette académie, une académie d'équitation, a été fondée par Antoine de Pluvinel, élève des plus illustres maîtres d'Italie, ancien écuyer de Henri III. Pluvinel est premier écuyer de la grande écurie de Henri IV. En attendant d'être un jour sous-gouverneur du Dauphin et de publier l'admirable *Manège royal*, il enseigne aux jeunes gentilshommes, montés sur des chevaux que fournit le Roi, « la perfection du cavalier; » et comme un cavalier parfait doit avoir pratiqué les « exercices accessoires, » on apprend également à l'académie l'escrime, la balle, la musique et les mathématiques.

Le haut enseignement du sieur de Pluvinel est le couronnement de l'éducation. La Force ne le fait donner à ses fils qu'après de solides études; il est un seigneur de Guyenne, pays où la noblesse est renommée pour sa culture. C'est elle qui a produit M^{me} de Lestonac, « femme grandement savante, » parlant « bon grec et bon latin, » et le frère de M^{me} de Lestonac, Montaigne, étonnant génie tout imprégné des lettres antiques.

Une petite-fille de La Force, Charlotte de Caumont, vicomtesse de Turenne, saura un jour le latin, le grec et même l'hébreu. Son père lui-même, François de Caumont, la victime de la Saint-Barthélemy, était assez lettré pour que Jules-César Scaliger lui écrivit : « *Litterarum vero atque eloquentiæ studia, quoad vero principi liceat, tantum es assecutus, ut ambiguum sit quid efficacius in te admiremur, prudentiamne civilem compositam cum exercitatione militari, an rerum negotiorumque intellectionem, vel quotidianis sermonibus vel mundiore oratione conceptam atque expressam.* » La culture littéraire, l'éloquence, l'art de la politique joint à celui de conduire une armée, l'intelligence des affaires brillant dans les conversations de tous les jours ou dans un discours plus soigné ! Si Scaliger n'a pas flatté son correspondant, François de Caumont dut recevoir une éducation raffinée.

La Force désire sans doute que ses enfants ne soient pas moins favorisés que son père. Aussi ne mène-t-il à l'académie en 1598 que son fils aîné, âgé de dix-huit ans, Castelnau et Masgézir. Ses trois fils plus jeunes, menés à Paris plus tard, n'ont pas achevé leurs études en 1603, et il a résolu, approuvé en cela par Henri IV, de « les continuer aux lettres. » Il s'entretient avec M. Maillos, leur gouverneur, qui espère que dans un an tout au plus, Masdurant saura tout ce que ses parents pourraient désirer. Pierre (Eymet) fait aussi un grand profit ; « le petit (Montpouillan) n'a pas encore le jugement si fort pour retenir, mais il a l'esprit fort vif. » La Force trouve le temps de causer avec les gens qui élèvent ses fils. Ce ne sont pas conversations expédiées entre deux portes, ce sont de véritables conseils. « J'ai donné charge à M. Maillos, écrit-il de Paris à sa femme, le 13 octobre 1607, de me mener ici tous nos écoliers : j'ai conféré avec lui et M. de Casaux plus d'une heure et demie ce jourd'hui, pour résoudre l'ordre qu'il fallait tenir à la continuation de leurs études, et surtout pour Masdurant qui témoigne y avoir beaucoup d'inclination et lequel s'avance fort et Eymet aussi. Masdurant a commencé astheure la physique, et faudra qu'il y vaque cinq ou six mois. »

Quand ses « petits écoliers » viennent lui rendre leurs devoirs au Louvre dans sa chambre, près de la grande salle, le capitaine des gardes n'a guère le temps de « les entretenir, car, explique-t-il, tant que le Roi est à Paris, je suis toujours attaché

près de lui, craignant qu'il ne veuille sortir, et de manquer à ma charge. » Le 25 décembre 1605, il passe cependant les fêtes de Noël avec ses enfants dans le logis qu'il a loué près de la rue Saint-Honoré : « Croyez, dit-il, que nous faisons beau ménage; au reste il y a quelques jours que je les fis apprendre à danser, c'était à qui mieux mieux répéter leurs passages; nous vous avons bien souhaitée ici et la grande sœur » (Jacqueline). On le sent tout joyeux de pouvoir conter sa bonne fortune à sa femme.

Bonne fortune est le mot, car, à la Noël de l'année suivante, il est moins heureux. « Je les voulais faire sortir du collège pour leur donner à dîner à tous dimanche, et les voir à plus de loisir, mais le Roi s'en va samedi à Saint-Germain pour passer là toutes ces fêtes, de sorte qu'il faut remettre au retour, lorsque je serai hors de quartier et tout à moi. »

Parfois, il demande un congé pour aller voir ses « petits » installés au château de la Boulaye, près d'Évreux, chez leur tante M^{me} de Larchant (Diane de Vivonne, fille de La Châteignerai, et veuve de Nicolas de Gremonville, seigneur de Larchant, le mauvais parent de la Saint-Barthélemy). Un autre jour, le congé lui est donné sans être demandé : une « contagion » s'est déclarée à Fontainebleau; le Roi veut « se décharger du grand monde » qui l'entoure au château; La Force profite de l'occasion, court embrasser ses enfants à la Boulaye. Les médecins d'aujourd'hui ne manqueraient pas de condamner ce père imprudent.

Revenu à Fontainebleau douze jours plus tard, et pensant y avoir contracté quelque germe de peste, il supplie Henri IV de lui permettre de s'éloigner : « Je n'avais point, écrit-il, mon esprit en repos, étant tous les jours dans la chambre du Roi et de M^{re} le Dauphin, qui souvent même me sautait au col. »

Les trois aînés de La Force sont arrivés à Paris le 8 octobre 1598, et, dès le 22, leur père songe à garder Armand avec lui, « afin qu'il se tienne auprès du Roi et que, par ce moyen, il puisse se faire connaître ici aux principaux de la Cour cependant que j'y suis, à quoi ma présence lui aidera, comme vous pouvez penser. Je sais que tous l'aimeront pour l'amour de moi. Cependant il s'accoutume où il est, et prend de l'assurance et de la grâce. » La Force le présente au Roi, le 14 novembre, au château de Montceaux : « J'ai mené Armand avec moi, auquel Sa Majesté a fait l'honneur de faire mille fois plus de cas que je ne devais espérer. » Et l'heureux père ajoute avec complai-

sance : « Il ne tiendra qu'à lui qu'il ne soit honnête homme, car il a ce bonheur d'être chéri de tous. »

Mais il ne suffit pas au capitaine des gardes que son fils devienne honnête homme. La Force est profondément religieux. Il conduit lui-même ses enfants à la Cène et au prêche. On voit les trois plus âgés communier avec lui le 25 décembre 1598, chez Madame, Catherine de Bourbon, la sœur non convertie de Henri IV. Le Roi permet à Madame la célébration des cérémonies protestantes dans une salle basse du Louvre (la salle des Cariatides) et dans son luxueux hôtel de la rue du Four, plus tard le fameux hôtel de Soissons, situé près de Saint-Eustache. Bientôt Catherine de Bourbon épouse le duc de Bar, va résider dans les États de son beau-père, le duc de Lorraine; et, comme l'édit de Nantes, qui accorde aux protestants la liberté de conscience, défend cependant l'exercice de leur culte à Paris, c'est au temple d'Ablon, puis au temple de Charenton que La Force mène ses fils. Voyages à cheval, pénibles l'hiver et que parfois le verglas oblige à remettre; moins pénibles que les voyages par eau dans le coche de Corbeil, appelé le corbillard, qui fait escale au village d'Ablon, ou dans de petits bateaux auxquels il arrive d'en entrechoquer de plus grands, et de sombrer. Le pieux helléniste Isaac de Casaubon, protestant qu'inquiétaient les variations des églises protestantes, et dont un fils entra dans l'ordre des capucins, sans encourir le blâme de son père, pensa être victime d'une de ces collisions. Un matin qu'il se rendait à Charenton avec sa famille en chantant des psaumes, son embarcation, soudain heurtée, chavira. Il vit sa femme « la moitié du corps dans le bateau rempli d'eau, l'autre moitié dans la Seine », tandis que lui tombaient des mains son psautier, auquel il tenait beaucoup, et un Nouveau Testament grec, mais, s'il ne retrouva jamais le psautier, il eut du moins la bonne fortune de ne perdre, en ce naufrage, ni le précieux livre grec ni, M^{me} de Casaubon.

Les voyages à Charenton ne sont pas les seules distractions des enfants de La Force. Leur vie est moins austère que celle de Joas,

Quelquefois à l'autel

Présentant au grand-prêtre et l'encens et le sel,

et n'ayant point d'autres plaisirs. Leur père les a fait venir au château de Saint-Germain, le 30 janvier 1599, pour contempler

les magnificences du mariage de la sœur de Henri IV avec le duc de Bar : magnificences « de beaux habits qui ont fort paru au grand bal, » « grands festins servis en cérémonie. Nos enfants, écrit La Force, ont tout vu. » Plus tard, il ne défend pas à ses « écoliers » d'assister à quelque ballet du Louvre. Capitaine des gardes, il sait mettre en bonne place ces jeunes visages émerveillés : « Nos trois petits, mande-t-il à sa femme, le 25 janvier 1605, avec celui de M. de Saint-Angel, eurent envie de se trouver au ballet de la Reine ; je leur fis garder un échafaud dans la salle fort à propos, d'où ils virent le tout bien à plaisir. Ce ballet fut fort magnifique, et à la fin (il) entra deux grands chameaux avec deux sauvages dessus, les trompettes marchant devant eux ; comme les chameaux furent devant le Roi, ils se mirent tous deux à genoux, et lors celui qui était dessus descendit et présenta au Roi le cartel que je vous envoie. C'est un défi de la part de M. de Nevers pour combattre à la barrière. Et La Force annonce que seront donnés bientôt plusieurs de ces tournois à pied qui passionnent la jeunesse de la Cour... « M. de Rohan, ajoute-t-il, a prié notre aîné d'en être avec lui. Je suis après à pourvoir à ce qu'il lui faut. »

Quelques années encore, et les cadets vont figurer dans les danses et les jeux guerriers. Leurs habits sont prêts au mois de février 1609 ; mais, à la veille de commencer, le grand-duc de Toscane, Ferdinand de Médicis, oncle de la Reine, arrête tout bien involontairement par sa mort, qui met en deuil la cour de France. On imagine si le prince banquier fut regretté ou plutôt s'il fut maudit !

Inutiles les « grands appareils » de tous ces triomphes, inutiles les dépenses ruineuses. « Il en coûte à nos enfants, écrit La Force, six ou sept cents écus. »

Six ou sept cents écus, près de dix mille francs de notre monnaie de 1913, jetés en pure perte aux marchands, le contretemps est déplorable en ce Paris de Henri IV, où, dès 1599, « il faisait si cher vivre que l'on y dépensait extrêmement. »

Mais qu'est-ce que cette dépense à côté de celle d'Armand qui « doit à des bouchers et autres gens, et les gages de tous ses serviteurs, » qui a « tous ses laquais rompus qu'il faut habiller, ses chevaux ruinés ! Enfin, ajoute son père le 2 décembre 1605, je trouve qu'il me faut bailler force argent, et suis bien marri de

voir qu'il se laisse trop emporter au jeu. » Sans doute aussi ne résiste-t-il guère aux entraînements de la mode et des plaisirs. Du 18 mars au 12 septembre 1606, en moins de six mois, il dissipe, tandis que La Force est en Béarn, trois mille neuf cent vingt-quatre écus, environ soixante mille francs de notre monnaie d'avant la guerre. Le père, dès l'automne, revient servir son quartier auprès du Roi ; il examine les comptes, et trouve la dépense de son fils « si étrange que je vous répons, écrit-il à sa femme, que je lui en ai bien dit mon avis, et suis fort résolu d'y mettre un si bon règlement que les choses prendront un meilleur ordre dorénavant. »

Mézeray, dans son *Abrégé chronologique*, paru en 1667, raconte comment, à la cour de Henri IV, les jeunes et brillants gentilshommes se ruinaient, comment ils rétablissaient leurs affaires. « Les traitants et les financiers, dit-il, ayant abondance d'argent, qui le plus souvent ne leur coûtait qu'un trait de plume, le prodiguaient en toutes sortes de piaffes ; et la plupart des gentilshommes, qui se piquaient d'égaliser ces folles dépenses, crevaient à force de s'enfler, comme la grenouille d'Ésope ; puis, lorsqu'ils étaient tellement ruinés qu'ils n'avaient plus rien à vendre que leur honneur, ils épousaient les filles de ces gens-là, afin d'avoir un riche mariage, qu'ils n'eussent su trouver dans des maisons de qualité et de vertu ; sans considérer que d'un sang si mauvais, il ne pouvait naître qu'une engeance vicieuse et corrompue. » Ce temps de Henri IV a plus d'une ressemblance avec le nôtre.

Sept ans plus tôt, en 1599, La Force eût voulu faire voyager son fils avec le jeune vicomte de Rohan qui jeta sur l'Allemagne, l'Italie, la Hollande et l'Angleterre un coup d'œil rapide et sûr, admira Venise, « un des cabinets de merveilles du monde ; » ne se montra, selon l'expression de Sainte-Beuve, « ni trop injuste ni trop calviniste » envers les splendeurs de Rome ; aima la Hollande, et, bien reçu en Angleterre par la reine Élisabeth, plaignit « cette noblesse anglaise, si rigoureusement traitée par ses rois que bien des seigneurs prennent la grandeur de leur maison par le nombre de leurs prédécesseurs qui ont eu la tête tranchée. »

« C'est une belle occasion, » ce voyage ; mais La Force n'ose la saisir pour son fils sans avoir demandé l'avis de sa femme : « Je crains trop que, si vous ne l'aviez agréé, cela ne vous

donnât du déplaisir et de l'ennui. A la vérité, cela lui profiterait fort et s'en ressentirait toute sa vie. »

Le fils aîné de La Force ne fut pas des seigneurs qui accompagnèrent le vicomte de Rohan, mais, au mois d'octobre 1601, Castelnau, le second fils, suivit le duc de Biron (Charles de Gontaut, frère de M^{me} de la Force et maréchal de France comme son père), qui se rendait en Suisse, en qualité d'ambassadeur extraordinaire. Castelnau n'avait alors que dix-neuf ans, et son père, avec une sollicitude presque maternelle, « lui prépara son petit fait pour son train et pour ses habits. »

Il est bien utile, lorsqu'on veille sur l'avenir d'un peuple de fils, d'être sans cesse auprès d'un roi dont on est l'ami, qui est le dispensateur de toutes les grâces et devance vos désirs.

Sa bonne volonté se manifeste envers tous les enfants de La Force, qui écrit le 23 décembre 1604 : « Le Roi m'a fait l'honneur, revenant de la chasse, de m'entretenir plus d'une grosse heure de nos enfants, et qu'il me conseillait de faire voir la guerre de Flandre à Masgézir, étant très nécessaire à la jeunesse qu'ils sussent ce que c'est que de la guerre. J'ai pris ce sujet de lui demander d'agréer que M. de Pardaillan laissât à Castelnau le régiment de Navarre, de quoi nous étions d'accord sous son bon plaisir ; mais Sa Majesté m'a répondu que nous ne devons pas encore désirer cela, et qu'il fallait que la jeunesse sût plutôt ce que c'est d'obéir que de les mettre à commander. » Et Henri IV refuse avec une bonne grâce qui enchante La Force : « Encore que Sa Majesté ne m'ait pas accordé ce que je lui demandais, ses paroles ont été telles qu'elles m'ont donné beaucoup de contentement. »

Bientôt, le fils aîné de La Force est sur le point d'obtenir un des régiments qui, au milieu de l'armée hollandaise, vont combattre les troupes du roi d'Espagne Philippe III, car, si la France et l'Espagne sont en paix, leur rivalité ne connaît pas de trêve, et le Roi Très-Christien ne manque pas d'envoyer aux Hollandais, sujets révoltés du Roi Catholique depuis la fin du dernier siècle, des subsides et des troupes. La Force ne cache pas la joie que lui cause la charge promise à son fils, qui est des plus belles et des plus honorables, et qui, après un an de service en Flandre, « sera un moyen de le pourvoir en France. » Du danger que va courir son fils, La Force parle avec la hauteur d'âme d'un don Diègue. Comparant la guerre de Flandre

à la guerre civile qu'il a menée si longtemps aux côtés du Béarnais, il parle comme un vétéran des guerres de Napoléon eût parlé en 1832 du siège d'Anvers : « Quant au péril, je vous dirai librement que j'aime fort mes enfants, mais jamais cette considération ne me ferait les priver de ce qui les peut faire parvenir et acquérir honneur et réputation ; nous devons croire que partout ils sont entre les mains de Dieu ; au reste, il est certain qu'en la guerre que nous avons vue en France, l'on y courait plus de péril en quatre jours que l'on ne fait en celle de Flandre en quatre mois. »

Le fils aîné de La Force ne courra même aucun péril. Les États de Hollande vont signer avec Philippe III un armistice de huit mois, et Henri IV, n'envoyant plus aux Hollandais ni troupes ni subsides, n'aura plus aucune raison de donner au jeune homme le régiment qu'il lui a promis.

En attendant, Masgézir, troisième fils de La Force, recommandé par Henri IV au prince d'Orange, est allé combattre en Flandre au début de l'année 1605. La campagne est finie au mois de novembre ; Masgézir revient, et la cour de France chante ses prouesses. Concert flatteur pour les oreilles d'un père ! La joie de La Force redouble à chacune de ses lettres, et parfois, dans le post-scriptum, son enthousiasme éclate : « Il n'y a remède, je ne saurais vous taire comme l'on dit merveilles de notre fils de Masgézir, soit ceux qui écrivent, ou ceux qui en viennent. » Masgézir arrive pour Noël, blessé, mais guéri : « Par celle-ci, s'écrie son père, vous apprendrez le retour de notre vaillant champion Masgézir, qui a de suffisance plus que quatre ; je loue Dieu, le voyage ne lui a point été inutile. »

Pauvre Jacques de Caumont, seigneur de Masgézir, si fêté en 1605, il sera tué en 1610, au siège de Juliers ! Le 30 décembre 1910, à trois siècles de distance, un autre vaillant champion, un autre Jacques de Caumont, précurseur de notre aviation militaire, lui aussi troisième fils du duc de La Force, mourra sur son avion pour la France !

Cependant Henri IV songe à l'avenir des enfants de La Force. Il ne désire pas seulement leur donner les charges que l'usage est de vendre, il est heureux de les établir par de brillants mariages. Jamais sans l'intervention directe et prolongée du Roi, l'héritière d'une illustre et opulente maison de Saintonge, Jeanne de La Rochefaton, demoiselle de Saveille, fille de Jean

de la Rochefaton, seigneur de Saveille, et d'Anne d'Albin, ne fût devenue la femme d'Armand de Caumont, fils aîné de La Force. M^{me} de Saveille, mère de l'héritière, épousa en secondes noces Gabriel de Polignac, seigneur de Saint-Germain de Lusignan, veuf de Léa Boutaut, et celui-ci forma le projet de marier la fille de sa seconde femme au fils qu'il avait de la première.

Ce fils, Gaspard de Polignac, seigneur de Laubouinière, dans sa quatorzième année en 1607, M^{me} de Saveille, beaucoup plus âgée, n'en veut à aucun prix. La Force, qui a fait demander M^{me} de Saveille, mais qui n'a reçu des parents qu'une réponse destinée à « l'amuser, » n'oublie pas qu'au mois de septembre 1607, il traversera la Saintonge et le Poitou, pour aller servir son quartier à la Cour. Il verra la jeune fille en passant. Il s'arrête vers le 20 septembre près de Ruffec, au château de Verteuil, y tient conseil avec une sœur de sa femme, Claude de Gontaut-Biron, mariée à Charles de La Rochefoucauld, comte de Roussy.

Quelques jours plus tard, vers deux heures de l'après-midi, à quatre lieues de Verteuil, une cavalcade paraît au bord de la Charente, devant le château de Comporté, résidence de M. et de M^{me} de Saint-Germain. La Force, Castelnau, second fils de La Force, le baron de Boisse, beau-père de Castelnau, une troupe de gentilhommes descendent de leurs chevaux, franchissent le seuil de la maison.

Voici, dans la grande salle, une curieuse scène de la vie de province au temps de Henri IV : La Force entretient M. de Saint-Germain, dont il « ne tire que des paroles générales » et beaucoup d'honnêtetés; Boisse entretient M^{me} de Saint-Germain; Castelnau entretient « la fille, assisté de MM. de Casaux, du Repaire, de Pécharnaut et d'Avance, » que La Force « avait embouchés de ce qu'il fallait dire. » Ça et là, huit ou neuf demoiselles et les autres gentilhommes de la suite, placés à leur fantaisie, complètent le tableau.

Nos cavaliers remontent à cheval vers trois heures, et La Force, venu pour « considérer » l'héritière de Saveille, s'en retourne satisfait de ce qu'il a vu : « la taille fort belle, une grande blancheur, la grâce fort bonne; de la dire fort belle, écrira-t-il à sa femme le soir même, cela n'est pas, mais elle est belle, et j'en fais très bon jugement. »

De longues et laborieuses négociations suivirent cette entre-

vue : rapports secrets adressés à La Force par un certain maître François qui avait accès auprès de la jeune fille, connaissait son état d'âme et celui de ses parents; lettre de Henri IV à M. de Saint-Germain en faveur de La Force; ordre à Jean de Beaudéan, seigneur de Parabère et de La Motte-Saint-Héraye, de « séquestrer » l'héritière de Saveille dans un de ses châteaux, et de l'y laisser visiter pendant deux mois par les prétendants, etc., etc. M. et M^{me} de Saint-Germain renoncèrent à la lutte. Comment résister à leur fille, quand le Roi venait d'écrire : « Mon intention n'est pas d'empêcher que le fils de M. de Saint-Germain épouse ladite fille, si elle l'a agréable et le consent; mais, au défaut de cela, je désirerais y favoriser le baron de La Force pour l'affection que je lui porte, à son père et à sa maison, et pour ce que je crois certainement que ce mariage-là serait fort sortable, et que ce serait le bien commun des parties. »

Le 20 novembre 1608, dans le vieux château de La Motte-Saint-Héraye, près de Melle, qui dressait, au bord de la Sèvre, son donjon et ses tours féodales, mais qu'avaient modernisé, décoré les artistes de la Renaissance, La Force et son fils restaient maîtres du champ de bataille : « M. et M^{me} de Parabère, mandait La Force à sa femme, nous font une très bonne chère... J'apprends astheure à faire l'amour, car je vous réponds que j'ai entretenu aujourd'hui cette belle fille plus de trois heures, tous deux à part et avec force contentement, car c'est un bel esprit... Si notre amoureux avait de l'affection avant de la voir, jugez en quoi il en est, il fait gentiment sa cour. » Le mariage fut célébré au début de l'année 1609.

La Force ne songeait plus alors à marier son troisième fils Masgézir qui avait voulu tour à tour épouser deux Pardaillan, filles de François de Pardaillan, comte de Panjas; il comptait moins sur le bien des héritières pour l'établir que sur le métier des armes : « Notre cadet Masgézir, disait-il, aura recours à une pique où il faut qu'il bâtisse sa fortune, et que nous laissions gouverner à Dieu. » Masgézir n'avait pas deux ans à vivre.

Outre les grands fils déjà établis ou qu'il est temps d'établir, les lettres du capitaine des gardes évoquent « le petit peuple » rassemblé dans le Midi autour de la mère, Montpouillan, Tonneins, Castelmoron, Jacqueline et Elisabeth de Caumont et deux fils qui moururent en bas âge. M^{me} de La Force ne paraît guère au Louvre. Son époux eût été bien heureux de l'y voir. Il l'en-

gage, le 30 décembre 1604, à l'accompagner l'année prochaine, lorsqu'elle aura mis au monde l'enfant qu'elle attend et qui est le onzième ou le douzième : « Je m'assure bien que, pour une petite dame étrangère, il n'y en saurait venir qui puisse plus commodément faire sa cour que vous, ni qui en rapporte plus de contentement. J'ai peur de vous rendre trop glorieuse, si je vous dis avec quel soin la Reine m'a parlé de vous, s'enquérant de vos nouvelles, et quand nous enverrions notre petit pour être auprès de Mgr le Dauphin; mais je vous dis moi à cela que vous ferez bien de m'en faire un autre, car autrement je ne consentirais jamais de me défaire de mon petit Jean. »

Peut-il y consentir, quand il voit à Saint-Germain le Dauphin « grand et paissant à merveille, deux fois plus que notre petit? » Jean n'en fut pas moins élevé avec le futur Louis XIII, et, sous le nom de marquis de Montpouillan, devint l'un de ses favoris.

Les lettres de La Force ne laissent paraître aucune préférence pour aucun de ses enfants. Il les aime tous d'un même amour,

Chacun en a sa part et tous l'ont tout entier.

Une de ses filles est-elle malade, Jacqueline ou Élisabeth, qui mourut en 1603, il ne veut pas que sa femme oublie tous les autres enfants pour celui dont elle « se travaille. » « Je vous supplie de considérer, écrit-il, que vous en avez d'autres à qui vous êtes nécessaire et que vous n'êtes pas au monde pour elle seule. »

Ce n'est pas indifférence, ce n'est pas que de loin il ne se préoccupe des moindres détails de l'éducation de ses filles; il ne veut pas qu'on laisse hâler leur visage; il menace ainsi Jacqueline, âgée de dix ans, certain 22 décembre, à la veille des étrennes : « Je ne baillerai rien à ma fille, si elle parle plus du nez et si elle n'étudie bien. »

Châtiment redoutable, car les étrennes de Paris doivent paraître d'une magnificence royale en Périgord. La Force a baillé une épinette en 1606, un luth en 1609, qu'il expédie par le messenger de Bergerac. Il est vrai que, pour une petite fille, l'épinette et le luth peuvent devenir des instruments de supplice aussi cruels que de nos jours le piano.

La Force achetait en général ses « petites drôleries » au Palais de Justice, dans l'immense salle gothique du Parlement,

illustrée des statues de tous les rois de France, l'une des merveilles de Paris, que remplace de nos jours la salle des Pas-Perdus. On y conservait la table de marbre, image de la suzeraineté, où se donnaient les festins royaux, derrière laquelle se tenaient les cours féodales. Au milieu de la salle, de gros piliers soutenaient des arcades; autour des piliers, d'élégantes boutiques formaient un brillant foyer de la vie parisienne. Les passants, arrêtés quelques instants devant les étalages, entendaient un caquetage amusant. Sous Louis XIII, l'un d'eux, le grand Corneille, a fixé pour la postérité, dans sa *Galerie du Palais*, le vif dialogue des marchandes et des acheteurs :

Madame, montrez-nous quelques collets d'ouvrage.

— Je vous en vais montrer de toutes les façons.

— Voilà du point d'esprit de Gènes et d'Espagne.

— Ceci n'est guère bon qu'à des gens de campagne.

— Voyez bien, s'il en est deux pareils dans Paris...

— Ne les vantez point tant et dites-nous le prix.

— Quand vous aurez choisi. — Que t'en semble, Florice?

— Ceux-ci sont assez beaux, mais de mauvais service;

En moins de trois savons, on ne les connaît plus.

Il est rare que La Force ait le temps de flâner de boutique en boutique, comme les galants cavaliers et les jolies acheteuses mis en scène par Pierre Corneille; il fait acheter les étrennes par ses gentilshommes : « Je me suis fâché ce soir à M. de Bellefleur, écrit-il à sa femme le 31 décembre 1598, parce que je lui ai dit cent fois de m'apporter des pouppines, et qu'il n'en a rien fait; moi, je n'ai été au Palais il y a trois mois; mais, à présent que je suis en liberté, je me promènerai et ne vous oublierai ni à notre petit peuple. »

Il n'oublie en effet ni le petit peuple, ni la belle-fille, ni le petit-fils qu'il gratifie « d'une brave épée et ceinture. »

Il n'oublie pas non plus M^{me} de La Force, et n'attend pas le mois des étrennes pour lui choisir des présents. Tantôt ce sont des coiffes, des fraises et des étoffes « dont il y a peu, l'argent étant court, » et des objets d'argenterie qui plairont bien à une femme grosse : « une plaque à tenir la bougie, bassinore, écuelles à oreille, aiguïères, salières, vinaigniers, cuillers et un crachoir, quand on tient le lit; » tantôt c'est « un manteau comme on les porte; ou de belles robes, des perles et des

jupes « pour la maman, » ou bien encore, présentent sûrement moins apprécié que les robes et même que les fraises, « un sommaire discours de la vie du Roi, qui ne vient que d'être mis en lumière, œuvre généralement estimée par son élégance, et de ce qu'en si peu de paroles, il s'y dit de si grandes choses. »

Avant de sortir de quartier, La Force se rend, s'il peut, à la foire Saint-Germain, et sa famille préfère qu'il ne revienne pas en Périgord ou en Béarn les mains vides. « Il faut bien rapporter quelque chose, » dit-il ingénument.

Cette foire, qui se tenait sur l'emplacement de l'actuel marché Saint-Germain, entre notre boulevard Saint-Germain et notre rue Saint-Sulpice, commençait avec le carême et durait quinze jours. On a souvent décrit ces pittoresques baraques, où des marchands, accourus de toutes les grandes villes de l'Europe, exposaient à la curiosité, à la convoitise des Parisiens l'infinie variété de leurs richesses. On y trouvait tout, depuis l'épicerie, la vaisselle et le linge, les étoffes et l'orfèvrerie, jusqu'aux dernières publications étrangères. Pierre de l'Estoile y achetait vingt-cinq sous, le vendredi 5 février 1610, un petit volume relié en parchemin, « un nouveau livre fait par l'évêque de Genève, imprimé à Lyon in-16 par Pierre Rigaud, intitulé *Introduction à la vie dévote*, dans lequel j'ai remarqué, dit-il, beaucoup de bonnes choses, saintes et vraiment dévotieuses, pleines de grande consolation et édification, et qui m'ont fort agréé. »

Mais ce n'est assurément pas pour les livres, même s'ils étaient moins édifiants que l'aimable chef-d'œuvre de saint François de Sales, que la foule se pressait devant les baraques. Les débauches étaient communes à la foire, communes les batailles rangées entre pages, soldats des gardes, écoliers et laquais. Les accidents fâcheux n'étaient pas rares : le 20 février 1605, un laquais coupait les oreilles d'un écolier et les lui mettait obligeamment dans sa pochette.

Ne croyons pas que les pages, les soldats des gardes, les écoliers et les laquais soient seuls à fournir une ample matière à la chronique scandaleuse de la foire. Les plus beaux noms de France et des pays étrangers y sont parfois compromis. Au mois de février 1599, le comte d'Auvergne, Claude de Lorraine, prince de Joinville, le duc de Mayenne, Charles-Emmanuel de Savoie, duc de Nemours, Honoré de Savoie, comte de Sommerive,

et de nombreux gentilhommes, le duc de Bellegarde, grand écuyer (M. le Grand), et quelques-uns des principaux seigneurs de la Cour rendent nécessaire, par leurs violences à la foire Saint-Germain, l'intervention du Roi et de son capitaine des gardes. « Il y eut de grandes pousseries, raconte La Force à sa femme. M. le prince de Joinville et M. de Termes, frère de M. le Grand, s'attaquèrent de paroles si avant qu'il s'en fallut de peu qu'il ne se donnât une petite bataille entre eux. Le Roi était à Fontainebleau. M. le connétable (de Montmorency), avec MM. de Montpensier, de Bouillon et d'Épernon, ont travaillé pour empêcher que les choses n'allassent plus avant; à quoi il y a bien eu de la peine; enfin j'ai eu ce jourd'hui commandement du Roi de les aller à tous arrêter en leur logis et de leur faire défense de n'en point partir jusqu'à sa venue, à peine de désobéissance, ce que j'ai fait. Sa Majesté sera ici après-demain et pourvoira à tout, de quoi il est bien besoin. »

Aussi La Force accompagne-t-il souvent Henri IV à la foire Saint-Germain. Le Roi y passe volontiers l'après-dîner : le voici qui montre aux seigneurs de sa suite des statuettes qu'il vient d'acheter ou qui donne à la Reine un mouchoir de quarante écus « pour sa foire. » Marie de Médicis ne s'y divertit pas moins que son époux, et La Force, « n'osant la laisser en ces lieux-là, » y est sans cesse avec elle, et quasi jamais pour son propre compte. En 1610, il déclare qu'il n'achètera plus rien : « J'ai trop dépendu, » écrit-il en sa langue toute voisine du latin. Une autre fois, en ce temps de la foire qui précède son retour dans le Midi, il annonce une acquisition qui eût ravi Chrysale : « J'ai recouvré, dit-il, un fort bon cuisinier, même pour les potages, de quoi je suis fort aise pour l'amour de vous, et lui donne vingt-quatre écus de gages » (par an, cela va sans dire, et il se plaint de la vie chère!)

La Force a toujours grande hâte de quitter la Cour; il n'est pas courtois comme Lauzun, son arrière-petit-fils, qui mènera une vie languissante, dès qu'il sera loin de Louis XIV et de Versailles, ne pourra jamais passer plus de deux jours de suite dans son château de Guyenne, même pour voir sa mère, et répondra aux reproches de la Grande Mademoiselle : « Je m'en nuys, je n'aime pas la campagne. »

Au contraire, on lit dans la correspondance de La Force, lorsqu'il est à la veille de partir, des phrases dans ce goût :

« Ma cour est faite, je commence à en être si soûl que le parterment me tente fort... Je puis vous assurer qu'il me semble que je porte Paris sur les épaules. »

Il voyage d'ordinaire en poste, au moins au début du règne de Henri IV; vers 1609, il n'en supporte plus les fatigues; en 1610, il compte se servir d'un « petit carrosse que M. de Roquelaure lui a donné, qui est suspendu et fort aisé pour aller par pays, et va plus doux que les autres. » A Orléans, il s'embarquera sur la Loire avec sa voiture, glissera mollement au fil de l'eau, évitant, d'Orléans à Tours, les cahots de la route.

Mais, qu'il use des chevaux de la poste, de ses propres chevaux, du petit carrosse « qui va très doux, » du bateau qui va plus doux encore; qu'il se rende à sa « maison » ou bien à Pau, capitale de son gouvernement, il entend que sa femme et sa fille ne soient pas par les chemins à l'heure où, las de l'interminable route, il sautera à bas de son cheval ou descendra de son carrosse : « Si vous partez de La Force pour aller faire des visites, avisez bien le temps que vous pourrez être de retour, afin que nous vous trouvions à La Force, car j'aurais un extrême déplaisir qu'arrivant là, nous vous trouvassions absentes. »

La recommandation n'est pas toujours superflue, même de nos jours.

EN BÉARN

Gouverneur de Béarn et vice-roi de Navarre, La Force possédait à Pau, dans la ville basse, un hôtel qui existe encore; mais il résidait au château, forteresse bâtie au ^{xiii}^e siècle, décorée par les artistes du ^{xvi}^e, somptueusement meublée, embellie à l'intérieur de tout le luxe de la Renaissance. Il habitait, au deuxième étage, l'appartement où naquit Henri IV. On peut voir aujourd'hui, aux Archives départementales des Basses-Pyrénées, le détail des travaux exécutés en 1597 dans le cabinet de La Force, en 1598 dans la chambre de ses enfants. Des fenêtres de cet appartement, La Force apercevait le gave au pied de la terrasse; au delà du gave, les vertes vallées, les riants coteaux; à l'horizon, le décor grandiose des Pyrénées.

C'est au château de Pau, gardé par les arquebusiers du gouverneur, que descendaient de cheval les laquais, courriers,

secrétaires, porteurs des lettres de la Cour : lettres des ministres, lettres du Roi contresignées d'un ministre, lettres intimes signées du Roi seulement. Officielles ou intimes, datées de Limoges ou de Lyon, de Nantes ou de Rouen, de Saint-Germain, de Paris, de Fontainebleau, de Montceaux, elles sont toujours familières et vives; elles parlent ce parler qui plaisait à Montaigne, « un parler simple et naïf, tel sur le papier qu'à la bouche; un parler succulent et nerveux, court et serré, non tant délicat et peigné comme véhément et brusque. » Michelet l'a fort bien observé : dans ses lettres, Henri IV « est tout homme, tout nature, et, naïvement, dit la pensée du moment. » Elles sont aussi différentes des lettres de Louis XIV, graves, modérées, vingt fois remises sur le métier, que peut l'être une page de Montaigne d'une page de Bossuet, une tragédie de Garnier d'une tragédie de Racine. On n'imagine pas le Grand Roi commençant un billet par ces phrases savoureuses : « Monsieur de La Force, ce mot par Perryègue, l'un de mes sommeliers de paneterie, est pour vous prier de m'envoyer par les premiers, une douzaine d'oies salées de Béarn, des plus grasses que vous pourrez recouvrer, de sorte qu'elles fassent honneur au pays. »

On ne l'imagine pas davantage exposant avec cette bonhomie ses embarras domestiques : « Ma sœur, — Catherine de Bourbon, qui voulait épouser le comte de Soissons, et qui épousa contre son gré le duc de Bar, — est en la même mauvaise humeur qu'elle était à Compiègne... C'est pourquoi je me dépêche le plus qu'il m'est possible de la marier. Elle veut avoir tous les meubles que j'ai à Pau, Navarrens et Nérac, » (qui décoreraient si avantageusement le Louvre dévasté par les guerres civiles), « faisant état de les prendre sans me les demander, ne se contentant pas de ceux que je lui ai ci-devant donnés, qui étaient à Vendôme, encore qu'il y en eût bon nombre et de beaux. C'est pourquoi je vous prie, incontinent la présente reçue, d'en faire faire des inventaires par les concierges et garde-meubles qui les ont en garde, et me les envoyer par ce même laquais, sans que personne en ait connaissance, ni ne le sache; pour ce, brûlez cette lettre. » Elle ne l'est pas encore après trois siècles, comme tant d'autres qui portent la même mention! Catherine de Bourbon avait été gouvernante de Béarn, régente de Navarre; malade à Compiègne, elle

regrettait la douceur du climat pyrénéen, les jardins de Pau, le parc, son allée favorite, son cabinet dans le gracieux Trianon de Castel-Béziat; elle écrivait à La Force : « Faites mes recommandations à mon cabinet et à mon allée. » Dans une autre lettre, en 1595, elle se recommandait elle-même à la puissante intercession du gouverneur : « Je m'assure que, puisque le Roi m'a accordé ce que vous m'avez écrit, il ne voudra pas retrancher ma libéralité; je vous jure que je n'en eus jamais tant besoin. Sollicitez ces deux affaires, je vous prie. »

Henri IV raconte à La Force ses brefs séjours rue de Vaugirard, à deux pas des fossés, dans l'hôtel vraiment royal que s'est fait construire, sur l'emplacement de notre moderne Odéon, Gondi, le banquier fameux qui, pendant les guerres de religion, prêtait aux rois de France au taux fort honnête de 16 pour 100, ou rue de la Cerisaie, chez le financier Zamet, l'homme le plus riche de Paris, que Henri IV appelle « mon cousin d'argent, » et qui a bâti amoureusement, entre l'église des Célestins et la Bastille, un palais des *Mille et une nuits*. Il faut en lire dans l'*Histoire de France* de Michelet la description ravissante : « Là, dans un lieu plein de silence, et comme à cent lieues de la ville, une vaste cour laissait voir les légers portiques, les galeries du joli palais, ses terrasses et promenades aériennes qui dominaient les jardins. Le tout petit et sans emphase. Mais à droite, à gauche, des cours et des bâtiments secondaires donnaient l'ampleur et les aisances variées d'une villa de Lombardie, tandis que l'exquise recherche des appartements secrets rappelait la recherche des petits appartements de Venise. Tout ce que la vieille Italie a su des arts de volupté y était, le solide aussi des jouissances du Nord. Aux sensualités des bains et des étuves parfumées, le maître ajoutait l'attrait d'une savante cuisine; il s'en occupait, il la surveillait, il servait lui-même. Sa gloire était de faire dire : On ne sait manger que chez Zamet. »

Henri IV paraît très satisfait de ses deux compères : « Je vous dirai, écrit-il à La Force, que j'ai fait un tour à Paris de quinze jours, où j'ai bien passé mon temps, car j'y étais allé pour voir les dames et mes bâtiments et sans gens de conseil ni d'affaires : mes hôtes ont été Gondi et Zamet, et n'ai jamais couché deux fois en même lieu. »

Tout cela n'empêche pas le Vert-Galant de parler de sa

famille comme un simple bourgeois de Paris : « Je ne ferai la présente plus longue, dit-il, et la finirai par vous assurer de la continuation de mon affection ; et, pour bonnes nouvelles que ma femme est grosse, qu'elle, mon fils, ma fille et moi et nos autres enfants, nous portons très bien ; » ou encore : « Je ne vous dirai autres nouvelles, sinon que ma femme est fort grosse. » Parfois, renonçant à la formule traditionnelle : « Je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte et digne garde, » il écrit gaiement : « Et, pour fin, je vous aime bien. Adieu, Monsieur de La Force. »

En même temps que Henri IV, M. de Loménie entretient avec La Force une abondante correspondance. Loménie, plus jeune que La Force de deux ans, secrétaire des commandements de Henri IV, secrétaire d'État en 1606, est le confident du roi de France et l'ami intime du vice-roi de Navarre. Il rédige infatigablement, pour La Force, une curieuse chronique de la Cour, et l'adresse à Dubois, le maître de poste de Bordeaux, qui l'expédie à Pau par courrier exprès. Loménie se sent si profondément identifié au Roi, que, parlant de Henri IV, il dit, *Nous* : « Madame la duchesse de Bar est ici, qui fait état de nous accompagner en notre voyage de Normandie (au mois d'août 1603). Elle nous eût bien autant fait de plaisir de ne bouger de chez elle. » Lorsqu'il en vient au chapitre des amours de Henri IV, il dit, *Nos amours*. Ainsi le 23 juin 1599 : « Nos allées et venues au Bois-Malesherbes (le château de Malesherbes, résidence des Entragues, dont la fille aînée, Henriette, rêve d'épouser le Vert-Galant, dès que son mariage avec Marguerite de Valois sera dissous), apprêtent à parler, je m'en assure ; mais, par votre prudence, direz et ferez courre le bruit que ce que nous en faisons est pour déguiser notre amour de Florence (Marie de Médicis), et le céler jusqu'à ce qu'il soit conclu, et notre démariage annoncé. » Ainsi le 24 novembre, six semaines après la promesse de mariage arrachée par Henriette d'Entragues à la faiblesse de Henri IV : « Nous nous embrasons par deçà et recommençons la vie passée, de quoi force gens de bien se plaignent, mais le vent emporte leurs plaintes. » Le 4 avril 1601, quand Marie de Médicis, mariée à Henri IV depuis la fin de l'automne, est dans le cinquième mois de sa grossesse, « elle le porte bien, remarque le bon Loménie, comme elle ferait encore mieux, si

nous étions bien sage. » Ce *nous* revient en 1604, lors du complot du comte d'Auvergne, où sont compromis les Entragues : « M. d'Entragues est chez lui, à Malesherbes, et j'estime que ce qui a fait différer de procéder contre les coupables, c'est que nous craignons d'y trouver mêlées des personnes que nous voulons n'en être coupables, quoique en mon petit jugement, je croie que si, vu que le tout se faisait pour eux ou les leurs et à leur occasion. Tout le profit que jusqu'ici nous avons fait de cela a été que nous avons retiré la promesse (de mariage), sans rien bailler, et que cela fait que, depuis ce temps-là, M^{me} de Verneuil (Henriette d'Entragues) a toujours été chez elle sans nous écrire, ni nous à elle, mais ne croyez pas que pour cela nous l'ayons oubliée, et que nous n'ayons déplaisir de ne la voir point. » Le *nous* enfin paraît plein de tristesse et d'inquiétude, quand l'éternel amoureux ne peut se déprendre de la princesse de Condé : « Au demeurant, plaignez-vous de ce que nous ne sommes aussi sage qu'il serait à désirer, pour des affaires qui se passent ici que je ne veux fier au papier; je crains qu'il n'en arrive du mal, si Dieu n'y met la main, mais aussi ne croyez tout ce que d'autres vous en peuvent dire. »

Quoi de plus précieux pour le gouverneur de Béarn que ces nouvelles des moindres dispositions de son maître, données régulièrement par le secrétaire de ce maître, l'ami dévoué dont les offres de services ne sont pas des formules vaines ? « Je finirai par vous supplier de vouloir faire état de mon bien humble service, et me commanderez où vous me jugerez propre à vous servir, afin que les effets me fassent avouer de vous pour votre très humble serviteur. »

Le Roi écrivait fréquemment à La Force, d'autant plus fréquemment que le Béarn et la Navarre étaient, comme la plupart des provinces du Sud-Ouest, des pays d'États, ayant leurs assemblées locales qui se réunissaient chaque année pour participer au gouvernement, et partant difficiles à gouverner.

Henri IV ne portait point à ces États la même admiration que Montesquieu. L'auteur de *l'Esprit des Loix* disait avec gravité, sous Louis XV : « Dans certaines monarchies d'Europe, on voit des provinces, les pays d'États, qui sont dans un meilleur état que les autres. » De telles assemblées, pensait Henri IV, « tendent plus à décharger mes sujets de dépense

qu'à me fortifier et assister en mes affaires, » ces affaires qui sont celles de la France.

Les États, en effet, font souvent passer, avant l'intérêt français, leur intérêt provincial ; ils ont leur formule traditionnelle : « Nous sommes vos sujets, mais avec nos privilèges, » et se rappellent que ces privilèges furent consentis par les Rois au moment de la réunion de la province à la Couronne.

Le Béarn et la Navarre ne sont pas encore réunis à la Couronne au début du règne de Henri IV ; ils ne le seront que sous Louis XIII. Le Béarn est essentiellement attaché à son *for*, à sa coutume. Au lieutenant du Roi ou gouverneur, la coutume reconnaît les mêmes pouvoirs qu'au Roi lui-même. C'est le gouverneur qui donne toutes les charges, sauf celles de premier président, de conseiller, de procureur général, de sénéchal, de vice-chancelier de Navarre. Il les donne à qui bon lui semble...

Hors qu'un commandement exprès du Roi ne vienne.

La Force sait faire respecter son autorité, il résiste aux abus de pouvoir de la Chambre des comptes, en réfère au Roi qui l'approuve.

La Force a une garde, vingt arquebusiers payés sur les deniers ecclésiastiques ; il dispose chaque année d'une somme de cinquante écus (six cents francs de notre monnaie de 1913) pour les « frais de voyage, dépenses extraordinaires ou autres parties inopinées. » Il règle toutes les affaires, tient les États. Tous les ans, il convoque, où il lui plaît, des députés de toute qualité désignés non par l'élection, mais par leur fonction ou leur seigneurie. Averti par le syndic de la Noblesse et du Tiers que les États sont assemblés au lieu qu'il a choisi, il s'y rend avec le Parlement.

Aujourd'hui, les visiteurs du château de Pau traversent la cour d'honneur, pénètrent dans les appartements du rez-de-chaussée, par une porte basse, entrent dans la salle des gardes pour gagner la petite, puis la grande salle à manger. C'est dans cette vaste pièce, large de cinq toises, longue de treize, que les États attendaient d'ordinaire le gouverneur.

Tandis que La Force montait sur une estrade par un degré de quatre marches, et s'asseyait dans un fauteuil, Messieurs des États et du Parlement demeuraient debout et découverts. Ils écoutaient le discours que le gouverneur leur adressait pour

leur apprendre les intentions du Roi. Son discours achevé, le gouverneur se levait, descendait le degré, sortait de la salle. Alors les États « opinaient sur la demande, et lui rendaient compte de l'exécution. » Ils ne craignaient pas d'entrer en conflit avec le Roi. En 1599, ils prononcèrent l'interdiction contre un conseiller au Parlement, qu'affectionnait Henri IV. Celui-ci annula l'interdiction, écrivit à La Force, parla en maître : « Bref, je veux être obéi. Qu'ils me donnent ce contentement-là, et qu'ils ne me fassent choisir une autre voie pour me faire obéir. » On croit entendre Napoléon commandant au gouverneur de Hollande de briser les résistances des bourgeois d'Amsterdam : « Il faut que je sois obéi ; je le veux, entendez-vous ? et qu'ils le sachent bien. »

Les États dépêchaient à Paris leur ambassade annuelle, qu'ils composaient d'un évêque, d'un baron, de plusieurs membres du Tiers et du syndic, et le Roi la recevait au Louvre, accompagné du gouverneur.

Le gouverneur, raconte La Force, « entrait, quand il voulait, au Parlement (de Pau), y siégeait à la place du Roi, y prononçait des arrêts. L'on appelait des arrêts du Parlement au conseil qu'il avait près de lui. » Le gouverneur devait s'entendre avec le conseil souverain de Béarn, composé de huguenots fort intolérants qui, tous les jours non fériés, s'assemblaient de sept à dix heures du matin dans un assez modeste édifice, n'ayant de palais que le nom. « La Force avait les mêmes prérogatives aux États et à la chancellerie de Navarre, en qualité de vice-roi dudit pays. » Pauvre petit pays, borné au Nord par le Béarn, au Sud par les Pyrénées, par le cours de la Soule à l'Est, à l'Ouest par le Labourd, et dont la capitale était Saint-Jean-Pied-de-Port ! Quelque trente ans plus tôt, les courtisans de Charles IX s'en moquaient au Louvre, assurant que « le roi de Navarre avait plus de nez que de royaume. »

LES DIFFICULTÉS D'UN GOUVERNEUR

Les plus grandes difficultés que La Force rencontra dans son gouvernement lui vinrent de ses coreligionnaires huguenots. Il y avait, en effet, dans l'édit de Nantes qui leur accordait des libertés religieuses mitigées et d'étonnants avantages

politiques, une clause qui les blessait vivement : elle rétablissait le culte catholique dans tous les lieux où il avait été supprimé, et rendait au clergé ses droits et ses biens. Or, depuis un quart de siècle, depuis que les catholiques béarnais s'étaient révoltés, en 1569, contre la reine Jeanne d'Albret, passée au protestantisme avec son cousin, Louis d'Albret, évêque de Lescar, la messe n'était plus célébrée en Béarn, et les biens de l'Église se trouvaient partagés entre l'État et les communautés protestantes. Lire dans un édit spécial au Béarn, paru le 15 avril 1599, un an après l'édit de Nantes, que le Roi nommait des évêques à Lescar, à Oloron, accordait sur les revenus ecclésiastiques trois mille livres de pension à l'un et dix-huit cents à l'autre; apprendre que « la messe était remise en douze villes, bourgs ou villages et en tous ceux qui étaient de présentation laïque, » et qui avaient des patrons catholiques, « pourvu qu'il n'y eût point de ministres entretenus, » voir les catholiques admis en même nombre qu'eux-mêmes aux charges dont ils étaient exclus jusqu'alors, quelle déception pour les protestants, pour les huguenots du conseil souverain ! car le gouverneur, très pieux protestant, jugeait l'édit avec plus d'équité : « Puisque c'était chose qui devait arriver, confiait-il à M^{me} de La Force, l'ordre n'y pouvait être meilleur. »

Cependant, les Parlements de France, jugeant l'édit de Nantes trop favorable aux protestants, ne l'avaient enregistré qu'à grand peine. Henri IV avait recouru aux paroles insinuantes et même aux menaces : « L'on veut entrer en quelque méfiance de moi, disait-il. La religion catholique, je l'aime plus que vous. Je suis fils aîné de l'Église; nul de vous ne l'est, ni ne peut l'être. Je couperai les racines de toutes ces factions. J'ai sauté sur des murailles de villes, je sauterai bien sur des barricades. » Il ne fut ni moins persuasif ni moins énergique en Béarn, où il exigeait le rétablissement de la religion catholique : « Je veux être obéi sans rien retrancher de mon édit; s'il s'y trouve quelque article qui mérite réformation, il en faudra doucement conférer avec le temps. »

La prudence de son lieutenant, son influence sur les protestants furent d'un grand secours à Henri IV. Commissaire l'année suivante en Guyenne, Saintonge et Angoumois pour la vérification de l'édit de Nantes, avec le maréchal d'Ornano et M. de Refuge, maître des requêtes, le gouverneur de Béarn

« se gouverna si équitablement, dit-il avec bonhomie dans ses *Mémoires*, qu'il trouva le moyen de contenter les catholiques et ceux de la Religion, et la paix fut si bien cimentée que l'on n'entendit plus parmi eux ces noms de papistes et de huguenots, ainsi que c'était la coutume depuis le règne de François II. »

En Béarn, l'édit fut vérifié le 18 août 1599. Il ne le fut pas sans remontrances.

L'édit est à peine exécuté que les évêques demandent au Roi « la main-levée de tous les biens ecclésiastiques et le rétablissement de la religion catholique par tout le Béarn. » Les évêques accompagnent le Roi en 1600 dans sa campagne contre le duc de Savoie, le suivent à Lyon, à Chambéry, à Montmélian, lui présentent leurs cahiers. Peine perdue, le Roi refuse de rien ajouter à l'édit. Il enlève cependant au conseil la connaissance des affaires ecclésiastiques, nomme les évêques conseillers en son conseil d'État et privé de Navarre.

Henri IV les aime mieux au conseil de Pau qu'à la cour de France; il redoute leurs doléances, qui sont justifiées, car en 1603, malgré l'édit, les ministres protestants n'ont pas encore abandonné tous les biens ecclésiastiques qu'ils doivent rendre aux évêques, et même leur synode s'apprête à envoyer des députés au Roi. Déjà le bruit court qu'une levée de deniers a été résolue pour les frais du voyage. Mais, si les ministres parlent, les évêques vont se mettre en route. Le Roi prie La Force de s'opposer au départ des uns et des autres, de recevoir leurs remontrances, de lui parler en leur nom.

La Force ne peut les arrêter toujours. Revenant de la Cour en 1605, il apporte un édit qui rétablit la messe à Orthez, Nay et quelques autres lieux. Il veut le faire vérifier au Parlement de Pau, mais la Noblesse et les pasteurs protestent : il faut envoyer une députation au Roi, l'édit est contraire au *for* du Béarn. On l'enregistre cependant. Henri IV est prêt à écouter les deux partis au conseil.

Voltaire dit assez drôlement et justement du calvinisme que « Henri IV le chérit, le protègea et le réprima. » Quand La Force rentre en Béarn au début de l'année 1606, après avoir servi à la Cour son quartier de capitaine des gardes, tous ceux qu'ont blessés les vives réprimandes du Roi s'empressent auprès du gouverneur. Celui-ci panse les blessures, s'attache les esprits, et, par sa douceur, les ramène au Roi.

Mais quelles difficultés lors de la tenue des États ! Les protestants, qui y sont plus nombreux que les catholiques, « prennent grief » de quelques articles accordés par le Roi aux évêques, et les catholiques se séparent des États. La Force a beau rappeler aux États qu'ils ne doivent traiter d'aucune chose qui regarde la religion ou la police ecclésiastique, ils viennent le trouver en corps et « s'affermissent en leurs demandes. » Au gouverneur qui leur enjoint de « passer outre aux autres affaires, » ils répondent qu'ils sont « résolus de ne point bouger et même de ne point procéder à la donation d'usage, qu'ils n'aient obtenu ce qu'ils désirent. »

Cependant Henri IV, père commun des deux partis, mais père qui ne peut se faire obéir, menace de loin ses enfants. Il écrit à La Force le 27 juillet 1606 : « Au lieu qu'ils pouvaient espérer de moi toutes sortes de gratifications, à l'avenir, ils me trouveront tel qu'il leur demeurera un perpétuel regret et déplaisir de leur procédé. »

Las de l'opiniâtreté des États de Béarn, La Force tient ceux de Navarre, heureusement plus dociles ; puis il s'achemine sans hâte vers la Cour, pour laisser à la colère du Roi le temps de se calmer. Il arrive à Fontainebleau le mardi 12 septembre, avant-veille du baptême du Dauphin et de ses sœurs.

La Force « vit le tout, » les baptêmes pompeusement célébrés, le Roi et la Reine servis, au festin royal, par les princes du sang, le soir le grand bal, et il eut « sa part de la peine. » Ces fêtes eurent un résultat fort important pour les députés du Béarn, qui attendaient avec leurs remontrances : ils ne purent avoir leur audience tout de suite ; et, lorsqu'ils furent mis en présence de Henri IV, le Roi était déjà très adouci par le temps et les soins du gouverneur.

Ce bon gouverneur essaye d'écarter un danger qui menace l'autonomie du petit royaume dont il est vice-roi. Depuis la mort récente de M. de Callignon, chancelier de Navarre, Sillery, chancelier de France, veut avoir également les sceaux de Navarre, et, pour les obtenir, il demande la réunion de l'ancien domaine de Navarre, tandis que Sully, qui en convoite la surintendance, presse le Roi de donner une compensation au surintendant de Navarre, Duplessis-Mornay.

Sully n'en réunit pas moins, en 1607, à la surintendance des finances de France la surintendance des finances de

Navarre; mais le domaine de Béarn fut excepté. Le Béarn et la Navarre ne devaient être réunis à la Couronne que quatorze ans plus tard.

Evêques et ministres poursuivent leurs affaires, en 1607, au conseil du Roi, où La Force est toujours admis. Les difficultés ne cessent pas en Béarn. Infortuné gouverneur ! Comme le dit à peu près Robert Garnier dans son *Marc-Antoine*,

Les *difficultés* éternelles
Se perchent dessus *votre* chef,
Et ne s'en vont point qu'au lieu d'elles
Ne survienne un plus grand méchef.

C'est l'évêque de Lescar qui demande de nouvelles patentes pour entrer au conseil du gouverneur; il réclame des États le paiement des frais de son voyage à la Cour, et l'obtient sur l'ordre du Roi, car il n'y a pas de raison de lui refuser ce qu'on accorde aux ministres protestants. C'est le Père Coton, confesseur du Roi, qui, avec l'assentiment de son pénitent, envoie le Père Bayle à l'évêque d'Oloron, et La Force est obligé d'ordonner qu'on n'entrave pas la mission du nouveau prédicateur. Ce sont les États qui ne peuvent tolérer la présence des évêques au conseil. Ils « députent » auprès du Roi, mais Henri IV déclare « qu'il ne veut rien changer à son édit, et défend qu'on lui en parle davantage sans sa permission. » Les évêques enfreignent la défense, et Henri IV leur parle rudement quand ils arrivent à la Cour : il leur dit « qu'ils feraient mieux de faire leur charge et ce qui est du devoir de l'évêque que de courir ordinairement, car ils ne faisaient qu'aller et venir... Ainsi, ajoute La Force, on ne parla plus des différends de la Religion en Béarn durant le reste de la vie du Roi, et tout fut apaisé à la fin de l'année 1608. » Cependant, grâce au zèle des évêques, la religion catholique, si longtemps persécutée, renaissait en Béarn. Jésuites, Barnabites évangélisaient le pays; le 26 juillet 1609, le culte était rétabli dans la cathédrale de Lescar.

LA FORCE.

A suivre.)

LE NOUVEAU MONDE FRANÇAIS

LE MAROC ÉCONOMIQUE

Un pays défendu le long de sa côte atlantique par une barre redoutable, sur sa côte méditerranéenne par des bastions de récifs et par un rempart, le Rif, séparé de l'Algérie par les hautes barrières de l'Atlas, isolé de l'Afrique méridionale par l'Océan saharien, vivait dans l'insécurité et l'anarchie, dénué de ports, de routes, de ponts, de voies ferrées, d'outillage économique. La France l'a pacifié, animé, ouvert à la vie. Pour que la vie y circulât, elle lui a donné des artères : des pistes pour les automobiles, des chemins de fer à voie étroite, les seuls qu'elle fût autorisée à construire ; des villes européennes, juxtaposées aux villes indigènes, se sont élevées, des ports se sont aménagés. La France a supputé les ressources et les capacités du pays. L'agriculture et l'élevage affirmaient leur prépondérance ; il ne s'agissait que d'étendre les surfaces cultivées, d'en tirer un meilleur parti, d'y introduire des cultures nouvelles, de tenter d'intensifier la production en s'aidant de l'hydraulique agricole, enfin d'améliorer le cheptel. Le sol a été exploré ; la découverte du phosphate de chaux a permis d'escompter de magnifiques profits. Alors, accentuant son offensive économique, la France a sollicité la collaboration de l'indigène et du colon. Puis elle a dit : « Voilà ce qu'en dix ans, malgré la guerre, j'ai su accomplir. » Et lorsque des détracteurs, empressés à signaler les lacunes et les défaillances, ont murmuré : « Il n'y a là qu'une façade, » le maréchal Lyautey a pu leur répondre : « les locataires entraient par la fenêtre pendant que je construisais et que j'aménageais la maison. » Et il a continué à construire. La France se le devait à elle-

même, et le maréchal sait que la maison sera belle. Le cardinal Lavigerie, dans une lettre du 20 décembre 1888, écrivait : « Le Maroc est le pendant de la Tunisie, et la France doit être assez coquette pour ne pas s'en aller, dans l'histoire, parée d'une seule boucle d'oreille. » L'autre boucle d'oreille est sertie d'une perle dont il importe d'examiner l'orient.

LA POLITIQUE FINANCIÈRE

Quand, en 1912, la France a établi son protectorat sur le Maroc, tout était à créer. Le Maghzen n'arrivait à percevoir qu'une faible part du produit des impôts coraniques, et il était totalement privé d'organisation financière. Comment installer les services d'administration, comment procéder aux travaux publics avec un budget qui, la première année du protectorat, ne fut que de 17 millions ? Il a été pourvu à tout. Depuis 1912, le Maroc n'a demandé à la France que de solder ses seules dépenses militaires, et le montant de ces dépenses atteindra, en 1925, époque où l'on estime que la pacification sera réalisée, seulement la somme d'un million et demi. Le Maroc s'est entièrement suffi. Depuis 1914, ses budgets se soldent par un excédent totalisé d'environ 180 millions, dont 125 ont été affectés aux travaux publics. Pour annuler le passif légué par l'ancien maghzen et réaliser un premier programme de travaux, le Maroc n'a emprunté que 402 millions ; il n'aura à emprunter, pendant une douzaine d'années encore, que 1200 millions environ. Ainsi, son budget qui est, en 1922, de 300 millions environ, ne s'accroîtra, pour le service de la dette, que d'une somme qui oscillera entre 130 et 140 millions. Mais il n'y a rien à redouter de cette augmentation de la dette publique, puisque l'accroissement certain des ressources viendra la compenser. D'ailleurs, l'affectation des fonds que procureront les emprunts futurs expliquerait et légitimerait ces emprunts. 330 millions iront à l'aménagement des ports, 132 aux routes et aux ponts, 61 millions et demi à l'agriculture et aux forêts, 90 à l'hydraulique, 36 aux phosphates. Qui ne voit que ces dépenses sont génératrices de recettes et contribueront à la vie du pays et à sa prospérité ? Les résultats de la politique financière suffiraient à inspirer la confiance la plus assurée dans les résultats totaux de notre action au Maroc.

LE PAYS, LE SOL ET SES DÉTENTEURS

Cette garantie n'est point la seule. Le Maroc, lié par son système orographique à ceux de la Tunisie et de l'Algérie, qu'il prolonge, occupe une situation privilégiée par rapport à celle de ses voisins. Les chaînes de l'Atlas interposent leur écran entre les plaines du Maroc occidental et le Sahara. Le Maroc a un littoral atlantique que longe un courant froid par lequel la chaleur est tempérée; tempéré par la brise océanique, le brûlant *chergui* accouru de l'Est doit atténuer la rudesse de ses coups; et c'est encore à l'Océan que sont dues les pluies bienfaisantes de l'hiver et du printemps, raréfiées à mesure qu'on s'éloigne du littoral et diminuant du Nord au Sud. Nouvel avantage: les pluies sont abondantes dans la zone montagneuse du Maroc central, dès qu'on s'élève à mille ou quinze cents mètres; et les neiges du Haut Atlas alimentent des points d'eau et des fleuves qui témoignent, dans leur débit, d'une constance relative. Un seul point noir parmi ces influences favorables: c'est le voisinage des régions désertiques plus immédiat qu'en Tunisie et en Algérie. Mais on peut dire qu'en somme le climat et la pluviométrie, avec lesquels l'agriculteur a tant à compter, ne lui sont point hostiles au Maroc.

A cet agriculteur, le Maroc, sur d'immenses étendues, offre un sol propice. Si deux millions d'hectares de terre restent à défricher, déjà, dans la zone administrée, les cultures s'appliquent annuellement à plus de deux millions. Si une superficie de cinquante mille hectares est recouverte par des marécages, une partie importante en sera asséchée et utilisée dans un avenir très proche, et, sur une surface égale, s'étendent déjà vignobles et vergers. Enfin, il existe près de cinq millions d'hectares qui pourront être, en partie, conquis sur le désert.

Parmi les étendues cultivables, toutes ne sont pas d'égale valeur: les terres rougeâtres, demi-fortes, des « hamri, » les terres légères, riches en chaux et en acide phosphorique des « sahel, » le « remel » sablonneux qui s'allonge en bordure de la côte sur une profondeur de cinq à dix kilomètres, sont autant de terrains très aptes à la culture qui, sans doute, se dessèchent vite, mais n'exigent pas des pluies abondantes. Des terres noires, les « tirs, » exceptionnellement fertiles en

céréales, piquent de larges taches, fréquentes entre l'Oued Sebou et l'Oued Tensift, une bande longue de 350 kilomètres, large de 60 à 100. L'Algérie doit sa richesse au Tell; on pourrait dire que le Maroc possède deux Tell, l'un méditerranéen, prolongement du Tell algérien, l'autre océanien, plus riche en terres lourdes et grasses, et plus arrosé.

Ce sol appartenait à plus de quatre millions de ruraux, les fellahs arabes ou berbères, farouchement attachés à leur terre, mais pourvus de moyens d'exploitation et de ressources financières insuffisants, routiniers et partisans du moindre effort, défrichant peu, défrichant mal, cultivant peu, cultivant mal. Obstins à ne point se dessaisir, surtout lorsque la récolte de l'année avait été exceptionnellement rémunératrice, ces indigènes accueillirent mal des acquéreurs étrangers qui n'étaient pas toujours des plus offrants. La demande amena l'augmentation du cours des terrains; la hausse des prix auxquels se vendaient les produits accrut les exigences des détenteurs du sol. Allait-on longtemps se heurter à cette résistance, préjudiciable au développement économique du pays et à la richesse générale? Faudrait-il limiter ses espoirs à l'exploitation de la riche Chaouïa, où, avant même que la France fût devenue nation protectrice, s'étaient constitués des domaines importants exploités par des colons venus en majorité d'Algérie et de Tunisie?

LA COLONISATION

Le Gouvernement du protectorat intervint. Pour que l'influence française pût s'exercer, il fallait que fussent créés des centres de rayonnement, et que les indigènes eussent devant les yeux des exploitations rurales assez productives pour exciter leur émulation, assez parfaites pour leur servir de modèles.

Mais l'État ne possédait-il pas un domaine privé? On y taillerait, dans les terres maghzen qui s'avéraient propices à la colonisation, des lots de 200 à 400 hectares; cela, dans une région avoisinant une route ou une voie ferrée en projet ou déjà exploitée. On ne procéderait que rarement à des lotissements partiels : la petite colonisation n'avait aucune chance de réussir, si ce n'est à proximité des grands centres; et on avait décidé de la réserver, comme une faveur, à des personnes déjà fixées au Maroc, possédant des moyens de vivre, et ne cherchant

qu'un complément d'occupation. Les colons s'acquitteraient du prix de leurs terres au moyen de paiements répartis sur dix années, sans qu'on exigeât des intérêts.

Les cessions de terrains commencèrent en 1918. Les demandes se formulèrent si nombreuses qu'on se vit obligé d'imposer des conditions et d'établir, parmi les postulants, des catégories. Point d'indésirables, tout d'abord : on réclamerait le casier judiciaire ; point d'aventuriers : il faudrait, pour obtenir un lot, justifier d'un capital de 50 000 francs. si l'on voulait acquérir 200 hectares, d'un capital de 100 000 francs, si l'on voulait en acquérir 400. Un quart des lots fut réservé aux immigrants ; les personnes installées depuis deux ans au Maroc et qui n'avaient pas encore d'intérêts agricoles furent admises, au prorata de 50 p. 100 ; enfin les combattants de la Grande Guerre qui restaient, avec la réforme n° 1, aptes à la culture, formèrent le dernier quart du contingent. Pour qu'une insoupçonnable équité fût réalisée dans l'attribution des lots, on procéderait à un tirage au sort. De cette façon pourraient être évités les achats directs aux particuliers, très peu sûrs en dépit des précautions les plus minutieuses.

En même temps, on s'avisait d'une mesure heureuse. Des tribus possédaient à titre collectif un droit de jouissance perpétuelle sur des territoires si vastes qu'elles n'arrivaient à les utiliser que partiellement. Une partie en fut demandée aux tribus par le Gouvernement qui en affecta la valeur aux collectivités détentrices auxquelles, par décret, était reconnu sur le reste un droit de pleine propriété.

C'est ainsi que s'est constituée au Maroc la propriété européenne. Actuellement, quatre ou cinq cents exploitations, sur une superficie de 200 000 hectares environ, appartiennent à une majorité de Français. La colonisation est surtout dense dans la fertile Chaouïa, sur laquelle s'est étalée la première vague d'immigrants et dont les débouchés sont Casablanca et Settât ; dans la région des Zaers qui aboutit à Rabat, dans celle des Doukhala, qui aboutit à Mazagan, dans celle des Abda, qui aboutit à Safi ; dans le Gharb, commandé par Kenitra, Souk el Arba, Arbaoua, Bel Ksiri ; dans la florissante vallée du Sebou, dont les produits s'écoulaient aussi par Kenitra et par Bel Ksiri, et encore par Petitjean, centre de colonisation officielle, et par Dar bel Hamri ; enfin, dans la luxuriante région de Marrakech.

La main d'œuvre n'y fait point défaut et, peu exigeante, ne manque point d'éléments intelligents et perfectibles ; le colon, le « tajer » y jouit souvent d'un grand prestige ; ses rapports avec l'indigène sont empreints de sympathie ; et lorsqu'il en est autrement, c'est qu'une faute est imputable à l'un ou à l'autre. Mais le colon riche n'est guère qu'une exception. A celui qui ne voudrait ou ne pourrait engager, au début, qu'un petit nombre de capitaux, s'offre la ressource de recourir à une association agricole. Le mode le plus habituel en est une sorte de métayage. Le colon avance des fonds à l'indigène ; celui-ci achète des semences, loue ou achète des bœufs, et laboure, ou bien sur les terres qu'on lui a louées ou bien sur ses propres terres, la superficie indiquée au contrat d'association. La récolte faite, l'indigène remet au colon, en espèces ou en nature, la part stipulée. De cette façon, le colon peut étudier le pays, se rendre compte des gains qu'on peut y réaliser, examiner les terres dont le rendement présente le moins d'aléas ; il achète à ce moment, pratique d'abord l'élevage, essaye des cultures non perfectionnées, et petit à petit, adapte l'indigène aux modes d'exploitation rationnels et productifs.

Au reste, le colon n'est pas isolé, réduit à des tâtonnements et exposé à des mécomptes, dans l'immense bled marocain.

La Direction de l'agriculture a, pour le profit du colon, procédé aux recherches expérimentales sans lesquelles tout progrès agricole est impossible. Elle a imposé, dans les écoles rurales, un programme d'enseignement agricole ; elle fait professer, au collège musulman de Fez, des cours d'agriculture. Des jardins d'essais ont été créés à Rabat, à Meknès et à Marrakech, des fermes expérimentales à Ain-Kaddous, à proximité de Fez, pour les céréales et les légumineuses, à Casablanca pour la vigne et les pépinières, à Marrakech pour les olivettes, les cultures irriguées et le tabac, à Oudjda pour l'élevage du mulet, à Mazagan pour celui du mouton ; il existe une bergerie à Oued-Zem, des autrucheries à Marrakech et à Meknès. Des vétérinaires, répartis sur tout le territoire, sont prêts à répondre à l'appel des éleveurs. Des inspecteurs généraux se déplacent, qui viennent donner aux colons des conseils précieux sur la tenue d'une propriété. Enfin, la Direction générale fournit aux agriculteurs des plants, des animaux reproducteurs, et à ceux dont l'exploitation

s'inspire des méthodes scientifiques, elle alloue des primes.

Elle n'ignore, elle ne veut rien ignorer de leurs besoins. Les colons constituent entre eux des associations qui, par l'intermédiaire des Chambres consultatives d'agriculture dont ils sont les électeurs, transmettent leurs desiderata au Gouvernement du protectorat. Ce Gouvernement a consenti des avances importantes à des caisses de crédit mutuel agricole à court terme, prêté des capitaux à des coopératives en formation.

Ainsi se prépare l'avenir d'un pays qui a besoin d'être guidé et soutenu parce qu'il souffre et de sa fièvre de croissance et du déséquilibre universel, mais dont on jugera les premiers pas solides, confiants et bien assurés.

L'AGRICULTURE

Les statistiques fournies par les opérations que nécessite l'établissement de l'impôt direct, ou « tertib, » qui porte sur les récoltes annuelles, les arbres fruitiers et le cheptel, permettent de se rendre compte de l'état de l'agriculture au Maroc. Encore faut-il n'accepter leurs chiffres que sous caution; il y a trop peu de contrôleurs, trop de dissimulations; et ces chiffres sont incomplets, puisqu'ils ne s'appliquent qu'aux régions administrées.

Le Maroc, pays essentiellement agricole, présente, grâce à son étendue, à ses différences d'altitude et d'exposition, une grande diversité d'aptitudes. Toutefois, sur une surfaceensemencée totale de 2140 000 hectares, les céréales couvrent dans le Maroc occidental une superficie d'environ 1 750 000 hectares. Ce sont proprement des céréales d'automne, l'orge, le blé et l'avoine, qu'on ne cultive presque jamais au printemps, parce que la sécheresse précoce leur serait fatale. Pourtant, des essais ont été tentés, favorisés par l'irrigation; les résultats ont été médiocres. Il n'y a donc à ajouter à la superficie de 1 750 000 hectares cultivés en céréales que 8 500 hectares environ pour l'orge de printemps, 10 000 pour le blé. L'orge est la culture principale et n'est pas loin d'atteindre le million d'hectares, le blé dépasse 780 000; l'avoine compte pour un peu plus de 3500.

Que vaut l'orge marocaine? Dans quelques rares localités, on récolte l'orge céleste. Les formes demandées par la brasserie n'existent pas, bien que certaines bières s'accommodent des espèces marocaines; ces espèces ont trouvé quelques débouchés

dans le Nord de la France et en Angleterre, et fournissent la matière première à une usine récemment édiflée à Casablanca par la Société des Brasseries du Maroc. Mais le type habituel est l'escourgeon d'hiver; l'utilisation habituelle, l'alimentation des animaux, et, en période de disette ou aux jours de vie chère, celle des indigènes. Au reste, l'indigène cultive l'orge au hasard, sur des terres qui conviennent plus ou moins, et qui sont trop tardivement ensemencées. Rien d'étonnant que le rendement à l'hectare oscille entre 6 quintaux et demi et huit et demi, la production annuelle entre 6 et 8 millions de quintaux.

Lorsqu'on examine les évaluations de la surface emblavée et celles de la production au Maroc, il faut ne pas oublier que le blé dur semoulier l'emporte de loin sur le blé tendre dont la culture ne date guère que de l'occupation française. C'est à peine si dix-sept mille hectares sont consacrés au blé tendre sur une superficie totale de 783 121 hectares attribuée au froment. Là encore, rendements insuffisants : pour le blé dur, 7 quintaux en moyenne à l'hectare, pour le blé tendre, 8 ou 9.

Mais il est certain que les résultats se modifieront lorsque les semences seront judicieusement choisies, le sol mieux préparé, la récolte encouragée. Et il est certain aussi, et la métropole y est directement intéressée, que la culture du blé tendre gagnera en étendue et en rendement; la production qui, en 1920, n'était que de 75 000 quintaux, a augmenté de plus de cent mille en 1921. Mais encore faudrait-il, pour le plus grand bien de la métropole, que l'orge et le blé, déjà frappés, à leur sortie des ports du Maroc, d'une taxation de 4 fr. 55 par quintal pour l'orge et de 5 fr. 69 pour le blé, n'eussent pas à supporter à leur entrée en France des droits d'entrée qui montent à 14 francs pour le quintal de blé. Qu'on y ajoute le prix du fret. Et l'on se demandera s'il ne faudrait pas se préoccuper un peu plus de la plus grande France.

Ce n'est que depuis l'établissement du protectorat que l'avoine est cultivée au Maroc. Elle s'accommode de terres nouvellement défrichées et médiocrement préparées; le colon, à peu près seul, s'y intéresse, et obtient des rendements qui varient entre 7 et 9 quintaux à l'hectare. La faveur de l'indigène va au seigle qu'il cultive particulièrement dans les zones montagneuses sur une aire restreinte. Mais le seigle trouverait un terrain propice dans les terres légères et sablonneuses du

littoral; ses rendements atteignent 15 quintaux, et sa paille est recherchée. Dans les Abda et les Doukhala, la graine fine, blonde et luisante de l'alpiste, qui sert à l'alimentation des oiseaux, fournit une huile que l'Angleterre apprécie pour l'apprêt des cotonnades. La vente avait atteint, en 1919, le point culminant de 6 606 802 francs.

Telles sont les céréales d'automne. Le maïs et le sorgho constituent les deux grandes cultures de printemps, cultures précieuses parce que les terres sur lesquelles ils ont été récoltés, si on les laboure dès la fin de la saison des pluies, pourront recevoir les emblavements des céréales d'automne, et précieuses encore parce que les semis de mars sont mûrs en juin. Pourtant, les colons les négligent presque complètement. A peu près seuls, les indigènes leur consacrent une étendue de 145 727 hectares. Mais ils préparent superficiellement, imparfaitement, irrégulièrement le sol, et le rendement de 5 à 6 quintaux de grains par hectare pourrait être triplé par l'emploi de variétés nouvelles, de semis en lignes, par une distribution moins parcimonieuse de graines, par des buttages, par l'écimage. Le maïs sert surtout à la nourriture du bétail, mais il est aussi exporté par quantités nullement négligeables. Le sorgho, peu sensible à la sécheresse, fournit, dans deux de ses variétés, le drâ et le bechna, une farine très appréciée des indigènes qui absorbent la totalité de la production, plus de 600 000 quintaux en 1921. Le sorgho a d'autres qualités : ses tiges vertes constituent un excellent fourrage vert; et des tiges de sorgho sucré ont accusé, à Rabat, une richesse en sucre bien supérieure à celle de la canne. Il serait donc profitable d'en étendre la culture. L'orge, aliment des indigènes, est trop coûteuse encore pour les plus pauvres d'entre eux qui y substituent le mil, dont il a été exporté, en 1920, moins de cinq cents quintaux.

Le Maroc s'adonne à la culture des légumineuses alimentaires. Les fèves sont cultivées sur soixante mille hectares environ, les petits pois occupent une superficie de 5 570 hectares, et 170 000 quintaux de pois chiches ont été exportés dans les onze premiers mois de 1921. En revanche, le haricot n'est cultivé que sur 26 hectares seulement. La guerre a fait se développer la culture des lentilles dans une proportion fantastique; le montant des exportations accusait une somme ridicule de

25 francs en 1913; cinq ans plus tard, il s'élevait à 4 600 000 francs environ. La région de Casablanca produit le fenugrec dont les petites graines aromatiques sont appréciées des Orientaux comme condiment, et dont nos pharmaciens se servent pour les cataplasmes résolutifs; il en a été exporté pour cinq millions de francs. Des condiments, le cumin, la coriandre, le carvi, le fruit du câprier, procurent à l'indigène d'intéressantes ressources. Les jardins des villes cultivent l'anis et le fenouil.

Insuffisantes encore pour satisfaire aux besoins locaux sont les récoltes de fruits. Et pourtant la composition du sol, le nombre élevé et la variété des espèces d'arbres fruitiers, les conditions climatiques, permettent de croire que le Maroc cessera, dans un délai rapproché, d'importer raisins frais, pommes, poires, prunes, pêches et même bananes, figues, et dattes, dont il deviendra lui-même exportateur. On a opéré, en 1921, le recensement des arbres en plein rapport sur lesquels le tertib peut être perçu. L'arbre par excellence des vergers marocains est le figuier; il en a été dénombré près de 2 300 000 dont le plus grand nombre s'élèvent dans les régions de Fez, Marrakech, Meknès, Rabat, Casablanca et Safi. Très sensiblement le même est le nombre des oliviers. Ce sont là les cultures essentielles. 406 000 amandiers, dont la moitié seulement acquittent l'impôt, ont été signalés aux agents du tertib. Les fruits de 350 000 palmiers-dattiers ne suffisent pas à la consommation marocaine. Le sol marocain porte 120 000 citronniers et orangers, l'orange ayant les qualités de la Valence et de l'orange andalouse. L'arbre du climat maghrébin est l'abricotier; dans les vergers perfectionnés de Marrakech, des abricotiers ont porté jusqu'à six cents kilos de fruits. Abondantes, mais petites, les pêches manquent de saveur; les poires, assez sucrées, sont scléreuses. On peut attendre beaucoup de la culture du pommier, qui réussit à merveille dans la région de Sefrou et sur les versants septentrionaux de l'Atlas; sur ces versants, on peut penser que le cerisier, de très belle venue à Sefrou, se comporterait de la même façon. Le noyer monte à l'assaut des contreforts de l'Atlas jusqu'à 2 000 mètres d'altitude. La vigne a été, depuis fort longtemps, cultivée au Maroc; dans les vignes indigènes, qui sont conduites en treilles, chaque cep devient une sorte d'arbre fruitier; on en a dénombré plus de cinq mil-

lions de pieds. Les Européens ont procédé à la vinification, et, satisfaits, sans doute, se sont mis à créer des vignobles, dont les premiers ont égayé les environs de Casablanca. Actuellement, 2000 hectares sont complantés, dont 667 étaient en plein rapport en 1920.

Le lin et le chanvre représentent les cultures industrielles. De longue date, la culture du lin était pratiquée dans la Chaouïa et dans les Doukhala; elle s'est étendue aux Abda et à la région de Rabat. Elle requiert, pour être productive, des soins et un travail dont les indigènes ne sont guère coutumiers. Aussi les rendements obtenus apparaissent-ils très inégaux. Alors que, dans les fermes expérimentales de Fez et de Marrakech, ils oscillent entre 44 quintaux et demi et 39 quintaux à l'hectare, l'ensemble du pays ne réussit à réaliser, en 1921, qu'un rendement moyen de 6 quintaux. Il fallait un stimulant pour que fût secouée cette torpeur. Lorsque la graine de lin atteignit des prix élevés, l'exportation, qui enregistrait moins de cinq mille quintaux en 1915, quadrupla presque ce nombre en 1921; l'industrie française, privée des filasses qui lui venaient de Russie, fit une forte demande de paille de lin: double profit pour le producteur. La culture du lin se développera donc et se perfectionnera; déjà une société a construit des usines dans la Chaouïa pour fabriquer la filasse.

Une progression semblable a été suivie par le chanvre, cultivé surtout dans le Sud-Est de Marrakech. Mais la sortie des chénevottes et celle de la filasse de chanvre sont interdites, et l'on peut exporter seulement le chénevis. Aussi, alors que le commerce des graines produites par les plantes industrielles s'est élevé en 1920 à près de vingt-cinq millions de francs, celui des tiges n'a dépassé que de peu un million et demi.

Le Maroc ne se contente point de fournir des produits utiles. Un personnage de Mirbeau réclame, au nom du peuple, « du pain et des roses. » Marrakech a son marché de roses. Le Maroc a exporté vers la France, en 1920, 31 507 kilos de roses séchées pour une valeur de près de deux cent mille francs. Il conserve jalousement les fleurs des orangers qu'il cultive surtout autour de Fez et de Marrakech, et la menthe poivrée qui sert à parfumer le thé des indigènes. Mais la racine d'iris grossit le commerce d'exportation et l'origan ou marjolaine prend le chemin de l'Espagne.

En février 1920 s'est constitué à Rabat un comité marocain des plantes médicinales à essence.

La flore spontanée du Maroc comprend de nombreuses plantes dont la teinturerie pourrait tirer parti. Les indigènes les emploient pour teindre leurs tapis. Mais on s'est mis à entreprendre, dans la région de Marrakech, l'expérimentation culturale de la garance; et l'on a exporté sur la France, l'Espagne et les États-Unis des racines de pyrèthres dont le poids a atteint, en 1919, 142 000 kilos. De préférence, c'est le henné qu'on cultive au Maroc, parce que, plante tinctoriale, il est utilisé aussi pour la toilette et pour la pharmacie; on lui a consacré 152 hectares dont chacun produit de 600 à 900 kilos. Aussi, bien que l'Espagne et l'Égypte fournissent le Maroc d'une qualité de henné qu'il ne produit pas, 400 kilos de henné, en 1919, sont-ils allés réparer en France et en Belgique l'irréparable outrage des années.

Il est évident que les statistiques et les constatations qui précèdent, d'ailleurs rébarbatives d'aspect, ne permettent guère de chanter laudes. Mais il importe de ne point perdre de vue que les rendements des cultures européennes n'entrent dans le total que pour 2 pour 100 environ. Depuis que ces chiffres ont été publiés, la culture rudimentaire à laquelle s'en tenaient les indigènes a évolué vers le mieux, et les Européens, plus nombreux, se sont mis à l'œuvre avec une expérience accrue, avec un outillage moderne, avec une énergie laborieuse, décuplée par un optimisme justifié. Les centres indigènes de Sefrou et de Baklil, où l'eau abonde, sont entourés d'une ceinture de jardins, et le visiteur admire, lorsqu'il accède à Fez, des vergers irrigués et florissants. « Il y a moins de onze ans, disait le maréchal Lyautey à une délégation de journalistes alsaciens et lorrains, je me rendais à cheval de Rabat à Fez en huit longues journées sur des pistes à peine tracées, sans rencontrer, dans l'anarchie et l'insécurité qui désolaient alors le pays, un seul hectare cultivé. » L'époque n'est peut-être pas si éloignée où, en dehors des espaces désertiques, on ne rencontrera plus un seul hectare inculte sur le même parcours.

L'ÉLEVAGE

Donc, la culture des terres s'affirme par des résultats visibles et tangibles. Les censeurs chagrins ne désarment pourtant pas.

Pourquoi, murmurent-ils, le Maroc, avec ses cinq millions de terrains de parcours, n'arrive-t-il pas à se classer en bon rang parmi les pays exportateurs de bétail? Qu'ils envisagent donc d'où l'on est parti, et où l'on est parvenu.

Avant les jours clairs du protectorat, nul grand troupeau n'existait au Maroc : les razzias, les vols, les maladies contagieuses et parasitaires, l'insuffisance de la nourriture, l'insouciance fataliste des indigènes, leur enlèvement dans les habitudes ancestrales, en rendaient la constitution précaire et quasi impossible. Le Gouvernement créa et organisa un service de l'élevage. Dans les principaux centres s'installèrent des vétérinaires inspecteurs; même au delà des limites du protectorat, des groupes vétérinaires mobiles allèrent prodiguer aux animaux des soins gratuits : dans les douars, sous la tente du Cheikh, s'ouvrirent des palabres où, parmi la profusion des tasses de thé à la menthe, l'officier de renseignements, le contrôleur civil, l'inspecteur de l'agriculture et l'inspecteur de l'élevage sollicitèrent les questions, communiquèrent le meilleur de leur science et de leurs expériences.

Une maladie contagieuse se déclare-t-elle? L'inspecteur accourt dans le centre contaminé et y prend les mesures indispensables. Des tracts en arabe sont distribués qui conseillent l'accroissement des troupeaux, et, dans un langage sympathique et familier, indiquent à l'indigène comment y parvenir à coup sûr : « Construis des abris, constitue des réserves, ne perds ni un brin d'herbe, ni un brin de paille, ni une goutte d'eau, sélectionne les espèces, regarde ce qu'ont fait les Français. » Chaque année, des primes sont attribuées aux éleveurs dans des concours qu'animent des fêtes, des diffas, des fantasias, et que solennise la présence des autorités françaises et indigènes. Enfin, pour encourager l'importation de reproducteurs qui amélioreront par le croisement les races locales, le Gouvernement rembourse aux éleveurs les frais occasionnés par le transport maritime et par les droits de douane. Que d'ingénieuses initiatives, que de mesures généreuses! Elles ne portent point assez vite leurs fruits? Mais faut-il donc répéter que, là encore, c'est au colon qu'il appartient de donner l'exemple, et que sa réussite amènera l'indigène à adopter, par intérêt, ses méthodes. Or, les colons, les premiers colons n'en sont encore qu'aux prémices; encore une fois, le protectorat ne

date que de dix ans, dont cinq de guerre, et la guerre économique n'a point cessé.

Il est malaisé de se rendre exactement compte de l'état du cheptel marocain. Le tertib n'est perçu que sur les animaux sevrés; les chiffres sont donc incomplets. De beaucoup le plus nombreux est le troupeau ovin; il compte 6 733 022 têtes. Et son élevage est des plus rudimentaires, des plus précaires. Pendant la sécheresse, les moutons, laissés à l'abandon, dépérissent; que viennent l'hiver et les pluies, les animaux manquent de nourriture, piétinent dans l'eau, sont assaillis par les maladies parasitaires. Mais c'est l'élevage d'avenir. Le troupeau sera, pour le moins, doublé, grâce à l'exploitation rationnelle des pâturages, grâce aux décrets qui interdisent l'abatage et l'exportation des brebis pleines. La France, à laquelle ne suffit point sa production locale, à laquelle manque l'appoint de la Russie, de l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne, de l'Italie, celui enfin de l'Algérie où le troupeau semble diminuer, trouvera au Maroc les ovins dont le besoin est devenu pour elle si impérieux, sans qu'elle puisse parvenir, pour des causes multiples, à y satisfaire. Aussi, tout le Sud marocain se livre-t-il à cet élevage; des éleveurs européens ont constitué par sélection des troupeaux de premier ordre; et, parmi les indigènes, les Beni Mesquine, les nomades du Tadla ont amélioré leurs espèces, les Beni Ahcen s'enorgueillissent de moutons qui présentent tous les caractères du mérinos et desquels, affirment-ils, les mérinos seraient issus. Le troupeau caprin compte 2040 304 sujets. Les chèvres grossissent de leur contingent les bandes de moutons dont elles guident souvent la marche. Les Marocains aiment leurs petites chèvres noires dont la chair est par eux préférée à celle du mouton, et dont la peau leur sert de récipient pour la fabrication du beurre ou devient la guerba enduite de goudron dans laquelle le nomade transporte son eau potable. La race bovine doit être améliorée, le troupeau bovin qui ne compte que 4 517 117 têtes, augmenté. Le lait des vaches, peu abondant, est par ailleurs très riche en matières grasses. Les bœufs sont les auxiliaires de l'indigène dans les travaux des champs; petits dans les régions montagneuses, ils doublent leur poids dans la plaine où la nourriture est plus dense et meilleure, et pourraient fournir un complément non négligeable aux boucheries du midi de la France et

de tout le bassin méditerranéen. Mais il semble que seuls aient chance de réussir les croisements avec la race zébu, sobre, rustique et résistante comme la race marocaine. Enfin, 415 036 sujets seulement représentent la race porcine, le porc étant un animal impur que les Marocains méprisent ; toutefois, sensibles à l'appât du gain, ils l'ont élevé en plus grand nombre lorsqu'il a fallu répondre aux besoins engendrés par la guerre. Mais la courbe de son élevage a de nouveau fléchi, car la concurrence des porcs venus de l'Orient, de qualité supérieure et plus estimée, ne saurait être contrebalancée.

Parmi les animaux qui servent aux transports, l'âne occupe le premier rang avec ses 430 232 représentants. Petit, de couleur cendrée, et non sans élégance, il sert de monture à l'indigène ; c'est lui aussi qui porte les marchandises à vendre vers les souks des grosses agglomérations. Petit est aussi le mulet, surtout animal de bât, qui ravitaille nos postes et nos colonnes, et transporte les marchandises ; on l'emploie aussi aux travaux des champs. Sa compagne la mule, ou plutôt la mule de luxe, richement harnachée, est la plus noble conquête et la plus noble monture des Marocains les plus fortunés ou les plus élevés en dignité. Mais le bon mulet manque au Maroc, et l'administration s'efforce d'améliorer la race en important, malheureusement en trop petit nombre, des baudets catalans. Le Maroc compte moins de soixante mille mulets ; son troupeau camélin n'atteint pas le chiffre de cent mille. Un peu plus, mais insuffisamment nombreux, les chevaux et les juments comptent 143 094 sujets. C'est que le Marocain est un Berbère, et, en somme, un sédentaire ; seul l'Arabe nomade tient au cheval avec lequel il fait corps ; parmi les Berbères, il n'y a que les chefs qui élèvent les chevaux qui, aux jours de fantasia, contribueront à leur succès. Cependant le service des remontes et haras ne néglige pas l'amélioration de la race chevaline ; mais les progrès réalisés, sensibles chez les colons, ne se manifestent pas parmi les chevaux des indigènes.

On ne saurait évaluer le nombre des volailles, qui sont exemptées du paiement du tertib. Au reste, beaucoup d'ennemis déciment les poulailiers, le vautour, le milan, l'émouchet, le renard, le chacal et la belette. La poule marocaine, excellente couveuse, n'est qu'une assez bonne pondeuse, bien que la ponte, grâce au climat sans grands excès, ne subisse que de rares et

brèves interruptions. Cependant, le commerce des œufs pouvait donner lieu à un mouvement si important que, pendant les deux dernières années de la guerre, un consortium se constitua pour ravitailler à des prix modérés les villes marocaines et pour alimenter les marchés français ; il fut supprimé le 1^{er} juin 1921. Ses opérations avaient été fructueuses, si l'on se réfère à l'année 1919 où la vente de plus de huit millions et demi de kilogrammes d'œufs avait rapporté tout près de 45 millions de francs. Depuis le retour à la liberté du commerce, les villes souffrent d'un ravitaillement insuffisant, et les cours restent élevés. Mais le trafic des œufs est considérable, puisque 4 270 000 œufs ont été exportés pendant les six derniers mois de l'année 1921. Il y a là un élément certain de richesse pour le Maroc.

On peut escompter aussi d'importants profits de la vente des autres produits de l'élevage, notamment des laines, des peaux de bœufs, de moutons et de chèvres, du miel et de la cire.

Les laines marocaines sont supérieures aux laines algériennes et tunisiennes, parce que moins jarreuses et moins chargées en sable. On peut même présumer que lorsque la tonte sera plus habile, lorsque le troupeau ovin sera mieux soigné et augmenté, ces laines pourront être opposées sans infériorité marquée aux laines argentines ou australiennes. Mais combien en exportera-t-on ? L'industrie locale absorbe une grande partie de la production pour la fabrication des haïks, des tapis, des djellabas, des couvertures et des matelas. Si l'on accepte le chiffre de 10 millions de kilos par année, la consommation locale en exigerait au moins les trois quarts. De plus, le commerce des laines subit encore les effets de la guerre ; ils sont multiples : les éleveurs ont été arrachés à leurs travaux, les transports ont fait défaut, l'intendance a réquisitionné les laines que les indigènes se sont empressés de dissimuler, entassant des stocks qui se sont avariés ; il a fallu reconstituer des réserves pour que les industries locales pussent être réapprovisionnées suffisamment et régulièrement. Aussi risquerait-on de s'étonner inconsidérément devant les statistiques et de commettre de lourdes erreurs en tirant des conclusions pour l'avenir. Citons les chiffres sans commentaires : l'exportation, en 1917, a atteint son point culminant avec 372 190 kilos de laine lavée et une valeur voisine de 2 millions

de francs; elle descend, en 1920, à un minimum de 54 923 kilos pour une valeur d'un peu plus d'un million.

L'évolution de l'élevage au Maroc, lentement amorcée, procède lentement. Mais on sait où l'on va, et l'on a pu mesurer déjà, à des résultats réels, la qualité de la méthode que l'on applique.

LA VÉGÉTATION FORESTIÈRE

Les étendues marocaines n'appartiennent pas seulement aux terres incultes et aux terres cultivées. La végétation forestière y couvre, dans la zone française, une superficie de 1500 000 hectares. Et pourtant des officiers, des fonctionnaires ou des commerçants ont pu, après avoir séjourné plusieurs années au Maroc, affirmer sans parti pris que le Maroc manquait d'arbres. La raison de l'erreur est simple : les massifs forestiers se dressent en dehors des grandes voies de communication et forment des agglomérations isolées.

La zone sud-littorale, comprise à l'intérieur des limites des régions de Rabat, de Kénitra, de la Chaouïa, est la région du chêne-liège; ainsi la Meseta marocaine, la contrée où l'agriculture est la plus riche, porte aussi de belles frondaisons qui s'étendent sur 350 000 hectares, et dont le massif le plus important est, avec ses 137 000 hectares, la vaste forêt de la Mamora. Ces forêts, décimées par des exploitations abusives et ravagées par des incendies, volontaires ou non, ont dû être repeuplées et régénérées par recépage. Le bois lourd du chêne-liège donne un excellent charbon qui approvisionne les villes de Rabat, de Salé, et de Kénitra; le liber des arbres qui dépérissent alimente en tanin les tanneries locales; mais la véritable richesse sera constituée par l'exploitation de l'écorce, liège mâle et liège femelle, le premier employé à l'emballage des fruits et des légumes destinés à l'exportation, à la construction, après avoir été aggloméré avec des minéraux ou des produits végétaux, aux installations frigorifiques, à la fabrication du linoléum. Le second, encore inexploité, puisqu'il n'est exploitable que neuf ans après démasclage de l'arbre et que les travaux ont commencé seulement en 1914, arrivera sur le marché européen au moment où les stocks seront épuisés, et y prendra une place importante.

La zone du moyen Atlas est celle du cèdre, l'arbre des altitudes, qui s'élève sur 150 000 hectares, du pays des Beni-Ouaraïn et des Riata au pays de Tadla; mais cette zone est encore insoumise pour la majeure partie; dans la portion qu'on a pu livrer à l'exploitation, le bois a servi pour les menuiseries, les charpentes et les plafonds de Fez et de Meknès, et a été demandé depuis la guerre par les entrepreneurs de constructions européennes. La zone du grand Atlas se couvre principalement de thuyas, qu'accompagnent des chênes verts, sur 200 000 hectares environ. De coloration rouge ou brune, le thuya ou arar est utilisé par les indigènes et pour leurs charpentes et pour le travail des jolis meubles qu'ils vendent à Salé, à Rabat, à Mogador; mais on en extrait aussi une résine, qui est la gomme sandaraque, et qui, article d'exportation, sert à la préparation des vernis blancs. Le chêne vert, dont le bois lourd fournit un excellent charbon, est employé avec succès pour le charroinage; on a essayé de l'utiliser pour les traverses de chemins de fer; mais le chêne zéen, hôte des vallées ou combes à sol profond, lui est préférable. Enfin, l'arganier épineux toujours vert, assez semblable d'aspect à l'olivier, s'étend sur les régions de Mogador, d'Agadir et sur le bassin du Sous tout entier, couvrant une superficie qui dépasse sans doute 400 000 hectares. Les troupeaux de ces régions se nourrissent exclusivement de sa drupe et de ses feuilles; les indigènes sont très friands de l'huile qu'ils en tirent; son bois, qui fournit un très bon chauffage et un excellent charbon, serait parfait pour l'ébénisterie. Les chênes zéens, les genévriers, les pins, le tizra ou sumac, arbuste très riche en tannin, complètent les essences forestières du Maroc. Ce sont autant de richesses qui doivent devenir productives. Le service forestier a mis fin aux destructions, créé des travaux de défense contre les incendies, ouvert des chemins, installé des postes forestiers, régénéré les peuplements, émasclé les chênes-lièges. Actuellement, 300 000 hectares de forêts sont répartis entre les diverses exploitations forestières en régie, à la tâche ou par adjudication. Les recettes n'étaient que de 192 524 francs en 1915; elles se sont élevées à près de trois millions de francs en 1920. Ce n'est d'ailleurs qu'un début.

LE SOUS-SOL

Après le sol, le sous-sol. Comme l'agriculture, l'industrie minière doit pourvoir à des besoins essentiels de l'homme. Que peut-on attendre du sous-sol marocain? Les prospections ont signalé des gîtes de manganèse dans le Nargueschoum et à Djorf el Youdi, au Sud d'Oudjda, du manganèse et du plomb dans le djebel Bou Arfa, au Nord-Ouest de Figuig, de l'étain dans la région d'Oulmès, du fer à Camp-Boulhaut et à Sokhrat el Djaja, de l'or et de l'argent à Moulay bou Azza, du plomb dans les Rehamna, du plomb et du cuivre dans les Zaers. En divers points, il existe des gîtes secondaires de fer, et l'on rencontre du cuivre au Sud de Marrakech.

Quant au charbon, on n'en a relevé que des traces insignifiantes; et l'on ne saurait guère s'arrêter, non plus, aux minimes résultats qu'ont donnés d'importantes recherches de pétrole. L'inventaire est pourtant séduisant; mais correspond-il à de véritables trésors cachés? Il paraît prudent de se réserver. Mais très digne d'attention est la découverte du gisement de phosphates d'El Boroudj Oued Zem, qui s'étend sur 80 kilomètres Est-Nord-Est — Ouest-Sud-Ouest, et sur 50 kilomètres Nord-Nord-Ouest — Sud-Sud-Est; l'épaisseur des couches varie de 20 à 50 mètres; les teneurs en phosphates sont de 72 à El Boroudj, de 78 à Oued Zem. Aussi, après que le service des mines, de novembre 1917 à février 1918, eut opéré ses forages, l'office des phosphates s'empara-t-il immédiatement des chantiers. Vers El Boroudj convergèrent tous les regards de ceux qui ont à cœur l'avenir marocain et l'orientent vers ses destinées; une ligne de chemin de fer fut dès lors projetée; car il importait de ne point différer l'exploitation des gîtes dont le tonnage reconnu est d'environ un milliard de tonnes, et qui constituent un élément certain de la richesse marocaine.

L'INDUSTRIE

Alors qu'au moment de l'inauguration du protectorat, l'agriculture et l'élevage, tout primitifs qu'ils fussent, marquaient une prospérité relative, l'industrie, tout à fait rudimentaire, ne suffisait aux besoins de la population que parce que

ces besoins étaient très faibles. Ni installations, ni outillage; pas de ports sur une côte inhospitalière, pas de routes, pas d'ouvriers pour édifier des bâtiments, pour utiliser un matériel industriel, pour le réparer. On allait donc répondre aux nécessités à mesure qu'elles s'imposeraient; à chaque jour suffirait son œuvre; des battements d'ailes avant l'essor. Les premiers établissements, assurés de la matière première, furent deux minoteries, autant de briqueteries; le souper et le gîte. On en était là quand éclata la guerre. Mais personne ne pouvait imaginer que la guerre pût arrêter un mouvement du général Lyautey, quel que fût ce mouvement: il avait déclaré qu'un chantier vaut un bataillon. Les travaux publics s'exécutèrent, des industries naquirent, destinées à satisfaire aux besoins locaux et aux besoins accrus de la métropole. En 1917, il existait à Casablanca dix-sept établissements d'alimentation, huit entreprises de construction, cinq maisons d'industrie du bois, trois imprimeries; dix-huit millions de capitaux y étaient engagés, 1 200 ouvriers y travaillaient. A peine l'armistice était-il signé que se portait vers l'industrie un afflux de capitaux. C'est que le pays commençait à être aménagé; le port de Casablanca, de jour en jour, se développait, offrant aux navires un havre chaque jour plus sûr: d'autres ports s'amélioraient; sur des routes praticables les automobiles se hâtaient vers les marchés de l'intérieur; le chemin de fer à voie étroite qui reliait aux ports les centres les plus importants, tempérant ses exigences stratégiques, s'offrait aux voyageurs et aux marchandises; la main d'œuvre ne mesurait ni le nombre ni l'importance de ses services.

Entre 1918 et 1921, l'industrie marocaine a réalisé dans son ascension une étape qui ne doit laisser subsister aucun scepticisme. En trois ans, les capitaux engagés quintuplent, passent de 35 à 180 millions, le nombre des établissements, de 157 monte à 260; le personnel ouvrier, accru des deux cinquièmes, est formé de quatre mille travailleurs; enfin, la force motrice qui actionne les usines double le nombre de ses chevaux-vapeur, qui atteint quatorze mille. Et qu'on n'ergote pas sur ces chiffres. Ils sont inférieurs à la réalité, parce que le recensement a négligé les établissements disséminés dans le bled.

Parmi les établissements industriels, les usines électriques ont surtout pour objet l'éclairage des villes; mais un rôle considé-

nable leur est réservé comme génératrices de force. En effet, il est impossible de faire fond sur le charbon et sur le pétrole dont l'importation, d'ailleurs précaire, serait si onéreuse que le prix deviendrait presque prohibitif. Mais le Maroc possède en abondance la houille blanche. Un syndicat s'est constitué pour inventorier et utiliser les ressources hydrauliques ; il projette l'installation d'une première usine hydro-électrique, dont les études sont très avancées. Déjà l'on peut prévoir que les industries locales ne tarderont pas à être pourvues de leur force motrice, et que seront actionnées des industries de transport, celle des tramways devenant indispensable dans les villes modernes qui s'étalent sur de très vastes superficies.

Soixante millions de capitaux ont été consacrés aux industries alimentaires. Dans un pays agricole, il s'imposait que les produits du sol fussent utilisés et les aliments de première nécessité élaborés. Une quinzaine de grosses minoteries, une vingtaine d'établissements de moindre importance, enfin des moulins qui procèdent à la mouture indigène se partagent les céréales. Mais le sol n'arrive pas toujours à répondre à leurs exigences, et ces usines réclament à juste titre que la production soit intensifiée, le bled conquis, le chemin de fer achevé. Une quinzaine d'usines de pâtes alimentaires sont actuellement suffisantes ; mais il ne manquera pas de s'en créer d'autres dans un pays où la culture du blé dur est la plus répandue. Des huileries européennes ont été installées dans les régions des olivaiés ; la plus importante est, à Demnat, l'huilerie du Moghreb ; mais il existe aussi de nombreux moulins indigènes et des presses en plein vent.

Dans un pays où l'élevage se développe, la nécessité s'imposait de construire des abattoirs modernes. Celui de Casablanca peut être offert en exemple. C'est à la fois un établissement municipal et un établissement industriel. L'établissement municipal, ouvert le 1^{er} juin 1922, comprend des parcs de comptage et un service sanitaire, des marchés pour le gros et le petit bétail, un bâtiment pour les services administratifs, des abattoirs proprement dits, des annexes formées par un atelier pour la fonte des suifs et une halle aux cuirs, un bâtiment pour l'équarrissage et une fourrière pourvue de quatre-vingts cages cimentées, d'un lazaret et d'un four crématoire. L'établissement industriel produit la farine de sang, la farine de viande, la

gélatine et la graisse. On a donc, au Maroc, l'esprit pratique, on voit grand, et l'on prévoit. A Fedhala, une usine frigorifique fabrique la glace, réfrigère le poisson, conserve les œufs, prépare et conserve les viandes. Des établissements de salaisons, des biscuiteries, des entreprises vinicoles, des fabriques de glace, de limonade et de sirops complètent la liste des industries alimentaires.

L'aménagement du pays nécessite la construction d'immeubles, de voies ferrées, de centres de colonisation. Dix-sept établissements fabriquent la chaux, le ciment et les carreaux de ciment. Quinze briqueteries, auxquelles il faut d'ailleurs ajouter un grand nombre de petites installations, représentent un capital de trois millions. Enfin, il existe quatre marbreries, une fabrique de céramique, une fabrique de poterie en ciment.

L'industrie du bois est représentée par 52 établissements; parmi eux, sept scieries ont installé leurs usines les plus importantes en pleine région forestière.

Faut-il mentionner l'industrie métallurgique? Le nombre des usines est faible : 13; celui des ouvriers, infime, 180. Mais l'industrie automobile, dont les garages et les ateliers de réparation s'élèvent dans les principaux centres, représente un capital de plus de 17 millions. Les autres industries, toutes spécialisées dans un genre de travail ou de fabrication, n'ont encore drainé qu'un capital d'une douzaine de millions. Enfin, une usine de superphosphates, la première qui se soit consacrée aux produits du sous-sol, livrera sous peu au commerce une quantité annuelle de 240 000 tonnes.

Voilà ce qui a été fait en dix ans, dans un pays qu'il fallait pacifier, alors que la guerre mondiale paralysait les efforts, alors que sévissait la crise économique qui suivit les hostilités et qui n'est point encore apaisée.

LE COMMERCE

Le sens commercial manquait totalement aux indigènes. Producteurs, ils ne sont pourtant pas restés indifférents à la hausse des cours, et l'esprit de lucre s'est développé en eux; et, d'année en année, ils ont fini par comprendre mieux que, pour arriver à l'aisance, sinon à la fortune, il faut produire, transporter et offrir. Aussi le commerce intérieur s'est-il considéra-

blement développé au cours de ces dernières années. De vastes entrepôts, ou fondouks, se sont ouverts dans les ports ou dans les grandes villes de l'intérieur : Fez, Meknès, Marrakech ; les intermédiaires s'y approvisionnent en même temps que dans les grands magasins des Européens ; ils vont revendre aux acheteurs du bled, ou bien sur les marchés ou souks, ou bien dans le bled même où parfois les affaires se traitent sur place, achats et ventes. Les marchés se tiennent une fois par semaine à jour fixe en un lieu d'accès facile pour les diverses fractions d'une même tribu. Les indigènes y offrent leur grain, leur bétail, la paille, la laine, les peaux ; ils y font l'acquisition du sucre, des cotonnades, des bougies, des babouches, du sel, des nattes, des cordes. Le montant annuel des transactions dans ces souks n'est pas inférieur à 225 millions de francs, et, en 1921, les droits perçus par le Trésor lui ont procuré la somme appréciable de neuf millions. Des petites villes, parce qu'elles occupent une situation favorable pour ces transactions, se sont développées parmi des régions fertiles ; le Souk el Arba du Gharb a atteint le chiffre de 4 800 000 francs ; dans les Doukhala, le Souk el Tleta (le marché du mardi) de Sidi ben Nour accuse un chiffre de transactions de 2 500 000 francs. Enfin, pour ne citer qu'une grande ville, Marrakech, le Souk el Khemis (le marché du jeudi) où fréquentent les Marocains du Sous, du Haouz, du Taïlalet et de l'Atlas, y a donné lieu à des affaires qui, en 1921, sont estimées à 35 500 000 francs, permettant à la capitale du Sud un trafic d'exportation de 20 millions de francs.

Au reste, l'administration du protectorat manifeste ici encore sa volonté d'aboutir. Elle a créé un service central du commerce et de l'industrie dont les offices économiques de Casablanca et de Rabat et les bureaux économiques de Meknès, de Fez, de Marrakech et de Safi sont les émanations et entretiennent des relations directes avec des chambres de commerce et d'industrie, qui comprennent depuis 1919 des sections indigènes.

Le commerce extérieur ne peut traduire son activité qu'en se hérissant de chiffres. Deux pourraient suffire. En 1912, la valeur des transactions était, pour la zone française, de 178 millions environ ; en 1920, elle s'est élevée à 1 milliard 270 millions environ. Abstenons-nous de commentaires, parce qu'on pourrait insinuer que l'inflation des prix entre pour une part incontestable dans cette formidable augmentation. Mais appe-

lons à la rescousse deux statistiques moins contestables : un tonnage qui était de 368 591, en 1912, passe à 552 875, en 1920, et, seulement pour les ports, à 802 981, en 1921.

Toutefois, la comparaison entre les importations et les exportations ne laissera pas d'inquiéter. Certes, les exportations, qui étaient, en 1912, de 67 080 383 francs, ont augmenté, en 1920, d'un peu plus de 200 millions. Mais la vie quadruplée expliquerait en partie cette augmentation, et, de leur côté, les importations sont sept fois plus considérables en 1920 qu'en 1912, passant de 110 657 340 à 1 000 474 464 francs. La balance commerciale n'est assurément pas à l'avantage du Maroc. Mais elle est évidemment faussée par la présence du corps expéditionnaire, de même que le budget du Maroc est faussé par les fonds d'emprunt. D'ailleurs, tant que le Maroc en sera à sa période de formation, il restera tributaire des autres. C'est un pays neuf qui a besoin de s'outiller économiquement en vue d'une consommation qui, un jour prochain, sera reproductive; c'est un pays qui, démographiquement, s'accroît. Il dépense donc en ce moment plus qu'il ne produit. Mais, quand son agriculture, son élevage et ses richesses extractives auront doublé leur production, et il n'est pas niable que sur les terres actuellement cultivées les rendements peuvent être accrus de 30 ou de 40 pour cent, et il n'est point niable non plus que l'élevage et les cultures industrielles n'en sont encore qu'aux tâtonnements et l'exploitation des phosphates aux premiers pas, le Maroc, où tous sont animés de patience et de confiance, où le labeur est continu, où l'esprit d'initiative marque partout son ingéniosité et sa hardiesse, prendra un essor définitif.

Sans s'hypnotiser sur les chiffres, il suffit, pour comprendre et pour prévoir, de considérer les produits importés et les produits exportés. Qu'importe le Maroc? Des produits nécessaires à l'alimentation, sucre, thé, riz, café, vins, alcools, bière, viandes salées ou conservées, fromages, beurres; des produits nécessaires au ménage : bougies, savons, articles en fer battu, en fer-blanc, en fer émaillé, en aluminium, articles de quincaillerie; des produits nécessaires à l'habillement : tissus de coton, draps, soieries; des machines de toute sorte, moteurs, machines-outils, machines à coudre; des matériaux de construction; du pétrole, de l'essence, de la houille. Le service du commerce et de l'industrie publie une liste d'objets importés dont l'énumé-

ration surprend et amuse : confitures, chocolat, biscuits, fourneaux de cuisine, horlogerie, pianos, jouets, parasolerie, imperméables.

Le Maroc exporte presque exclusivement, puisqu'il est encore un pays presque exclusivement agricole, des produits naturels ou des produits et des déchets d'animaux : céréales, — blé, maïs, orge surtout, — par centaines de mille tonnes, légumineuses, graines, laines, œufs, peaux. Ajoutons les amandes, les gommés, quelques articles manufacturés, babouches de Fez, de Salé, de Marrakech, haïks de Fez, des objets en cuir, en cuivre, en sparterie.

Mais le pays évolue. On le voit progresser, on sent l'effort, on peut apprécier la valeur des mesures édictées ou appliquées; on peut prévoir, on peut prédire. Quelques années encore, et la France recueillera les bénéfices intégraux de son action économique. Sa part dans le commerce marocain n'est encore que de 63,09 pour 100. Mais les fabricants français ne se sont-ils pas trouvés, au lendemain d'une guerre épuisante, dans l'incapacité de répondre à la demande marocaine? De plus, toutes les Puissances, sauf l'Allemagne, ne jouissent-elles pas de l'égalité économique pour l'entrée de leurs marchandises? Enfin, les marchandises marocaines n'ont-elles pas cédé à l'attrait du change élevé de certains pays? Période d'évolution, période de transition. Demain, le Maroc travaillera pour son plus grand profit en travaillant pour le plus grand profit de la France.

LA MISE EN VALEUR

Il ne s'agit vraiment que d'une mise en valeur. Nous avons enregistré les progrès accomplis en ce qui concerne l'agriculture et l'industrie et leurs résultats réconfortants. L'aménagement des ports, la construction des routes et des chemins de fer contribueront à réaliser une prospérité totale.

En 1912, le Maroc apparaissait comme un pays fermé à toute pénétration commerciale. Une côte sans caps et sans golfes, des brisants, des estuaires interdits par une barre, des tirants d'eau insuffisants; le débarquement possible, après une attente qui durait quelquefois plusieurs semaines, seulement si l'on avait recours à de grossières barques; point de quais, point de grues; des chemins malaisés, défoncés, où

le cheval, la mule ou le chameau posaient avec crainte un sabot mal assuré; il y avait là de quoi faire hésiter les plus entreprenants.

Pourtant, il existait des ports, Rabat, Casablanca, Mazagan, Safi, Mogador, où venaient s'approvisionner des caravanes. Il fallait les mettre à même de vivre d'une vie intensifiée, et d'être utiles en contribuant à la richesse générale. Avant tout, il fallait discerner parmi eux le port le mieux situé et le plus apte à recevoir les paquebots et les cargos de fort tonnage. Casablanca s'imposait. Les travaux y commencèrent dès 1913. Actuellement, la grande jetée-abri qui protège le port contre la houle de l'Ouest est achevée sur dix-huit cents mètres, c'est-à-dire aux trois quarts; et l'on pousse activement les travaux d'une jetée transversale qui achèvera la fermeture. Les navires n'ont déjà plus rien à redouter des tempêtes; le port est outillé, les magasins, les grues de déchargement abondent; quais et terre-pleins se développent; un quai de 275 mètres permet la manutention quotidienne de 2000 tonnes de marchandises; deux ou trois môles, en eau calme, permettront l'accostage aux navires calant jusqu'à douze mètres. Quatre mille ouvriers s'affairent, ruche bourdonnante; en 1921, ils ont manutentionné plus de 400 000 tonnes de marchandises; sans qu'on tienne compte des phosphates, Casablanca suffira sous peu à un trafic annuel de 1 500 000 tonnes.

Mais Casablanca ne pouvait desservir utilement Fez et Meknès. On s'avisa d'aménager un port sur le Sebou, navigable en toute saison, et dont l'estuaire est imposant; la petite casbah de Kénitra deviendrait, à 17 kilomètres dans les terres, une ville et un port de commerce. Trois cent vingt mètres de quais le long du Sebou permirent aux bateaux dont le tirant d'eau n'était pas inférieur à quatre mètres, et la longueur à quatre-vingt-dix, d'accoster à Kénitra. On ne s'en tiendra pas là: le fleuve sera endigué à son embouchure; la région du Gharb pourra déverser ses produits sur des quais et des appontements dont le développement se poursuit méthodiquement. Plus de 170 000 tonnes ont été manutentionnées en 1921.

La distance sembla trop considérable entre Casablanca et Kénitra. Pourquoi la ville impériale de Rabat, se substituant à Salé, repaire des corsaires d'antan, aurait-elle dédaigné de se transformer en port de commerce? Deux jetées convergentes y

assureront un abri à tous les navires. Et pourquoi aurait-on négligé de tirer profit de la situation du petit port de Fedhala, à 25 kilomètres au Nord de Casablanca, qui, abrité contre la houle par un promontoire rocheux que prolongent des îlots, pouvait servir d'annexe à Casablanca, port principal? La construction d'une digue a relié la terre aux îlots. Les pêcheurs peuvent débarquer dans un havre sûr les produits de leur pêche; des usines de conserves se sont installées à Fedhala.

Mazagan et Safi constituaient depuis longtemps les débouchés des fertiles terres à blé des Abda et des Doukhala. Mais il semble que le voisinage de Casablanca rendait inutiles des travaux trop considérables à Mazagan; on se contenta d'aménager un bassin et des quais pour les barcasses et d'exécuter des travaux qui permissent d'entrer aux caboteurs. Ainsi, Mazagan a pu, en 1921, manutentionner plus de 100 000 tonnes de marchandises. Quant à Safi, il est considéré comme devant devenir le grand port du Sud; une jetée y est en cours d'exécution derrière laquelle s'abriteront les barcasses; lorsqu'elle sera prolongée, les plus gros navires pourront s'amarrer en eau calme. Malgré la précarité des moyens, 150 000 tonnes ont été manutentionnées à Safi en 1921.

Enfin Mogador, pourvu d'une assez bonne rade, a vu s'aménager un bassin à barcasses; et Agadir renaîtra bientôt à la vie maritime, puisque dix millions lui sont réservés sur l'emprunt marocain.

Tout le littoral de l'Atlantique a été pourvu de phares puissants dont les rayons portent à cinquante kilomètres en mer. L'entrée de Casablanca, de Mazagan, de Safi, de Mogador, est devenue sans péril; un phare est projeté près d'Agadir. D'autres feux éclairent l'entrée des ports et l'embouchure des fleuves.

On peut donc aborder au Maroc et s'y abriter. Comment peut-on circuler? Le sol, dur en été, devient boueux sous les pluies d'octobre. Lorsque nos troupes avançaient, elles devaient s'ouvrir des pistes aux cahots desquelles les automobiles ne résistaient pas. De toute urgence, il fallait s'atteler à une besogne que les nécessités de la pacification rendaient impérieuse. Une route régulière unissait Casablanca à Rabat; mais il importait qu'on pût accéder aux villes de l'intérieur, assurer le transport de troupes et du matériel, faciliter les relations commerciales. Le général Lyautey appela à la construction d'un

réseau de plus de deux mille kilomètres techniques, territoriaux et indigènes; ce sont 2 700 kilomètres de bonnes routes qui s'offrent, en 1922, à la circulation des automobiles légers et des camions lourds: résultat étonnant, prodigieux. Une route de 700 kilomètres va de Casablanca à la frontière algérienne, dotée de travaux d'art, ponts de pierre, viaducs, ponts en béton armé, ponts suspendus, par Rabat, Meknès, Fez, Taza et Oudjda. La route de Rabat à Tanger par Kénitra et Souk el Arba est terminée dans la zone française. D'excellentes routes relient Marrakech aux ports de Casablanca, Mazagan, Safi et Mogador. Sur ces voies principales s'amorcent des routes secondaires.

Ainsi, la route a précédé le chemin de fer; elle reste pour lui une concurrente à notre époque de transports automobiles; mais les camions usent vite la route. Et le chemin de fer s'imposait, d'abord parce qu'il transporte beaucoup plus de marchandises que le camion, ensuite parce qu'il est le grand agent du progrès politique, économique, matériel et moral.

Les Allemands ne l'ignoraient pas, et lorsqu'ils s'aperçurent que la conférence d'Algésiras tournait contre eux, ils s'efforcèrent d'obtenir du moins et exigèrent, dans l'accord franco-allemand de 1911, que la France fit construire seulement des lignes militaires réservées aux troupes d'occupation. Avant qu'elle fût autorisée à procéder à l'établissement de lignes commerciales, il fallait que fût achevée la ligne Tanger-Fez qui ne fut concédée qu'en 1913 à une compagnie franco-espagnole. L'administration de la guerre dut donc, sous l'œil des représentants de l'Allemagne, procéder uniquement à l'installation des voies militaires de 0^m,60, dont les premiers travaux avaient été commencés en 1911. Il n'y avait plus à se préoccuper des besoins commerciaux présents ou futurs; le chemin de fer suivit nos colonnes. La guerre écarta l'Allemagne de l'horizon marocain, et, dès 1916, on procéda à l'exploitation commerciale des voies militaires. On se heurta à l'insuffisance du matériel; de plus, on ne put, à cause des rampes et des courbes, former que des trains légers; des interruptions dans le réseau empêchèrent l'échange des wagons et des locomotives. Ce n'est qu'après l'armistice que le matériel vint. Au même moment, le réseau commença à se compléter. Depuis 1915, Oudjda était reliée à Taza; malgré des difficultés considérables, Taza, en juillet, fut reliée à Fez. De Kénitra, on avait d'une

part atteint Rabat en 1912, d'autre part Meknès en 1913, Fez, en 1915. La même année, Rabat et Casablanca étaient reliées. C'était là comme un réseau Nord-marocain. Il fallait aller vers le Sud. Une voie, partant de Casablanca, atteignit Ber Rechid, bifurqua vers Oued Zem en 1917, vers Ben Guerir en 1918; enfin, de Ben Guerir, elle s'avança en 1920 jusqu'à Marrakech. D'autres voies s'embranchèrent ici et là; l'une d'elles va de Guercif, vers la Haute-Moulouya, jusqu'à Oulad el Hadj; une autre, de Meknès, joint Ain-Leuh, centre forestier.

Sur ces 1 200 kilomètres de voies exploitées, l'exploitation ne devint vraiment commerciale qu'en 1920. Depuis cette époque, secondée par le trafic sur la route, elle a suffi aux nécessités locales. Les voyageurs de première classe occupent de petits cars à essence dénommés « draisines » avec lesquels on réalise une vitesse de 35 kilomètres à l'heure; les indigènes se contentent de 15 ou de 20 kilomètres et de trains inconfortables où ils s'entassent sur les bâches ou sur les toits des wagons; mais ils voyagent à prix réduits. D'ailleurs, on ne voyage que le jour, mais l'on trouve, aux points d'arrêt, des buffets et des hôtels.

On ne saurait guère se rendre compte de l'accroissement du commerce intérieur en consultant les chiffres publiés par la direction des chemins de fer, puisque les caravanes, les automobiles et les camions drainent une grosse partie de ce commerce. Le trafic commercial enregistre en 1920, 56 659 410 voyageurs-kilomètres et 12 341 233 tonnes kilométriques; pour le premier semestre de 1921, 43 706 084 voyageurs-kilomètres et 5 712 136 tonnes kilométriques. Les déplacements sont donc beaucoup plus nombreux; et, de plus, en ce qui concerne les marchandises, le second semestre accuse toujours un trafic plus intense que le premier. Ajoutons qu'en 1922, on comptait sur le transport de cent mille tonnes de phosphates. L'indice commercial de transport, tout incomplet qu'il soit, est donc encourageant.

Mais l'exploitation de la voie étroite est très onéreuse. Même en ne tenant pas compte de l'amortissement du capital engagé, les dépenses sont trois fois plus élevées que sur les voies normales des chemins de fer algériens. Il fallait donc en venir à la construction du réseau à voie normale; le bon sens eût suffi à l'imposer: n'était-il pas plus indispensable encore qu'en Algérie où les régions peuplées et fertiles ne sont pas, en

somme, très éloignées du littoral ? Et n'importait-il pas d'exploiter au plus vite les richesses du sol ? Le Gouvernement du protectorat hésitait devant l'énormité des capitaux à obtenir. On n'irait donc que graduellement. En attendant, la voie étroite serait utilisée au mieux des intérêts du pays.

Les traités imposaient la construction de la ligne Tanger-Fez. Son tracé en zone française atteint 205 kilomètres, exactement les deux tiers de la longueur totale. Il fallut s'incliner. Les travaux sont en cours.

Pour construire le nouveau réseau, il était nécessaire de s'inspirer des nécessités économiques et des nécessités géographiques. Mais, à tout prendre, le réseau à voie étroite répondait assez bien à cette conception. La transversale Kénitra-Oudjda ne pouvait être modifiée qu'autant que le terrain y contraindrait : elle relie le Maroc à l'Algérie, elle unifie nos possessions de l'Afrique du Nord. De même, la ligne Kénitra-Rabat-Casablanca, complément nécessaire de la première, était exigée pour l'indispensable liaison de nos ports. On construirait une ligne de Kénitra à Souk el Arba pour que, de Tanger, la ligne Fez-Tanger étant achevée, les trains rapides pussent être dirigés de Souk el Arba vers Casablanca. Enfin, il fallait, par Settât, atteindre à Oued Zem la région des phosphates, et par Settât encore, s'avancer jusqu'à Marrakech. Tel fut donc le premier programme d'ensemble, que le Maroc s'efforce en ce moment de réaliser. Mais déjà l'on pense à relier Marrakech à Safi, Safi à Casablanca, Mazagan à Marrakech et Marrakech à Casablanca. Et l'on rêve déjà des voies transcontinentales, Paris-Dakar, Paris-Tchad-Congo-le-Cap.

Du programme primitif, la guerre a interdit la réalisation. Mais, en décembre 1919, le Maroc fut autorisé à exécuter par ses propres moyens les lignes de Kénitra-Petitjean et Casablanca-Rabat. C'est un tronçon Kénitra-Rabat auquel on accorda d'abord tous ses soins, parce qu'il était nécessaire d'amener aux jetées de Rabat et de Kénitra les pierres qui étaient tirées des carrières de Bou Knadel. En juin 1920, le protectorat obtint du Parlement le vote d'une convention passée avec un groupe financier et qui ressemble à une régie intéressée. Ce fut le signal du déclenchement d'une activité de bon augure sur la ligne Casablanca-Rabat-Kénitra-Petitjean, sur la ligne Casablanca-Marrakech, mais dans la direction d'Oued Zem tout

d'abord, où tant d'espérances sont fondées sur les gisements phosphatiers, et où l'on pense arriver en 1924. Entre Rabat et Fez, la mise en exploitation est imminente. Quant au réseau tout entier, on escompte qu'il sera construit sur 870 kilomètres au bout de six ans au moins, de dix au plus, suivant les sommes que procureront les emprunts. Le cœur du réseau battra à Casablanca où l'on a conçu grand; Rabat sera traversée par un souterrain de 1200 mètres. On a prévu, le charbon étant cher, l'électrification de certaines lignes, et on étudie l'installation d'une centrale thermique et d'une centrale hydraulique.

Pour développer les relations économiques entre le Maroc et la métropole, le Gouvernement du protectorat a créé un office permanent de renseignements dont les services, installés en 1913 à Paris, au Palais-Royal, fonctionnent rue des Pyramides depuis 1918. Sa mission est de centraliser et de mettre à la disposition du public les renseignements de toute nature concernant les productions du Maroc, de documenter les habitants du Maroc sur les marchés français et étrangers, de faire connaître, par l'intermédiaire des Chambres de commerce, des groupements professionnels et de la presse, les ressources du Maroc, enfin d'organiser la participation du Protectorat aux expositions, foires et concours qui se tiennent en France et à l'étranger. Cet organisme n'est pas purement administratif; il vit, il agit, animé d'un esprit de réalisation. Il trouve des auxiliaires dans des offices régionaux que le Protectorat subventionne à Marseille, à Lyon et à Bordeaux.

Chaque année, depuis 1916, le Maroc a élevé son stand dans les foires de Bordeaux, de Lyon et de Paris. Il a participé à l'exposition universelle de Gand en mai 1913, à l'exposition internationale de Lyon en juillet 1914; il participa à l'exposition de Strasbourg en 1919, à celle de Marseille en 1919, afin d'y montrer, en même temps que les réalités, les possibilités marocaines. Au printemps de 1917, le Maroc a exposé au pavillon de Marsan ses arts indigènes, et, en 1919, ses tapis de haute lisse, ses poteries, ses armes niellées et ses enluminures. Le Gouvernement du Protectorat a sollicité les acheteurs vers son exposition franco-marocaine de Casablanca en 1913, « l'exposition de combat » qu'honorèrent douze cents exposants métropolitains, vers ses foires de vente de Fez en 1916, de Rabat en 1917; le succès fut décisif.

Non seulement le Protectorat attire les commerçants; mais convaincu que le tourisme constitue un des éléments de la prospérité économique, il fait appel aux touristes, qui peuvent être des commerçants ou des colons de demain. Chaque jour, une compagnie aéronautique relie Toulouse à Casablanca, où abordent les paquebots de Marseille et de Bordeaux; de nombreuses entreprises d'automobiles offrent leurs autos-cars ou leurs limousines de luxe aux visiteurs d'un pays dont les efforts du Club alpin français, du Touring Club de France, de la Société de géographie du Maroc, de la Compagnie générale transatlantique et des groupements touristiques régionaux facilitent peu à peu l'accès. Le Maroc offre des spectacles pour tous les yeux : ceux de la montagne frangée de neige et ceux de la mer frangée d'écume, la Chaouïa, cette Beauce, la plaine de Marrakech, cette Provence, l'agitation frénétique des fêtes arabes et l'intimité mystérieuse des agglomérations indigènes. Le passé musulman ressuscite dans les monuments, le passé romain ressurgit dans les ruines. Enfin, le visiteur s'émerveille à l'aspect des villes : Casablanca, « la ville qui pousse, » jaillissant du sol tout armée, Marrakech dressant au milieu d'une nature idyllique ses murailles rouges hérissées de tours carrées, Rabat et Salé, les blanches cités jumelles rajeunies et fleuries, Meknès, le Versailles africain où les pèlerins accourent, Fez mystérieuse, émouvante et tragique; Taza, qui brave l'Atlas, Oudjda, cité des eaux vives et des jardins frais.

Le Maroc vit; il aspire à une vie plus intense et plus féconde. Tel un adolescent, en qui bouillonnent mille désirs, et qui n'a point su prendre conscience encore des mille ressources de sa force malhabile et de son intelligence dispersée, requiert l'expérience et la direction affectueuse d'un tuteur intéressé à ses progrès; tel le Maroc attendait, pour accomplir ses destinées, un protecteur et un guide qui eût confiance dans ses possibilités, et qui, pour lui, vit grand. La France est venue. Le Maroc, qui n'en est plus seulement aux promesses de boutons gonflés de sève, fleurira merveilleusement.

JOSÉ GERMAIN.

STÉPHANE FAYE.

L'HOMMAGE DE TOLÈDE A MAURICE BARRÈS

Tolède célèbre aujourd'hui la mémoire de Maurice Barrès. C'est un événement dans l'histoire des rapports entre nations. Car il y a, croyons-nous, dans la fête de ce jour, beaucoup plus que dans tant de fêtes qu'on serait tenté de lui comparer. Relisons l'appel que lançaient, au début d'avril, à l'Ayuntamiento de Tolède, un certain nombre de personnalités éminentes, qui représentent « les diverses familles spirituelles » de l'Espagne :

« On a le droit d'affirmer, y est-il dit, que le regard du voyageur français a ajouté des valeurs nouvelles à la vision de la Cité impériale si souvent décrite et célébrée, et que, grâce à cette mystérieuse projection, qui est un des plus beaux privilèges du génie, tous, à notre insu même, nous voyons aujourd'hui Tolède d'une manière différente de celle dont on l'a vue avant nous.

« Ce motif de l'ordre spirituel le plus délicat et la considération de la propagande, efficace entre toutes, que les livres de Barrès ont réalisée, en ces dernières années, dans tout le monde civilisé en faveur des monuments et de l'âme immortelle de Tolède, nous engagent à adresser cette requête à la haute culture de la municipalité tolédane, la priant de décider que l'une des rues de Tolède s'appellera désormais rue Maurice Barrès. »

C'est à l'unanimité que le Conseil tolédan prit la décision demandée. Désormais la vieille rue del Barco s'appellera rue Maurice Barrès. Rue calme, comme il convient, elle descend au Sud de la Cathédrale et mène dans la direction où se trouve l'ermitage de la Virgen del Valle, d'où Barrès aimait à contem-

pler le coucher du soleil sur Tolède. La rue n'est pas large, et les maisons, dans le style d'autrefois, la remplissent d'ombre protectrice. Ces maisons offrent au passant le double avertissement de leurs grilles fortement scellées dans la pierre, et de leurs fleurs qui se penchent aux balcons ou, parfois, ornent les grilles elles-mêmes. Elles nous font ainsi comprendre qu'elles n'admettent point les passants au hasard, mais qu'elles ont en réserve des trésors pour ceux qui seront jugés dignes d'être admis. La rue descend donc comme un fleuve d'ombre odorante qui parfois s'élargit en un lac de lumière, — une petite place, — avant de déboucher sur l'âpre vallée encaissée du Tage et sur le plateau rocheux dont les accidents se fondent à l'horizon dans le ciel.

Le génie de Maurice Barrès habitera familièrement le cœur de la vieille cité hautaine aux importuns, pleine de grâce pour ceux qui ont de l'héroïsme dans l'intelligence et qui mettent par-dessus tout la sincérité, l'amitié, la souple obéissance aux disciplines qui mènent à la lumière sans limites.

C'est là, disons-nous, un événement dans l'histoire des rapports entre les nations. Car l'impériale Tolède, qui donne ainsi avec la plus généreuse spontanéité ses lettres de naturalisation à un écrivain étranger, n'est pas la capitale déchuë d'un empire quelconque, de ceux où la force et la fortune ont un jour mêlé les races, et que le cosmopolitisme travaille comme un germe de dissolution. Non ; l'empire espagnol qui demeure, et dont Tolède reste la capitale, est un empire unique ; et s'il réunit des nations nombreuses, ce sont des nations créées par la plus vigoureuse nationalité qui fut jamais. Les Espagnols d'autrefois, comme l'a observé si justement M. Morel-Fatio, parlent des « nations » étrangères comme le peuple élu de Dieu parlait des Gentils. Et ceux d'aujourd'hui désignent par le terme de « Raza, » qui a chez eux un sens particulier, l'ensemble des pays de sang et d'esprit espagnols. La fierté des uns et des autres a sa raison d'être, et mieux on connaîtra l'histoire de l'Espagne, si longtemps défigurée, plus on trouvera cette fierté naturelle.

Mais c'est aussi cette fierté du nationalisme espagnol qui donne aujourd'hui tout son prix à l'hommage décerné à un Français. Initiative plus remarquable encore, si l'on considère que ce Français, de son côté, a été, à juste titre, considéré comme un héraut du nationalisme français.

Tolède, c'est-à-dire l'Espagne elle-même, rend hommage à Maurice Barrès. Mais Maurice Barrès n'a pas cessé de rendre hommage à l'Espagne. Il y a un progrès évident vers le cœur de l'Espagne, des premières notes si fines, si justes, si enthousiastes, enregistrées au livre *Du Sang, de la Volupté et de la Mort*, aux pages si pleines qui désormais révèlent, à quiconque sait lire le français, le secret de Tolède et de la vieille Espagne impérissable. Mais Maurice Barrès ne s'arrêtait pas encore à ce sommet. Il ne cessait pas de méditer son Espagne; il parlait d'elle avec l'espérance de ceux qui, conscients de n'avoir pas encore réalisé tout ce qu'ils ont en eux, conçoivent l'avenir plus large que le passé. L'Espagne spirituelle qu'il avait atteinte et expliquée en s'attachant au Greco, Oriental naturalisé Espagnol, et, comme lui, fils adoptif de Tolède, il voulait la pénétrer encore, d'une avenue plus directe, en suivant Zurbarán. Il avait bien voulu nous entretenir de ce projet, longuement médité, d'un livre consacré au grand peintre d'Estramadure. Et comme c'est à Tolède d'abord qu'il faut accompagner le Greco, c'est au monastère de Guadalupe qu'il faut accompagner Zurbarán.

C'est dans cette admirable retraite que Maurice Barrès voulait achever son livre. Il avait espéré d'abord qu'il pourrait venir en octobre 1923. Quelques jours avant sa mort, nous recevions une lettre de lui, en date du 19 novembre. Il nous disait : «... Je n'ai pas été fidèle au rendez-vous de cet automne; j'ai trop de passion; je me suis occupé de mes amis de Syrie, je suis allé me promener dans le pays rhénan; mais au printemps et non pas le surlendemain, mais le lendemain des élections, je vous arrive. D'ici là, venez à Paris et causons. Je ne veux pas faire ma transformation, comme disait si agréablement et si justement Goethe, sans avoir écrit ce Zurbarán, plus mon itinéraire (*id est* mes Mémoires), plus un petit roman qui sera la haute et vraie Bérénice, la haute et vraie Oriante. Mais c'est pour moi un vif plaisir que le développement des liens franco-espagnols spirituels... La respiration française s'élargit plus à l'aise. Le catholicisme réapparaît sur nos deux horizons... » Et il n'y avait dans ces lignes émoüvantes qu'une partie des projets du Maître. Il était de ceux pour qui la vie doit être cruellement courte; il ne vieillissait pas et il n'y a pas de mot dans la langue française pour signifier la contradiction qui, en lui, devenait réalité : que les années en s'accumulant augmen-

taient son avenir plus que son passé. De la hauteur où il était parvenu, aucune menace, mais, non plus, aucune espérance, sur aucune frontière, ne lui échappait.

C'est pourquoi sa pensée s'orientait une fois de plus vers l'Espagne, quand eut lieu au Parlement français l'ample discussion sur la réforme de notre enseignement. Maurice Barrès se proposait d'intervenir dans cette discussion pour concilier les bonnes volontés, et c'est ce testament français que la *Revue* publie aujourd'hui. Nul des promoteurs de l'hommage à Maurice Barrès ne connaissait ce projet quand fut lancé l'appel à la municipalité tolédane ; la rencontre n'en est que plus frappante : c'est le sentiment français tout pur, sans mélange d'exclusivisme ou de prévention contre personne, qui conduit Maurice Barrès à proclamer l'éminente, l'indispensable vertu de la culture hispanique.

Il devait en venir là et c'est ce que pressentaient, d'une façon plus ou moins nette, ceux qui, unis aux Tolédans, célèbrent aujourd'hui sa mémoire. Ceux qui se sont ainsi réunis pour un hommage intime et recueilli, comme il convient à notre deuil commun, mais d'une haute et neuve signification, comme il convient pour le génie et le grand cœur de Maurice Barrès, représentent, comme eût aimé à le reconnaître celui-ci, les diverses familles spirituelles de l'Espagne ; ils ont en commun entre eux et avec Barrès et les barrésiens français un profond amour de l'Espagne et, aussi, le sens des prolongements invisibles des choses visibles.

Dans les signatures de l'appel à l'Ayuntamiento de Tolède, on trouve les noms de personnalités tolédanes éminentes, comme ceux de MM. Delgado, Urabayen, Jiménez Rojas, Gémez de Nicolás, Camarasa ; et l'on trouve les noms d'écrivains, d'artistes et de savants illustres qui, sans vivre à Tolède, sont d'authentiques citoyens de la Cité impériale et ainsi associent étroitement pour la fête d'aujourd'hui l'Espagne entière à son antique capitale. Citons MM. Antonio Maura, Zuloaga, « Azorín, » Cossío, le marquis de la Vega-Inclán, le docteur Marañón, Ramón Pérez de Ayala, Ortega y Gasset, Vegué y Goldoni, Alberto Insúa...

M. Antonio Maura, ancien président du Conseil et, ce qui importe davantage aujourd'hui, président de l'Académie espagnole, représente avec autorité l'opinion des droites. Les adver-

saires mêmes de sa politique ont toujours rendu hommage à la noblesse de son caractère, et il est ainsi de ceux autour desquels on s'unit sans arrière-pensée. S'il est vrai de dire que, parmi ses amis politiques, beaucoup ne sont pas d'ardents amis de la France ni de la culture française (en laquelle ils ont souvent puisé le meilleur de leur instruction), il faut aussitôt ajouter que l'illustre président de l'Académie espagnole ne connaît pas cette intolérance, et nous l'avons entendu déclarer dans la grande salle des Conférences de l'Institut français de Madrid, où il saluait un conférencier français au nom de l'Académie espagnole, que « l'amitié entre l'Espagne et la France est de droit divin. » M. Maura, en signant l'appel à l'Ayuntamiento de Tolède, a donné une nouvelle preuve de ses généreux sentiments, et il importait que fût représentée en une pareille occasion cette grande famille spirituelle de l'Espagne qui, suivie en des dates mémorables par l'Espagne presque entière, a mis en lui toute sa confiance.

Il est assurément superflu de dire à des lecteurs français ce que signifie ici la participation du maître Zuloaga qui aime la France comme Barrès aimait l'Espagne ; superflu aussi de présenter Alberto Insúa, l'éminent romancier, qui a passé des années en France, et qui, connaissant à fond tous les courants littéraires de chez nous, est un des agents les plus actifs de l'échange des idées entre la France et l'Espagne ; on lui doit d'ailleurs la traduction espagnole du livre de Barrès sur le Greco.

Le marquis de la Vega-Inclán, commissaire royal du Tourisme en Espagne, n'est pas seulement un délicat amateur d'art ; il mérite en outre la reconnaissance de tous ceux, Espagnols ou étrangers, auxquels, grâce à l'organisation qu'il dirige et aux publications qu'il rédige et qu'il inspire, il a rendu accessibles tant de merveilles longtemps oubliées ; son goût, son activité, la passion qu'il a de remettre en valeur les plus beaux titres de gloire artistiques de sa patrie, encouragent l'espérance des nombreux voyageurs qui, faute de bons moyens de communication, ont dû renoncer, en visitant l'Espagne, à admirer des merveilles comme celles de Grenade ou de Salamanque.

M. Cossío, l'historien du Greco, est, comme tel, un grand Tolédan. Comme tel aussi, il a connu personnellement Maurice Barrès. Érudit scrupuleux, il est en même temps l'un des grands éducateurs de l'Espagne actuelle, l'une des personnes

qui ont eu l'influence la plus profonde et la plus large, la plus directe aussi, sur les jeunes générations libérales. Il est au premier rang des héritiers spirituels de Giner de los Ríos.

M. Vugué, professeur et critique d'art, est sans doute le plus tolédan de ceux qui n'habitent point Tolède à demeure fixe, et il est plus tolédan que beaucoup de ceux qui habitent Tolède; nul ne connaît comme lui toutes les pierres de la vieille cité, et une manifestation tolédane à laquelle il ne prendrait point part serait de toute évidence incomplète.

M. Ortega y Gasset, professeur et publiciste, possède une culture extrêmement étendue, jointe à un incomparable talent d'exposition. Nous ne croyons pas avoir entendu de conférencier qui lui soit supérieur. L'étude qu'il a publiée sur Marcel Proust et qui avait d'abord été le sujet d'une conférence donnée à l'Institut français de Madrid a été traduite dans notre langue et considérée avec raison comme une œuvre achevée. M. Ortega y Gasset a passé en Allemagne les années décisives de sa formation philosophique, et nous n'ignorons pas que les tendances de son esprit vont de ce côté. C'est une preuve de plus que toutes les grandes familles spirituelles de l'Espagne s'unissent dans l'hommage rendu par Tolède à notre illustre compatriote.

La *Revue de Genève* a publié l'été dernier, traduite par M. Marcel Carayon, une très remarquable étude où M. Ortega montre une fois de plus la souplesse de son talent et la largeur de son esprit en faisant le portrait de l'un des écrivains espagnols dont les affinités avec la France sont le plus marquées : José Martínez Ruiz, illustre sous le pseudonyme d'Azorín. C'est précisément Azorín qui, au nom des écrivains espagnols et de l'Académie espagnole, où il vient d'être élu triomphalement, répond à M. René Bazin, qui représente à Tolède l'Académie française. Les traductions d'Azorín en français sont peu nombreuses encore et peut-être l'allure très française de sa phrase a-t-elle fait croire aux traducteurs éventuels qu'il serait facile aux Français ayant quelque connaissance de l'espagnol de le lire dans le texte. En réalité, cet homme du pays d'Alicante est un Espagnol très caractérisé, qui vient à nous avec tout son cœur d'Espagnol. Il connaît sa patrie dans les moindres détails, dans les plus familiers. Si la construction de sa phrase est immédiatement saisie par le lecteur même très français, la difficulté de reproduire exactement la parfaite finesse de ses

notations reste digne de tenter les virtuoses de la traduction. C'est avec une grande joie que les membres du Comité de l'hommage à Maurice Barrès ont obtenu d'Azorín la promesse de répondre à M. René Bazin.

M. Ramón Pérez de Ayala est, parmi les écrivains qui ont à peine dépassé la quarantaine, un des plus riches en œuvres, et ces œuvres nombreuses sont en même temps d'une vigueur et d'une densité admirables. Il est évident aussi que la forte personnalité de Pérez de Ayala a en elle une puissance de développement et de renouvellement qui explique en partie sa sympathie pour un Barrès. La traduction de son roman *Apollonius et Bellarmin*, par MM. J. et M. Carayon, a permis aux Français d'apprécier la haute valeur de cet écrivain ami de la France. Mais si Pérez de Ayala se classe comme Azorín parmi nos plus fervents amis, les deux auteurs représentent par ailleurs deux familles littéraires bien distinctes. Pérez de Ayala est Asturien et ce réduit septentrional de l'Espagne est totalement différent des grandes plages de lumière du Levant, où Azorín a été élevé. Ayala est digne de représenter aujourd'hui le fort génie de ce pays où s'est concentrée, sous le premier élan de l'invasion arabe, la nationalité espagnole et d'où est partie la reconquête. L'influence de l'Angleterre et des auteurs anglais est sensible chez lui, moins comme une imitation voulue par son intelligence d'auteur que comme un renforcement de ce qu'il y a de plus personnel dans sa personnalité. Loin d'être connu encore et apprécié comme il le mérite en dehors de l'Espagne, Pérez de Ayala est assurément l'un des auteurs contemporains qui sont destinés à faire le plus d'honneur à sa patrie.

Nous devons enfin rappeler ici avec quelle activité intelligente et dévouée le docteur Marañón a coordonné et conduit à un résultat pratique les efforts généreux des amis de la France dont nous venons d'évoquer un petit nombre. Très jeune encore, le docteur Marañón, membre de l'Académie de médecine, joint à une très solide autorité scientifique une culture littéraire et artistique, une sorte d'avidité de comprendre et d'admirer, qui fait inévitablement penser aux héros du temps de la Renaissance. Comme médecin, il a été ici un initiateur, un organisateur et un réorganisateur, et il a mérité la reconnaissance de tous ceux qui en Espagne luttent contre la maladie

et contre les misères sociales qu'elle entraîne. Passionné pour la grandeur et pour la dignité de son pays, il a rassemblé une collection, unique au monde, de livres sur l'Espagne et de voyages en Espagne. On peut dire que l'enthousiasme avec lequel il a servi le projet d'hommage à Maurice Barrès s'inspire chez lui de la conviction du collectionneur qui, ayant lu tout ce que les étrangers, depuis des siècles, ont dit de sa patrie, a trouvé enfin, dans notre France, l'homme, grand Français entre les Français, qui a parlé de l'Espagne avec le plus d'intelligence et le plus de cœur à la fois.

La délicatesse des sentiments qui ont inspiré les promoteurs de l'hommage à Barrès, lequel est aussi un hommage à la France, engage les Français, — engagement d'honneur et qui sera tenu, — à continuer l'œuvre de Barrès. Cette œuvre vient seulement de commencer; elle a en elle son mouvement, et sa volonté d'expansion; à Tolède, aujourd'hui, l'un des maîtres les plus parfaits de notre littérature reçoit hommage comme patron d'une grande œuvre nationale et internationale; il nous a fait comprendre comment deux grands pays puisent dans la conscience même de leur nationalité le moyen de comprendre une autre nationalité, le moyen de l'aimer, et, ce qui est plus souhaitable encore, le moyen de faire collaborer spirituellement celle de leur nature et celle de leur choix.

MAURICE LEGENDRE.

LES LIENS SPIRITUELS

DE

LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE

Ces pages inédites, projet d'un discours que Maurice Barrès s'était proposé de prononcer à la Chambre en faveur de l'enseignement de l'espagnol, mettent en pleine lumière sa théorie des affinités traditionnelles qui rapprochent le génie des deux nations.

Nous voici arrivés au terme de cette longue série de vues que la Chambre propose au Ministre et à l'Université. Tout a été dit, et si bien que certainement je me tairais, si je n'avais une proposition positive à faire. Les considérations que je vais brièvement exposer auront une conclusion pratique de grande importance.

De tout ce que nous avons dit les uns après les autres se dégage un accord. Nous constatons un classicisme français qui continue directement la culture gréco-latine où il a pris son origine. Pour ma part, je crois à l'efficacité souveraine des civilisations de Rome et d'Athènes pour la formation de l'individu français, et pour la création et le maintien d'une élite française. Ces langues, cette civilisation antiques, cette tradition méditerranéenne ont une valeur pédagogique éternelle. Nous savons ce que nous leur devons, des modèles incomparables, une efficacité toujours neuve, et encore, notez bien ceci, d'immenses avantages politiques. Nous sommes les principaux bénéficiaires de la tradition gréco-latine. Supposez qu'elle disparaisse de Suisse, de Belgique, de Rhénanie, quel écart se ferait entre ces pays et nous ! Le professeur de latin, où que ce soit dans le monde, prépare une clientèle à la France. Il faut savoir cela, il faut tirer parti de cela.

Ce n'est pas à dire que dans l'élaboration des programmes,

nous ne devons pas tenir compte des nécessités actuelles. L'esprit français doit conserver de profondes racines dans notre sol gallo-romain. Mais bien solidement assuré sur sa base, il lui faut perpétuellement s'orienter. Nous avons une tradition. C'est chose vivante qu'il faut soigner, diriger. Une tradition vit, respire, a ses maladies, ses sommeils et ses fécondités. Elle se nourrit des choses du siècle, des choses du dehors. Il est entré perpétuellement des éléments étrangers dans notre tradition nationale. Il faut qu'il en soit ainsi. Quant au choix de ces éléments, nos professeurs, notre Université ont un rôle de surveillance et de direction. Et les hommes politiques aussi ont leur conseil à donner.

Comment diriger la tradition ? Comment orienter les esprits ? De tels problèmes n'intéressent pas seulement la littérature comparée, — ce serait rétrécir la thèse, — ils touchent à la culture intellectuelle et à la plus haute politique française.

A plusieurs reprises, au cours de ce débat, il a été rappelé quelle action l'Allemagne a jouée durant le xix^e siècle dans le développement intellectuel de la France. Je ne nierai pas qu'il y ait eu des bénéfices à tirer de celle-ci. Mais nos maîtres manquaient de contrôle. Ils acceptaient ce dont il eût fallu tout au moins reconnaître et signaler les inconvénients. Ils acceptaient ce qui voulait nier et dénaturer notre profonde raison d'être. Il est arrivé un moment où l'Allemagne a fait du *Faust*, de l'impératif catégorique, de son folklore, du wagnérisme, du nietzschéisme, des armes contre l'esprit des autres peuples, des véhicules pour son brutal appétit d'hégémonie. Nos ennemis voulaient transformer et dénaturer le monde pour que seul l'occupât l'esprit german. Quelles limites poser au germanisme intellectuel ? C'est le problème que l'un de nous, au lendemain de cette guerre, soumettait aux spécialistes des études allemandes et à l'Université. Ce problème, la France n'en est pas à l'examiner pour la première fois. Après 1871, elle se demandait déjà si nous n'avions pas de graves réserves à faire sur le génie germanique, et même sur les glorieux et séduisants esprits du xviii^e et du commencement du xix^e siècle, les Herder, les Schiller, les Goethe, les Hegel, qui semblent les garants de l'humanité allemande. Renan, le jour où il reçut Victor Cherbuliez à l'Académie française, a posé la question et il a déclaré : « Ce que nous avons aimé était vraiment aimable, ce que nous

avons admiré était admirable. » Il pensait toutefois que s'il restait fidèle à une certaine Allemagne, l'Allemagne, elle, avait « proclamé un nouvel idéal. » Ce que nous avions admiré était vraiment admirable ; mais les Allemands avaient changé.

Ainsi, après 1870, on a vu le problème : on ne l'a pas approfondi. Nous nous en sommes tenus à la clairvoyance inopérante de Renan. Après nous être exclamés : « Faut-il tout de même qu'ils aient changé ! », nous avons continué d'accueillir les anciens maîtres plus que les nouveaux.

Marquons-le avec force : il ne peut pas être question de prétendre que nous avons eu tort de connaître les grandes œuvres allemandes. Si elles sont de nature à donner un excès de vigueur aux Allemands, elles peuvent nous éveiller utilement. Toxiques pour eux, elles seront peut-être toniques pour nous. Le tort de nos aînés, de nos maîtres, fut de ne pas étudier ce qu'elles signifient, et ce qu'elles véhiculent de nocif. Ce triage, nous dûmes le faire tout seuls. Nous dûmes nous débattre. Et l'histoire littéraire dira peut-être de quelle manière un certain nombre de nouveaux venus ont posé une digue contre les excès de l'infiltration allemande et regroupé les esprits.

Mais trêve de commentaires sur le passé. Prenons les choses au point où elles sont. Il faut distinguer quelque chose de net et d'incontestable : c'est que l'Allemagne intellectuelle est momentanément finie. Il y a eu une Allemagne féconde, l'Allemagne pré-bismarckienne : les Goethe, les Schiller, les Hegel, les Heine. Avec eux, à nos risques et périls, et non sans bénéfice, nous pouvions communiquer. Puis est venue l'Allemagne bismarckienne. Elle s'est occupée de toutes choses en fonction de la guerre. Elle armait et faussait, par le sens qu'elle leur attribuait, les œuvres les plus désintéressées de la haute culture. L'historien de la littérature, Rothe, a proclamé à Berlin, au commencement de la guerre, que dans cette dure période : « *Le Faust* de Goethe, la *Symphonie héroïque* de Beethoven, l'*Impératif catégorique* de Kant et la *Grammaire allemande* de Grimm, luttèrent contre les adversaires de l'Allemagne autant que les canons de Krupp et les vaisseaux aériens de Zeppelin. » Cette Allemagne bismarckienne à son tour vient de s'écrouler. En ce moment, il n'y a ni Goethe, ni Bismarck. Il y a une Allemagne qui se tourne vers le monde slave et oriental. C'est une pensée en fusion, un monde dangereux plein de trouble. Au point de

vue intellectuel, il ne compte pas. C'est le chaos. Un premier monde disparu, un second monde écroulé, un chaos, vous dis-je, plein de plaintes, de désespoirs.

Nous sommes désireux de garder le contact et de coopérer avec le monde rhénan, avec le germanisme à fond latin des Goethe et des Henri Heine. Mais nous devons nous écarter momentanément de l'Allemagne d'outre-Rhin envahie de slavisme, qui se vante de se soumettre plus que jamais aux disciplines du prussianisme et qui n'a plus rien à nous fournir.

Est-ce à dire que nous voulions nous enfermer dans notre tradition, que nous considérons comme fixée immuablement? Je le répète, nous voulons donner à nos jeunes gens une formation qui, en même temps qu'elle les entraîne, les prépare à des contacts avec le reste de l'univers. Or, deux langues, depuis la guerre, ont pris une importance dominante : l'anglais et l'espagnol. Il semble qu'il soit désormais difficile à nos industriels et à nos commerçants, à nos ingénieurs et à nos employés, d'ignorer ces deux langues souveraines de l'Ouest où passe maintenant l'axe économique du monde. Depuis la Californie et le Mexique jusqu'à la Patagonie, on parle l'espagnol et la langue connexe, le portugais. Le tiers de l'Amérique du Nord, toute l'Amérique centrale, toute l'Amérique du Sud parlent les idiomes de la Péninsule ibérique. Vers ces immenses pays en friche de la Nouvelle-Espagne, c'est une ruée d'Européens, d'Anglais, d'Allemands, de Scandinaves, de Hollandais et d'Italiens cinglant vers le Nouveau-Monde où l'on peut encore amasser des richesses.

Les Américains-Saxons et les Anglais, comprenant cette vérité élémentaire, ont multiplié depuis la guerre les chaires de langue espagnole dans leurs Universités. Les Italiens se persuadent qu'Edmond de Amicis avait raison de leur prêcher l'étude d'une langue si facile pour eux. De leur côté, les Allemands ont préparé l'avenir. Durant la guerre, ils envoyaient des grammaires espagnoles à leurs compatriotes prisonniers dans les camps français, et voici qu'ils réforment leur enseignement secondaire en remplaçant l'étude du français par celle de l'espagnol. On peut lire dans la *Gazette de Cologne* du 4 janvier 1922 : « une première langue obligatoire, l'anglais, une deuxième langue qui sera l'espagnol pour les latinistes et les hellénistes, lesquels en contact « direct » avec la culture classique, n'ont que faire du pâle reflet qu'en offrent les clas-

siques français, tandis qu'ils trouveront chez Cervantès ou Calderon une conception nouvelle de la vie, bien représentative de la néo-latinité. » Et le français sera réservé aux primaires, qui, ne pouvant connaître la culture classique par les textes originaux, se contenteront de la « traduction » qu'en firent les classiques français...

Et nous ? que faisons-nous en face de cette « hispanisation » du monde ?

Nous assistons à la ruée du monde vers l'Amérique latine et dans le temps où nous restaurons le latin, nous négligeons d'en tirer une facilité pour nous rapprocher de l'Espagne ?

Je viens d'indiquer l'intérêt économique de la langue espagnole. Il y a aussi l'intérêt moral, politique, spirituel de ce rapprochement. Je crois l'amitié de la France et de l'Espagne indispensable à l'accomplissement de la mission de ces deux nations dans le monde. Qu'il me soit permis de saisir l'occasion de le dire comme un vieil admirateur du génie espagnol. L'Espagne n'a pas de puissants intérêts qui viennent, de façon plus ou moins passagère, contrarier les raisons qu'elle a de s'entendre activement avec la France. La question même du Maroc n'a pas cette importance et elle pourra être discutée dans de bonnes conditions, moyennant beaucoup de courtoisie, car tant d'intérêts supérieurs commandent l'union, une union qui ferait des deux pays, avec l'Empire d'Afrique dès lors inattaquable, un bloc capable de vivre sans redouter la menace de ses ennemis, ni la pression de ses amis !

Pourquoi nous laisserions-nous devancer dans ce rapprochement avec la latinité espagnole, quand toute une partie de notre tradition intellectuelle est de ce côté-là ? Corneille sort de l'Espagne. Molière a repêtré deux comédies espagnoles. *Gil Blas* met à notre disposition le roman picaresque. Hugo ? N'oublions pas que le sous-titre d'*Hernani*, c'est « l'Honneur castillan, » et que le mot d'ordre des jeunes romantiques dans cette soirée fameuse, était un mot espagnol : *hierro*. Mérimée a commencé par la chronique de *Clara Gazul*. *España* est le titre d'un recueil de vers de Théophile Gautier. Il y a dans notre littérature, tant classique que romantique, une grande dose d'hispanisme.

C'est d'un extrême intérêt politique et intellectuel de ne pas oublier que, parmi les langues vivantes, il en est une,

l'espagnol, qui fait partie de la famille latine, et qui se développe avec une force prodigieuse. Il serait désirable que l'Université le sût et agit en conséquence. Elle le sait déjà. Qu'elle soit félicitée et avec elle le Gouvernement, des belles institutions qu'elle a créées à Madrid pour le rapprochement intellectuel de la France et de l'Espagne. C'est le bénéfice des deux pays. En Espagne, nous pouvons trouver des trésors spirituels, des puissances rénovatrices de nos sentiments fondamentaux.

J'insiste sur les parentés éternelles de l'Espagne et de la France, et sur l'intérêt actuel d'une reprise des relations fraternelles. Ce qui sépare encore la France de l'Espagne, ce n'est pas des intérêts, mais des préjugés. Ce qu'il faut donc pour abaisser la barrière, c'est que des deux pays on échange des paroles. Ailleurs la parole précède et guide l'action; de Français à Espagnols, la parole sera l'action complète, à condition seulement de n'être pas démentie par des actes imprudents. Je demande à l'Université qu'elle ne perde pas de vue cette utilité nationale. Les besoins de l'enseignement sont trop divers pour être réglés par une seule conception centrale. Faites une part certaine dans telle région ou pour telle catégorie à l'espagnol. L'intérêt économique, politique, intellectuel français le veut. Quand nous voulons renforcer le latin, ce serait folie de négliger les commodités qu'une connaissance moyenne de cette langue nous donne pour aborder utilement la civilisation et la langue espagnoles. Sans doute la meilleure manière de servir la nation, c'est de créer des individus excellents, mais il faut aussi les adapter aux besoins de l'heure. Je prends le point de vue national. Il importe à nos intérêts actuels et éternels que nous ayons une conversation constante avec les pays d'Espagne.

Voilà une vue, je crois, qu'il importait de donner au cours de ces séances d'orientation.

MAURICE BARRÈS.

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES

L'ÉCOLE DU MEURTRE

EN ALLEMAGNE

Il y a un pays où l'assassinat politique est entré dans les mœurs, où le meurtre pour fait d'opinion est une pratique courante et un usage normal de l'existence publique. Ce n'est pas, comme on pourrait le croire, l'Irlande ni le Mexique : c'est un grand pays européen, un pays fier de sa culture, célèbre par ses universités, la patrie de Kant et de Fichte, et dont l'orgueil était : le maître d'école allemand.

Peut-être sommes-nous tentés de n'accorder à ces faits de l'histoire allemande contemporaine qu'une attention un peu distraite. La chose vaut pourtant la peine d'y regarder de plus près. Personne n'a fait le compte des assassinats commis en Allemagne depuis l'armistice. La liste des attentats n'est pas tenue à jour. Il y en a beaucoup d'obscurs, une foule de disparitions qui ne font pas plus de bruit que n'en fait, chaque soir, le total des écrasés. Cependant la table des crimes s'allonge de jour en jour. Il y en a désormais de quoi justifier une étude. Il n'a pas manqué de se rencontrer un spécialiste pour l'écrire. M. le docteur Gumbel publiait naguère sur ce sujet une brochure intitulée : *Deux ans de meurtre politique*. Il en donne aujourd'hui une nouvelle édition : *Quatre ans de meurtre politique* (1). On ne désespère pas d'en voir dans deux ans une troisième : *Six ans*

(1) E. J. Gumbel, *Vier Jahre politischer Mord*, 1 vol. in-8, Verlag der neuen Gesellschaft, Berlin, Fichtenau.

de meurtre politique. Si Dieu lui prête vie, la matière ne lui fera pas défaut. A moins que, d'ici là, l'Allemagne ait cessé de se contenter de l'assassinat en famille.

Je n'ai pu obtenir de renseignements précis sur M. le docteur Gumbel. C'est un de ces jeunes publicistes sortis de l'ombre depuis la guerre, un des rares Allemands instruits des fautes de l'ancien régime et qui soient de l'école des patriotes républicains. On m'assure qu'il est juriste, et je le crois sans peine : son livre est composé un peu comme un dossier. Il est certain qu'il est honnête homme et qu'il a du courage. Il a mené son enquête sérieusement, patiemment, avec une préoccupation visible d'exactitude. Il collige ses fiches, les classe, les étiquette; chaque fait est daté, localisé avec minutie, et il y en a plusieurs centaines; chacun est accompagné de toutes ses références, et sur aucun point l'auteur n'a pu être accusé d'erreur ou d'imposture. Le style est celui du procès-verbal, sans aucune recherche d'éloquence : et il se dégage à la longue de cet interminable catalogue une impression de réquisitoire. Des colonnes de statistiques résument les chapitres; ce sont elles que l'auteur charge de ses conclusions. Les principales sont les suivantes : il résulte de tous ces chiffres que, si le crime politique existe en Allemagne à l'état endémique, les crimes de gauche sont peu de chose comparés aux crimes de la droite : celle-ci l'emporte haut la main, dans la proportion de 354 à 22. C'est une supériorité qu'on ne peut lui disputer. Il est vrai que la gauche se rattrape, si l'on compte les années de prison. Les 354 assassinats de droite ont coûté en bloc à leurs auteurs 90 ans de prison, ce qui les met, l'un dans l'autre, à un peu plus de trois mois par tête; c'est pour rien. Les 22 attentats de gauche se soldent par 10 peines de mort et 248 ans de prison. La partie est bien inégale. Le crime politique allemand est un monopole, un droit de chasse, un privilège de caste ou de parti.

On voit que l'Allemagne a beaucoup perfectionné le crime en l'assurant de l'impunité. Sans doute, l'assassin politique n'est pas une figure nouvelle. On voit rôder tout le long de l'histoire ce personnage tragique, le misérable né pour donner un coup de couteau. Presque tout homme public traîne dans son ombre ce malheureux. C'est une forme bien connue de la monomanie ; c'est le solitaire à idée fixe, le fou dangereux, scrupuleux, l'assassin du type Ravailiac, dont les frères Tharaud

ont tracé la pathétique eau-forte. Il y a plus d'une autre variété de ce furieux : c'est le maniaque de la gloire, le raté qui veut s'illustrer en frappant le monde de stupeur ; c'est l'anarchiste qui manifeste et arbore le crime-propagande, l'assassinat-démonstration ; c'est le fanatique qui se persuade qu'il a reçu l'ordre de combattre le mal universel, et qu'il peut le supprimer d'un coup de revolver. Toutes ces espèces de possédés ont fleuri en Russie, où ils formaient la clientèle favorite de Dostoïewsky. C'était toujours la même famille d'impuissants et de sombres rêveurs, des têtes puérides, romanesques, se figurant qu'on peut en finir avec le mal d'un seul coup, soit qu'il s'agisse de faire sauter le tsar ou un grand-duc, ou de supprimer un Raspoutine. Il était réservé à l'Allemagne de faire sortir le crime politique de l'enfance. Un humoriste anglais, le fameux de Quincey, avait déjà fait un grand pas en dégageant l'esthétique du crime, dans le traité célèbre *De l'assassinat considéré comme un des beaux-arts*. L'Allemagne moderne a fait mieux : elle a produit le crime en série, le crime industriel ; elle y a fait entrer l'idée de l'organisation.

Il semble que les peuples, comme les individus, périssent par le trait de leur nature qui les fait vivre et qui, en s'exagérant, cause leur perte. C'est une fonction qui devient monstrueuse et se change en vice. L'Allemagne a la maladie de l'organisation. Elle a organisé sa défaite. Elle organise sa faillite. Elle organise sa désorganisation. Elle organise l'assassinat. Elle mourra en organisant.

Elle n'est pas parvenue d'abord à un état si avancé. L'histoire distingue plusieurs étapes de ce développement. On peut mettre de l'ordre dans la suite des faits, établir un classement, reconnaître des nuances : on fera de grandes différences entre le crime naturel, le crime semi-organisé, et le crime parfait, complètement organisé. On trouvera chez M. Gumbel un répertoire d'exemples qui montrent fort bien la gamme dans toute sa variété. On n'aurait qu'à puiser. Mais le plus simple est d'exposer la succession des faits ; ce récit, en rappelant des épisodes connus, nous rafraichira la mémoire et donnera peut-être la clef de ce qui se passe en Allemagne depuis quatre ans.

Les premiers crimes, au lendemain de la Révolution, appartiennent à la catégorie inférieure des désordres spontanés. C'est le cas des affaires de Berlin en janvier 1919. Un groupe de

communistes, assiégés dans les locaux du *Vorwaerts*, demanda à capituler. Sept hommes sortirent sans armes, sous la protection du drapeau blanc ; ils furent conduits sans phrases à la caserne voisine et collés au mur séance tenante, sans autre forme de procès. L'un des hommes n'était même pas un militant : c'était un rédacteur du journal qui était venu à son bureau et se trouva fusillé sans savoir pourquoi. Aucune sanction ne fut prise.

Cela se passait le 11 janvier. Quatre jours plus tard, les deux grands *leaders* populaires, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, la grand mère de la Révolution, étaient assassinés à quelques heures d'intervalle. Cette fois, on soutient que c'est la faute de la foule, qui avait mis en pièces la vieille prophétesse, et celle de Liebknecht lui-même, qui avait tenté de s'enfuir. On n'est pas dupe de ces fables. La vérité est que ces deux personnages gênaient. On les aimait mieux morts que vifs. C'était aussi l'idée des juges qui opinèrent dans le procès, car tout le monde fut renvoyé blanc comme neige.

Ces incidents peu glorieux ne constituent pas cependant des crimes prémédités. Ce sont des épisodes sanglants, comme il peut s'en produire dans toutes les guerres civiles. Les choses ne tardèrent pas à prendre un autre tour. Cinq semaines après le meurtre de Liebknecht, le 21 février 1919, Kurt Eisner, président du Conseil de la République bavaroise, tombait à Munich sous les balles du lieutenant Arco-Valley.

Kurt Eisner est une des figures curieuses de la Révolution allemande. C'était un type de socialiste généreux et humanitaire, une vieille barbe de 1848. Il revenait de Suisse, où il avait pris part à un congrès du parti. Ses discours n'étaient pas pour plaire aux militaires. Il avait reconnu sans ambages que l'Allemagne était responsable de la guerre. Il avait tiré, pour le prouver, des documents secrets des archives bavaroises et il se disposait à en publier d'autres. Il pensait que l'Allemagne était tenue de réparer. Il était de plus fédéraliste, et avait proposé de traiter séparément et d'envoyer des représentants bavarois à la Conférence de la paix : proposition que les Alliés firent l'insigne folie d'écarter. Enfin sa tenue négligée, son geste tumultueux, sa barbe de vieux bouc d'Israël le rendaient odieux à la morgue de l'aristocratie allemande.

Le lieutenant Arco l'abattit en pleine rue, comme il se

rendait à la Chambre. On se rappelle peut-être le scandale du procès. L'assassin fut porté aux nues et condamné à mort aux ovations de l'assistance ; la peine fut d'ailleurs aussitôt commuée en une détention assez douce. L'enthousiasme fut au comble, quand le condamné se leva et fit un petit discours où il parla du « juge Lynch. » Son portrait est encore exposé dans toutes les boutiques. Une banque imprima des billets à son effigie. Le chanoine Kiefel, de Ratisbonne, dans son livre, *le Catholicisme et la pensée moderne*, l'appelle « ce jeune martyr... »

Le coup de pistolet d'Arco engendra une foule de conséquences. Le premier résultat fut qu'Eisner trouva un vengeur et que deux de ses adversaires, Osel et von Gareis, furent immolés par représailles. Le second est que, le 7 avril, la révolution éclata et proclama à Munich la république des Soviets.

Cette république fut éphémère. Le 1^{er} mai, trois semaines après son avènement, elle était renversée par les troupes de la réaction. L'ordre fut rétabli au prix de torrents de sang. La peur se vengea par des massacres. On fusilla pendant huit jours. On peut lire chez M. Gumbel un long chapelet de ces meurtres.

Munich, après ce coup de théâtre, devint l'espoir de la réaction et de tout ce qui souhaitait en Allemagne le règne de la poigne. C'est là que se concentrèrent bientôt toutes les rancunes, toutes les oppositions au Gouvernement républicain. C'est là que se groupèrent tous les incorrigibles, les rétrogrades, les brouillons, les hommes de Ludendorff et Ludendorff lui-même. C'est de là que partirent cette espèce de Fronde qui ne cesse de combattre le gouvernement régulier, et ce régime occulte occupé à mettre des bâtons dans les roues à toutes les décisions du régime officiel. Il ne faut pas oublier que la république en Allemagne manque presque partout de racines profondes : elle n'a été qu'un scénario improvisé au dernier moment par les chefs militaires pour éluder les responsabilités de la débâcle et les faire endosser par des hommes de paille. Les auteurs de cette comédie se croient toujours les maîtres d'en finir le jour où il leur plaira, et de faire rentrer le personnel de la république dans le néant d'où ils l'ont tiré.

Un an après le coup de Munich, on put croire le moment venu, et l'on monta le *raid* de Kapp sur Berlin (13 mars 1920). Il y avait dans l'Est de l'Allemagne un ramassis de troupes,

débris de l'ancienne armée de Russie, démobilisés sans emploi, attirés par un vague appât de terres ou d'aventures ; ces forces irrégulières, formées d'hommes prêts à tout, et qui répugnaient à rentrer dans les cadres bourgeois, constituaient une réserve en marge des effectifs permis par le Traité, réserve suspecte, équivoque, tolérée plutôt qu'avouée par le Gouvernement, et capable d'agir, au gré des circonstances, pour lui ou contre lui. C'était ce qu'on appelait l'armée de la Baltique. Ces bandes indépendantes, composées de cette espèce d'hommes à qui quatre ans de guerre avaient fait perdre le goût du travail et qui ne pouvaient plus reprendre les habitudes du temps de paix, formaient là-bas une sorte de nation militaire, une tribu armée, qui échappait aux lois et ne relevait que des siennes ; elle battait monnaie, réquisitionnait, se conduisait en pouvoir souverain. On pouvait se croire reporté aux temps de Wallenstein. Pour le moment, ces corps francs opéraient sous main pour le compte du Gouvernement et se livraient à des marches peu claires sur la frontière polonaise ; elles guettaient évidemment l'offensive bolchéviste ; c'était une branche de la pince qui devait se fermer sur Varsovie.

Ce sont ces bandes qui firent le *Putsch* du 13 mars. On se rappelle ces journées fameuses, comme une nouvelle journée des Dupes : la panique du Gouvernement, la victoire du coup d'État, sa défaite plus rapide encore devant la grève générale. Le procès des meneurs fut conduit avec la dernière mollesse. Presque tous les officiers kappistes furent acquittés. La République se montrait bonne fille. Il parut clairement qu'il n'y avait plus de juges à Berlin. Ce qui achève l'incohérence, c'est qu'on vit le Gouvernement adopter les mêmes prétoriens devant lesquels il venait de déguerpir la veille. A peine revenu de sa peur, il paya aux hommes les 7 marks de solde journalière et les 50 marks de prime extraordinaire qui leur avaient été promis pour le renverser. Il les envoya écraser les grèves de la Ruhr et mitrailler le peuple qui venait de le sauver.

Quand les Alliés se fâchèrent, dans l'été de 1920, et exigèrent le licenciement des troupes irrégulières, le Gouvernement n'avait plus l'autorité de l'obtenir. C'est cette armée de la Baltique, dissoute, dispersée, et toujours renaissante, qui forme le noyau des sociétés secrètes qui, depuis ce moment, infestent l'Allemagne. Ce résidu des anciens corps francs, cette

espèce d'armée fantôme, factieuse, déguisée sous les masques les plus divers, sous forme de colonies agricoles, de bureaux de placement, d'associations de vétérans, de compagnies de sport, de chorales, etc., forme un élément d'insurrection permanente contre les traités; il s'est installé dans le pays, grâce à la faiblesse des Alliés et du Reich, comme une sorte d'État dans l'État, ou plutôt comme un sur-État qui fait trembler le monde officiel et se moque de ses foudres, en attendant de le culbuter. Mais, cette fois, l'état-major, plutôt que de brusquer les choses, a changé de tactique et préfère préparer le terrain par une suite d'actions méthodiques. C'est à partir de ce moment qu'il y a eu véritablement une politique de l'assassinat, et que le meurtre est entré dans la période organisée.

Il est impossible de donner une idée du pullulement de sociétés secrètes qui, depuis cette époque de juin 1920, foisonne en Allemagne. M. Gumbel en énumère une soixantaine, et il sait bien qu'il est loin de compte. C'est une foule d'associations arborant les prétextes et les titres les plus variés, groupements d'ouvriers, d'étudiants, d'employés, unions d'anciens combattants, sociétés de gymnastique, clubs alpins, équipes d'athlétisme, de voyages, d'excursions; tout cela répond au besoin national de discipline, à cet esprit de corps qui fait que l'Allemand ne se sent heureux qu'en nombre, et vit naturellement à l'état collectif; et aussi à cet instinct profond de ruse et de dissimulation qui est une de ses joies favorites. Ces sociétés sont d'importance et de nature fort diverses; il y en a de purement locales; d'autres s'étendent à tout le pays et se subdivisent, sous d'autres noms, en provinces et en sous-groupes; toutes ont le même but patriotique, mais les unes sont de nuance monarchiste, d'autres plutôt impérialistes; presque toutes sont en outre ouvertement antisémites. On les désigne parfois sous les noms de leurs chefs; quelques-uns de ces noms sont célèbres, comme celui de la brigade Ehrhardt (la fameuse organisation Consul; Consul est le sobriquet d'Ehrhardt) ou celui de la compagnie Reinhardt, le créateur des *stosstruppe*. On connaît encore d'autres noms, produits par agglutination de syllabes abrégées, l'Orgesch, l'Orka (organisations Escherisch, Kanzler); parfois, ce sont des noms de héros historiques, Bismarck, Arminius, Andreas Hofer ou Theodor Körner, ou des noms comme: « Vive l'Empereur! » « la jeune Allemagne, »

« Noir-blanc-rouge, » « l'Aigle et le faucon, » « les Casques d'acier ; » ou enfin « les Vieux camarades, » « les Anciens cadets, » « les Anciens de la Baltique, » « le Canon de 37, » etc.

Il est fort difficile de dire dans quelle mesure ces centaines de sociétés enchevêtrées répondent à des formations militaires précises, à des bataillons, à des régiments, à des corps d'armée constitués. Les noms changent très souvent, de manière à dépister les recherches et à dérouter les poursuites ; c'est un vaste système de camouflages, une mascarade qui a pour objet de cacher une mobilisation et d'escamoter une armée. L'Allemagne, depuis Sharnhorst, excelle à ces énormes mystifications. Il n'est pas plus aisé d'évaluer avec certitude les véritables effectifs dont dispose cette armée latente. Quelques-unes de ces ligues, comme le *Schutz und Trutzbund* (ligue offensive-défensive) comptent 200 000 membres ; plusieurs autres en groupent environ la moitié. Si l'on additionnait les chiffres, on arriverait aisément au total d'un million. Mais M. Gumbel pense que cela n'est vrai que sur le papier, et qu'en réalité le personnel est à réduire des trois quarts. Ce sont les mêmes individus qui, sous dix pseudonymes, sont inscrits sur les listes de huit ou dix sociétés : ce système facilite beaucoup les alibis. Il faudrait ainsi estimer la force réelle des ligues secrètes à 230 000 hommes. L'armement n'excéderait pas 150 000 fusils, approvisionnés à deux chargeurs par homme, 2 000 mitrailleuses légères et 500 lourdes. Dieu veuille que ces calculs ne soient pas optimistes !

On trouvera chez M. Gumbel des renseignements assez curieux sur le côté financier de ces organisations. Sans doute elles vivent un peu de leurs cotisations, mais ce revenu serait loin de suffire à leur budget. Il paraît que des banques et certaines grosses sociétés d'industrie subventionnent les ligues, et procurent le nerf de la guerre. On ne sait s'il existe une caisse centrale. Mais les bourses se délient volontiers pour la « cause. » Après l'assassinat d'Erzberger, un des principaux complices, le lieutenant Tillinger, de l'organisation Consul, fut arrêté ; son ancien brosseur, un certain Rabenschlag, fit le tour des protecteurs et des amis de son patron ; il alla « taper » un général, un colonel et deux majors, et leur demanda des subsides pour délivrer son maître. Le coquin était un escroc, qui empocha l'argent et s'en servit

pour faire la fête. Il n'avait eu qu'à tendre la main pour réunir plus de vingt mille marks.

Il va sans dire que toutes ces ligues ne sont pas des clubs d'assassins, des bandes du Vieux de la Montagne. Mais il y a dans le secret, dans le sentiment orgueilleux d'une franc-maçonnerie, quelque chose de dangereux, un principe social aisé à pervertir : on fait abandon de sa conscience. Il est dangereux pour la morale de devenir esprit de clan. L'incognito, l'anonymat, l'irresponsabilité produisent leurs effets détestables. Ces sociétés secrètes fascinent la jeunesse : elles se recrutent en grande partie dans les universités, sur les bancs des lycées, des gymnases. Des milliers de garçons, élevés au bruit des armes, dégoûtés de leurs livres, rêvent de gloire, se prennent pour des Brutus. Rien de plus aisé que de leur mettre le couteau à la main. Ce désordre montre l'extrême démoralisation de l'Allemagne, son état de désorientation, l'éclipse de la notion commune de bien et de mal. On est étonné de voir, dans le meurtre de Rathenau, que les protagonistes sont des gamins de seize ans ; ces criminels sont des potaches. Le plus jeune, Techow, griffonne après l'affaire : « Ça y est. Rathenau est par terre. Ça fera bisquer les rouges. Nous sommes à sec. » Et il s'en va faire une partie de tennis.

Existe-t-il des agences de meurtre proprement dites ? M. Gumbel n'ose pas répondre positivement dans tous les cas. Et après tout, on pourrait dire qu'elles seraient inutiles, puisqu'on est toujours sûr de trouver des volontaires. Cependant, entrez à Munich dans ce bureau, situé au numéro 13 de la Furstenfelderstrasse, et montez au deuxième étage. Vous verrez sur la porte un écriteau inoffensif : *Agence centrale de Renseignements*. Sous cette étiquette pacifique, se cache l'état-major d'un des corps francs les plus dangereux, le *Freikorps* Oberland. Il y a une succursale à la Porte de l'Isar, à l'hôtel Adelman. Presque tous les personnages, jouant un double rôle, portent un nom de guerre : le chef paraît être le capitaine von Kessel, dit Kiefer, ayant sous lui le lieutenant Pongratz, dit Geher, et les capitaines Esterreicher, dit Loulou, et Römer, dit Peppo. L'agence comprend plusieurs bureaux : 1° Espionnage (renseignements sur l'ennemi) ; 2° Coups de main ; 3° Épuration (suspects, indésirables) ; 4° Section politique. Ces deux dernières sections, sans parler des deux autres, sont furieuse-

ment inquiétantes. Enfin, il existe une section spéciale, appelée *Rollkommando* ou *Wurfkommando*, sous les ordres du susdit capitaine Loulou, lequel a beaucoup travaillé en Haute-Silésie au moment du plébiscite : cette fois, il n'y a pas d'erreur, on est bien en présence d'une boutique d'assassinats. On y fait le détail et le gros. Cette agence de renseignements (il y en a d'autres qui s'annoncent comme bureaux de recherches, entreprises de détectives, etc.) est ce qui s'appelle un coupe-gorge.

Bien entendu, on n'a que des lueurs sur la véritable nature de ces sociétés scélérates, sur leurs ramifications, leurs dépendances secrètes, leur organisme intime. Les chefs ne se montrent pas et restent dans la coulisse. Le fameux capitaine Ehrhardt vit la plupart du temps à Innsbrück ou à Pesth et ne fait en Allemagne que de rapides apparitions. Et sans doute n'est-il lui-même qu'un paravent. On ignore d'où partent les coups, qui prononce les arrêts de mort, quel est le tribunal qui condamne sans appel et qui a établi la liste rouge ou le programme des assassinats. La police, — bien souvent complice, — n'arrive presque jamais à se saisir des coupables, ou elle ne prend que le fretin. C'est une espèce de Tchéka, un comité de terroristes, placé au-dessus des lois et du Gouvernement : ou, plus exactement, cela rappelle la Sainte Vehme qui, à la fin du Moyen-âge, dans le gâchis de l'Empire, s'attribua la justice et dont la justice n'avait qu'une peine uniforme, la mort. Ces traditions des francs-juges, popularisées par les drames de Goethe et de Kleist, renaissent d'elles-mêmes dans la décomposition de l'ordre en Allemagne. Ce grand pays malade ne *fait* plus que de l'anarchie.

Ce qui est étonnant, c'est le talent d'organiser, travaillant désormais au service de cette anarchie : l'organisation fonctionne à vide, en dehors de toute idée morale. Pour ce qui est de la technique, le secret, le silence, les achats de complicités, la production de faux papiers, de faux témoins, de faux passe-ports, tout ce qu'on connaît en ce genre est dépassé. Cartouche, Mandrin, la Maffia sont battus : jamais la « main noire » n'a disposé de tant de compères dans tous les rangs de la société, dans la magistrature, la banque, l'opinion, la presse. Jamais on n'a pu produire le crime dans de pareilles conditions de précision et de sécurité. Le progrès n'est pas un vain mot.

Je me contenterai d'un exemple, et, pour ne pas être accusé

de pousser les choses au noir, je prendrai un exemple où le crime a raté. Le 3 juillet 1922, le célèbre pamphlétaire Maximilien Harden fut trouvé par des passants, dans la forêt de Grünewald, à quelque distance de sa maison, évanoui dans une mare de sang, le crâne fracturé à coups de canne plombée. Par miracle, il en réchappa. Un des meurtriers fut arrêté, et l'on trouva sur lui les morceaux d'un télégramme, qui permit de reconstituer l'histoire que voici. Il y a un certain Albert Grenz, d'Oldenbourg, vague publiciste, auteur de brochures antisémites et président de quelques sociétés nationalistes. On saisit dans ses papiers une liste d'hommes déterminés, et en regard les noms de tous les Juifs de la région. Ce Grenz reçoit un jour de Munich une lettre anonyme, le priant d'indiquer deux hommes résolus, jeunes et capables de tout pour le service de la patrie. On répondait d'ailleurs de leur sécurité. Grenz avait sous la main ce qu'il fallait; c'était l'ex-lieutenant Ankermann et un « ouvrier agricole » du nom de Weichardt. On lui fit savoir de Munich, par une deuxième lettre, d'avoir à se rendre à Francfort, où il trouverait, poste restante, de nouvelles instructions.

Il y trouva, en effet, sous les initiales convenues, un pli qui contenait une somme de 25 000 marks à partager pour les premiers frais. Dans l'enveloppe était incluse une page blanche, avec un seul nom, celui de Harden, écrit à la machine. Une autre feuille donnait quelques conseils utiles. En cas de succès, promesse d'une somme supérieure au premier versement, et d'un *emploi bien rétribué dans les services publics de l'État bavarois*.

De retour à Oldenburg, Grenz chapitre ses deux acolytes et leur fait la leçon : qu'ils sachent que la Ligue les tient à l'œil, qu'une indiscretion sera punie de façon exemplaire. Munis de ce viatique, les deux conspirateurs se rendent à Berlin, y trainent dans les bars, s'affichent avec des filles. Ce qu'ils devaient faire au mois d'avril ne l'est pas encore le 24 juin, jour de l'assassinat de Rathenau. Enfin, à bout d'argent, ils se décident et font le coup. La lettre où ils rendent compte de leur mission est incroyable :

Cher monsieur, Nous avons l'honneur de vous informer que l'affaire, en dépit des circonstances contraires, est heureusement terminée.

A présent, nous vous attendons avec impatience, et nous vous supplions de faire le nécessaire pour achever la conclusion.

Vu l'état précaire de nos fonds, nous vous serions obligés de hâter le plus possible l'engagement prévu avec la maison du Midi (l'organisation Consul)... Nous vous prions en même temps, en réglant notre compte, de veiller à ce que nous soyons entièrement couverts de tous nos frais, c'est-à-dire au moins 16 000 marks. Il serait désirable, si nos patrons y consentaient, que cette somme fût encore augmentée de trente mille, de sorte que vos employés n'aient pas à endosser les pertes de leurs subordonnés.

Traduisons : ces messieurs se font payer leurs dettes et trois mois de bamboche avec les filles de Berlin. Ainsi, en se perfectionnant, le crime perd sa dernière gloire. Il lui restait, avec le risque, un faux air d'aventure. L'Allemagne en a fait une profession de tout repos, salariée, tarifée, prêtant aux mêmes marchandages que les autres métiers. Elle a trouvé moyen de déshonorer l'assassinat.

Encore une fois, quelle est l'âme de cette affreuse machine ? Qui a tracé le plan de cette série d'exécutions : en trois ans, Liebknecht, Eisner, Landauer, Jogisches, Gareis, Hans Paasche, tout ce qui pouvait servir de guide à la jeune république ? Tous les chefs modérés, Erzberger, Auer, Rathenau, qui les a condamnés ? Il y a dans cette série de crimes une méthode et une volonté qui excluent le hasard. Où est la main qui signe les arrêts et désigne les victimes ? On a saisi d'étranges papiers sur le lieutenant Gunther, un des complices de l'assassinat de Rathenau. Cet officier, d'ailleurs névropathe, déserteur, avait des lettres de Ludendorff, qui l'appelait « mon cher Gunther. » Il en avait également d'autres de Reventlow, où il était question de l'« oncle Ludwig » (Ludendorff) et de l'« oncle Émile » (Escherisch). Ainsi se devine dans l'ombre, derrière ce réseau d'organisations assassines, un ténébreux génie...

Mais cette suite de meurtres, calculés pour ruiner, décapiter la gauche, — meurtres compensés seulement par le hasard qui vient de priver la droite de Stinnes et d'Helfferrich, — n'étaient qu'une première étape. On allait, à la fin de 1923, déclencher une nouvelle offensive, oser des coups de main de plus grande envergure, entrer dans la *phase irlandaise*, en attendant mieux et avant d'aborder le grand jour de la vengeance et des « vèpres rhénanes, » prologue de la revanche.

Est-ce cette *phase irlandaise* qui vient de commencer naguère à Pirmasens, lors de la répression sauvage du mouvement séparatiste, quand des étudiants, accourus en camions d'Heidelberg, traitèrent leurs « frères allemands » comme jamais on n'a traité des Peaux-Rouges ou des nègres? On se rappelle ces horreurs inouïes, les hommes étouffés, brûlés vifs, les bidons de benzine vidés dans les corps éventrés, ce sabbat de cannibales qui eût soulevé l'indignation, si de pareilles scènes s'étaient passées en Chine ou en Afrique, lorsqu'il y avait une Europe, — et, dans les journaux de Berlin, le communiqué goguenard: « Les autorités d'occupation observent une stricte neutralité... »

Voilà jusqu'où va en Allemagne la haine fratricide et ce qu'ils appellent le patriotisme. Voilà ce qu'est devenu l'esprit sacré de 1813. Il est bon de s'en souvenir, de se reporter aux débats frais encore du procès Hitler, au coup d'État de Munich, à l'acquittement de Ludendorff, pour mesurer où nous en sommes et ce que nous avons à faire, lorsque l'Allemagne donne un coup de barre à droite, que la France répond par un coup de barre à gauche, et que, le jour du 11 mai, se faisait à Halle, en présence de Ludendorff, cette revue monstre où défilèrent plus de 150 000 hommes, toutes les sociétés militaires d'Allemagne, véritable répétition de la mobilisation et de la revanche, devant la statue du vieux Moltke replacée sur son piédestal.

LOUIS GILLET.

REVUE SCIENTIFIQUE

A PROPOS DES NOUVELLES FOUILLES DE POMPÉI

Je dois m'excuser d'abandonner pour une fois la physique, la chimie, la mécanique, la spectroscopie et toutes les sciences auxquelles ma plume est rituellement rivée, — comme ces plumes qu'on enchaîne, crainte des voleurs, aux pupitres publics des bureaux de poste. Mais je voudrais tout simplement faire part aujourd'hui à mes lecteurs des impressions que, au cours d'un tout récent voyage en Italie, m'a laissées Pompéi et surtout la nouvelle Pompéi, — si on peut ainsi s'exprimer, s'agissant d'une ville détruite il y a tant de siècles! — je veux dire la partie de Pompéi que les dernières fouilles ont mise à jour.

L'archéologie m'est complètement étrangère, je dois le confesser. Mais s'il était besoin d'invoquer, pour parler de Pompéi, d'autre raison que le désir que l'écrivain a toujours de faire partager à ses lecteurs toute impression profonde, suggestive, évocatrice qu'il a éprouvée, il ne serait pas, je crois, difficile d'en trouver. La destruction même de Pompéi fut causée par un phénomène géologique. Son exhumation se poursuit actuellement dans des conditions qui rendent passionnants les résultats obtenus. Elle nécessite l'enlèvement des pierres ponces projetées alors par le Vésuve, et que recouvre aujourd'hui, dans les parties encore inexplorées, une mince couche de terre végétale. Tout cela rappelle à chaque instant le caractère géologique de ce cataclysme providentiel pour nous, sinon pour les malheureux habitants de l'époque, qui nous a conservé, intacte et comme embaumée, la séduisante cité vésuvienne. A ce point de vue, parler de Pompéi ne nous éloigne pas beaucoup, après tout, de nos habituelles revues scientifiques.

On peut être persuadé, d'ailleurs, que la construction des cités, — et l'archéologie n'est qu'une architecture « passéiste, » si j'ose employer ce qualificatif que les futuristes ont su nous faire aimer, — on peut, dis-je, être persuadé que l'étude des monuments tant anciens que modernes, touche en plus d'un point aux sciences exactes et notamment à l'astronomie et à la météorologie. Les curieuses particularités d'orientation des pyramides d'Égypte, l'existence même des obélisques relèvent nettement, entre beaucoup d'autres, de la science astronomique. Quant à la météorologie, et bien qu'on ne s'en préoccupe peut-être pas assez dans l'enseignement architectural, c'est elle qui conditionne réellement la construction des cités; c'est elle, pour peu qu'on y réfléchisse, qui justifie et explique les différences qu'on constate entre les maisons du Nord et celles du Midi, entre celles de l'Europe et celles d'Orient ou d'Afrique.

Pourtant, il arrive parfois qu'une civilisation conquérante prétende imposer et impose en effet, pour un temps, aux peuples vaincus le style de ses bâtiments. C'est parfait, lorsque les pays vaincus où l'on fait cette transplantation architecturale ont un climat, ont des conditions météorologiques peu différentes de ceux du pays vainqueur. Mais lorsque les premiers ne sont pas dans ce cas, lorsque, par suite de leur latitude différente, par suite de leur position géographique, leur situation météorologique est nettement distincte de celle des contrées conquérantes, alors ce que celles-ci ont cru pouvoir imposer dans le domaine de la construction est nécessairement éphémère. Bientôt l'action lentement accumulée du milieu atmosphérique reprend ses droits et ses pouvoirs, qui sont plus forts que tous les décrets de tous les Césars du monde.

A ce propos, rien de plus suggestif que la théorie que m'exposait il y a quelques jours un éminent ingénieur argentin, M. José Girado, spécialiste des travaux d'art de grande envergure. Elle est tout à fait inédite, cette théorie, et je n'ai trouvé, dans les histoires de l'art architectural qu'il m'a été donné de parcourir, rien qui lui ressemble. C'est pourquoi je crois devoir l'esquisser ici. On verra qu'elle donne une explication merveilleusement simple et en quelque sorte évidente de la filiation de l'art gothique et du roman. En outre, — et c'est là surtout son intérêt à nos yeux, — elle illustre d'une manière frappante la thèse que nous venons d'esquisser; elle montre tout ce qu'on peut tirer, même au point de vue purement historique, d'une application raisonnée de la météorologie à l'art de bâtir.

Voici donc l'idée de M. Girado. L'église romane, comme ensuite l'église gothique, dérive évidemment de la basilique romaine. Cela n'est pas contesté. La basilique romaine était un lieu de réunion clos et couvert, où les citoyens se réunissaient pour parler et commercer. En somme, la basilique romaine était probablement quelque chose de très analogue à ces « galeries » couvertes et vitrées qu'on voit aujourd'hui en Italie, dont les plus célèbres sont celles de Milan et de Naples (on vient d'en construire une analogue à Rome, qui donne sur la place Colonna) et où se concentre, à de certaines heures, l'activité verbale des citoyens.

La basilique romaine fut souvent recouverte d'un toit en charpente. Le jour vint cependant où celui-ci fut abandonné, parce que trop exposé à l'incendie, et où l'on dut renoncer aussi aux toits en grandes pierres horizontales à cause de leur maniement trop difficile. C'est alors que les Romains eurent recours à la voûte semi-circulaire pour recouvrir leurs basiliques. Ainsi modifiées, celles-ci engendrèrent les églises chrétiennes des pays romains en Occident.

Comment, et pourquoi l'architecture romane des églises d'Occident céda-t-elle bientôt le pas à la gothique? Pour M. Salomon Reinach, « le principe de l'art architectural du Moyen-âge est moins le développement que l'élimination progressive des éléments gréco-romains sous la double action de l'art asiatique et byzantin d'une part, du tempérament barbare de l'autre. »

M. Girado n'est pas de cet avis. Il croit que si l'art asiatique et le tempérament barbare ont pu avoir une influence dans la naissance du gothique, cette influence a été faible, et que le rôle principal a été joué par... la neige et la pluie. Il est certain qu'il pleut et qu'il neige plus en France qu'en Italie, surtout au Nord de la Loire. La neige, la pluie, ces phénomènes que les météorologistes rangent sous le nom de précipitations atmosphériques, doivent donc avoir une action plus importante sur les bâtiments dans le Nord de la France que dans le Midi ou en Italie. Cette différence, — la grande loi de l'influence du milieu s'exerçant dans le domaine de ces êtres variables, que sont les œuvres d'art, non moins que dans le domaine vivant, — cette différence, dis-je, doit se traduire par une différenciation de la construction. Effectivement, si nous observons aujourd'hui les toits des maisons d'habitations dans les diverses régions de la France, nous voyons que ces toits sont, en moyenne, beaucoup plus inclinés au Nord de la Loire que dans le Midi. C'est que, au Nord de la Loire, ils doivent faire écouler une plus grande quantité de pluie, et que, lorsque

la neige tombe, l'éroulement des toits par son accumulation serait à craindre, si une pente convenable ne contribuait à la faire glisser sur le sol.

Dans le Midi, il neige moins en moyenne, ce qui permet de s'accommoder de toits moins inclinés. Même s'il y neigeait autant que dans le Nord, le soleil plus ardent y produirait une fonte plus rapide de cette neige. L'idéal est évidemment (au point de vue de l'utilisation la meilleure du terrain), le toit parfaitement plat, la terrasse d'Algérie et de l'Italie méridionale. De cet idéal les architectes, — guidés plus ou moins consciemment par l'expérience habituelle, — se rapprochent autant qu'ils peuvent et ils le peuvent en moyenne d'autant moins qu'on gagne des latitudes plus boréales, des latitudes où les précipitations atmosphériques augmentent et deviennent plus dangereuses pour la superstructure des maisons.

Or, selon M. Girado, c'est précisément ces causes-là qui ont amené la substitution du gothique au roman. Les ruines romaines et romanes que l'on découvre dans les fondements de presque toutes les églises un peu anciennes de France prouvent que l'église romane, fille de la basilique, a régné sur tout notre territoire, et aussi bien dans le Nord que dans le Midi. Ce fut un des résultats, un des apports de la conquête romaine. Mais alors, qu'est-il arrivé ? Au bout d'un certain nombre de siècles, et si solides qu'elles fussent, beaucoup de voûtes romanes, beaucoup de voûtes circulaires ont commencé à se désagréger et à s'effondrer. Cette destruction progressive a naturellement été d'autant plus rapide et intense que ces voûtes se trouvaient dans des contrées où les précipitations atmosphériques étaient plus abondantes. C'est ainsi que les architectes et les artisans qui ont reconstruit les églises sur leur emplacement précédent ont été amenés à donner à leurs voûtes des toits beaucoup plus inclinés, beaucoup plus aigus, afin d'éviter mieux cette cause météorologique d'effondrement. Au toit à angle très ouvert dont les deux côtés étaient tangents au demi-cercle de la voûte romane, on a substitué des toits aigus.

Si on astreignait les deux côtés de ceux-ci à être tangents à une voûte pareillement semi-circulaire, elle resterait, dans son sommet, nécessairement fort éloignée du sommet du toit. On perdait donc beaucoup d'espace et de lumière. C'est ainsi qu'on fut naturellement amené à substituer à la voûte semi-circulaire la voûte ogivale qui s'inscrit mieux et plus utilement dans un toit très incliné. Comme, cependant, avec des angles de toits très aigus, il reste encore

un large espace vide entre le sommet de l'ogive et celui du toit, on a créé la rosace, qui économise la pierre et accroît la lumière dans cet intervalle. Quant à l'arc-boutant, sa nécessité résultait évidemment de ces dispositions nouvelles.

Telle est l'ingénieuse théorie de M. José Girado. Elle explique de la manière la plus naturelle, la plus simple, la plus originale, la naissance du gothique, ses caractéristiques, sa substitution au roman. Elle explique que cette substitution ait eu lieu d'autant plus tôt en moyenne, qu'il s'agissait d'églises situées plus au Nord. Elle explique qu'aujourd'hui les plus anciennes et les plus belles églises romanes sont au Sud de la Loire. Elle explique parallèlement que les plus anciennes et les plus belles églises gothiques sont plus au Nord.

Cette hypothèse n'est-elle pas séduisante? Elle montre en tout cas que la météorologie peut projeter une lumière imprévue dans les domaines où on n'est point assez accoutumé de l'invoquer. Et maintenant, revenons, ou plutôt, allons à Pompéi.

* * *

On sait que Pompéi fut détruite, au mois d'août de l'an 79 de notre ère, par une éruption terrible du Vésuve, qui recouvrit la ville et les environs d'une couche de pierre ponce d'au moins deux mètres d'épaisseur. Les pierres ponces sont essentiellement légères et poreuses, et leur projection prend naturellement naissance au cours des éruptions volcaniques, lorsque des explosions de vapeurs, provenant du cratère, ont lieu à travers des laves très chargées de silice. Les pierres ponces qui recouvrent encore aujourd'hui la partie non déblayée de Pompéi sont extrêmement légères et friables, et on peut les briser facilement en fragments entre les doigts. Leur légèreté et leurs faibles dimensions rendent le déblaiement peu coûteux. Cet enlèvement se fait très aisément à la pelle et sans qu'il soit presque besoin d'employer le pic ou la pioche. De là vient qu'à l'heure actuelle, on a pu dégager une bonne partie de la ville de Pompéi, tandis qu'il en est tout autrement d'Herculanum, la cité sœur qui fut détruite par la même explosion du Vésuve. C'est qu'Herculanum est enfouie, non pas sous des pierres ponces, mais dans une couche compacte de boue et de lave, qu'on doit creuser avec beaucoup de difficultés pour parvenir aux ruines.

Au-dessus de la couche de pierres ponces, de *lapilli*, qui recouvre Pompéi, l'éruption de l'an 79 déposa une pluie de

« cendres » qui la suréleva de plus d'un mètre encore. Ces projections, qu'on appelle improprement des « cendres, » et qu'on observe encore à Naples chaque fois que l'activité vésuvienne présente un de ses paroxysmes, sont en réalité constituées par de la lave projetée en un état d'extrême division, de même que le jet d'air d'un vaporisateur projette le liquide inclus sous forme de gouttelettes très fines. Sur les deux couches ainsi constituées qui recouvraient Pompéi s'est déposée une certaine épaisseur de terre arable que les paysans continuent à labourer au-dessus de la partie non encore déblayée de la cité. Les ruines visibles de Pompéi se trouvent donc en contre-bas par rapport au terrain cultivé environnant.

Ce qu'il y a de plus impressionnant peut-être, lorsqu'on évoque le souvenir de la catastrophe de l'an 79, c'est de penser que jamais auparavant, — et depuis l'origine des temps historiques, — le Vésuve n'avait manifesté la moindre activité volcanique. C'était une petite montagne anodine et immobile comme est aujourd'hui la colline de Montmartre. Rien ne pouvait faire supposer auparavant que cette petite protubérance du relief terrestre servirait brusquement un jour d'exutoire à l'une des plus étonnantes explosions du feu central de la terre. Cela donne à réfléchir, car rien ne prouve en somme qu'un jour ou l'autre nos bons pays d'Auvergne, si pacifiques sous leur rassurante figure de volcans éteints, ne se mettront pas à vomir brusquement le feu et la mort. Rien ne prouve même que cela n'arrivera pas à n'importe lequel de nos monts, parmi ceux qui ne sont nullement des volcans même éteints.

Pour ce qui est du Vésuve, il n'a guère cessé depuis son éruption initiale d'être en activité, et plus d'une fois les habitants de la région voisine l'ont éprouvé à leurs dépens. S'il n'y avait pas eu à Pompéi, jusqu'alors, d'éruption volcanique, en revanche il semble que le sol dès longtemps y tremblait souvent. C'est peut-être même cette circonstance qui a fait écrire à la plus illustre victime de l'éruption de 79, à Plinie, cette phrase souvent citée : « Là où il a tremblé, il tremblera. » En tout cas, quelques années avant le cataclysme définitif, en l'an 63 après Jésus-Christ, si je ne me trompe, un tremblement de terre avait ravagé Pompéi et on ne l'avait qu'en partie reconstruite en l'an 79. Ce n'est pas une des moindres curiosités de la ville que d'y découvrir maintenant ces bâtiments en construction dont l'éruption fameuse a, si j'ose dire, immobilisé l'inachèvement.

Dans ce cas est notamment un des bâtiments qui se trouve sur la

droite du forum lorsqu'on fait face au temple de Jupiter : on y remarque très bien des travaux de maçonnerie interrompus. Il est étonnant, ce forum célèbre, mais je n'en infligerai pas à mes lecteurs la description qu'ils ont pu lire vingt fois déjà. J'ai hâte, délaissant ces lieux connus, — ces lieux communs, — d'arriver avec eux aux dernières révélations que nous ont faites les ruines, aux fouilles récentes. Il y a pourtant une remarque qui m'obsède : Pompéi, avec la nature luxuriante qui l'entoure, avec les champs bien cultivés et verts qui la bordent, avec toutes les fleurs et les grouillantes cités qui lui font cortège, — il n'y a pas que des muettes à Portici ! — avec les pins parasols qui donnent à ce riche paysage son panache unique, Pompéi, dis-je, fait un peu l'effet de ces morts que des mains pieuses ont si bien jonchés de couronnes fleuries qu'on en oublie presque qu'ils sont morts. Timgad, certes, contient moins de richesses architecturales et picturales que Pompéi, mais elle est perdue dans les sables africains, calcinée par leur soleil impitoyable, dans un site naguère florissant et qu'aujourd'hui les arbres et les brins d'herbe eux-mêmes ont déserté. Et j'avoue que cette rude cité de soldats, avec ses rares colonnes profilées sur un ciel de fournaise, avec ses pierres où ne rôdent que des couleuvres, avec ses murs nus et désolés au milieu d'une nature plus nue et plus désolée encore, laisse dans l'ensemble une impression de ruine plus funèbre, une angoisse plus forte que le tableau de Pompéi dans son cadre trop fleuri et riant. A Timgad, rien n'arrache l'âme au passé mort qui s'évoque là comme un spectre. A Pompéi, on sait trop que le passé est passé.

Laissons donc là le forum pompéien, si élégant pourtant dans sa forme oblongue, si ingénieusement orienté dans l'axe du Vésuve, de telle sorte que le volcan, avec son panache blanc, a l'air de servir de cheminée au toit du temple de Jupiter.

Prenons à droite, entre le temple d'Eumachie et les comices, la rue de l'Abondance, et filons droit devant nous. Elle est large et bien pavée de vastes dalles, cette Strada dell' Abbondanza, ce Decumanus Minor. C'est qu'elle était sans doute la plus importante, en tout cas nécessairement la plus utile, la plus fréquentée de la cité : elle conduisait du Forum à l'amphithéâtre ; elle menait donc de l'un à l'autre des deux pôles de la vie romaine ; elle était, si j'ose prolonger cette assimilation astronomique, l'axe de rotation de l'activité pompéienne.

C'est pour cela sans doute que, dans le tiers au moins de la ville,

qu'il reste encore à déblayer et qui s'accote nécessairement à la portion déjà mise à jour, on a décidé de commencer les nouvelles fouilles d'abord par la partie encore inconnue de la rue de l'Abondance.

C'est sur ces nouvelles fouilles, et sur leurs résultats remarquables que nous allons maintenant jeter un bref regard. Ces fouilles doivent être appelées nouvelles, parce qu'elles sont les plus récentes, — ce qui est un truisme, — mais aussi, et surtout, parce qu'elles procèdent d'une méthode, d'un plan, d'une conception qui ne ressemblent en rien à ce qu'on avait fait naguère.

Cette conception et sa réalisation sont dues principalement à un savant de valeur, le professeur Vittorio Spinazzola, qui était naguère encore directeur des fouilles de Pompéi et du *Museo Nazionale* de Naples, et qu'une disgrâce politique, étrangère à la science et à l'art, a depuis peu arraché à son œuvre, à la grande tristesse des amis de la recherche désintéressée.

Le but poursuivi, c'est de reconstituer désormais Pompéi telle qu'elle a existé et vécu, c'est-à-dire de laisser en place tout objet qu'on trouve, de respecter les découvertes faites, de ne plus dépouiller les maisons de ce qui les orne ou les garnit, pour le transporter au musée de Naples, pour ne plus laisser sur place qu'un squelette de murs, qu'un cercueil vide.

Assurément, dans la Pompéi que tout le monde connaît, il reste bien de ci de là quelques objets évocateurs, quelques vestiges de ce qui fut. Il y a la maison des Vettii, avec ses adorables fresques, où des amours artisans vous laissent croire de charmante manière que le travail et l'amour sont conciliables. Il y a la maison de Pansa, que l'on imagine très bien, en dépit de l'anachronisme, habitée par Sancho-Pança. Il y a les Thermes de Stabies, que sais-je encore? Mais presque partout, dans la Pompéi que nous avons tous visitée naguère, les murs sont vides et tristes, dépouillés par ce nouveau riche, le musée de Naples; les pierres sont mortes, les maisons sont mortes, et dépouillées de tout, même de leurs toits! hormis les murs, les rues sont des cadavres décharnés.

L'idée admirable du professeur Spinazzola a été de changer tout cela. Il a voulu que désormais on respectât ce qu'on découvrirait, qu'on laissât scrupuleusement tout en place avec le respect qui est dû au passé et à l'histoire, qu'on n'arrachât plus le meuble à sa maison, le bronze à son support, la fresque à sa muraille, l'amphore à sa fontaine. Il a voulu qu'on laissât à ces choses embaumées la

forme et la couleur, qu'on ne dépouillât plus ces momies du passé des bandellettes conservatrices et des chairs noircies qui gardent les formes gracieuses de la vie. Il a voulu qu'on ne décharnât plus ces squelettes des années lointaines.

M. Spinazzola a voulu plus et mieux encore. Il a voulu qu'extrapolant avec scrupule et délicatesse les résultats mis à jour, on ne craignît pas de redonner la vie à ce qui fut jadis, chaque fois qu'on le pourrait sans sacrilège. Il a voulu que de l'eau coulât dans la fontaine desséchée, qu'un rosier élançât ses fleurs voluptueuses dans le jardin, là même où le moulage d'une empreinte trouvée dans la cendre montre qu'il y a bientôt deux mille ans fleurissait un rosier.

La méthode employée ? Il l'a décrite lui-même en ces termes : « Ma méthode consiste en ceci : déterrer les parties élevées des maisons ; reconnaître le plan d'un étage supérieur, d'un toit, d'un reste de fenêtre, d'un balcon, d'une loggia, ce qui constitue l'objectif essentiel, presque unique de la fouille. Poursuivre celle-ci par plans horizontaux, en repérant et en photographiant couche par couche chaque particularité, si modeste soit-elle, à l'endroit et dans la position où on l'a découverte, afin de pouvoir la remettre à sa place. Accompagner cette fouille pratiquée par couches d'une restauration opérée par couches, de façon que la ruine soit maintenue et n'entraîne pas dans sa chute les parties inférieures, en particulier leur délicat épiderme. Ne point poursuivre la fouille sans avoir auparavant consolidé et mis à l'abri les parties mises à jour. Marquer enfin la place de chaque découverte et de chaque objet, puis placer ceux-ci là où on les a trouvés, selon les moyens adoptés et jusqu'à la limite autorisée par les nécessités de la conservation et de l'art. »

On voit que la préoccupation essentielle dans cette conception nouvelle est, — en dehors de la conservation des objets à leur place, — la mise à jour de la superstructure des maisons. Il y a à cela plusieurs raisons fort légitimes. La superstructure, le toit, les fenêtres, les balcons, les encorbellements sont les parties des maisons que les architectes ont de tout temps placées en dernier lieu, et lorsque la maçonnerie est terminée ; ce sont aussi les parties qui se détruisent les premières, lorsque l'incendie ou le délabrement opèrent, et qui disparaissent, alors que la maçonnerie reste encore intacte. Ce sont donc naturellement ces parties délicates et précieuses que l'on trouve le moins dans la Pompéi antérieurement exhumée, et où il reste surtout des murs, des maçonneries dépouillées de leurs toits, portes, fenêtres, balcons. Deux circonstances ont contribué encore à

aggraver cette absence des superstructures dans les ruines antérieurement mises à jour.

La première est que, dans les jours et les années qui ont suivi la catastrophe de l'an 79, les personnes qui, — légitimement ou pour voler, — ont cherché à s'emparer d'objets se trouvant dans les ruines ont naturellement bouleversé celles-ci dans leur partie la plus accessible qui était leur partie supérieure. La seconde est que, lors de la catastrophe, les lapilli et les cendres accumulés ont évidemment exercé d'abord leur action destructive sur la partie supérieure des maisons, ont effondré les toits et balcons en encorbellement et laissé les murs intacts, ainsi qu'il arrive encore dans les localités napolitaines lorsque la cendre vésuvienne s'y dépose en abondance, comme on le vit en 1905-1906.

Et maintenant, franchissons la palissade en bois qui nous fera pénétrer dans le « Saint des Saints » et qui, coupant la rue de l'Abondance, sépare la partie nouvellement déblayée de l'ancienne. Le jour où nous l'avons franchie sous l'aimable conduite du recteur de l'Université de Naples, elle était gardée par deux de ces carabiniers à la jolie figure qui, sous un autre costume ou du moins sans costume, doivent ressembler étonnement au *Narciso* ou au *Mercurio au repos* et à tant de ces charmantes statuettes antiques à qui leurs ancêtres ont évidemment en ces lieux servi de modèles. Ces deux carabiniers ne purent ou ne voulurent point empêcher que derrière nous quelques centaines de joyeux étudiants, — venus là à l'occasion des fêtes du septième centenaire de l'Université napolitaine, — ne forçassent la porte de la palissade protectrice. De la sorte, c'est au milieu d'une jeunesse en liesse que nous parcourûmes les nouvelles fouilles, et si la majesté du lieu en souffrit un peu, en revanche l'impression de résurrection, de vie renaissante qu'on éprouve dans ce fragment de rue n'en fut point diminuée, bien au contraire.

D'ailleurs, le même jour, nous vîmes sur les gradins qui montent un peu trop raide, — ainsi qu'à la *Maison carrée de Nîmes*, — jusqu'à la porte du temple pompéien de Jupiter, nous vîmes sur ces marches tout un essaim polychrome de jeunes étudiantes qui s'étaient, pour la circonstance, habillées en Romaines d'il y a deux mille ans avec un scrupule d'élégance et d'exacte reconstitution, et qui nous chantaient une cantate de je ne sais plus quel compositeur scandinave ou hollandais. Bref, ce jour-là, Pompéi était fort animée, et c'est peut-être de là que me vint la pensée nostalgique qui, par delà tout ce bruit et

toute cette gaité dans les ruines, évoqua soudain en moi la lumineuse désolation, le silence pensif, la tristesse déserte de Timgad.

Que dire de ce qu'a déblayé, par la méthode qui vient d'être indiquée, le professeur Spinazzola, de ce que continuent à mettre à jour ses successeurs ? C'est positivement un miracle. Dans la rue, de place en place, les fontaines laissent couler, comme il y a deux mille ans, une eau qui nous est rafraichissante sous ce soleil brutal. Sur les murs extérieurs de presque chaque maison, des fresques, presque toutes charmantes, représentent, à l'accoutumée, des dieux, des épisodes homériques, des scènes mythologiques ou légendaires. Dans les intervalles des fresques, — et empiétant parfois irrespectueusement sur elles, — des inscriptions à la craie blanche ou rouge, sans doute au minium. J'en remarque plusieurs qui sont manifestement des affiches électorales et qui recommandent aux suffrages des citoyens pour je ne sais quelle fonction municipale des candidats, qui invariablement s'intitulent républicains, Rep. Vraiment, on se croirait tout à fait en France en mai 1924. C'est donc que Pompéi fut détruite en pleine période électorale. Il est vrai que, chez les Romains, les élections diverses étaient fréquentes, presque continues.

Ces fresques extérieures des maisons et les plus remarquables des inscriptions sont protégées contre les intempéries par des plaques de verre qu'on vient très judicieusement de disposer à cet effet, qui les recouvrent et les abritent sans les dissimuler à la vue. Après les fresques et les graffiti variés, et très nombreux, — les uns politiques, les autres philosophiques, d'autres même scatologiques, — ce qui frappe dans l'aspect extérieur des rues de cette portion nouvelle de Pompéi, ce qui la différencie de l'ancienne, ce sont les toitures des maisons qui s'avancent à la rencontre les unes des autres, d'un côté de la rue à l'autre, et qui forment auvent et portent ombre sur la façade. Elles sont soutenues par de fortes poutres qui dépassent la maçonnerie où elles sont enfoncées dans des cavités *ad hoc*.

Ce qui frappe aussi, ce sont les portes gigantesques, — beaucoup avec leurs serrures intactes, — que garnissent des rangées de clous de bronze aux grosses têtes rondes patinées par le vert de gris. Ce sont les devantures et les enseignes de quelques boutiques remarquables, au fond desquelles sont demeurés les vases et les récipients où se trouvaient les denrées. C'est, par exemple, ce *thermopolium*, ce débit de boissons si bien conservé, vers la gauche, et qui, sur son comptoir intact, nous montre dans un harmonieux désordre des récipients pareils sans doute à ceux où Horace aimait à boire son petit

vin, vases au col élané et aux anses harmonieuses, lampes, amphores à huile, telles qu'on imagine celles où Ali-Baba étouffa ses quarante voleurs.

Si on pénètre dans l'intérieur des maisons, l'enchantement augmente encore. Le toit incliné vers l'intérieur est ouvert en son centre, qui canalisait l'eau de pluie jusqu'au bassin carré de l'atrium; voici le jardin élégamment reconstitué et où court, dans les rigoles maçonnées, une eau qui vit et fait revivre, et partout des fresques souvent charmantes, des inscriptions où la sagesse et le confort, — qui sont, après tout, des formes l'un de l'autre, — se marient ingénieusement.

J'ai surtout aimé, tout à l'extrémité de la partie déblayée, la *maison de l'artiste* avec son étage supérieur en parfait état, son jardin, merveille de grâce et de fraîcheur, son frais triclinium, avec ses lits à manger où l'on voudrait s'étendre pour croquer quelque fruit en buvant de l'hydromel, ses inscriptions, ses fresques variées, où j'ai goûté, entre autres, un *Pyrame et Thisbé* un peu grotesque et naïf, avec ses personnages en sang et son lion qui fuit à l'arrière-plan en faisant une grimace, et qui évoque je ne sais pourquoi la scène fameuse du *Songe d'une nuit d'été* où Bottom joue un si beau rôle.

Mais il faudrait la plume et le talent d'évocation d'un Gaston Boissier pour décrire congrûment tout cela et y reconstituer la vie romaine. D'ailleurs, je me souviens de la recommandation qu'on me fit spirituellement jadis à propos d'un voyage dont je devais parler dans la *Revue* : « Surtout, ne nous envoyez pas de couchers de soleil ! » — Décrire pour décrire, raconter pour raconter n'est point mon fait. Quand on est rivé au genre didactique, il est interdit d'en sortir. Aussi bien n'ai-je voulu ici qu'esquisser en quoi et pourquoi la technique nouvelle instaurée depuis peu dans les fouilles de Pompéi constitue non pas seulement une exhumation, mais aussi une résurrection.

CHARLES NORDMANN.

REVUE DRAMATIQUE

COMÉDIE-FRANÇAISE. — *La Dépositaire*, comédie en quatre actes, par M. Edmond Sée. — GYMNASÉ. *Si je voulais...* comédie en trois actes, par MM. Paul Géraudy et Robert Spitzer. — THÉÂTRE DE L'AVENUE : *La Grande Duchesse et le garçon d'étage*, comédie en trois actes, par M. Alfred Savoir.

La Dépositaire est une pièce d'allure indécise, incertaine dans son dessein et dans sa conduite comme dans la présentation de ses personnages, et dont le plus grand défaut est le manque de parti pris. Est-ce une pièce d'action qu'a voulu faire M. Edmond Sée ? Il eût fallu nous mener tambour battant de péripéties en coups de théâtre, sans nous laisser le temps de respirer ni de réfléchir, condition essentielle de ces sortes de pièces. Est-ce une comédie d'analyse, de mœurs, de caractères ? Il eût fallu que la peinture du milieu fût beaucoup plus poussée ; les caractères sont inconsistants, si même il peut être ici question de caractères ; les personnages, la plupart du temps, ont bien l'air de ne pas savoir ce qu'ils veulent, et leurs actes, dont ils semblent à peine responsables, nous déconcertent.

Solange Morizot refuse d'épouser un jeune homme qui l'aime et a pu croire qu'il en était aimé, François Hersent. Nous devinons sans peine que cette jeune fille a un autre amour en tête. Elle s'est prise d'une passion absurde, et d'autant plus violente, pour un homme politique, à peu près taré, l'ancien président du Conseil, Cariès, dont elle est un peu moins que la secrétaire, un peu plus que la dactylographe. Ce Cariès, obligé de quitter Paris sous la menace d'un scandale, ainsi qu'il arrive parfois aux hommes politiques, confie à Solange la garde d'une enveloppe où se trouvent des papiers compromettants : une lettre surtout est, paraît-il, terriblement accusatrice. Quelques mois se passent ; nous vivons dans un

temps où les scandales vont vite : Cariès, de retour à Paris et à la veille de reprendre pied dans le monde politique, redemande à la jeune fille l'enveloppe précieuse. Solange la restitue, telle qu'elle l'a reçue et les cachets intacts. Stupeur : la lettre n'y est plus!...

Chercher la solution de l'énigme et, de surprises en révélations, poursuivre une découverte sensationnelle, admirable matière à mettre en drame policier ! L'auteur, épouvanté, s'est hâté de retourner à la comédie sentimentale. Nous apprenons très vite que la lettre a été dérobée naguère par M^{me} Cariès elle-même, et qu'elle est tombée entre les mains de François Hersent, ennemi politique de Cariès. François Hersent, toujours amoureux de Solange, elle-même toujours éprise de Cariès, offre à la jeune fille de détruire la lettre, si elle consent à devenir sa femme. Solange refuse pendant tout le troisième acte ; ce qui n'empêche que nous la trouvions mariée au dernier acte, et mariée avec François Hersent. Ils sont très heureux ; ils le seront plus encore ; ils auront beaucoup d'enfants ; et ce sera tant mieux pour eux. Nous, cela ne nous fait ni plaisir ni peine ; comme tous les autres personnages de la pièce, ils nous sont totalement indifférents ; nous ne prenons nul intérêt à leur sort, non plus qu'aux chagrins intimes de M^{me} Cariès ou aux mésaventures publiques de son politicien de mari.

La Dépositaire a été très honorablement défendue par M. Raphaël Duflos (Cariès) et M^{me} Piérat (Solange), par M^{mes} Dux (M^{me} Hersent) et Roggers (M^{me} Cariès).

Au Gymnase une très agréable comédie : *Si je voulais...* Germaine et Philippe, mariés depuis dix ans, jouissent d'un bonheur paisible, d'une félicité sans nuages. Germaine, aimée de son mari, ne s'est jamais demandé comment elle en est aimée. Survient une amie, Marcelle, divorcée, évaporée, une de ces femmes que poursuit la « fatalité » d'un genre très spécial, dont il est parlé dans *la Belle Hélène*. Ce que peut le mauvais exemple ! Troublée dans sa sécurité, l'honnête Germaine blâme son inconstante amie, la sermonne, — et secrètement l'envie. Elle aussi, peut-être, si elle voulait... Mais jusqu'où va le pouvoir de ses charmes ? A-t-elle ce qui plait aux hommes ? Pour se renseigner, elle interroge les hommes qui l'entourent : son mari d'abord, puis un ami de ce mari, et encore un jeune sportif, aussi bête que mal élevé, et enfin un petit cousin... Tant et si bien que son mari la surprend à l'instant précis où le petit cousin lui applique un baiser sur les lèvres. Tout s'arrangera, comme on n'en

pouvait douter, et la paix renaitra dans ce charmant ménage à qui une alerte sans gravité aura seulement fait mieux comprendre son bonheur.

Une gaieté légère, une observation malicieuse, une indulgence ironique courent à travers ces trois actes qui tiennent le milieu entre la comédie de salon et le vaudeville. M^{me} Marthe Régner et M. Victor Boucher y sont tous deux excellents.

Ce que j'aime de la nouvelle pièce de M. Alfred Savoir, c'est qu'elle rappelle peut-être d'autres pièces de M. Alfred Savoir, mais elle ne ressemble pas aux pièces des autres. Avec lui, on n'a pas, comme avec tant d'autres, cette sensation décevante de revoir la même pièce qu'on a déjà vue trois fois au cours de la même semaine, et trente fois au cours de la même saison. Il a dans la fantaisie de l'imprévu, dans l'esprit de l'originalité; ajoutez je ne sais quoi de nerveux dans le rire et dans la gaieté un arrière-goût d'amertume qui la garde de toute fadeur.

A vrai dire, c'est sur une des plus douloureuses situations créées par le malheur des temps modernes, que M. Savoir a greffé son amusante comédie. Toute cette haute société russe, chassée par le triomphe de la canaille, condamnée à toutes les tristesses de l'exil, obligée de vivre d'expédients ou de gagner à de serviles besognes son pain quotidien, c'est une des plus effroyables tragédies dont se souviendra l'histoire. Donc, la grande duchesse Xenia est réfugiée dans un palace de Suisse, avec un lot de grands-ducs et de ci-devant. Comment le garçon d'étage en devient éperdument amoureux, comment on découvre que ce garçon d'étage est, sinon un prince dégâté, du moins le fils d'un riche propriétaire, président de la Confédération helvétique, cela risquerait d'être long à raconter et pourrait perdre à l'analyse. Bornons-nous à signaler ce trait d'un comique vraiment grandiose : quand la véritable identité du garçon d'étage lui est révélée, la grande duchesse se détourne de lui avec horreur : elle pouvait s'encanailler, elle ne peut pas s'embourgeoiser !

La pièce est interprétée à ravir par M^{me} Charlotte Lysès et M. Jules Berry. Ajoutez que le cadre est infiniment plaisant. Ce nouveau « Théâtre de l'Avenue, » coquettement installé, ne pouvait avoir meilleure chance pour son inauguration.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINÉ

Rarement il a été donné à un Gouvernement nouveau de prendre le pouvoir dans des conditions plus favorables et de jouer une partie difficile avec plus d'atouts en mains : l'accord des Alliés refait sur la solide assise du rapport des experts; l'Allemagne obligée de confesser en maugréant l'obligation morale d'exécuter le programme des réparations; l'Angleterre gouvernée par un homme dont l'accord avec la France se trouve être, par la force des choses, l'intérêt et l'objectif et dont le caractère est aussi éloigné des habiletés perfides d'un Lloyd George que des obstinations hautaines d'un Lord Curzon; les États-Unis dirigés par un Président dont les qualités d'homme d'État aux larges et généreuses vues s'affirment chaque jour. Certes, ni les problèmes redoutables, ni les obstacles ardu ne manquent, mais, dans toutes les directions, on aperçoit les solutions et les moyens d'y parvenir. C'est un champ singulièrement déblayé que M. Poincaré laisse à son successeur : vingt-huit mois de gouvernement ferme et attentif ont préparé une moisson qu'il est moins difficile d'engranger qu'il ne l'était de la semer. Le Président du Conseil d'hier avait le droit, avant de quitter la barre, de faire le point et de préciser à quelle distance du port il a conduit le navire : c'est l'objet du discours prononcé le 26 mai au Conseil général de la Meuse et des lettres à M. Ramsay MacDonald.

A Bar-le-Duc, M. Poincaré a rappelé ce que savent tous les hommes de bonne foi : « Ce n'est pas en vertu d'un plan préconçu que nous sommes entrés dans la Ruhr... La mauvaise foi de l'Allemagne nous avait acculés à la nécessité de prendre des gages; mais nous eussions de beaucoup préféré nous mettre d'accord avec tous nos alliés sur la nature de ces gages et ne pas agir seuls avec nos fidèles amis belges. » C'est de l'histoire. Ce sont les Allemands et les Anglais qui nous ont acculés volontairement à la nécessité

d'agir et qui, ensuite, ont exploité notre initiative pour opérer à notre détriment une sorte de retournement de l'opinion publique mondiale. Cette opération a trouvé, en France même, des complices qui triomphent aujourd'hui. Qu'ils ne se réjouissent pas s'ils entendent, dans la presse étrangère, un concert de louanges : ils pourront mesurer, à l'intensité de ces éloges, l'étendue de leurs capitulations ! M. Poincaré a ajouté un détail caractéristique : vers le 20 décembre 1922, il a vainement essayé, de concert avec lord Hardinge, ambassadeur à Paris, de trouver une combinaison qui lui permettrait de ne pas occuper la Ruhr. Les faits ont justifié la politique de 1923 : les experts, en première ligne les Américains, se sont plu à reconnaître que si un règlement général est aujourd'hui possible, c'est à l'occupation de la Ruhr qu'est dû cet heureux résultat. Les premières lettres de M. Poincaré et de M. MacDonald sont datées du 14 mai ; elles se sont croisées ; mais elles n'ont été publiées que le 29 ; elles se félicitent « des progrès très considérables qui ont été faits en ces derniers mois pour l'amélioration des relations de nos deux pays » (seconde lettre de M. MacDonald). M. Poincaré se plait à constater « une telle sympathie entre vos dispositions d'esprit et les miennes » qu'on pouvait légitimement espérer un accord complet et prochain. Il affirme de nouveau que « son gouvernement a accepté sans restriction ni arrière-pensée les conclusions du rapport des experts telles qu'elles ont été ratifiées par la Commission des réparations. » On était donc en marche vers une solution. M. MacDonald, dans sa lettre du 14, laisse percer une certaine impatience de continuer, d'aboutir. Dès qu'il apparut certain que M. Herriot recueillerait la succession de M. Poincaré, le Premier anglais lui fit exprimer son désir de le voir le plus tôt possible. Le temps presse, d'autant plus que la situation parlementaire du cabinet travailliste reste précaire, malgré son succès du 29 mai. Mais M. Herriot et ses amis ont de bien autres préoccupations : ils travaillent avec passion à démolir la plus respectée des institutions républicaines.

Les rancunes radicales et surtout socialistes, — car ce sont les socialistes et les communistes qui mènent la campagne, — contre M. Millerand datent de loin. L'extrême-gauche ne lui pardonne pas d'avoir formé, en 1919, dans un intérêt patriotique, le bloc national et d'avoir fait passer l'avantage du pays avant les considérations de partis. Et puis n'est-ce pas M. Millerand qui jadis accola au système de gouvernement combiste l'épithète historique de « régime

abject. » D'avoir sauvé en 1920 la Pologne, le traité de Versailles et l'ordre européen ne le recommande pas aux sympathies révolutionnaires. On lui reproche le discours d'Évreux, du 14 octobre 1923, comme si le devoir d'impartialité qui s'attache à ses hautes fonctions lui interdisait de traduire, en présence de membres du Gouvernement responsable, la politique du ministère qui a l'approbation des deux Chambres. La correction constitutionnelle, pour un Président, c'est d'être d'accord avec ses ministres responsables. Ce ne sont là d'ailleurs que prétextes. Ce que les gauches extrêmes reprochent à M. Millerand, ce n'est pas ce qu'il a fait, c'est d'avoir fait quelque chose. La question de droit n'est pas douteuse : — M. Joseph-Barthélemy, l'éminent professeur de droit constitutionnel et député du Gers, l'a établi avec l'autorité qui lui appartient dans *le Journal* du 30 mai, — c'est aller contre la lettre et contre l'esprit de la constitution qu'exiger la démission du Président de la République sous prétexte que les élections ont condamné sa politique. Aucun précédent ne saurait être invoqué : le maréchal de Mac-Mahon ne donna sa démission, — seul acte qu'un Président ait le droit de faire sans la signature d'un ministre, — que plusieurs mois après que les élections eurent ramené au pouvoir les 363 ; et quant à M. Grévy, c'est pour une question de famille et d'honorabilité que le Parlement lui fit comprendre la nécessité de résigner ses fonctions. Ici rien de tel ; les vainqueurs du 11 mai veulent toutes les places, tous les honneurs, tous les profits ; ils colorent leurs passions et leurs rancunes du prétexte de « respect du suffrage universel, » comme si la question de la Présidence avait été posée devant les électeurs et comme si la constitution ne mettait pas l'institution et la personne irresponsable du Président au-dessus des fluctuations électorales. Mais le cartel des gauches a dû en grande partie sa victoire, — victoire beaucoup moins complète qu'il ne le prétend, puisqu'elle est due à un système électoral faussé par les amendements Bouffandeau et qu'avec la représentation proportionnelle pure et simple le résultat eût été différent, — à ses cadres et au dévouement intéressé d'un grand nombre de fonctionnaires ; il est très important pour lui de prouver que, du haut en bas, ceux qui l'ont servi sont comblés et les autres punis : c'est le système jacobin dans toute sa beauté. On ne peut que déplorer que des hommes de haute culture comme M. Herriot et M. Painlevé se laissent induire à servir une politique de basses rancunes et de médiocres appétits.

Cherchons cependant à voir plus haut et plus loin : La destruction

du prestige que garde dans le pays la première magistrature de la République fait partie d'un système et répond à une logique démagogique et révolutionnaire. Le suffrage universel étant seul souverain, toutes les fonctions doivent relever directement de lui ; il est bon que préfets, magistrats, officiers ne soient nommés que par la protection ou l'agrément des élus du suffrage universel. Le Président de la République, élevé par la Constitution au-dessus des partis, garde un certain reflet du prestige de l'ancienne souveraineté ; il est le chef de l'État, le Président de tous les Français sans distinction, de tous ceux qui payent l'impôt et se font tuer ; il incarne, si imparfaitement que ce soit, au-dessus des ministères qui passent et des partis qui s'usent, la patrie qui dure et qui est la chose de tous ; il la représente notamment en face des Gouvernements étrangers. Ils ont grand soin, eux, de garder intactes ces institutions historiques qui symbolisent la permanence de l'esprit national : l'Angleterre entoure de respect et de vénération son Roi, soit que, comme Édouard VII, il joue un rôle actif et personnel, soit que, comme George V, il se borne à exercer strictement les prérogatives que lui laisse la loi ; quand un Cabinet travailliste arrive au pouvoir, il ne réclame pas la suppression du trône et les délégués de Moscou se rendent en habit de soirée au grand lever du Roi. Un Reichstag de tendances réactionnaires garde comme président M. Ebert, social-démocrate. Et l'Italie, qu'elle soit libérale ou fasciste, honore son Roi. Mais il est de l'essence d'une démagogie jacobine de détruire, d'amoindrir tout ce qui peut s'élever au-dessus des partis pour incarner l'idée nationale. Tel est, au-dessus des contingences de la mêlée quotidienne, le sens de la campagne d'une violence inouïe qui, depuis le 11 mai, se déchaîne contre M. Millerand. Rien ne doit échapper aux fluctuations des partis et du suffrage populaire truqué par leurs chefs. C'est le principe démocratique poussé à ses extrêmes conséquences ; or l'histoire prouve que toutes les démocraties périssent par l'exagération de leur principe. Il est dangereux, pour la République française, d'évoluer en ce sens au moment où la situation générale du monde, politique et économique, amène la plupart des autres États à renforcer chez eux l'autorité, que ce soit à la mode de Lénine ou à la manière de M. Mussolini et du général Primo de Rivera. Le cri d'un député communiste, à la première séance de la Chambre : « A bas la démocratie ! » est assez significatif. C'est par cette voie qu'on mène une grande nation au bolchévisme ou au fascisme et qu'on tue les institutions libres.

Que la manœuvre soit voulue par les partis extrêmes, communiste et socialiste, qu'elle ait un caractère nettement révolutionnaire, il suffit de lire les journaux du cartel et de suivre les débats de la Chambre pour s'en convaincre. Jusqu'au 30 mai, la presse d'extrême-gauche mène la campagne; les chefs du parti radical-socialiste, MM. Herriot et Painlevé, gênés peut-être par l'entretien si correct qu'ils ont accepté d'avoir le 21 dans le cabinet de M. Millerand avec MM. Poincaré et François-Marsal, paraissent se réserver. Mais le 30, l'organe de Moscou, *l'Humanité*, leur adresse une sommation : elle attend le bloc des gauches à cette épreuve; si M. Herriot ne refuse pas de traiter avec M. Millerand, « la crise présidentielle sera ouverte dans le pays aussi violente qu'au temps de Grévy et de Casimir Périer. Le parti radical en portera la responsabilité, et il sera jugé dès cette première capitulation. » C'est déjà l'appel à l'émeute. Le 1^{er} juin, la législature s'ouvre. M. Poincaré, dans la matinée, apporte au Président de la République la démission du Cabinet. A quatorze heures, le professeur Pinard, doyen d'âge, monte au fauteuil présidentiel et prononce un discours plus long qu'il n'était nécessaire, plus combatif qu'il n'est d'usage : que ne se borna-t-il à ses excellents conseils de puériculture ! Puis M. Marcel Cachin, député communiste de Paris, dépose, au nom de son parti, une motion invitant la Chambre à s'ajourner jusqu'à ce que le Président de la République ait donné sa démission. Ainsi se révélait le vrai caractère révolutionnaire de la campagne des gauches contre l'Élysée. Cette motion provoque la fureur des socialistes : toute vérité n'est pas bonne à dire ! Les dirigeants du cartel des gauches prennent, le même jour, leurs résolutions. Dans la matinée, une note du *Quotidien* annonce qu'aucun homme politique de gauche n'acceptera le pouvoir des mains de M. Millerand, qui sera obligé de donner sa démission. C'était compter sans le caractère ferme et la correction constitutionnelle du Président : ni pour sa dignité personnelle, ni dans l'intérêt du pays, il n'accepterait de désertier ses hautes fonctions sous la sommation d'une coalition qui ne représente, même à la Chambre, qu'une faible majorité, et du jugement de laquelle il ne dépend à aucun degré. Le même jour, un article officieux de M. Sauerwein, dans *le Matin*, indique avec précision la conduite qu'est résolu à tenir le Président de la République : il veut que les deux Chambres soient amenées à se prononcer par un vote clair; il formera un ministère dans la majorité, selon l'usage traditionnel et l'esprit des institutions; s'il ne réussit pas, il constituera, de

toute manière, un cabinet qui se chargera de porter devant les deux Assemblées un message qui ne sera pas une lettre de démission, mais qui saisira le Parlement et le pays du conflit constitutionnel, il prendra ensuite son parti, selon l'attitude de la Chambre et du Sénat, et jugera, dans sa pleine indépendance, s'il doit ou non donner sa démission; en tout état de cause, le cartel des gauches aura à prendre la responsabilité de sa conduite inconstitutionnelle et du précédent révolutionnaire qu'il aura voulu créer.

Les événements se sont accomplis selon ce programme, dont la correction est indiscutable. Depuis le 1^{er} juin, une partie serrée se joue entre l'agitation révolutionnaire et la fermeté présidentielle. Ce même jour, les partis qui constituent le cartel des gauches se sont réunis dans une salle du palais d'Orsay et ont voté à l'unanimité, moins quelques voix d'anciens collaborateurs de M. Millerand, une résolution déclarant les partis de gauche unanimes à réclamer la retraite du Président de la République. D'après les chiffres communiqués, 307 députés auraient pris part à ce conciliabule; mais *l'Éclair* se dit en mesure d'affirmer que le chiffre réel des présents ne dépassa guère 200. Dans les couloirs, de vieux et fermes républicains, comme M. Thomson, réprouvaient l'attitude de leurs jeunes collègues. Les chefs radicaux paraissaient fort embarrassés, emportés par une intrigue plus forte que leur volonté. Il semble que M. Herriot ait d'abord cru pouvoir accepter de former un ministère qui serait chargé de lire un message d'abdication; mais la fermeté de M. Millerand l'acculait à un coup d'État parlementaire dont il ne serait que momentanément le bénéficiaire; tout l'avantage irait aux communistes d'abord, et aux socialistes qui, le 2 juin, décidaient de soutenir, sans y participer, un ministère du bloc des gauches. Il lui faudrait, comme le disait *le Progrès civique* du 31 mai, « pour aboutir aujourd'hui, pour subsister demain, inaugurer son consulat par une exécution. La démission du Président de la République est chez nous la forme pacifique des révolutions. M. Herriot sait à présent qu'il doit apparaître sur le ring pour y faire la révolution avant toute chose. » Et l'organe officiel du parti communiste tirait la philosophie de la situation en faisant suivre « l'appel du parti communiste » et son programme du mot d'ordre : « l'heure de la démocratie est passée. » En effet, il ne saurait exister de démocratie sans le respect de la loi.

Le 3 juin se réunissaient les groupes républicains du Sénat; le plus nombreux, la gauche démocratique, appuyait, par environ 120 voix sur 164 membres inscrits, les résolutions des groupes d'extrême-

gauche de la Chambre : mais les deux autres groupes, à l'unanimité, réclamaient le respect de la Constitution et la fin d'une campagne qui ne saurait profiter qu'aux adversaires de la République et aux ennemis de la France. — Le 4, la Chambre procédait à l'élection de son bureau. M. Painlevé, candidat du cartel des gauches, était élu par 296 voix contre 209 à M. Maginot. M. Raoul Péret avait décliné toute candidature qui ne ferait pas l'union. Ce scrutin était, pour les gauches, une déception ; il révélait une majorité moins forte qu'elles ne l'avaient cru, et une minorité disciplinée et compacte. Contrairement à tous les usages parlementaires et à tout esprit de justice, les partis dominants s'attribuaient tous les sièges de vice-présidents, de secrétaires et de questeurs, si bien que l'opposition républicaine n'est pas représentée au bureau. — Le 5, le Président de la République, après avoir, selon l'usage, consulté les Présidents des deux Assemblées, MM. Painlevé et Doumergue, faisait appeler M. Édouard Herriot et, après lui avoir exposé les grandes lignes de la situation intérieure et extérieure, lui demandait, comme chef du cartel des partis sortis victorieux du scrutin du 11 mai, son concours pour la formation du nouveau ministère. Suivons ici les termes du communiqué de l'Élysée : « Un échange de vues s'est ensuite établi au cours duquel ne s'est révélé aucun désaccord sur le programme. Le député du Rhône ayant soulevé la question présidentielle, M. Millerand a déclaré qu'il ne saurait accepter d'examiner une question que le respect de la loi interdit de poser. La Constitution a fixé à sept ans la durée du mandat présidentiel. Appelé pour sept ans à l'Élysée, le Président tient pour son devoir envers la République et la France de demeurer jusqu'au terme légal de son mandat. M. Millerand est résolu à faire tout ce qui dépend de lui, pour assurer le respect de la Constitution et pour écarter un précédent dont on ne saurait mesurer le péril. Sans discuter ces raisons, M. Herriot a simplement répondu qu'il ne croyait pas personnellement pouvoir accepter la mission que le Président avait bien voulu lui offrir. » De son côté, M. Herriot, — qui, en sortant de l'Élysée, paraissait très ému, — expliquait qu'entre le Président et lui, il n'avait été abordé que des questions d'intérêt national sur lesquelles aucun désaccord n'était possible, mais que, lié par les résolutions du cartel, il lui avait paru impossible d'accepter la mission qui lui était offerte.

Dès lors, la situation apparaissait claire. M. Millerand consultait, dans la soirée, le lendemain 6 et le surlendemain 7 juin, de nombreuses personnalités appartenant aux groupes radicaux et radicaux-

socialistes de la Chambre et du Sénat et recueillait leur avis. Le samedi 7, mandé par télégramme, arrivait d'Algérie, dont il est gouverneur général, M. Steeg, qui fut, on s'en souvient, ministre de l'Intérieur du Cabinet Millerand et qui passait pour l'ami personnel du Président ; celui-ci reçut le 8 M. Steeg et fit appel à un concours qui lui fut refusé. Ayant échoué à gauche, le Président se tourna vers le Centre et demanda le concours de M. François-Marsal, ministre des Finances du second cabinet Poincaré et, naguère, des cabinets Millerand et Leygues. Le sénateur du Cantal n'hésita pas devant le devoir ; en quelques heures, il trouva plus de concours qu'il n'en avait besoin et constitua son Cabinet avec les hommes de courage dont les noms méritent d'être cités à l'ordre du jour : MM. Antony Ratier, sénateur, président du groupe de l'union républicaine, Lefebvre du Prey, de Selves, Maginot, Désiré Ferry, Fabry, Le Trocquer, Jourdain, Capus, Landry, P. E. Flandin, Louis Marin. Ainsi, dans ces circonstances tragiques, M. Millerand pouvait apprécier la valeur de certains dévouements et goûter l'amertume de quelques ingratitude.

La ferme résolution du Président de la République, l'acte de courage et d'énergie de M. François-Marsal et de ses collègues, ont fait, sur les éléments restés sages du Parlement et sur l'opinion, une profonde impression : la fureur de la presse d'extrême-gauche s'en est accrue ; la violence de certains journaux est inouïe : pour eux M. Millerand est un traître, rebelle au suffrage universel. *Le Quotidien* et *l'Œuvre* le menacent de la Haute-Cour. *L'Humanité* fait de nouveau appel aux violences de la rue : le chef de l'État sera chassé par le peuple ; il est « en posture de rebelle ; » le prolétariat révolutionnaire règlera ses comptes particuliers avec « l'homme de Wrangel et le briseur de la grève de 1920. » On dépeint M. Millerand comme préparant un coup de force avec la complicité « d'officiers de coup d'État ; » on fait appel au prolétariat pour s'opposer « à la mainmise éventuelle de la camarilla militaire sur le Gouvernement, » aux soldats, à la police pour refuser l'obéissance. Nous voilà loin de M. Herriot et de son idéalisme, de M. Painlevé et de son algèbre humanitaire. Qui sème le vent récolte la tempête ! Ces pacifistes nous conduisent rapidement à des journées sanglantes.

A l'heure même où nous mettons sous presse, le ministère François-Marsal se présente devant les Chambres. La suite des événements est, dans les grandes lignes, facile à prévoir ; soit que la Chambre refuse d'entrer en communication avec le Ministère, soit

qu'elle écoute le message et discute la thèse constitutionnelle de M. Millerand, défendue par le nouveau Président du Conseil, elle émettra un vote à la suite duquel, s'il sanctionne, — comme il n'est que trop vraisemblable, — la révolution qui s'accomplit, M. Millerand adressera aux Chambres un nouveau message qui contiendra, cette fois, sa démission. Du moins la lettre et l'esprit de la Constitution auront été, jusqu'au bout, défendus et même, dans une certaine mesure, sauvegardés. M. Millerand se retirera après un acte de courage et d'énergie qui fera de lui le chef naturel d'une opposition républicaine et nationale. Un radical quelconque deviendra le Président soliveau que souhaite le cartel des gauches et M. Herriot prendra la présidence du Conseil. Mais n'anticipons pas. Des surprises sont possibles et, en tout cas, les modalités ont leur importance.

De l'étranger, amis ou adversaires regardent ces débats, où la majorité nouvelle croit donner la mesure de sa capacité de gouverner en exhibant sa capacité de haïr. Nos amis s'étonnent et s'alarment; les Anglais, si respectueux des formes et des traditions, ne comprennent pas; il leur semblait que la nouvelle majorité avait mieux à faire. « Il y a bien longtemps, écrit le *Times* du 5, que n'ont régné en France pareille incertitude et pareille confusion, et cela est d'autant plus remarquable que, durant ces dernières années, la politique nationale de la France avait donné une impression extraordinaire de stabilité, de lucidité et de précision. » Quelle leçon! Le *Manchester Guardian* du 6 s'étonne et se plaint : sont-ce là les amis qu'il avait rêvés? « les milieux officiels du Gouvernement britannique déplorent le temps d'arrêt qu'impose la crise française. » *L'Indépendance belge*, très sympathique au bloc des gauches, s'énervé : « L'exclusive poursuivie par les gauches contre le Président de la République a le caractère des décisions prises autrefois par les clubs jacobins. Il semble qu'elle doive être réalisée, mais ce ne sera pas sans secousse et sans provoquer un profond malaise. D'autre part, la solution des grands problèmes extérieurs s'en trouvera retardée et peut-être compliquée, au grand dam des principaux associés de la France. Puisse-t-on s'en rendre compte à Paris. » (4 juin.) Et le *Journal de Genève* (3 juin) : « La France, depuis huit ans, faisait de l'histoire. Elle se remet à faire de la politique. La guerre finie, la République revient ainsi à ses anciennes habitudes... On devine, se pressant derrière M. Herriot, l'armée indisciplinée des politiciens et des discoureurs d'avant-guerre ! » Quelle douleur, pour des cœurs français, de lire de pareils jugements. Ce n'est vraiment

pas cela qu'ont souhaité les électeurs. M. Herriot a voulu s'allier avec le socialisme, et déjà il n'est plus le maître ni de ses troupes, ni de sa propre action : il devrait savoir que, pour souper avec le diable, il faut prendre une longue cuiller.

Son programme qu'il a soumis, par lettre du 2 juin, à l'agrément de son allié M. Léon Blum, chef du parti socialiste, révèle ses anxiétés et aussi son inexpérience. C'est d'abord des affirmations vagues : « réaliser la paix par l'entente des peuples. » Qu'est-ce à dire? Les peuples peuvent-ils s'entendre autrement que par l'entremise de leurs gouvernements et de leurs diplomaties? « Fortifier et étendre le rôle de la Société des nations : » la formule a beaucoup servi; M. Poincaré l'a employée à maintes reprises et M. Millerand, dans le fameux discours d'Évreux, qu'on incrimine aujourd'hui; mais, à l'Assemblée comme au Conseil de Genève, des rivalités nationales s'exercent; la Société des nations est apparue trop souvent comme l'instrument du *Foreign Office* pour asseoir son hégémonie continentale; les conférences pour le désarmement cachent des pièges, qui, si nous y tombions, nous livreraient sans défense à une Allemagne qui s'arme et se prépare. M. Herriot, s'il veut élargir la Société des nations, n'y fera cependant entrer que « tous les peuples résolus à respecter son statut. » La réserve est sage, car le statut c'est d'abord l'article premier du pacte, qui stipule le respect des traités, l'exécution des engagements internationaux. Toute la question est là, et c'est précisément ce que ni l'Allemagne ni la Russie n'ont jamais accepté. Lord Robert Cecil vient justement de nous révéler — nous le savions, mais il était bon de l'entendre de sa bouche — « qu'en 1920 l'Allemagne aurait été admise dans la Société des nations, si elle l'avait voulu. Soyons francs. L'Allemagne, ou du moins un très grand parti en Allemagne désire avoir les mains libres pour une autre guerre. » M. Herriot cherchera à s'entendre avec les partis républicains et démocrates et il a dit son fait, dans une interview publiée par le *Vorwaerts*, au parti nationaliste et aux grands industriels. Il peut y avoir, dans cette direction, des résultats utiles à atteindre, mais ces partis, surtout depuis les élections du 4 mai, sont loin d'être les plus forts; le parti populiste évolue nettement vers les nationaux-allemands. Le Cabinet Marx, reconstitué après de longues négociations, a trouvé une majorité de 243 voix contre 183 composée des socialistes, du Centre catholique, des populistes et des démocrates, pour approuver une politique fondée sur le rapport des experts. Des conseils pressants venus de

Londres et de Washington n'ont pas été étrangers à ce résultat : mais la majorité sur laquelle s'appuie le Gouvernement de M. Marx reste singulièrement précaire ; et il serait follement imprudent d'encourager les espérances des partis nationalistes en réduisant prématurément nos effectifs militaires déjà à peine suffisants, — comme l'a montré M. André Lefèvre dans une lettre à ses électeurs, — pour maintenir l'occupation de la Ruhr et de la Rhénanie. Quant au rapport des experts, M. Herriot l'accepte « sans aucune arrière-pensée : » c'est l'expression même de M. Poincaré. La Ruhr ? Il n'est pas possible de l'évacuer « avant que les gages prévus par les experts aient été constitués et remis aux organismes internationaux désormais qualifiés pour les gérer. » M. Herriot n'oublie ni le désarmement de l'Allemagne, ni le problème de la sécurité. Avec les Soviets on rétablira « les relations normales. » Mais peut-on rétablir des relations « normales » avec des gens qui ne sont pas normaux ? M. MacDonald commence à en douter. Et puis on déclarera la guerre au Pape en supprimant l'ambassade auprès du Vatican. La France y perdra beaucoup en influence, en dignité, beaucoup plus que le Pape : mais on aura fait quelques-uns de ces « gestes symboliques » que réclame M. Renaudel. Mais il convient d'attendre M. Herriot au faire et au prendre ; il a certainement le désir de commettre le moins de fautes qu'il pourra. Mais est-il encore libre ? L'attentat qu'il vient de commettre contre la Constitution et la légalité fait de lui le prisonnier des extrémistes : cette faute initiale va peser lourdement sur sa carrière ministérielle.

La France vient de perdre l'un des diplomates qui, durant ces cinquante dernières années, l'ont servie avec le plus de clairvoyance et de bonheur : M. Paul Cambon est mort le 29 mai âgé de quatre-vingt-un ans. Rappeler qu'il fut durant vingt-deux années consécutives, de 1898 à 1920, ambassadeur de France à Londres, c'est expliquer en partie comment, malgré les changements de ministres et les sautes de vent parlementaires, la politique française s'inspira des mêmes maximes et resta fidèle aux mêmes directions, car M. Paul Cambon ne fut pas seulement maintenu, il fut souvent écouté. Secrétaire de Jules Ferry en 1874, puis, à vingt-huit ans, préfet, il appartenait à cette génération d'hommes que la guerre et le 4 septembre lancèrent tout jeunes dans les grandes affaires : fortune rare, car les démocraties ne favorisent guère les jeunes talents. Autour de Gambetta et de Jules Ferry s'est formée l'équipe qui, entre les deux

guerres, a donné à la France ses meilleurs guides : les frères Paul et Jules Cambon furent parmi les plus éminents. Partout où l'a conduit sa brillante carrière, M. Paul Cambon a restauré le haut renom de la France. A Madrid, à Constantinople surtout, il a donné, comme ambassadeur, la mesure de son patriotisme et de ses hautes capacités de diplomate et d'administrateur. Ses deux œuvres maîtresses restent l'organisation, en Tunisie, du Protectorat français, — formule nouvelle, souple, large, qui concilie heureusement les droits bienfaisants de la Puissance tutrice et l'autonomie de l'État assisté, — et « l'Entente cordiale » avec l'Angleterre. Après la crise de 1898, les litiges coloniaux, qui avaient été l'inévitable conséquence de la création de notre bel empire colonial, étaient réglés : le terrain était libre pour un rapprochement qu'à partir de 1901 Édouard VII et lord Lansdowne recherchèrent. C'est le moment où M. Paul Cambon, nommé à Londres en 1898, devint le tenace, patient et heureux artisan d'une entente qui modifiait profondément les assises de l'équilibre européen et dont les effets se firent sentir durant les crises d'Algésiras (1905), de Bosnie (1908), d'Agadir (1911) ; l'Allemagne comprit qu'il ne lui était plus permis de régenter l'Europe au profit de ses ambitions. Mais M. Paul Cambon ne parvint pas à faire sortir de l'entente cordiale l'alliance qui peut-être aurait retenu l'Allemagne et empêché la guerre. Du moins eut-il, le soir du 3 août 1914, la profonde satisfaction de télégraphier à son Gouvernement : « L'Angleterre déclare la guerre ! » Durant les hostilités, avec la haute autorité dont il jouissait à Paris et la pleine confiance dont l'honorait le Gouvernement britannique, il put rendre encore les plus signalés services ; il ne se retira qu'après la paix, avec le noble orgueil d'avoir contribué à la réalisation du rêve de sa jeunesse, la France rétablie dans son intégrité et sa force. A ce grand serviteur de la patrie la postérité sera reconnaissante. On ne dira jamais assez, surtout au moment où un parti vainqueur se rue à l'assaut des places et des honneurs, que ce sont les grands hommes qui font la grande politique et que le savoir, l'expérience, la haute tenue morale sont la condition du succès.

RENÉ PINON.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIV^e ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT ET UNIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1^{er} Mai

	Pages.
LE LABYRINTHE, troisième partie, par M. ÉDOUARD ESTAUNIÉ, de l'Académie française	5
LE DANGER AÉRIEN ALLEMAND, par M. LE CAPITAINE FONCK	37
ROMANTISME ET DIPLOMATIE. — III. CHATEAUBRIAND, par M. MAURICE PALÉOLOGUE	55
L'AN PROCHAIN À JÉRUSALEM! — II. SUR LA TERRE DES ANCÊTRES, par MM. JÉRÔME ET JEAN THARAUD	83
ABRAHAM BOSSE OU LE FRONDEUR, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française	109
LE GONFALONNIER PERPÉTUEL PIERO SODERINI, par M. CHARLES BENOIST, de l'Institut	120
NOS LIGNES DE COMMUNICATIONS MARITIMES, par M. LE CONTRE-AMIRAL DEGOUY	151
AVEC MIGUEL DE UNAMUNO À SALAMANQUE, par M. ANDRÉ CORTHIS	168
GÉNICAUT ET LA DÉCOUVERTE DU CHEVAL, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE	189
LES ACADEMIES DE PROVINCE AU TRAVAIL, par M. C.-M. SAVARIT	209
REVUE LITTÉRAIRE. — UNE NOUVELLE DÉFENSE DU ROMANTISME, par M. ANDRÉ BEAUNIER	214
REVUE MUSICALE. — L'APPEL DE LA MER, par M. ANDRÉ BEAUNIER	226
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE, par M. RENÉ PINON	230

Livraison du 15 Mai

LE LABYRINTHE, quatrième partie, par M. ÉDOUARD ESTAUNIÉ, de l'Académie française	241
LA FRANCE ET LES ALLIANCES, par * * *	272
L'AN PROCHAIN À JÉRUSALEM! — III. UNE PALESTINE NOUVELLE, par MM. JÉRÔME ET JEAN THARAUD	285
LE MARÉCHAL DE LA FORCE. — I. LE CAPITAINE DES GARDES, par M. LE DUC DE LA FORCE	317
CE QUE PUBLIENT LES SOVIETS, par M. MICHEL D'HERBIGNY	338
LES ORIGINES RELIGIEUSES DU CANADA. — IV. L'ÂGE DES MARTYRS, par M. GEORGES GOYAU, de l'Académie française	353

	Page.
LES TROIS AMPÈRE. — III. <i>LES MISÈRES D'UN HOMME DE GENIE</i> , par L. DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences.	385
LES ACCESSOIRES DE TOILETTE. — <i>COIFFURES, ARMURES ET BIJOUX</i> , par M. LE VICOMTE GEORGES D'AVENEL.	412
LE CULTE DE BALZAC, par M. MARCEL BOUTERON.	440
REVUE SCIENTIFIQUE. — <i>LES ZONES DE SILENCE</i> , par M. CHARLES NORDMANN.	457
LES ÉCRIVAINS SUISSES ET LA FRANCE, par M. VICTOR GIRAUD.	466
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON	470

Livraison du 1^{er} Juin

LES COLLOQUES D'ÉRASME, par VICTORIEN SARDOU.	481
LE Labyrinthe, dernière partie, par M. ÉDOUARD ESTAUNIE, de l'Académie française.	512
RONSARD ET MUSET, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française.	552
EN RUSSIE. — LA TERRE AUX PAYSANS, par M. LE COMTE W. KOKOVITZOFF.	564
LES TROIS AMPÈRE. — IV. <i>UN AMOUREUX DE MADAME RÉCAMIER</i> , par M. LOUIS DE LAUNAY, de l'Académie des Sciences.	595
JOURNÉES DE PRINTEMPS EN HOLLANDE, par M ^{me} MARCELLE TINAYRE	625
L'HISTOIRE DES SCIENCES ET LE RÔLE DE LA FRANCE, par M. ÉMILE PICARD, de l'Académie des Sciences.	652
LES SALONS DE 1924, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE	671
REVUE LITTÉRAIRE. — <i>L'AUTEUR DU « GRAND MEAULNES »</i> , par M. ANDRÉ BEAUNIER.	693
RÉCEPTION DE M. HENRI BREMOND A L'ACADÉMIE FRANÇAISE, par M. GÉRARD BAUER.	705
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON	709
LE DROIT DE RÉPONSE ET LA COUR DE CASSATION, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française.	719

Livraison du 15 Juin

LA PRINCESSE JULIE, par M. LE COMTE PRIMOLI.	721
LETtres A LA PRINCESSE JULIE. — I. (1865-1875), par ERNEST RENAN.	732
FIGURES DE SICILE. — <i>COMÉDIE EN UN ACTE</i> , par M. LUIGI PIRANDELLO.	760
AU PAYS BRETON. — <i>LE PARDON GLAZIK</i> , par M. ANDRÉ CHEVRILLON, de l'Académie française.	786
L'ESTHÉTIQUE D'ÉMILE ZOLA, par M. GABRIEL VICAIRE.	810
IMPRESSIONS DE ROUMANIE, par M. CHARLES DIEHL, de l'Institut.	832
LE MARÉCHAL DE LA FORCE. — II. <i>LE VICE-ROI DE NAVARRE</i> , par M. LE DUC DE LA FORCE.	847
LE NOUVEAU MONDE FRANÇAIS. — LE MAROC ÉCONOMIQUE, par MM. JOSÉ GERMAIN ET STÉPHANE FAYE.	873
L'HOMMAGE DE TOLÈDE A MAURICE BARRÈS, par M. MAURICE LEGENDRE.	905
LES LIENS SPIRITUELS DE LA FRANCE ET DE L'ESPAGNE, par MAURICE BARRÈS	913
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — <i>L'ÉCOLE DU MEURTRE EN ALLEMAGNE</i> , par M. LOUIS GILLET.	919
REVUE SCIENTIFIQUE. — <i>LES NOUVELLES FOUILLES DE POMPEI</i> , par M. CHARLES NORDMANN.	932
REVUE DRAMATIQUE. — <i>QUELQUES PIÈCES NOUVELLES</i> , par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française.	944
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — <i>HISTOIRE POLITIQUE</i> , par M. RENÉ PINON	947

336

412

440

457

466

470

481

512

552

564

595

625

652

671

693

705

709

719

721

732

760

786

810

832

847

873

905

913

919

932

944

947